



Agronomes du Cirad

Christian Galant, Marie-Noelle Heinrich, Egizio Valceschini

► To cite this version:

Egizio Valceschini (Dir.). Agronomes du Cirad. Editions INRA, 17, 108 p., 2016, Archorales, 2-7380-1371-6 9-782738-013712. hal-02797073

HAL Id: hal-02797073

<https://hal.inrae.fr/hal-02797073>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



n°
17



ARCHORALES / AGRONOMES DU CIRAD



INRA
SCIENCE & IMPACT



cirad

LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

LE COMITÉ D'HISTOIRE ET LA REVUE ARCHORALES

L'histoire n'est pas seulement la connaissance du passé, elle est aussi un support de réflexion sur les continuités, les évolutions, les ruptures. Elle est un moyen de comprendre la dynamique des sciences dans leurs relations aux sociétés. La conviction du comité d'histoire de l'Inra et du Cirad est que ces institutions trouveront les plus grands bénéfices à une réflexion sur leurs programmes, inscrite dans le temps long de l'histoire des recherches sur les enjeux agricoles, alimentaires, environnementaux ou de maîtrise du vivant. Ainsi la conception de l'histoire qui nous anime n'est-elle ni institutionnelle ni mémorielle, mais bien prospective, dans l'idée de construire, pierre après pierre, une enquête de fond sur la genèse, les évolutions et les formes d'expression publique d'un discours scientifique d'abord spécialisé et analytique, aujourd'hui globalisé et systémique, sur ce que veut dire agir par la science.

Dans cet esprit, le comité d'histoire Inra-Cirad a pour mission de préserver et de valoriser les matériaux documentaires dont disposent ces deux instituts sur l'histoire de la recherche agronomique publique aux XX^e et XXI^e siècles. Il s'agit au premier chef d'organiser la sauvegarde, l'inventaire et l'exploitation des documents scientifiques et administratifs utiles à la connaissance historique, qu'ils soient sous forme écrite, numérique ou photographique. Il s'agit également de collecter et de valoriser la mémoire professionnelle des différentes catégories de personnels, et les témoignages d'expériences individuelles ou collectives, dans le cadre du travail réalisé par la mission Archorales, initiée il y a près de vingt ans par Denis Poupardin. L'objectif de cette mission, aujourd'hui sous la responsabilité de Christian Galant, est de collecter les récits et réflexions de ceux, chercheurs, ingénieurs, personnels scientifiques ou administratifs, qui ont participé à la vie de l'Inra et du Cirad et à leurs réalisations scientifiques. À ce jour, la mission Archorales a constitué un fonds considérable de quelque 380 témoignages recueillis et déposés aux Archives nationales. Avec le présent numéro, 140 de ces témoignages auront été publiés dans 17 volumes de la collection Archorales (également consultables sur le site web d'Archorales).

Lorsqu'elle débute en 1995, la mission Archorales s'inscrit dans un mouvement alors relativement nouveau, en France et à l'étranger, de collecte d'archives orales au sein d'institutions ou d'entreprises. Les témoignages des acteurs, parties prenantes de l'histoire, sont ainsi destinés à compléter les archives traditionnelles, ou même à remédier à leur absence. Ils enrichissent la connaissance historique en rendant possible la confrontation des points de vue et des vécus, et en donnant une image à la fois plus complexe et plus humaine des organisations. L'archive orale est donc une source précieuse pour donner de la « chair » au récit historique et pour déceler des aspects de la vie scientifique que les textes officiels ignorent le plus souvent. Ainsi, Archorales rend compte du vécu des acteurs de la recherche, de la façon dont ils ont agi, réagi, parfois souffert, au sein des laboratoires, des unités ou des programmes auxquels ils ont participé.

La revue *Archorales* ne prétend pas être une revue d'histoire, mais une publication qui fournit des pièces à verser au débat sur l'histoire de la recherche agronomique, rassemblées grâce à un rigoureux travail de collecte et de mise en forme écrite des témoignages. Nous espérons ainsi donner les meilleures chances à ces prises de parole mûrement réfléchies d'être lues par un large public, averti ou non, qui trouvera là un matériau historique ou mémoriel d'une grande richesse pour tout usage spécifique qu'il voudra en faire : étude, portrait, biographie, histoire familiale...

Cette mission archivistique s'inscrit également dans l'ambition du comité d'histoire de promouvoir des travaux de recherche sur l'histoire de l'Inra et du Cirad et, plus largement, sur l'histoire de la recherche et de la science agronomique depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Ces travaux doivent permettre d'éclairer la dynamique des savoirs, les réflexions, débats et controverses sur les orientations et sur les finalités de la recherche, enfin les vicissitudes, les contingences, mais aussi les aventures intellectuelles et humaines qui ont traversé cette histoire. Le recueil et la publication des témoignages, leur accompagnement par la photographie ou la publication d'archives, tout comme la rédaction d'articles de synthèse ou de réflexion, s'inscrivent dans cet esprit d'ouverture et de partage de l'analyse historique.

Egizio Valceschini
Président du comité d'histoire de l'Inra et du Cirad

Ce volume est une œuvre collective. Que tous ceux qui y ont contribué ou l'ont rendu possible en soient remerciés, en particulier Laurence Rodriguez du Ciradimages.

Notre pensée va tout spécialement à Hervé Bichat qui nous a vivement soutenu et à son épouse Monique Bichat pour son aide précieuse.

SOMMAIRE

4 ÉDITO

MICHEL EDDI & PHILIPPE MAUGUIN

6 LA RECHERCHE AGRONOMIQUE OUTRE-MER AU DÉFI DE LA MÉMOIRE

PIERRE CORNU & HUBERT OMONT

10 HERVÉ BICHAT

DANS LA FOULÉE DU CIRAD, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRA (1990-92)

CLAUDE BÉRANGER

12 REPÈRES : HERVÉ BICHAT

14 TÉMOIGNAGE HERVÉ BICHAT

30 LES PIONNIERS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

LAURENCE ROUDART

4 TÉMOIGNAGES

40 RENÉ TOURTE

64 BERNARD SIMON

90 MICHELLE FEIT

98 HUGUES DE LIVONNIÈRE

106 DU GERDAT AU CIRAD

ÉDITO

MICHEL EDDI

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CIRAD

& PHILIPPE MAUGUIN

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRA

Ce 17^e volume de la revue *Archorales* est consacré, pour la première fois, à l'histoire du Cirad. Il constitue un jalon important de notre ambition partagée à faire vivre une mémoire sur l'engagement dans la durée de la recherche agronomique française en Europe et dans les Suds. Certes, ce recueil de témoignages est modeste en regard de l'extraordinaire diversité des lieux et des champs d'activité de la recherche agronomique méditerranéenne et tropicale. Il est cependant particulièrement précieux en ce qu'il offre, par la qualité des témoins, un aperçu d'une grande richesse et d'une forte dimension réflexive sur les conditions de travail et d'action de celles et ceux qui ont fait le choix de mettre en œuvre leurs compétences agronomiques dans les conditions particulières de l'outre-mer et des pays étrangers.

Cette publication est l'occasion de rendre à nouveau un chaleureux hommage au fondateur du Cirad et à un acteur important des relations fortes qui existent entre nos organismes de recherche. Hervé Bichat, qui nous a quittés il y a un an déjà, avait ardemment soutenu la réalisation de ce volume. Il nous avait même fait l'honneur de participer aux travaux du Comité d'Histoire de l'Inra et du Cirad, désireux d'apporter sa pierre à notre travail de mémoire et à notre réflexion croisée sur les trajectoires des individus et des institutions. Pour lui, enjeux de mémoire et construction d'une identité scientifique allaient de pair. Il a œuvré pour permettre aux différentes composantes du Cirad de se forger une culture commune, qui était loin d'être acquise à la création de l'institut, tant étaient importantes les différences de préoccupations et de milieux professionnels des divers instituts réunis sous une même enseigne.

Les personnels du Cirad et de l'Inra ont développé, les uns et les autres, un très fort sentiment d'appartenance, nous dirons même de loyauté envers leur institut. Et l'on doit reconnaître que chez Hervé Bichat, qui eut à connaître les deux maisons, « l'esprit Cirad » était sans conteste le plus fort. Cet institut, né en 1984, était « un peu son enfant ». Il avait à ses yeux un atout majeur : il s'intéressait à des terres lointaines, vis-à-vis desquelles Hervé Bichat se sentait, pour lui et pour son pays, des responsabilités et des devoirs liés à la sortie de la longue période coloniale.

Hervé Bichat a été un homme d'action, au service de la République et de son rayonnement à l'international, ce qui n'empêchait nullement une grande liberté de pensée et de conception de cette action. Cet engagement est certainement le principal point commun entre les cinq témoins réunis ici. Animés d'une semblable énergie et malgré les vicissitudes de l'histoire, ils ont porté avec volontarisme la transformation des instituts hérités de l'ordre colonial en des établissements, puis en un établissement unique, dévolu à des activités de recherche répondant aux enjeux du développement agricole des pays du Sud dans le cadre d'une coopération scientifique mutuellement bénéfique.

Avec ce volume, nous saluons la mémoire de tous ceux qui ont œuvré au rayonnement de la recherche agronomique française et à la coopération scientifique internationale, particulièrement avec les pays du Sud. Aux côtés d'Hervé Bichat, Michelle Feit, Hugues de Livonnière, Bernard Simon et René Tourte se sont prêtés avec beaucoup de sérieux et de motivation au lourd travail de préparation, de recueil, puis de mise en forme écrite de leur récit. Nous les remercions vivement d'avoir contribué ainsi à maintenir *Archorales* dans l'exigence et l'originalité de sa mission. Par la diversité de leurs expériences et de leurs démarches, par la force de l'action qui surgit de leurs témoignages, on comprend ce qu'ont pu être les métiers du Cirad, leurs spécificités, leurs évolutions et, surtout, les singulières difficultés de leur exercice dans des contextes géographiques, sociaux et politiques qui, notamment à l'époque des décolonisations, avaient bien peu à voir avec l'univers scientifique des stations de recherche métropolitaines. Malgré ces aléas bien réels, c'est une satisfaction pour nous de lire sous la plume de Laurence Roudart que « ces témoignages montrent bien à quel point ces agronomes furent des acteurs pleinement parties prenantes de l'évolution des idées et des pratiques en matière de recherche-développement agricole ». Fin connaisseur de cette problématique, Hervé Bichat aurait certainement partagé cette appréciation, lui qui fut un fervent partisan du rapprochement entre la recherche et l'enseignement agronomique et, d'une manière générale, un promoteur de toutes les manières d'affirmer la place et les apports de la recherche et d'en transmettre le goût.

Dans la période que nous vivons - reconnaissance de la globalité des enjeux mondiaux liés à l'alimentation, à l'agriculture et à l'environnement ; accélération de l'interconnexion de la vie scientifique mondiale -, il n'est sans doute pas de meilleure leçon que celle de ces témoignages pour nous donner la marche à suivre : continuer de nous ouvrir sur le monde, avec résolution et confiance dans la science dont nous sommes les héritiers et les porteurs pour contribuer de manière solidaire à l'avènement d'un avenir meilleur pour tous. Comme le soulignent Hubert Omont et Pierre Cornu dans leur présentation, « si une poignée de témoignages ne suffit pas à écrire une histoire, elle en suggère déjà l'intérêt, la richesse et la complexité ». Puisse ce numéro d'*Archorales* porter ce message et susciter des prolongements à cette entreprise qui doit continuer à s'inscrire dans les destins communs de nos deux continents : l'Afrique et l'Europe.



LA RECHERCHE AGRONOMIQUE OUTRE-MER AU DÉFI DE LA MÉMOIRE

PIERRE CORNU & HUBERT OMONT

S'il est des mémoires aisées à mettre en récit et à peu près certaines d'être bien reçues, tel n'est pas le cas de celle de la recherche agronomique française dans les pays d'outre-mer. En effet, les ruptures à la fois géographiques et historiques avec ce que furent les pays et les conditions d'exercice de cette recherche, les multiples changements de dénomination et d'organisation de cette branche de l'influence française dans le monde, et les méfiances construites sur le passé colonial de cette influence, rendent l'exercice particulièrement périlleux pour le témoin qui veut bien se prêter au jeu des souvenirs et les livrer au public. D'un autre côté, pourtant, la recherche tropicaliste a des séductions que les sciences de laboratoire n'offrent guère : dimension aventureuse de certains épisodes professionnels, richesse humaine des rencontres et des situations vécues, importance des enjeux de développement affrontés, et, par-dessus tout, valeur d'une réflexion critique fondée sur un comparatisme très large de pratiques scientifiques et techniques et de configurations de l'action.





© Cirad

Pour ces enjeux mémoriels comme pour ces séductions narratives, les témoignages rassemblés ici ont donc toutes chances d'intéresser le lecteur curieux d'histoire des institutions scientifiques, tout comme ils ont motivé les membres de la mission Archorales et ceux du comité d'histoire de l'Inra et du Cirad à concevoir ce numéro spécial.

Disons-le d'emblée, il ne faut pas chercher dans cette sélection une quelconque représentativité de l'aventure de la recherche outre-mer - il faudrait plusieurs volumes pour en traduire la diversité ! -, encore moins de restitution distanciée de l'évolution de cette dernière. Par-delà la diversité des générations, des fonctions et des trajectoires, les entretiens que nous retranscrivons se caractérisent en effet par la subjectivité assumée des récits et par la vigueur des personnalités qui s'en dégagent, à commencer, bien sûr, par celle d'Hervé Bichat. La disparition en 2015 de ce dernier, membre du comité d'histoire, confère en outre une dimension testamentaire à la publication de ses souvenirs, et c'est avec la conviction de rendre le meilleur hommage à ce passionné d'histoire que nous avons préparé l'édition du présent volume.

Trajectoires individuelles et sens de l'histoire

Est-ce justement parce que l'histoire de l'agronomie tropicale ne va pas de soi que les témoignages rassemblés ici accordent une telle importance à l'idée d'histoire elle-même ? Michelle Feit, assistante des cadres scientifiques successifs du Gerdar puis du Cirad à Paris, ne définit-elle pas son rôle comme celui de « mémoire vivante de l'organisme » ? Ce n'est pas le moindre intérêt de ce dossier, en effet, que de proposer un choix de témoignages qui non seulement apportent des éléments précieux à l'histoire de la recherche agronomique outre-mer dans la seconde moitié du 20^e siècle, mais également les réflexions sur l'histoire de ceux qui ont été ballottés par son cours hasardeux et qui, malgré tout, n'ont pas renoncé à lui donner un sens et à en tirer des leçons, à l'exemple d'Hervé Bichat bien entendu, mais également de René Tourte ou de Bernard Simon. Non pas des leçons sur le mode magistral, prétention qui est précisément ce que la plupart des intéressés ont voulu fuir en prenant le chemin des Suds ; et encore moins des leçons péremptoires de « vieux de la vieille », tant les témoins rassemblés ici ont vécu de coups du sort, de crises sociales, politiques ou diplomatiques - ce que Bernard Simon appelle plaisamment les épisodes « d'agriculture à la mitraille » -, et de modifications de cap imprévues dans leurs propres carrières. Pour ceux qui ont vécu, observé et accompagné le développement agricole des Suds depuis la fin du temps des colonies jusqu'aux enjeux les plus contemporains de la question alimentaire, que de changements, que de révolutions ! Que de déceptions et de deuils aussi, à l'instar du « modèle ivoirien » passé du temps de toutes les promesses à celui de toutes les désillusions.

Et cependant, la fidélité au long cours des uns et des autres aux territoires dans lesquels ils ont investi leurs jeunes années n'est pas sans révéler d'étonnantes pérennités, comme celle du rôle de l'initiative paysanne dans le succès des innovations techniques. Des années 1950 à aujourd'hui, il n'y a pas de développement viable sans construction d'une relation de confiance mutuelle entre chercheurs et acteurs de la production agricole. Les mots pour le dire changent, les ressources scientifiques et communicationnelles également, mais la dimension humaine du problème garde toute sa pertinence, aussi bien dans la relation au village que dans celle que l'on doit entretenir avec les cadres administratifs et politiques des États concernés.

C'est donc en remettant sans cesse en jeu leurs compétences et en sachant faire sans états d'âme le deuil des réalités disparues que les chercheurs tropicalistes ont pu, malgré tout, accumuler un peu d'expérience transférable, à la fois pour assumer des responsabilités eux-mêmes et pour faire partager, y compris en métropole, le fruit de leurs années de « brousse ». On ne s'étonnera donc pas de lire des récits qui témoignent avant tout d'une remarquable adaptabilité, aussi bien aux situations propices, saisies avec appétit, qu'aux circonstances adverses, voire catastrophiques, traitées avec philosophie et résolution. L'histoire institutionnelle de cette recherche s'en ressent fort logiquement, faite de réformes successives plus ou moins heureuses, d'hésitations entre modèles géographiques et thématiques, de stratégies d'autonomie ou de satellisation. On retiendra, bien sûr, l'épisode particulièrement significatif de la gestation du Cirad au tournant des années 1980 telle que rapportée par Hervé Bichat et Bernard Simon, entre rivalité au long cours avec l'Orstom et alliance stratégique avec l'Inra, avec un impact majeur de l'alternance politique de 1981 dans la maturation de la solution définitive, celle d'un organisme centré sur les métiers de la « coopération », c'est-à-dire sur le rôle d'interface des hommes et des femmes porteurs d'une expérience de recherche appliquée spécialisée, mais pensée dans son contexte et en synergie avec l'ensemble des parties prenantes.

Un atlas à ciel ouvert

Si les récits rassemblés ici contribuent essentiellement à produire une mémoire commune de la recherche tropicaliste, on ne saurait négliger la dimension spatiale, on pourrait même dire la leçon de géographie universelle qu'ils esquissent. En effet, si chacun ne se reconnaît qu'un modeste périmètre de véritable expertise - telle région, tel pays, telle culture au mieux - il s'en faut de beaucoup que les expériences rapportées se limitent à des va-et-vient entre un port d'attache métropolitain et un terrain unique.

La première raison que l'on peut en donner tient aux histoires familiales, marquées du sceau du nomadisme, dans lesquelles s'enchaînent ces récits de vies professionnelles. Michelle Feit, figure accueillante des bureaux parisiens du Gerdar puis du Cirad, livre ainsi une mémoire riche d'un impressionnant passé de globe-trotter, source de sa capacité de compréhension, voire d'empathie, avec le besoin de parole des chercheurs expatriés en escale dans la maison-mère. Bien d'autres acteurs de la recherche tropicaliste ont de même un passé familial et des années de jeunesse faits de découvertes ultramarines décisives.

Ensuite, la plupart de nos témoins, après un premier séjour formateur, ont multiplié les expériences de missions plus courtes, à l'instar de Hugues de Livonnière sur les applications industrielles du caoutchouc, leur permettant d'accumuler un grand nombre de tampons sur leurs passeports. Lieux de recherches, lieux d'expertise, villes de colloques et de réunions internationales tissent ainsi une géographie dense de la diplomatie scientifique dans les Suds, qu'il faudrait d'autres témoignages pour rendre exhaustive, mais qui n'en est pas moins impressionnante avec ceux que nous livrons ici.

Enfin et surtout, ces récits de vie font une grande place à l'analyse comparée, avec référence explicite ou non à René Dumont, mais toujours avec le souci non de juger, mais de comprendre. Sans doute tient-on là un

élément fédérateur important de nos entretiens, source de réflexion fertile pour les historiens qui s'interrogent sur le rapport à l'outre-mer de la métropole. Ce qui ressort de ces témoignages, en effet, ce n'est pas un rapport univoque entre un centre et une périphérie, mais une somme d'expériences scientifiques, techniques et humaines, profondément ancrées dans la singularité des lieux ; non pas de généralités sur les Suds, mais des contextes finement dessinés, des possibles méthodiquement explorés. On demeure ainsi frappé de la capacité des témoins à la fois à parcourir la Terre de mission en mission, mais tout autant, à se faire sédentaires, quasi-autochtones, pour penser au fond des choses le potentiel des lieux et d'en rapporter les leçons dans le débat général sur le développement.

Revanche de l'histoire ou non, nombreux furent les chercheurs concernés à gagner dans ces aventures ultramarines sinon des galons, du moins des missions de confiance et des responsabilités de premier ordre dans les institutions scientifiques nationales ou internationales, avec, là encore, Hervé Bichat en figure de proue.

Science et action en tension

Sans doute les propos rapportés ici accordent-ils une place secondaire aux questions proprement scientifiques de l'agronomie tropicale, préférant mettre l'accent sur les enjeux techniques, économiques et sociopolitiques. Seul Hugues de Livonnière, formé à une discipline académique, la chimie, et ayant travaillé toute sa carrière sur les transformations du caoutchouc naturel, a gardé à la fois un intérêt et une expertise pour le travail de la paillasse. Pour le reste, on ne saurait nier que les témoignages rassemblés portent la trace d'un certain complexe de la recherche tropicaliste en direction de la recherche agronomique métropolitaine, sur le mode de l'argument défensif : dans nos conditions de travail, et au vu des enjeux spécifiques du développement des Suds, on ne pouvait s'attendre à nous voir effectuer des recherches de base approfondies. René Tourte va plus loin encore, en affirmant avec franchise qu'il s'est engagé dans l'agronomie tropicale précisément pour tourner le dos au monde du laboratoire, et que c'est par accident qu'il s'est retrouvé dans un poste de chercheur. Bernard Simon, pour sa part, balaie d'emblée la question de son identité professionnelle : il n'a jamais été, n'a jamais prétendu être un scientifique. En revanche, il revendique l'école de la brousse comme véritable lieu de sa formation d'économiste du développement. Quant à Hervé Bichat, c'est avec une honnêteté égale qu'il témoigne de sa difficulté, au tournant des années 1990, à suivre les débats scientifiques de l'Inra alors même qu'il doit en assumer la direction générale. Ce faisant, il pointe le nœud du problème : la question de la scientificité de l'expérience acquise dans l'ingénierie du développement outre-mer, pour des générations qui n'eurent guère le loisir de se poser la question de réaliser une thèse, guère plus de songer à leur catalogue de publications, et qui durent, bien davantage que les chercheurs métropolitains, assumer une polyvalence dévoreuse de temps et d'énergie, dès leurs premières années d'exercice. Il reviendra aux historiens, à partir d'un corpus plus important de témoignages, de suivre cette piste des formes singulières de l'articulation entre recherche et action dans le champ de l'agronomie tropicaliste. De toute évidence, le schéma linéaire qui prévaut dans la recherche métropolitaine, à la fois sédentaire, institutionnelle et spécialisée, ne s'applique pas à ces univers périphériques, dans lesquels il s'agit de s'adapter sans cesse à des effets de contraintes pour produire des trajectoires brisées dans lesquelles la recherche vient comme une succession imprévisible de temps de récollection et de validation de l'expérience de l'action.

Si, encore une fois, une poignée de témoignages ne suffit pas à écrire une histoire, elle en suggère déjà l'intérêt, la richesse et la complexité, au-delà des idées reçues sur l'agronomie des outre-mer. Nous aurons accompli notre mission si le lecteur s'en convainc lui aussi, et s'il se joint à nous pour demander d'autres témoignages, d'autres collectes documentaires, d'autres remémorations fécondes.



CLAUDE BÉRANGER

HERVÉ BICHAT

DANS LA FOULÉE DU CIRAD, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INRA (1990-92)

10

Venant de la direction du Cirad, à 52 ans, Hervé Bichat a été nommé directeur général de l'Inra en juin 1990. Il y a été accueilli avec un grand espoir, après les longs mois de crise de la direction de l'Inra qui ont suivi le départ du visionnaire et charismatique président-directeur général Jacques Poly en 1989.

Bien que n'étant pas chercheur, il connaissait bien cette maison, car dans sa vie antérieure il avait travaillé au ministère de l'Agriculture sur les liaisons entre la recherche agronomique et l'industrie, notamment avec Guy Fauconneau (directeur scientifique des Industries agroalimentaires à l'Inra), puis à la DGRST, dans la commission « Pélissier » d'évaluation de la Recherche-Développement en agriculture, dans la préparation de la transformation avortée de l'Inra d'EPA en EPIC (plus tard en EPST sur des bases voisines). Dans le cadre de la construction et de la direction du Cirad, il s'est souvent référé au « grand frère Inra », en collaboration avec Jacques Poly. Il avait néanmoins un profil très différent de ses prédécesseurs, généralement issus du sérail de la recherche, avec cependant une grande expérience des relations avec l'administration et les organisations professionnelles.

Sa mission était délicate pour diverses raisons : il a dû s'adapter et composer avec deux présidents successifs très différents, Pierre Douzou jusqu'en août 1991, puis Guy Paillotin, et avec un directeur scientifique qu'il avait pourtant choisi, René Ozon tourné vers la recherche fondamentale ; ingénieur-manager, n'étant pas un ancien chercheur, il avait des difficultés à se faire reconnaître au milieu des combats scientifiques qui traversaient l'Inra, entre économistes ou entre biologistes, alors qu'il était davantage tourné vers la recherche pour le développement ; notre maison était très hiérarchisée, avec les baronnies des directions scientifiques, la dualité des chefs de départements dominants et des présidents de centres, alors qu'il était partisan d'une plus forte subsidiarité, décentralisée.



CLAUDE BÉRANGER, Directeur scientifique

Dans ces difficiles conditions, il a poursuivi et initié un bon nombre d'actions positives.

Vision pasteurienne de la recherche (influencé par ses ancêtres), lisibilité, évaluation, décentralisation, développement, projets, étaient ses maître-mots.

Hervé Bichat a relancé une communication interne efficace avec la création de l'affiche « Inra en bref » qui se poursuit toujours sous diverses formes. Il a cherché sans relâche à améliorer la lisibilité des structures de l'Inra et des autres organismes agronomiques. Il a milité pour accroître la taille des unités de recherches et lancé la formation des directeurs d'unité. Il a mis en place l'évaluation collective des unités de recherche, en complément de l'évaluation individuelle des chercheurs.

Partisan de la décentralisation organisée, il a fortement contribué au développement des centres Inra, s'appuyant sur leurs présidents et recherchant l'harmonie avec les chefs de département. Il a favorisé les relations des centres avec les administrations locales et régionales et avec les entreprises de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Il a joué un rôle important dans le rapprochement entre la recherche et l'enseignement agronomique, en préparant les chercheurs à ces évolutions, et en soutenant les initiatives prises dans les années 80, Agropolis à Montpellier, avec Louis Malassis (son maître à penser souvent cité) et Agrena dans le grand Ouest avec Pierre Thivend. Il a ainsi initié et facilité les premières unités mixtes entre la recherche et l'enseignement supérieur agronomique, voire universitaire, et avec le CNRS, le Cirad et le Cemagref qui furent ultérieurement généralisées au niveau national par Claude Allègre.

Il a poursuivi les premiers grands programmes Inra, transversaux et interdisciplinaires lancés par Pierre Douzou, « agrotech et agrobio ». Il a soutenu contre vents et marée les recherches originales du département des Sciences pour l'action et le développement et la direction du développement agricole et ses programmes.

Il a lancé le premier projet stratégique d'établissement, avec Bernard Chevassus (qui fut son successeur et était alors conseiller du président de l'Inra). Ils voulaient justifier les besoins en une recherche agronomique, maintenir l'unité de l'Inra et parvenir à un langage commun, tout en invitant chacun à s'exprimer par une large animation de l'ensemble des agents de la maison. Ce fut l'amorce de l'élargissement aux problèmes environnementaux et d'alimentation.

Sous sa direction furent en partie transférées et fortement développées à Rennes les recherches en technologie laitière ; fut implanté le Geves à Angers, dans des installations modernes et adaptées à ses missions ; fut créé le GIP Labogena, à partir de celui des groupes sanguins qui prit une ampleur considérable avec les méthodes d'identification génomique nouvelles.

Certains de ses souhaits n'ont pas abouti, comme la réorganisation des recherches en nutrition, le recrutement de géographes à l'Inra ou la création envisagée d'un centre Inra de Reims ; mais l'association Europol Agro de Reims est en grande partie son enfant qu'il a continué à suivre et à présider.

Je me souviens personnellement qu'il m'a directement annoncé, un soir de décembre 1990, le décès subit de mon maître Inra, Robert Jarrige (zootechnicien de renom sur l'élevage des ruminants) en mission en Algérie et nous avons partagé cette grande émotion et l'hommage qui lui a été ensuite rendu.

Toutes ces œuvres, réalisées à l'Inra durant son court mandat, ont été accomplies par un homme de cœur et de conviction qui était apprécié et aimé par la plupart des membres de cette maison, de ses interlocuteurs et partenaires. Il connaissait bien la population Inra, alors majoritairement issue des mêmes grandes écoles agronomiques, qu'il appelait souvent « camarades », ou « frères » ¹. Hervé Bichat aura été un leader, attachant, disposant d'une capacité de conviction peu commune et d'une grande chaleur dans les relations humaines. Un peu brouillon certes, mais très loyal, généreux, disposant d'une forte empathie, il a su dans un milieu qui *a priori* était très exigeant, gagner la confiance, la considération et dans bien des cas une amitié justifiée de bon nombre de ses collègues.

Son dynamisme et son optimisme au cœur des difficultés, la chaleur de ses relations humaines, son rire caractéristique, ont enchanté notre établissement qu'il aimait et a dû quitter plus rapidement que prévu.

Nommé directeur général de l'enseignement et de la recherche en mai 1992, il a pu bénéficier, et faire bénéficier, de cette expérience à la tête de ce grand organisme de recherche, après avoir construit et dirigé le Cirad. Son souci de relier davantage la recherche, la formation et le développement s'est encore davantage mis en œuvre.

À l'Inra, il a assuré, avec Pierre Douzou, une période de transition délicate entre les présidences de Jacques Poly et de Guy Paillotin, dont cette maison lui sera toujours reconnaissante, se souvenant de cette forte personnalité qui savait écouter et accueillir chacun chaleureusement.



Hervé Bichat avec René Ozon (directeur scientifique Inra), lors de l'inauguration du salon du livre en 1991. © Inra - Jean Weber

¹. Il nous invitait souvent à retrousser nos manches ; c'est pourquoi un moulage d'une statue de Dalou représentant un paysan se retroussant les manches lui fut offerte à son départ. Il s'en souvenait avec une sympathique émotion.

HENRY-HERVÉ BICHAT

NÉ LE 26 MARS 1938 À LUNÉVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE) / DÉCÉDÉ LE 31 AOÛT 2015

Études secondaires au Lycée Ernest Bichat à Lunéville (54) et à l'École Sainte-Geneviève à Versailles (78)

1955-1957	Prépare l'Agro (Institut national agronomique Paris à l'époque)
1959	Diplômé de l'Institut national agronomique de Paris (Ina)
1961	Ingénieur de l'École nationale du Génie rural (Engref)
1962	Service militaire à Bitche
1963	Directeur du service Génie rural du ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire
1970	Professeur de Génie rural à l'École nationale supérieure d'agronomie d'Abidjan et Directeur technique de la Société d'études de l'Industrie caféière (Seric)
1972	Licencié ès sciences économiques de l'université d'Abidjan Chef du bureau « Recherches » à la direction des Industries agricoles et alimentaires du ministère de l'Agriculture (France)
1974	Directeur du Centre d'études et d'expérimentation du machinisme agricole tropical (CEEMAT) à Anthony
1976	Chargé de mission pour les recherches biotechnologiques non médicales à la Délégation à la recherche scientifique et technique (DGRST) ; de 1976 à 1979, rapporteur de l'audit sur l'Inra
1979	Directeur du Centre de prospective et d'évaluation (CPE) au cabinet du ministre de l'Agriculture ; en 1979 et 1980, rapporteur de l'audit sur le développement agricole
1980	Directeur scientifique du Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (Gerdat)
1984	Administrateur général du Gerdat
1985	Directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)
1990	Directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra)
1992	Directeur général de l'enseignement et de la recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture
1995	Trésorier de l'Association prospective 2100 et président du club « Jardin planétaire »
1997-2004	Président de la 2 ^e section (agriculture) puis de la 7 ^e section (aménagement du territoire) du Conseil général du génie rural des eaux et des forêts (aujourd'hui Conseil général de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des espaces ruraux, CGAAER), puis de la 7 ^e section (aménagement du territoire)
1998-2004	Président du Gret
1997-2007	Président de l'Association Europol'Agro à Reims
1997	Membre associé de la section « Innovation » du Conseil général de l'énergie, de l'industrie et de la technologie
2004	Prend sa retraite officiellement, mais reste président d'Europol'Agro jusqu'en 2007





Intitulée « Le dispositif de stations et centres de recherches », cette planisphère stylisée paraît en 1971 dans un document au titre court « Gerdar » mais dont l'éditorial éclaire le contenu « 1945-1970. Un quart de siècle d'activité française en matière de recherche tropicale ». Publié par le secrétaire d'état aux Affaires étrangères, Yvon Bourges, ce document présente, avec de nombreuses et belles photos à l'appui, les activités des instituts qui quinze années plus tard seront réunis au sein du Cirad par Hervé Bichat. ©Inra

HERVÉ BICHAT

INGÉNIEUR GÉNÉRAL HONORAIRE
DU GÉNIE RURAL DES EAUX ET FORÊTS

Homme de passion et de profondes convictions, Hervé Bichat s'est investi dans la recherche agronomique pour le développement d'abord en Afrique puis partout dans le monde. Dans les années 1980, il a été au cœur des changements institutionnels de l'agronomie. Fondateur du Cirad et son premier directeur général, il est ensuite directeur général de l'Inra à un moment historique de la transformation de l'Institut. Au ministère de l'agriculture, il a été un fervent promoteur d'un enseignement agricole lié à la recherche.

Quel chemin professionnel vous a amené à commencer votre carrière en Afrique ?

Je suis né en 1938. J'appartiens à une famille de notables lorrains, de Lunéville plus particulièrement. Mon arrière-grand-père, Ernest Bichat, était fils de jardinier, très brillant élève, poussé par ses professeurs. Il est entré à l'École normale supérieure, où il a préparé un doctorat en physique sous la conduite du meilleur ami de Pasteur, Bertin. Comme c'était la coutume à l'époque, Bertin a donné sa fille en mariage à mon arrière-grand-père. C'était pour mon arrière-grand-père une promotion sociale formidable. D'ailleurs, il a eu Pasteur comme témoin à son mariage. Mais pour mon arrière-grand-mère, habituée à vivre dans la haute société parisienne, l'intégration dans une famille modeste et provinciale n'a pas été facile. Après quelques années d'enseignement dans des lycées provinciaux, E. Bichat est revenu en Lorraine pour y exercer en tant que professeur de physique de la faculté des sciences de Nancy. Rapidement, il en est devenu le doyen. Très marqué par la défaite de 1870, il a entrepris de créer des écoles d'ingénieurs, sur le modèle des universités allemandes autour de sa faculté, dans le cadre de partenariat avec les entreprises. Ces écoles constituent toujours la marque du système universitaire lorrain. Son fils, mon grand-père, était chirurgien

et maire de Lunéville. Il est mort prématurément. Mon père, qui au départ souhaitait exercer le même métier que son père, est devenu médecin généraliste parce qu'il n'a pas voulu quitter sa ville natale où aucun poste de chirurgien n'était plus disponible. Il a été député-maire de Lunéville.

Je pensais faire carrière également en Lorraine. J'ai choisi le Génie rural car mon grand-père maternel avait un ami, René Brunotte, ingénieur en chef du Génie rural à Nancy. Mon grand-père m'a présenté à cet ingénieur au moment où j'étais un très mauvais garnement. Je ne m'intéressais pas du tout à l'école, j'étais passionné par le scoutisme. Quand j'ai rencontré cet ingénieur, je me suis dit : « C'est intéressant, j'ai envie de faire le Génie rural ». C'était un métier de plein air, un métier d'ingénieur, qui joignait à la fois les aspects techniques et les aspects pratiques, le contact avec les gens... Donc après les études secondaires, j'ai fait « Ginette », c'est-à-dire que j'ai été accepté en classes préparatoires au lycée Sainte-Geneviève de Versailles. Il y avait deux filières pour faire le Génie rural : soit via Polytechnique soit via l'Agro. Sachant que je n'arriverai jamais par Polytechnique, je suis entré à l'Agro et ensuite j'ai fait le Génie rural.

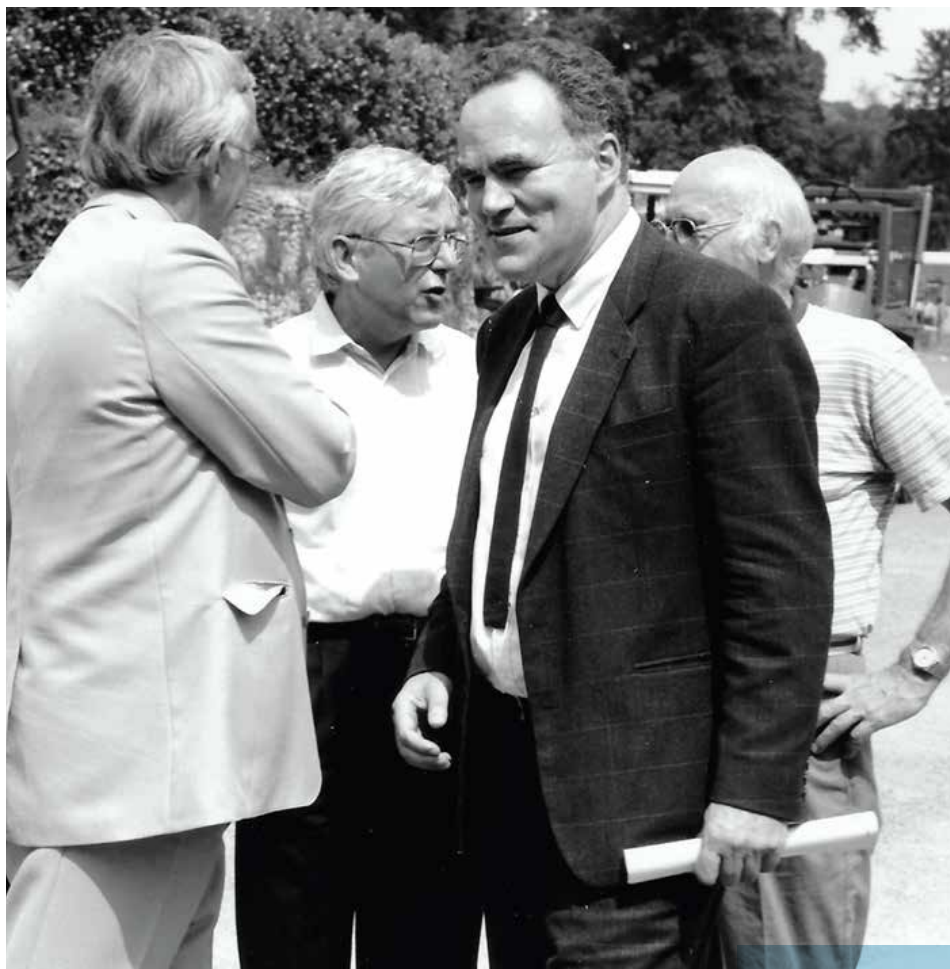
J'étais bon élève à partir du moment où je me suis dit : « Je veux faire le Génie rural ».

J'avais besoin d'être motivé. J'avais toujours cette vocation de travailler en Lorraine dans l'agriculture mais lorsque j'étais à l'école Sainte-Geneviève, en train de préparer l'Agro, j'ai lu un rapport de qualité sur l'Algérie qui avait été écrit par un remarquable spécialiste d'outre-mer : Robert Delavignette. Il était gouverneur du Cameroun. Il a été pendant très longtemps directeur de l'École nationale de la France outre-mer et son rapport, au début des années 1950, décrivait avec beaucoup de précisions la situation de l'Algérie - à la fois territoire très moderne par ses infrastructures et en même temps très sous-développé avec des tensions sociales et politiques considérables. Il terminait son rapport en écrivant : « Si rien ne change rapidement, il y aura une insurrection ». L'insurrection est arrivée en 1954 et j'étais donc à « Ginette » en 1955-1957, en pleine guerre d'Algérie. Donc ce rapport prophétique m'a beaucoup marqué et m'a ouvert aux problématiques des pays du Sud. J'ai eu envie de commencer ma carrière en Afrique. J'avais peur de commencer mon métier sous l'œil de mon père, personnage considérable de la région, que j'avais peur de décevoir. Mon souhait était de passer quelques années outre-mer et ensuite de revenir travailler dans ma chère Lorraine.

C'était une motivation : quitter le cercle et le renom familial. Vous vouliez faire vos armes de façon plus libre, prendre un peu de distance ?

Absolument ! Comme j'avais fait l'Agro, j'ai pu choisir le Génie rural, et je me destinais à partir outre-mer. D'ailleurs, il y a eu à ce moment-là une fusion du corps du Génie rural outre-mer et du corps du Génie rural métropolitain.

J'avais déjà fait un stage de trois mois en Côte d'Ivoire dans une plantation de café, entre l'Agro et le Génie rural. Je suis arrivé en Côte d'Ivoire dans des conditions extrêmement difficiles puisque l'ingénieur qui devait me former était malade. Mais je m'en suis sorti parce que j'avais des amis qui étaient en poste comme ingénieurs des Ponts et chaussées. On avait milité ensemble dans les



Cette photographie exprime bien l'intérêt que H. Bichat portait à la proximité entre recherche et expérimentation, et aux liens entre chercheurs et utilisateurs. On le voit au centre Inra de Jouy-en-Josas, en juillet 1991, lors d'une journée de l'association Afmex, créée en 1985 à l'initiative d'ingénieurs de l'Inra et de l'ITCF pour promouvoir notamment la création et l'utilisation de matériel mécanique d'expérimentation (semis, pulvérisation...). Cette image montre également Robert Ducluzeau, devenu président du Centre après avoir été démis de la fonction de directeur scientifique des Productions animales à l'Inra (1989-1991), justement par Hervé Bichat ; « je ne lui en ai pas tenu rigueur » témoignera-t-il (Archorales, tome 10, p. 181, 2004). © Inra

Étudiants chrétiens. Par conséquent, ils étaient un peu mes soutiens techniques. Et l'autre aspect très positif de ce séjour, c'est que j'ai noué des relations très amicales avec mon patron, Abdoulaye Sawadogo, ministre de l'Agriculture. C'est un homme exceptionnel, qui vit toujours.

Concrètement, que faisiez-vous ?

Au départ, j'ai eu la charge de diriger le service Génie rural. Sur un territoire qui représente 3/5^e de la France, il y avait des chantiers sur tout le territoire : aménagement hydro-agricole, construction de hangars, construction d'écoles, usines agricoles. À l'époque, je partais quinze jours par mois, à visiter les chantiers en voiture et je revenais quinze jours à Abidjan. C'était cela, ma vie. Donc je connaissais par cœur toutes les routes de Côte d'Ivoire.

Les équipes de ce service du Génie rural étaient-elles composées d'Africains ?

Quand je suis arrivé, il n'y avait pratiquement pas d'Africains. Les premiers Africains qui sont arrivés étaient des ingénieurs formés à l'école de Strasbourg (quatre ou cinq). Ils ont été affectés dans les subdivisions du Génie rural. Cela n'a pas été très facile et m'a demandé beaucoup de diplomatie. Mais en fait, tout s'est quand même bien déroulé. On m'a envoyé un ingénieur en chef plus expérimenté pour prendre la suite, puis un autre ingénieur en chef. On m'a demandé de devenir professeur à l'École nationale supérieure d'agronomie, d'enseigner le Génie rural et en même temps, j'ai dirigé un très gros projet d'usine à café. Voilà ce que j'ai pu faire en une dizaine d'années : enseignant et manager.

J'ai passé dix années formidables en Côte d'Ivoire, de 1963 à 1972. Je serais bien

resté mais, pour des raisons familiales, j'ai dû rentrer. Marié avec une Française, autant je me plaisais énormément en Afrique, autant c'était plus difficile pour elle. Je suis donc rentré en France.

Pourriez-vous nous parler du contexte de ce pays qui avait acquis son indépendance ?

Ce pays était dominé par l'extraordinaire personnalité de Félix Houphouët-Boigny. Je suis heureux d'avoir pu approcher ce personnage. Il avait cette caractéristique assez rare en Afrique de l'Ouest, d'être à la fois un des premiers dans l'ordre traditionnel et dans l'ordre moderne. Il appartenait à une famille de chefs du centre de la Côte d'Ivoire. Or, la plupart des « classes aristocratiques » dans la hiérarchie traditionnelle répugnaient à envoyer leurs enfants dans les nouvelles écoles ouvertes par les Européens car ceux-ci étaient considérés comme des barbares. C'est pourquoi ces écoles furent fréquentées d'abord par les enfants des « classes sociales inférieures ». Ce qui a eu ultérieurement des conséquences politiques considérables. La Côte d'Ivoire fut très difficile à coloniser. Une des méthodes de pacification mise en œuvre par les Français consistait à prendre les enfants des chefs de tribus pour les emmener à « l'école des otages ». Ce fut le destin de F. Houphouët-Boigny : avoir été pris très jeune dans la case de son oncle, chef de canton - les tribus Baoulé sont organisées sur la base d'un système matriarcal -, et d'avoir été emmené à « l'école des otages », où il s'était révélé un petit garçon très intelligent. Il a donc reçu de force une éducation moderne. Celle-ci

l'a conduit à suivre les cours de la célèbre école William Ponty à Dakar, qui a formé tous les cadres de l'Afrique de l'Ouest, durant l'époque coloniale, dans trois domaines : instituteurs, secrétaires administratifs, médecins africains. F. Houphouët-Boigny avait choisi la section des médecins africains et il était sorti major de sa promotion. Il a été affecté à Abengourou, petite ville au nord-est d'Abidjan, jusqu'à ce que les règles coutumières l'appellent à devenir le principal chef de sa tribu. À ce moment-là, il a abandonné son poste administratif, il est redevenu chef traditionnel et s'est lancé dans la politique qui l'a mené à créer, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, un mouvement sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest : « Le rassemblement démocratique africain ».

Je l'ai perçu comme un homme très triste et très critique vis-à-vis de ses concitoyens. Ce n'était pas du tout l'Africain joyeux de vivre ! Il a créé un syndicat des chefs coutumiers, dont il était président. Et en même temps, il était dans la modernité. Par conséquent, il a su diriger et conduire la Côte d'Ivoire de manière tout à fait étonnante. Les tensions ethniques étaient considérables : la Côte d'Ivoire comptait une cinquantaine de tribus et il y avait des hostilités féroces entre elles. Il y avait naturellement de grandes familles, quatre ou cinq grands regroupements, mais chaque tribu était très autonome et donc il y avait des bagarres en permanence. Ces bagarres étaient maîtrisées par l'autorité de F. Houphouët-Boigny, qui avait l'art de corrompre financièrement et intellectuellement tous ceux qui s'opposaient à lui. Ce système a fonctionné tant que

F. Houphouët-Boigny était dans la force de l'âge, mais la situation de la Côte d'Ivoire s'est fortement dégradée au cours des années 1980.

Resté très proche de la Côte d'Ivoire, je me disais qu'avec le temps, l'unité ivoirienne se reconstituerait et ferait face à ces défis. Or aujourd'hui encore, il y a des tensions très fortes entre l'est et l'ouest, entre le nord et le sud.

F. Houphouët-Boigny avait inscrit une tradition d'échanges et aurait pu tisser des liens dans la coopération avec la France

Cette vision, F. Houphouët-Boigny l'a défendue dans un discours qu'il a prononcé à Korhogo, dans le nord du pays, en 1965, qui m'a beaucoup impressionné. Il disait : « Je ne veux pas que la Côte d'Ivoire soit une mer morte. Il faut qu'on reçoive mais qu'on donne ». Un de mes échecs, c'est qu'à l'été 1980, au moment où j'ai commencé à prendre en charge les destinées du Gerdat (Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale) ¹, j'avais le projet de créer un établissement public de recherche-développement en agriculture franco-ivoirien. Il faut savoir que la Côte d'Ivoire a conservé beaucoup plus longtemps que les autres pays d'Afrique de l'Ouest les équipes françaises sous direction française, tout en mettant à plat progressivement un système de régulation. Mais F. Houphouët-Boigny voulait conserver les instituts tels qu'ils fonctionnaient parce que pour lui c'était un gage d'efficacité. Finalement, entre le début des années 1960 et la fin des années 1970, les instituts français (CTFT, IEMVT, Irat, Irca, IRCC, Irfa, Irho) ont progressivement rapatrié leurs stations centrales en Côte d'Ivoire, au fur et à mesure que les autres pays africains francophones nationalisaient leurs systèmes de recherche agronomique. Donc à la fin des années 1970, la Côte d'Ivoire était devenue, du point de vue de la recherche agronomique tropicale francophone, la principale base sous les tropiques. En même temps, je sentais bien qu'il y avait des désirs ivoiriens de nationaliser les stations centrales de ces instituts. C'est là que je me suis trouvé face au défi qui était devant nous. Mon plan initial, que j'ai défendu avec passion mais



Cette photo, issue du fonds familial de Hervé Bichat, est prise en Côte d'Ivoire en 1968. Elle illustre la difficulté des déplacements en Afrique. Il n'est pas sûr que la personne sur l'aile de l'avion soit Hervé Bichat, mais on désire le croire tant l'image figurerait bien le personnage.



Prise en Ouganda en février 1970, cette photo provient du fonds familial de Hervé Bichat. On y voit toute l'attention portée au traitement du café, ici par la « voie humide ». Lorsqu'ils sont mûrs, les grains de café sont recouverts d'une peau rouge (l'exocarpe). Avant d'être torréfiés, pour obtenir du café vert, il faut l'extraire du fruit et sécher les grains, soit par « voie sèche » soit par « voie humide ». La voie sèche est la plus ancienne et la plus simple. La voie humide est une technique qui demande un matériel spécial et de grandes quantités d'eau, mais elle conserve mieux la qualité des grains, dont le prix est alors plus élevé.

qui n'a pas fonctionné malheureusement, consistait à créer une société internationale de recherche agronomique qui aurait été complémentaire des centres internationaux du CGIAR² mis en place par les fondations américaines, qui se serait concentrée, notamment, sur les cultures pérennes (palmiers à huile, cocotiers, hévéa, café, cacao, fruits). C'était tout à fait possible de le faire fonctionner avec un système dans lequel, au niveau du conseil d'administration on aurait eu 1/3 d'administrateurs français, 1/3 d'administrateurs de l'état ivoirien et 1/3 d'administrateurs des sociétés de développement de la Côte d'Ivoire, et dont le financement aurait été assuré, d'une part par des postes mis gracieusement à disposition par les Français, et d'autre part des recettes venant de la vente de semences et de services au niveau international. Or en 1980, du fait de la crise et du vieillissement d'Houphouët-Boigny, il s'était entouré de personnes avec un nationalisme exacerbé et qui ont démolé mon projet sous prétexte que la recherche ivoirienne ne devait pas contribuer au développement des autres pays tropicaux. C'était un problème de nationalisme sourcilieux. Or dans mon esprit, je savais parfaitement que la Côte d'Ivoire n'était pas capable de financer ces stations de recherche agronomique, les finances de la Côte d'Ivoire dans les années 1980 étant très mauvaises. Donc, la seule façon pour financer une recherche qui était vraiment

de niveau international, était de trouver des ressources au niveau international et donc notamment par la vente de services et la vente de semences. Or cela nous a été interdit. À partir de ce moment-là, mon projet tombait à l'eau. D'autant plus que la Côte d'Ivoire s'engageait dans la nationalisation pure et simple de ses stations de recherche agronomique sans avoir les moyens de les faire fonctionner à un niveau correct. Donc la seule façon de pouvoir assurer la poursuite de l'aventure de la recherche tropicale francophone, a consisté à renforcer d'une part la base de Montpellier - même si c'était pour moi une solution par dépit parce que Montpellier n'est pas en zone tropicale -, et d'autre part à créer le Cirad. C'est ainsi que j'ai été amené à me battre pour créer le Cirad et faire en sorte qu'à travers le Cirad et par la façon dont on l'a construit, notre pays conserve parmi ses originalités la présence d'un organisme voué à la recherche tropicale alors que dans les autres pays ex-coloniaux, ces recherches avaient disparu.

Comment se positionnait votre projet par rapport au Gerdat ?

C'est ce que j'explique dans un article, écrit avec Serge Volper, sur l'histoire de la recherche agronomique tropicale française pour la revue historique du CNRS³. Du point de vue français, il y a eu deux batailles : une pour le contrôle

de la recherche agronomique tropicale - ministère des Colonies et professions associées ou recherche scientifique universitaire. Pendant au moins 50 ans, l'Orstom a tenté de devenir le patron de la recherche agronomique tropicale. La deuxième bataille concerne les objectifs assignés à la recherche agronomique tropicale française : servir les paysans ou les entreprises, notamment coloniales, considérées par certains comme les seules capables de valoriser les travaux des scientifiques. Cela a conduit à privilégier une organisation fondée sur des instituts de recherche-développement français spécialisés par filière

1. À l'origine de la fondation en 1984 du Cirad se trouvent neuf instituts de recherche agricole tropicale spécialisés par produit (coton, caoutchouc...), pour la plupart créés dans les années quarante. Ces instituts aux statuts divers (beaucoup d'associations à but non lucratif avaient pour objectif d'améliorer les méthodes de culture et les performances techniques. En 1958, ils sont rassemblés au sein d'un Comité de liaison des organismes de recherches agricoles spécialisés outre-mer, puis réunis en 1970 pour former le Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (Gerdat). Les neuf instituts de recherche que réunit le Cirad avaient une double vocation : la recherche spécialisée et la coopération scientifique et technique avec les pays producteurs.

2. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI ou CGIAR, de l'anglais *Consultative Group on International Agricultural Research*) est une organisation internationale dont la mission est de coordonner les programmes de recherche agricole internationale. Le GCRAI comprend 64 membres, organisations internationales, Fondations (Rockefeller, Gates, Monsanto), gouvernements et organisations non-gouvernementales. Il soutient actuellement quinze centres de recherches regroupés dans l'Alliance des centres internationaux du CGIAR.

3. Volper S., Bichat H., 2014. Des jardins d'essais au Cirad : une épopée scientifique française. *Histoire de la recherche contemporaine*. Ed. CNRS, Paris 3.2 : 113-124.

Ce montage « Publications périodiques des organismes de recherches membres du Gerdar », est tiré de la même publication, parue en 1971, que la planisphère. Il montre la diversité des produits, des situations géographiques et aussi des univers professionnels concernés par les recherches agronomiques tropicales.



(oléagineux, hévéa, fruit, coton...), ce qui à mon avis était une très bonne idée. Tant que les instituts avaient des ressources outre-mer qui assuraient l'essentiel de leurs financements, cette indépendance pouvait se justifier. Mais avec le phénomène de la décolonisation, les stations de terrain des instituts français sont passées sous contrôle national.

Dès les années 1960, dans le financement de la recherche tropicale française (non francophone), la part de l'État augmentait. À partir du moment où la part de l'État augmentait, le ministère des Finances a souhaité coordonner davantage. Donc la première étape a été la mise en place d'un comité de liaison au début des années 1960. Le Gerdar (Groupement d'intérêt économique regroupant les instituts, le ministère de la Coopération ainsi que la délégation générale à la recherche scientifique et technique avec un contrôleur d'État nommé par le ministère du Budget) a été créé vers 1970, avec comme président le recteur Paulhan et comme administrateur général Jacques Alliot. Les débats sur l'avenir de la recherche agronomique tropicale française ont cependant continué pendant toute la décennie 1970. Celle-ci a été une période très délicate. Toutes sortes de projets ont été débattus : celui qui était soutenu par le puissant ministre de la Coopération, Robert Galley, et qui aurait dû se réaliser

si Giscard avait été réélu en 1981, consistait à fusionner les services propres du Gerdar avec l'Orstom et que les instituts deviennent des sortes de laboratoires associés de l'Orstom. Ainsi aurait été mis en place un pôle de recherche tropical français unifié. J. Alliot n'appréciait pas ce projet et m'a demandé avec Jean-Marie Sifferlen de monter un projet alternatif.

Mon idée de base était que dans l'avenir, il y aurait fondamentalement une recherche agronomique qui se nourrirait des expériences tempérées et tropicales. Cela conduisait à privilégier le partenariat avec l'Inra, et non avec l'Orstom. Par ailleurs, je regrettais l'orientation trop centrée sur la recherche à long terme de l'Inra, alors que je plaçais pour un renforcement des liens entre la recherche, l'enseignement supérieur et le développement. Le projet de fusion des instituts que je défendais devait, dans mon esprit, améliorer l'organisation générale de la recherche agronomique française. J'ai lancé le projet qui est devenu le Cirad. J'ai élaboré ce projet au cours de années 1980-1981 tout en étant persuadé qu'il n'aboutirait pas parce que je pensais que Giscard serait réélu et que donc le projet Galley serait retenu. J'avais d'ailleurs commencé à prendre des contacts en dehors du Gerdar pour la suite de ma carrière professionnelle.

Lorsque François Mitterrand a été élu, tous ceux qui étaient derrière le projet imaginé par le ministre Robert Galley, avec surtout l'appui du directeur général de l'Orstom qui était très puissant à l'époque, ont été envoyés aux oubliettes. À ce moment-là, l'idée était de fusionner les instituts du Gerdar et l'Inra mais on se heurtait à d'énormes problèmes au niveau administratif - statut du personnel, crédits budgétaires... Donc c'est finalement mon projet qui a été retenu, mais il n'a pas été réalisé complètement. Mon projet chéri était de créer un centre en Côte d'Ivoire. Il est vrai que les événements de Côte d'Ivoire ont été tellement dramatiques que si mon projet s'était réalisé, je doute fort que la société ivoirienne de recherche soit sortie indemne. Un certain nombre de stations ont été ravagées ou brûlées pendant les événements. Mon projet de centre de recherche tropicale est passé mais il n'a pas été jusqu'au bout. Mon idée était d'associer deux organismes différents : un organisme de recherche fondamentale - plutôt tourné vers la France mais pas exclusivement - associé à un organisme plutôt tourné vers la recherche-développement qui aurait été le Cirad avec une présidence commune. Mais au moment où l'on allait passer le décret devant le Conseil d'État, H. Carsalade, qui était mon correspondant au ministère de la Recherche, m'a demandé de changer le texte du décret. Le Cirad aurait son propre président et le président de l'Inra serait membre de droit. C'est totalement différent du schéma que je souhaitais. Avoir deux organismes avec des missions différentes : recherche plutôt fondamentale France mais pas uniquement, recherche plutôt appliquée outre-mer mais pas uniquement avec un staff commun pour assurer la mutualisation, les grandes idées stratégiques... En outre, si au début c'est bien le président de l'Inra qui a été choisi pour présider le conseil d'administration du Cirad, cette disposition ne s'est pas perpétuée.

Quelles sont les personnes qui vous ont marqué tout au long de votre carrière ?

J'ai eu beaucoup de chance dans ma vie de rencontrer des personnalités exceptionnelles. Maurice Rossin est une personnalité charismatique, fils d'agriculteur

bourguignon, il est entré premier et sorti premier à l'Agro. Il est l'un des ingénieurs les plus brillants de sa génération. Il a commencé sa carrière au Maroc, il a été ensuite à l'Office du Niger, il a été secrétaire général de l'Orstom et au cours des années 1950, il a été le directeur général de l'Agriculture des eaux et forêts au ministère de la France outre-mer. À ce titre, il a joué un rôle très important dans la transition des systèmes agricoles depuis les colonies jusqu'à l'indépendance. M. Rossin était venu faire une mission d'inspection en Côte d'Ivoire quand je me débattais tout seul puisque je n'avais pas d'ingénieur en chef. Je lui ai tapé dans l'œil, il m'a considéré comme son fils. Il s'est vraiment occupé de moi de manière extraordinaire. C'est pour cela que je suis allé au Ceemat (Centre d'études et d'expérimentation du machinisme agricole tropical), de janvier 1975 à janvier 1977. C'est le premier homme, mon premier patron qui m'a vraiment beaucoup aidé. Le deuxième, naturellement a été Jacques Poly, président directeur général de l'Inra. L'affaire du Cirad, je l'ai faite avec Jacques !

J'étais le principal acteur du projet que j'ai bâti avec J.M. Sifferlen, tout en privilégiant l'alliance avec l'Inra plutôt que l'alliance avec l'Orstom. Parce que je considère qu'en agronomie, une des voies les plus productives, c'est la comparaison - comparer des systèmes agricoles sous des latitudes et des altitudes différentes. Avoir des systèmes de recherche pour comparer le fonctionnement d'agrosystèmes sous différentes latitudes est extrêmement productif. Une plante annuelle et une plante pérenne fonctionnent de la même façon. Et par certains côtés, pour essayer de bâtir une sylviculture moderne, il faut essayer de regarder comment fonctionne un champ de blé. De même, le monde tropical est un monde très difficile puisque l'on est en zone humide, en zone chaude. De ce point de vue, les cycles biologiques vont beaucoup plus vite. Par conséquent, pour comprendre comment fonctionnent des agrosystèmes européens, il est extrêmement intéressant de travailler dans les agrosystèmes tropicaux. C'est sur cette base philosophico-scientifique, que j'ai pensé que l'avenir de la recherche tropicale serait plus assuré si l'on trouvait un partenariat fort avec la recherche

métropolitaine à la fois sur un plan scientifique et naturellement sur un plan institutionnel. Je pense que si l'on avait été rattaché à l'Orstom, aujourd'hui, il n'y aurait plus de recherche agronomique tropicale ou du moins pas du tout dans le sens où on le défend parce qu'il n'y aurait pas eu cet appui du grand frère Inra. Une des raisons pour lesquelles le Cirad est là, c'est parce qu'il y a l'appui du grand frère Inra en arrière-fond ! Même si nous n'avons pas une présidence commune. C'est vraiment ma conviction.

Dans cette affaire-là, J. Poly a été pour moi, un appui incontournable ! Je me suis trouvé souvent dans des situations extrêmement difficiles.

J. Poly est devenu le premier président du Cirad ! Mon projet voulait un seul président pour l'Inra et le Cirad. Mais on a nommé J. Poly premier président du Cirad. Guy Paillotin est devenu président de l'Inra et président du Cirad. Et après G. Paillotin, on a séparé les fonctions, ce que je regrette personnellement.

Comment cela se présente-t-il actuellement au Cirad ?

Les choses ont évolué. La doctrine était d'avoir à la fois un président qui assurait un peu les partenariats de l'organisme avec son environnement et un directeur général qui dirigeait vraiment l'organisme. Et il y a eu tellement de tensions entre les présidents et les directeurs généraux que progressivement la solution aujourd'hui est d'avoir un PDG. Donc, il y a un PDG à l'Inra et, depuis Gérard Matheron, un PDG au Cirad. C'est Marion Guillou qui a fait restaurer durant ses mandats la fonction de PDG à l'Inra⁴. On a modifié les statuts aussi, parce qu'il y a eu une évolution de la doctrine.

Louis Malassis est quelqu'un qui m'a beaucoup influencé, c'était un homme tout à fait extraordinaire. Fils d'un petit métayer breton, brillant élève, il fut orienté vers l'École d'agriculture de Rennes. Il y accéda par une voie parallèle sans passer son bac. Mais devenu enseignant il tint à le passer, la trentaine venue, pour pouvoir entreprendre une licence puis un doctorat en économie à l'université. Parallèlement il a joué un rôle majeur dans la formation des responsables agricoles bretons. Je l'ai connu alors qu'il s'occupait de l'économie au niveau des instituts de la recherche



IRAT, Cameroun, 1966, fin de l'opération d'autofécondation du maïs. Cette photo est extraite d'un volumineux dossier intitulé « Les organismes français de recherches agricoles spécialisés outre-mer » publié dans « Le Progrès scientifique » (n°124, nov. 1968, pp. 3-51), revue de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), à ce moment-là très influente dans le dispositif français de politique de la science.

tropicale. Il était directeur de l'Iamm (Institut agronomique méditerranéen de Montpellier) et professeur à l'Ensam de Montpellier. C'est une histoire formidable. L. Malassis m'a aussi pris en amitié. J'ai travaillé avec lui lorsqu'il était directeur général de l'enseignement et de la recherche. Mon idée était double : il faut absolument mettre en place un triptyque enseignement/recherche/développement. Cette idée est contraire à la philosophie générale française. Et deuxième idée également contraire à la philosophie française : je ne crois pas aux instituts nationaux. L'enseignement et la recherche sont des drapeaux brandis par la métropole pour assurer le rayonnement international. Je me suis rendu compte dans mes différentes fonctions que la notion d'organismes nationaux en France est très particulière. Mes interlocuteurs avaient du mal à comprendre cela. Ainsi, en technologie laitière, il y avait à l'Inra quatre stations de recherche, à Aurillac, Rennes, Poligny et Jouy. Pour mes interlocuteurs, c'était des stations complètement indépendantes, l'idée qu'elles étaient coordonnées par un département Technologie laitière leur paraissait très difficilement compréhensible.

Quand j'ai pris la responsabilité de directeur général au Cirad en 1985, j'ai fait deux choses : localiser toutes les activités, surtout situées en région parisienne, à Montpellier de manière à faire un pôle lisible au niveau international ; créer des liens très forts avec le Cnearc (Centre national d'études agronomiques des régions chaudes). Un certain nombre de chercheurs du Cirad ont été affectés au Cnearc.

4. Un décret de Juillet 2004 fusionne à nouveau les fonctions de directeur général et de président qui avaient été séparées en 1990.



Par conséquent, le modèle consistait à faire du Cirad l'un des principaux partenaires de l'université et d'Agropolis (association loi 1901, aujourd'hui Agropolis international), pour intégrer l'enseignement, la recherche et le développement à Montpellier. Donc cette réflexion sur les liens entre l'enseignement supérieur et la recherche a vraiment demandé de ma part beaucoup d'attention et en même temps un engagement très fort.

Le problème à Montpellier est qu'il y a deux ou trois universités et il y en a une qui fait bande à part ! On a un vrai problème en ce moment à Montpellier ! Comme je continue à travailler sur les problèmes de formation d'ingénieurs, je m'en rends compte ! Mais d'un autre côté, Agropolis est toujours fonctionnel, sous la présidence éclairée de Bernard Hubert. Le résultat de tout cela, c'est que Montpellier a été choisi pour accueillir le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Ce n'est pas rien ! Je crois que si nos partenaires internationaux ont retenu Montpellier, c'est bien parce qu'on avait mis en place avec L. Malassis une politique symbolisée par Agropolis et aussi parce que le Cirad a joué pleinement le jeu.

Mon projet était cohérent avec l'organisation des centres internationaux de

recherche agricole du CGIAR. Le généticien Norman Borlaug (Prix Nobel de la paix en 1970) a mis au point des variétés de blé à haut rendement qui l'ont fait connaître dans le monde entier. Il est à l'origine de ce que l'on a appelé la « *Green revolution* » (révolution verte), laquelle a été appuyée par la création de centres internationaux de recherche agronomique. Ils ont initialement été créés par les fondations américaines Ford et Rockefeller. Ensuite, dans les années 1960 et 1970, la Banque mondiale a pris le relais sous l'impulsion de Mc Namara. C'est devenu un système de recherche extrêmement puissant. C'était un élément de réflexion : comment résister, trouver des alternatives à ce système qui avait vocation à devenir universel ? Mon projet de société ivoirienne de recherche agronomique pour le développement était cohérent avec le système de ces centres internationaux parce qu'il n'y avait aucun centre international spécialisé sur le palmier à huile, sur le cocotier, sur le café, sur le cacao... Ils étaient tous sur des plantes vivrières. Mais ces plantes industrielles sont aussi extrêmement importantes pour l'économie agricole de ces pays notamment dans la zone tropicale humide. Par conséquent, l'idée était de créer en Côte d'Ivoire un Cirad qui aurait eu naturellement un système de gestion et un système de fonctionnement particuliers. Il n'aurait pas fait partie à temps plein du CGIAR qui finance et coordonne ces centres, mais il y aurait été associé et de toute façon il complétait un vide manifeste de la recherche internationale agronomique.

J'ai été très content quand j'ai su que finalement Montpellier avait été choisi. Il y a deux bases : une base plutôt administration financière qui est toujours Washington et une autre base technique. Après un appel d'offres international qui a été lancé pour accueillir cette base technique, le choix de Montpellier est la plus belle reconnaissance de l'œuvre de L. Malassis et de tous ceux qui lui étaient associés. Cela veut dire que ce que l'on a fait à Montpellier est lisible. Il faut être lisible au niveau international, c'est fondamental ! La lisibilité internationale est la qualité majeure aujourd'hui. Il faut absolument arriver à répartir les cartes et faire en sorte que les dispositifs recherchent une visibilité maximale.

On a fait un petit saut significatif de la Côte d'Ivoire vers le Gerdat, le Cirad. Pourriez-vous évoquer votre retour en France et vos différentes fonctions ?

En rentrant en France, au lieu de prendre un poste directement en Lorraine, j'ai pris un poste au ministère de l'Agriculture, à la direction des industries agroalimentaires. Or il se trouve qu'à la fin de mon séjour en Côte d'Ivoire, je commençais à travailler sur l'aménagement hydroagricole pour m'apercevoir en Côte d'Ivoire qu'il fallait plutôt privilégier les systèmes pluviaux. J'ai porté mon effort sur la transformation de stockage des produits alimentaires. Cette direction à laquelle j'étais rattaché au ministère de l'Agriculture était dirigée par Michel Perdrix, avec Michel Colonna comme adjoint. On m'a confié de développer les liens entre la recherche agronomique et les industries agroalimentaires.

C'était pour moi un moment de déprime. Lorsque M. Perdrix m'a demandé de m'occuper de la recherche, je pensais qu'il considérait que j'avais perdu mon temps en Côte d'Ivoire. J'ai eu la chance de rencontrer Guy Fauconneau, qui a été nommé Inspecteur général chargé des industries alimentaires. Il était à l'Inra de Clermont-Ferrand mais il venait régulièrement à Paris. C'est lui qui m'a initié à la recherche. G. Fauconneau était un homme d'un enthousiasme débridé, qui m'a dit : « Mais Hervé arrête de faire la gueule, c'est formidable la recherche » et j'ai été emporté par son enthousiasme. Voilà comment cela s'est passé.

Il semble que c'est grâce à Guy Fauconneau que vous avez renoué avec le monde de la recherche Inra que vous connaissiez peu !

Non, je ne connaissais absolument rien. J'ai sympathisé avec les autres inspecteurs généraux de la maison Inra, Raymond Février, André Cauderon, Claude Calet... En 1975, je suis passé au Ceemat, grâce à Maurice Rossin, J. Poly m'a poussé pour aller à la DGRST⁵. Pour moi, l'intérêt du Ceemat a été que pour la première fois, j'ai eu la responsabilité d'une petite équipe qui était autonome sur le plan financier. Il fallait que je me débrouille avec des moyens limités.

La DGRST, où j'ai été affecté en janvier 1977, était une institution transversale, rattachée au Premier ministre. Les délégués généraux étaient d'ailleurs des personnes assez remarquables : Bernard Grégory, Hubert Curien. On avait deux grands rôles : on aidait les organismes sous notre tutelle à faire une proposition de budgets auprès du ministère des Finances, dans le cadre de ce qui était dénommé l'enveloppe recherche et qui faisait l'objet d'une procédure budgétaire particulière. C'était très difficile parce que la recherche n'avait pas la priorité qu'elle a eue à partir de 1981. Nous avions un deuxième rôle, nous disposions de quelques crédits d'animation pour notamment explorer des voies nouvelles de recherche. C'est ainsi que j'ai monté des opérations dont la plupart avaient été initiées par mon prédécesseur, Emmanuel Salmon-Legagneur, un homme remarquable au tempérament extraordinaire. D'ailleurs, on peut regretter qu'il n'ait pas été directeur général de l'Inra. Il avait vraiment les qualités pour l'être, beaucoup d'énergie, beaucoup de visions. Il a fait beaucoup de choses en tant que président du centre Inra de Guadeloupe.

Donc, j'ai pris la suite d'Emmanuel Salmon-Legagneur à la DGRST, pendant trois ans. J'ai, pour une grande part, exploité toutes les idées qu'il avait ouvertes. Je suis entré en contact avec les équipes de l'Inra aussi bien sur la vache, sur le Beaufortain... De plus, c'était une période riche en innovations : produits surgelés, cuisson-extrusion, technologies membranaires (ultrafiltration, osmose inverse), mycorhization des essences truffières, nouvelles méthodes de lutte biologique avec notamment l'emploi des phéromones... La personnalité la plus marquante de ce séjour à la DGRST était le secrétaire d'État à la recherche, Pierre Aigrain, personnage considérable avec une mémoire fabuleuse. En fait, il a introduit en France l'évaluation externe des organismes de recherche. C'est la première fois que l'on mettait en œuvre cette procédure (*external review*). L'Inra a été le premier établissement choisi par le ministre pour la tester. J'ai été chargé de mettre en place une commission d'évaluation externe : la commission Pélissier. C'était pour moi une formation tout à fait formidable parce qu'on était en relation



avec un conseiller du Premier ministre Raymond Barre, Costa de Beauregard. Il a fait des propositions qui ont mis à feu et à sang l'Inra mais qui ont été reprises dans le statut d'EPST, arrivé en 1984.

Le président de la commission était Jean Pélissier, président-directeur général de la SNCF, ami personnel de Jacques Chirac. Il y avait dans cette commission, que J. Poly avait largement contribué à créer, de jeunes agriculteurs très brillants, dont Carron qui est devenu PDG du Crédit Agricole, Claude Ferté qui appartenait à l'une des grandes familles d'agriculteurs de l'Aisne.

Quel était l'objectif de cette commission Jean Pélissier ?

L'objectif de la commission Pélissier était très clair : comment l'Inra peut-il contribuer davantage au développement agricole et au développement agroalimentaire du pays, à l'adaptation continue de l'agriculture et à la valorisation des produits agroalimentaires et forestiers ? Nous avons veillé à rencontrer tous les partenaires de l'Inra. Notre

rapport a mis en évidence les points forts et les points faibles. Ce qui m'avait le plus frappé est que la plupart des gens que nous avons consultés nous disaient que le département qui fonctionnait le moins bien de l'Inra était celui d'économie et que le département qui pour eux était le plus important était également celui d'économie. Nos conclusions nous ont été pour une part inspirées par Costa de Beauregard. C'est ce qui a provoqué la crise de l'Inra : il voulait donner à l'Inra un statut privé de manière à ce qu'il puisse réagir rapidement y compris au niveau du personnel. J. Poly était d'accord pour privatiser l'Inra. Il y a eu grève. J. Poly fut séquestré à la suite des conclusions de ce rapport !

Ce rapport prévoyait le passage au statut d'Epic, voire au statut privé pour le personnel. Mais le statut d'EPST a découlé pour une large part des réflexions qu'on avait conduites dans le cadre de la commission Pélissier. C'était, pour moi aussi, une étape formatrice remarquable.

5. Délégation générale à la recherche scientifique et technique.



Hervé Bichat lors d'une mission en Indonésie, le 8 mai 1990.
(Source Cirad - Photo : © D.R.)

Du fait de la commission Pélissier, j'ai rencontré le ministre Pierre Méhaignerie. Il m'a demandé de créer avec lui un centre de prospective, au cabinet du ministère de l'Agriculture. C'était la mode, il y en avait un peu partout. Rapidement, je me suis bien rendu compte que ce n'était pas tout à fait ma tasse de thé ; heureusement, j'ai rencontré Jean de Kervasdoué qui m'a remplacé au centre de prospective lorsque Jacques Alliot m'a demandé de le rejoindre au Gerdar pour trouver une alternative au projet de Robert Galley.

Avez-vous défendu des idées politiques ?

Je n'ai pas voulu basculer dans la politique. Mon arrière-grand-père, mon grand-père et mon père étaient des élus locaux. Du fait que ma vie professionnelle m'a entraîné en dehors de la Lorraine, j'ai toujours veillé à être uniquement et totalement un fonctionnaire, dévoué à la chose publique. Mes idées étaient plutôt centristes mais c'est sous la gauche que j'ai fait une grande partie de ma carrière, sans pour autant faire partie d'un club.

Ma carrière a été très particulière au niveau administratif. Je suis passé très tard ingénieur en chef et très tôt ingénieur général. Le temps que j'ai fait comme ingénieur en chef a été très court. Je suis passé tard comme ingénieur en chef parce qu'avec mes changements incessants d'affectation, comme il y a des listes d'attente, j'étais à chaque fois en bas de la liste.

J'ai la plus grande admiration pour P. Méhaignerie. Il avait demandé à L. Malassis d'être directeur général de l'enseignement et de la recherche. Donc à ce moment-là, j'avais une double affectation, j'étais responsable de la création du centre de prospective au cabinet du ministère de l'Agriculture et conseiller de L. Malassis. J'ai continué à avoir des liens avec le ministère notamment lorsque j'étais repassé au Gerdar. C'est là que j'ai su, par le conseiller financier de P. Méhaignerie (dont le père était le conseiller du président de la république pour l'Afrique francophone), que mon projet de créer ce qui allait devenir le Cirad n'avait aucune chance de passer si Giscard d'Estaing était réélu puisqu'il était antinomique avec les idées du ministre R. Galley.

Dans votre parcours, il y avait des opportunités, vous avez rencontré des personnes qui vous ont sollicité. Comment votre projet, qui vous tenait à cœur, a-t-il pu prendre forme finalement ?

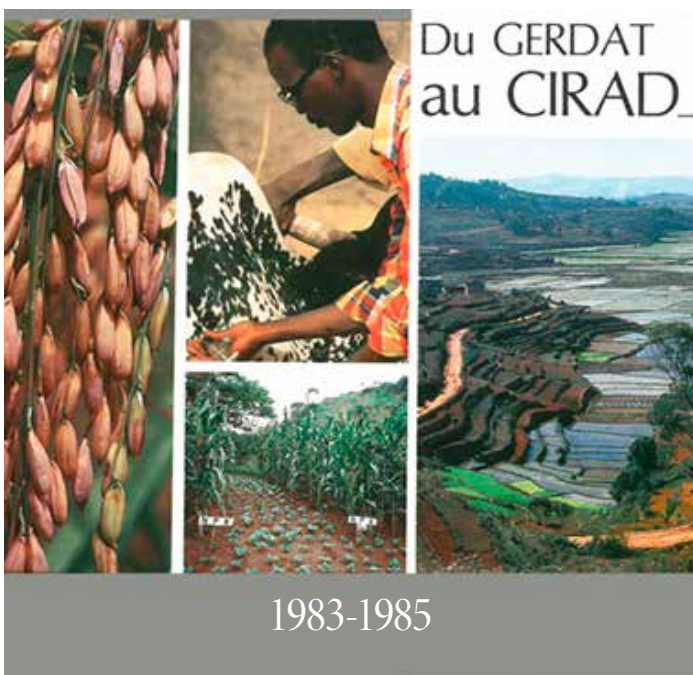
J'ai dû quitter à l'été 1980 le centre de prospective. Rapidement, j'ai conçu avec J. Alliot le projet de créer ce qui allait devenir le Cirad. En décembre 1980, Alliot fut débarqué du Gerdar du fait de son opposition à la fusion du Gerdar avec l'Orstom. Il fut nommé numéro deux de la Caisse centrale de coopération

économique (aujourd'hui Agence française pour le développement, AFD).

Le Gerdar était un organisme un peu particulier : GIE au service de ses membres, qui associait tous ces instituts. Il jouait un rôle important dans la distribution des crédits que l'enveloppe recherche mettait à disposition des instituts de recherche tropicaux, il s'imposait aux instituts. C'était une petite équipe de 20 personnes au maximum. Les membres du Gerdar étaient à la fois les instituts membres du GIE, le ministère de la Coopération et la DGRST. Le directeur scientifique était Jacques Lanfranchi, le directeur financier était Guy Daugy. Comme ils partaient à la retraite, Jacques Alliot m'a sollicité ainsi que Jean-Marie Sifferlen pour les remplacer.

Je suis arrivé au Gerdar à l'été 1980. Au mois de décembre 1980, le ministre a mis un terme à la mission de J. Alliot en tant qu'administrateur général du Gerdar. En même temps, un ambassadeur de France, Hubert Dubois, a été nommé, à la fois, président de l'Orstom et président du Gerdar avec mission de réaliser leur fusion. Il y avait donc un vide. J'étais directeur scientifique et de fait, j'étais l'administrateur général par intérim. Comme le gouvernement voulait fusionner le Gerdar et l'Orstom, on n'a pas trouvé bon de nommer un nouvel administrateur général. Donc, j'ai pris progressivement mes fonctions d'administrateur général par intérim alors que j'étais le directeur scientifique du groupement.

En mai 1981, V. Giscard d'Estaing fut battu, François Mitterrand fut élu. On était dans une incertitude totale. Je pensais que Giscard serait réélu. S'il avait été réélu, cela aurait pris la forme que je souhaitais. Donc j'étais obligé de quitter le Gerdar. Pierre Feuillet, qui dirigeait un centre de biotechnologie à Toulouse, m'a demandé de prendre sa suite. Je suis allé voir le président de Sanofi (centre de biotechnologie), M. Saulnier, au mois de janvier-février. Je lui ai expliqué mes idées. Il s'est dit intéressé par mon CV pour l'aide au développement d'activités agricoles dans les pays où Sanofi pompe le pétrole, et m'a demandé de patienter. J'ai dirigé effectivement l'ensemble du Gerdar sans aucun pouvoir. J'étais toujours administrateur général par intérim. Et de fait personne n'a contesté nos décisions pendant cette période de transition.



Pourquoi avoir dénommé cet organisme Cirad ?

Déjà peut-être par le lien avec le Cirad ivoirien, je voulais l'appeler Centre international de recherche agronomique pour le développement. Cela s'est passé juste avant une mission que l'on a faite avec le directeur de l'Orstom Alain Ruellan et J. Poly aux Antilles-Guyane. J'avais une réunion juste avant avec le Conseil d'État. Pour moi, c'était les mots-clés. Finalement, après discussion, il a fallu l'intituler : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. Le père du Cirad pour le sigle, c'est moi.

Les directeurs d'instituts étaient obligés de demander des crédits qui passaient par le Gerdar. Ils souffraient de cette situation. Les membres du Gerdar devaient être au service des instituts alors qu'en fait ils dominaient en donnant l'argent aux instituts. J'ai été nommé administrateur du Gerdar en 1984. Très rapidement, je suis devenu directeur général du Cirad, en 1985. Pendant deux ans, j'ai dirigé cet ensemble sans aucun pouvoir officiel. Le Gerdar a quand même duré une dizaine d'années. Il a commencé en 1970 et il y a eu ensuite une réforme au courant des années 1970.

En arrivant à la direction générale du Cirad, avez-vous pu choisir votre équipe pour fonctionner ?

Cette équipe pour une part m'a été imposée. Je suis venu avec J.M. Sifferlen,

administratif de la DGRST. J. Alliot a demandé à J.M. Sifferlen de remplacer G. Daugy comme responsable financier administratif du Gerdar. Le nouveau ministre de la recherche, Jean-Pierre Chevènement, a validé le projet du Cirad à l'été 1981. S'interrogeant sur ma loyauté au moment du lancement du projet du Cirad, les responsables politiques m'ont finalement fait confiance et m'ont adjoint un commissaire politique : René Billaz, très engagé dans l'action militante, avec qui je me suis très bien entendu. Nous étions très complémentaires. Dans notre équipe, Mme Danièle Bonneau s'occupait de tous les problèmes liés au personnel, c'était un très gros dossier. Martin Roth s'est occupé de la comptabilité du Gerdar, également un dossier fort complexe.

Il fallait continuer à remplir les tâches quotidiennes tout en mettant en place les procédures et institutions du nouvel établissement : nouveau statut du personnel en respectant les droits acquis de chacun des agents, reclassement de l'ensemble du personnel dans une grille unique, nouvelles procédures comptables et budgétaires... Il y avait un travail d'harmonisation, d'homogénéisation des personnels. Chaque institut avait sa propre logique. Il fallait renégocier tous les statuts... C'était souvent délicat.

Combien de temps êtes-vous resté au Cirad ?

C'est le poste que j'ai tenu le plus longtemps ! Je suis arrivé en 1980 au Gerdar et je suis resté au Cirad jusqu'en 1990.

Couverture d'une publication du Cirad (1986) qui présente les structures de l'organisme nouvellement créé. Elle est préfacée par Jacques Poly, PDG de l'Inra et premier président du Cirad. En ami de H. Bichat, il fonde l'alliance de l'Inra et du Cirad, dont il légitime l'orientation : « Le Cirad donne à la recherche agronomique tropicale les armes qui lui seront nécessaires pour relever le défi des années à venir et faire en sorte que notre pays soit toujours à la pointe du combat contre la faim et pour le développement ».

C'était très compliqué. Je me rappelle le premier budget que l'on a fait pour le Cirad, on a dû le refaire dix fois ! Le Cirad a été créé parce qu'il y avait naturellement la carotte financière, la volonté des pouvoirs publics mais on était arrivés, bien que ce n'eût pas été facile pour eux de perdre leur indépendance, à ce que les directeurs des instituts nous apportent un appui d'une très grande loyauté auquel je tiens à leur rendre hommage. Ce qui a beaucoup joué dans la création du Cirad, c'est que les représentants du personnel se rendaient bien compte que de passer d'un statut d'association à un statut d'Epic permettait de renforcer la garantie des personnels. Donc j'ai été très appuyé par les syndicats même s'il y a eu des moments un peu chauds. Un jour, tout le personnel a envahi le 42 rue Scheffer⁶ en plein conseil d'administration. J'ai été harangué sur le petit perron. Une autre fois, en arrivant à Montpellier, j'étais en voiture avec mon contrôleur financier et un fonctionnaire du ministère de la Recherche. Arrivés au centre, c'était l'émoi, 300 personnes étaient là. Je suis monté sur le capot de la voiture, j'ai pris la parole pour leur répondre. J'aimais bien affronter la foule ! En même temps, je connaissais tout le monde.

Hervé Bichat avec René Billaz, en 1986 au Cirad. Cette photo est issue du fonds familial.



6. Siège du Cirad à Paris depuis 1984.



Chêrelles de cacaoyer Trinitario (Côte d'Ivoire).
© Cirad - Laurence Alemanno

Dans les années 1985-1990, vous avez mis en route le Cirad. À l'Inra, Jacques Poly pensait prendre sa retraite.

Oui mais quand il a pris sa retraite, il a continué à être président du Cirad.

Le Cirad est le poste où je suis resté le plus longtemps, avec le passage du Gerdat au Cirad. Hubert Curien, un jour, m'a convoqué et m'a conseillé de quitter le Cirad rapidement, avant qu'il n'y ait un changement de ministre. Donc cela a vraiment été la course pour arriver à démarrer au 1^{er} janvier 1985 le premier budget du Cirad. Au bout de dix ans, je me suis dit qu'il me fallait partir. Il y avait quand même des frustrations. Il fallait que quelqu'un prenne ensuite la place, une fois que l'on a un peu évacué tous les miasmes liés à la création d'un organisme compliqué, où il fallait fusionner une dizaine d'organismes ! Je pense qu'il s'agit d'un exploit. Mon projet était d'aller passer deux années dans le département d'économie rurale du Michigan State University (MSU) avec un triple objectif : valoriser au plan intellectuel tout le travail accompli depuis 1980 pour créer le Cirad, apprendre l'anglais et enfin observer de près le système de vulgarisation agricole (*extension services*) confié aux universités agricoles depuis la Land Grant Act de 1860. D'autant plus que celui-ci est en

crise dans l'État de l'Iowa. Je finalisais les accords nécessaires, notamment pour obtenir une bourse Otan pour financer ce séjour à partir de 1991. Et patatras ! J'ai été alors convoqué à la fin du mois de juin 1990 par le ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, qui me demanda de rejoindre l'Inra, d'abord comme DG adjoint, puis comme DG lorsque les statuts de l'Inra seraient modifiés pour distinguer à nouveau le poste de DG de celui de président.

En effet, la succession de Jacques Poly s'était très mal passée. Normalement le successeur de J. Poly devait être Guy Paillotin. Le ministre de l'Agriculture a estimé que le seul moment où il peut exercer son influence sur l'Inra c'est au moment de la nomination du directeur. Comme il a été énervé par le représentant du corps des Mines, il a fait un blocage total sur G. Paillotin. Les ministres se sont mis d'accord sur le nom de Pierre Douzou, à l'époque président du conseil scientifique de l'Inra⁷ qui est devenu président-directeur général de l'Inra⁸. Il n'était pas Agro, il était connu comme inventeur de la cryo-biochimie. Diriger un organisme n'était pas du tout son truc. Pierre Feillet a été appelé pour remplir le rôle de directeur général ; mais la greffe n'a pas du tout pris. J'ai été appelé en catastrophe pour essayer de redresser

la boutique. Cela a été très difficile pour moi parce que je suis arrivé dans un organisme traumatisé par le départ de J. Poly et déchiré. Je ne m'étais pas rendu compte parce que j'avais des liens très forts avec J. Poly mais à l'Inra, nombre de personnes avait été mises à la périphérie par Poly et quand il est parti, elles ont voulu reprendre du pouvoir.

Donc vous arriviez dans ce contexte très délicat de l'après Jacques Poly !

Je suis arrivé rue de l'Université⁹ début septembre. Je savais que ce serait une tâche difficile d'animer ce très grand institut. Très rapidement, j'ai pris conscience que ce serait le poste le plus ardu de ma carrière.

À mon arrivée, alors que j'avais pour mission de devenir le patron opérationnel de l'institut, le bureau qui m'a été attribué était certes au 7^e étage mais complètement excentré. De plus la secrétaire venait juste d'être recrutée. Enfin je ne me rendis pas compte immédiatement que Pierre Mauléon, qui était le plus ancien des directeurs scientifiques et sur l'appui duquel je comptais tout particulièrement, était en train de tomber malade et qu'il n'avait plus toutes ses capacités intellectuelles. Je me rappelle très bien de cette première journée : l'atmosphère était glaciale.

Je me mis pourtant à la tâche. Je m'aperçus rapidement que la situation de l'institut était très critique car celui-ci était traversé par trois types de conflits :

- d'abord le long management de Jacques Poly, personnalité charismatique s'il en fût, avait laissé des traces d'autant plus vives que celui-ci avait vécu très difficilement ses derniers mois à l'Inra et qu'il s'était fâché définitivement avec Pierre Douzou, alors que c'était de vieux amis, lorsque celui-ci avait accepté de le remplacer. Ma situation personnelle était délicate car du fait des liens qui existaient entre nous, J. Poly souhaitait que je rétablisse rapidement la situation qui existait avant son départ. Ce qui me plaçait en porte-à-faux par rapport à Pierre Douzou et à tous ceux qui avaient relevé la tête depuis le départ de Jacques ;

- ensuite l'institut était l'enjeu d'une guerre passionnée entre les anciens et les modernes. Elle concernait surtout l'économie (l'économie quantitative par rapport à l'économie qualitative ou socio-économique) et l'amélioration animale et végétale (avec les bouleversements qu'apportaient les biotechnologies récentes dans les programmes mais aussi dans la gestion des départements) ;

- enfin, la répartition des pouvoirs au sein de l'institut entre les chefs de département et les présidents de centre faisait l'objet d'affrontements quotidiens. Je découvrais un organisme très centralisé où le mot « hiérarchie » occupait une grande place. Mon sentiment était que le pays se décentralisait de plus en plus et que cela devait conduire à une plus grande responsabilisation des présidents de centre. Mais les chefs de département s'y opposaient vigoureusement.

Était-il déjà question de diminuer le nombre de départements de recherche lorsque vous y étiez ?

De 22, on est passé à 13 aujourd'hui.

Oui. Mon analyse était la suivante : je trouvais l'Inra beaucoup trop centralisé : la réaffectation du moindre poste budgétaire d'un organisme qui comptait plus de 10 000 agents devait avoir l'accord du DG ! Il me paraissait nécessaire, pour assouplir sa gestion, d'aller vers des départements, des équipes de recherche et des centres plus autonomes. Ce qui nécessitait d'abord des équipes de

recherche plus importantes, des départements en nombre plus réduit et un renforcement de la place des centres dans le fonctionnement quotidien de l'institut. L'autre point qui rendit mon séjour à l'Inra difficile, est que ma culture scientifique était insuffisante pour le diriger. Par principe, un jour par semaine, j'allais sur le terrain, c'est fondamental lorsqu'on exerce une responsabilité. Et donc j'allais dans les laboratoires et naturellement les chercheurs autour de moi, voulant faire preuve de leur valeur, faisaient des exposés magnifiques dont je ne comprenais que les premières minutes. Très rapidement, j'étais largué. À la fin d'un exposé, le directeur général doit poser quelques questions pour montrer qu'il s'est intéressé. Et c'était toujours mon angoisse de me dire quelle question j'allais poser pour montrer que j'avais à peu près compris alors que je n'avais rien compris du tout !

Vous souhaitiez faire une thèse, aviez-vous un petit complexe par rapport au monde de la recherche ?

Oui, bien-sûr ! En plus, je pense effectivement que cela fait partie du cursus normal. Mais 20 % seulement de ma génération a fait une thèse.

Quand j'ai décidé d'aller à Chicago, c'est parce que je me rendais bien compte que l'anglais était une pratique indispensable, et j'avais vécu une expérience formidable avec le Cirad. Vous arrivez, vous refaites tout : statuts du personnel, organisation, fonctionnement administratif, évaluation... En même temps, dans cette situation, vous êtes en état de grâce. Le commencement, c'est toujours une période extrêmement riche, formidable. Donc je me disais qu'il fallait absolument que j'écrive quelque chose sur ce que j'avais fait. Je voulais aller aux États-Unis. Quand j'ai quitté le Cirad en 1990, j'avais 52 ans. Je ne savais pas ce que je ferais après. H. Nallet m'a convoqué. Dans cette affaire, cela a été compliqué. Progressivement, je crois avoir remis un peu de sérénité et de fonctionnement. Quand je suis arrivé à l'Inra, la tension était intense. Donc j'ai pris la secrétaire que l'on m'a donné et R. Ozon comme directeur scientifique. Et c'est au moment où les choses commençaient à s'apaiser que finalement on m'a viré à la DGER.

Pourquoi êtes-vous parti à la DGER ?

Cela mérite quelques explications : Pierre Douzou a fini son mandat en août 1991. Les statuts de l'Inra ont été modifiés dans le courant de cette année pour les rendre conformes aux règles alors en vigueur dans les EPST qui distinguaient les fonctions de président, chargé - à mes yeux à temps partiel - de présider le conseil d'administration et de veiller à ce que l'institut réponde bien aux attentes de son environnement, et de directeur général - à plein temps - chargé de la direction opérationnelle. Hubert Curien, poussé par Laurent Fabius, souhaitait que Christian Bècle, alors son directeur général de la recherche, devienne le nouveau président de l'Inra. Mais je n'avais pas d'atomes crochus avec lui. En outre, nous connaissions ses ambitions politiques de devenir sénateur de la Seine-Maritime. C'est pour cela que nous pensions que la chose qui l'intéressait dans le poste de président de l'Inra était la logistique qui y était attachée. Je m'en ouvrais très clairement au ministre Curien, avec l'appui de son directeur de cabinet, lors d'une visite de celui-ci au centre de Jouy-en-Josas.

Or, à cette époque, il y avait une manifestation à Bruxelles pour inaugurer le Clora¹⁰. Cette antenne commune à tous les organismes de recherche français était chargée de faire du lobbying auprès de la Commission européenne. Au retour, j'ai eu une conversation passionnante avec Guy Paillotin dans le train qui me convainquit que c'était bien lui qui devait devenir président de l'Inra, d'autant que sa position au CEA serait riche d'opportunités pour l'institut. Il se trouvait aussi qu'à cette époque, Bertrand Hervieu était le conseiller agricole du premier ministre Édith Cresson. C'est lui qui sut faire progresser le nom de Paillotin parmi les arcanes ministériels. Sa tâche fut facilitée par le fait que le président de la République se rappelait parfaitement comment Pierre Douzou avait été nommé PDG de l'Inra, au détriment de

7. De 1986 à 1989.

8. En 1989 et 1990.

9. 147, rue de l'Université, adresse du siège de l'Inra à Paris depuis 1986.

10. « Club des Organismes de Recherche Associés » créé pour faciliter l'action des acteurs de la recherche publique française auprès des institutions de l'Union européenne dans les domaines de la recherche, de la technologie, de l'innovation et de la formation.

Guy Paillotin, initialement pressenti pour prendre la suite de Jacques Poly.

Compte tenu des enjeux très difficiles de l'Inra, la nomination de celui-ci comme président me combla d'abord. Mais je dus déchanter très rapidement. Car dès son arrivée, Guy décida d'être à plein temps à l'Inra, ce qui n'était pas prévu et allait désorganiser la direction générale. Mais il fut soutenu dans son projet par le ministère. Il fallut créer en catastrophe un nouveau poste de haut niveau, avec toute la logistique nécessaire.

S'il n'y avait pas d'opposition dans nos analyses et dans nos objectifs, le vieux proverbe africain qui énonce qu'« il ne peut pas y avoir deux caïmans dans le même marigot » se vérifia rapidement. Un jour d'avril 1992 alors que je visitais une plantation pilote d'amandiers près d'Avignon, je fus appelé d'urgence par Jacques Berthomeau, directeur du cabinet de Louis Mermau, devenu en octobre 1990 ministre de l'Agriculture. Il me déclara, à ma grande surprise, que j'étais nommé directeur général de l'Enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture. Une fois de plus, je râlais de devoir emprunter une voie nouvelle tout à fait différente de mes projets. Mais en téléphonant au vice-président du Conseil général du Gref, Jean Renard, je compris que tout avait été organisé pour m'exfiltrer de l'Inra et que je n'avais pas le choix. J'étais très triste parce que je commençais à me passionner pour l'Inra. Je faisais quelques progrès dans la compréhension scientifique des programmes, nous étions en train de trouver une solution pour faire partir M. Ozon... Mais, une fois de plus, j'allais découvrir à mon corps défendant un nouveau domaine passionnant, l'enseignement agricole.

En quittant l'Inra, j'ai pu faire partager mon choix pour mon remplaçant : Bernard Chevassus-au-Louis. Quand j'étais arrivé à l'Inra, on m'avait mis en garde devant ses ambitions. Très rapidement, j'avais apprécié les très grandes qualités intellectuelles, humaines et d'expression de celui qui était alors le conseiller du président de l'Inra, chargé notamment de préparer le plan stratégique de l'établissement. J'en étais arrivé à la conclusion que c'était lui qui devait me remplacer lorsque je quitterais la direction générale. Or l'IRD - ex Orstom - était en ce début de 1992 en recherche

d'un directeur scientifique. Comme je pensais qu'il serait bien que Bernard ait une expérience tropicale, compte tenu notamment des relations établies entre l'Inra et le Cirad, je convainquis le directeur général de l'IRD, Gérard Winter, de retenir sa candidature. Mais la veille du jour où il devait prendre son poste à l'IRD, je lui ai téléphoné pour lui dire qu'il ne devait pas se rendre rue Lafayette mais rue de l'Université pour me remplacer.

Je crois que sa collaboration avec Guy Paillotin ne fut pas non plus facile pour les mêmes raisons institutionnelles. Il a fallu attendre Marion Guillou pour rétablir à la tête de l'Inra une unité de direction indispensable au bon fonctionnement de l'établissement.

Ces deux années passées rue de l'Université furent donc très difficiles. La situation de l'Inra était fort délicate. Pourriez-vous évoquer des décisions importantes que vous avez prises ?

Dans le domaine du management, ma première initiative fut de rétablir la communication au sein de la direction générale, avec une lettre d'information intitulée *L'Inra en bref*.

La seconde orientation que je pris, cohérente avec mon souhait de déconcentration, était d'augmenter la taille des équipes. Elles acquéraient ainsi une certaine autonomie par rapport à la direction générale et pouvaient remplir toutes leurs missions, pas seulement la recherche, mais aussi la formation et le développement. Cela m'a conduit également à mettre en place, à l'image de l'armée, des stages de commandement pour les futurs chefs de laboratoire. Car si ceux-ci étaient des maîtres dans leurs domaines et connaissaient parfaitement

leurs dossiers au niveau mondial, il fallait qu'ils améliorent leur culture administrative et leurs connaissances des problèmes agricoles français ainsi que de la politique de l'institut, pour pouvoir exercer pleinement leurs responsabilités.

J'ai également essayé d'introduire l'évaluation collective des équipes - dont j'avais pu mesurer le bienfait lors de la construction du Cirad avec André Berkaloff - pour compléter l'évaluation individuelle très rigoureuse des chercheurs. Mais cela a donné lieu à de longues discussions.

Enfin, j'ai accompagné la mise en place d'unités mixtes de recherche et d'enseignants. Cette orientation, née à Montpellier sous l'impulsion de Paul Raynaud et de Denis Boullay, s'est ensuite imposée à l'Agro de Paris, puis à Rennes avant de se diffuser largement aux autres établissements engagés dans la recherche agronomique et vétérinaire (Écoles, Cemagref, Cirad, IRD, CNRS).

Au cours des deux années que j'ai passées à l'Inra, les réflexions que j'ai impulsées tournaient autour des deux axes suivants :

- d'abord, la poursuite du plan stratégique *Inra 2000* lancé par Pierre Feuillet et poursuivi par Bernard Chevassus. Au-delà de la rédaction d'un document destiné à faire connaître, en interne et en externe, les orientations stratégiques de l'institut, cet exercice a surtout été pour moi l'occasion de découvrir les laboratoires de l'institut et leur personnel ;
- ensuite les relations avec l'enseignement supérieur. Formé par le professeur Louis Malassis, apôtre d'un renforcement des relations entre la formation, la recherche et le développement, j'ai essayé tout au long de mon mandat de mettre en œuvre cette orientation. Le modèle que j'essayais



Salon international de l'agriculture de 1991 : H. Bichat avec Bernard Chevassus-au-Louis, qui va lui succéder comme directeur général de l'Inra, et avec Brice Lalonde, ministre de l'environnement. © Inra - Jean Weber

de promouvoir existait à Rennes sous la houlette de Pierre Thivend, à la fois directeur des écoles locales et président du centre Inra. Malheureusement, cette expérience n'a pas connu les développements que je souhaitais.

De ce passage à l'Inra, ma mémoire retient :

- l'inauguration du centre de recherche laitière de Rennes sous la houlette expérimentée de Jean-Louis Maubois ;
- le transfert du Geves (Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences) des locaux misérables de La Minière, près de Versailles, à Angers. Je n'étais plus là lorsque l'opération s'est achevée mais elle m'a beaucoup mobilisé. Après mon départ, j'ai été heureux de visiter cette superbe installation et surtout qu'elle serve d'argument pour attirer dans la capitale de l'Anjou le centre européen des semences ;
- enfin la création du Labogena (Laboratoire d'analyses génétiques pour les espèces animales) au centre de Jouy pour valoriser les avancées de la biotechnologie en matière d'identification et d'amélioration du bétail.

Ainsi ce fut donc deux années extrêmement difficiles mais riches. Elles ont été marquées par des moments d'intenses émotions, comme lorsque je dus présider en l'église Sainte-Clothilde à Paris aux obsèques de Robert Jarrige, le créateur du centre de Theix et l'un des plus chers amis de Jacques Poly. Il était mort d'une crise cardiaque au cours d'une mission en Algérie. Elles m'ont surtout nourri pour affronter la DGER qui était certainement plus à ma portée. Elles sont à l'origine d'amitiés qui ont perduré jusqu'à maintenant, ce qui est certainement le plus important.

À la DGER, je suis tombé dans une direction générale beaucoup plus pauvre qu'à l'Inra. Mais mes cinq années à la DGER ont été des moments de pur bonheur. Je suis arrivé à la DGER après cette période de tensions à l'Inra.

Lors de votre nomination dans l'administration de l'enseignement agricole (DGER), avez-vous pu conduire de nouveaux projets ?

Oui. Je me suis retrouvé à la DGER dans une équipe avec laquelle j'ai sympathisé.

Salon international du machinisme agricole (SIMA) en 1991. Au stand Inra, Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, est entouré par R. Ducluzeau et H. Bichat. Sa politique dynamique marque profondément les années 1980 et 1990 et, notamment, conforte la refondation de l'Inra à partir du statut d'établissement public à caractère scientifique et technique. © Inra - Jean Weber



J'ai remplacé quelqu'un qui avait rencontré quelques difficultés. Il est à conseiller de prendre un poste où quelqu'un s'est heurté à des obstacles parce que dès que vous faites quelque chose, vous pouvez faire un peu mieux et à ce moment-là, un cercle vertueux se met en place. Alors qu'en succédant à quelqu'un qui a réussi, dès que vous faites une blague, un cercle vicieux se met en place. J'ai fait équipe avec la direction de cet établissement. Ils voulaient m'imposer un adjoint, nourri par mon expérience à l'Inra, j'ai refusé.

Je voulais travailler un an sans directeur général adjoint et une fois que je connaissais les hommes, je choisirais. Effectivement, j'ai choisi un garçon exceptionnel : Jean-Claude Giraud, c'est ainsi que nous avons constitué une bonne équipe pendant quatre années. Comme directeur général adjoint, c'est la personne avec laquelle j'ai fonctionné de manière la plus harmonieuse et la plus efficace. En plus, l'enseignement agricole est quelque chose de tout à fait remarquable. Il y avait l'enseignement supérieur dans lequel j'étais bien formé, notamment par L. Malassis et mon passage à l'Inra. J'ai découvert tout l'enseignement technique agricole et j'ai été vraiment très intéressé par ces lycées qui avaient une double fonction : d'une part, offrir une deuxième chance à des jeunes qui avaient échoué dans l'Éducation nationale ; d'autre part, ce sont des centres de ressources au sein de leur territoire en matière d'enseignement, d'appui technique, d'expérimentation, de

services divers et variés, et surtout dans le cadre de services d'État, notamment des DDA, en peau de chagrin. L'appui technique et l'appui scientifique, l'appui expérimental public dans les territoires ruraux aujourd'hui, ce sont les lycées agricoles avec des personnes très compétentes.

Comme directeur général, j'ai eu une double bataille : au sein du ministère de l'Agriculture (la DGER représente près des deux tiers des fonctionnaires du ministère), l'enseignement agricole est énorme quand on parle du personnel et des crédits de fonctionnement ; au sein du ministère des Finances, où un sous-directeur, très attaché à l'enseignement agricole, trouvait que l'on était le pilote de l'Éducation nationale, et nous permettait d'obtenir les crédits.

Même au niveau institutionnel, beaucoup de choses différencient les lycées agricoles des lycées de l'Éducation nationale : exploitations, ateliers, éducation socioculturelle. Cette originalité a été introduite du temps du ministre Pisani par des tenants de l'éducation populaire. Ceux-ci souhaitaient développer une culture générale populaire qui ne repose pas sur le latin et le grec. L'autre originalité des lycées agricoles est d'être très engagés dans la coopération internationale. Enfin, il y a un point institutionnel particulièrement important : le conseil d'administration des lycées agricoles est présidé par une personnalité extérieure, alors que cette fonction est assurée par les proviseurs dans les

Une photo d'Hervé Bichat prise en Afrique en 2004.



lycées de l'Éducation nationale et ceux-ci y sont très attachés. On a eu effectivement beaucoup plus de crédits de la part des conseils régionaux parce que nos présidents nous défendaient bec et ongles.

Certains lycées agricoles ont des formations de haut niveau puisqu'ils arrivent à présenter leurs élèves aux classes préparatoires. J'ai développé une formation : après le baccalauréat, les jeunes pouvaient accéder à des classes préparatoires particulières.

Vous étiez président de la 2^e puis de la 7^e section du Conseil général du génie rural des eaux et forêts (aujourd'hui Conseil général de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des espaces ruraux), de 1997 à 2004.

J'ai pris ma retraite officiellement à l'âge de 66 ans, en 2004. Quand j'ai quitté la DGER, j'ai été affecté comme président de la commission de la section agriculture du Conseil général et ensuite, je suis passé à la section aménagement du territoire.

Le Conseil général est composé de vieux messieurs et maintenant aussi de vieilles dames qui ont des missions à la fois de conseil et d'inspection pour le compte du ministre. Nous avons une réunion de section par mois. Une des tâches du président est d'organiser cette réunion de section. Le Conseil général inspecte régulièrement les services centraux et déconcentrés du ministère de l'Agriculture. Enfin, il conduit un certain nombre d'études sur des sujets qui l'intéressent.

Le Conseil général n'a pas beaucoup de moyens. Depuis ma retraite, je suis resté associé à ses activités. En particulier, on vient de finir un travail très intéressant sur le rapport entre filières et territoires depuis 1960 jusqu'à 2050. Je trouve ce rapport, dont le pilote était Guillaume

Benoît, absolument remarquable. J'étais content à cette occasion de me replonger dans l'histoire du Beaufortain. On éclaire la décision des politiques et l'on contrôle. Par exemple, sur la loi de l'avenir de l'agriculture qui est entrée en discussion au Parlement, le Conseil général a été très fortement impliqué à travers notamment son vice-président, B. Hervieu.

J'ai rarement été directement employé par le ministère puisque j'ai souvent été, soit détaché, soit mis à disposition. Il n'y a pas eu de difficultés pour la retraite. J'ai continué après. Pour des gens comme moi, il y a trois attitudes : faire complètement autre chose que ce qu'ils ont fait pendant leur carrière professionnelle ; essayer de continuer à jouer (c'est mon cas) ; déprimer. Pour mes camarades au Conseil général, c'est aussi une épreuve ! Souvent ils occupaient des fonctions en vue en province : directeurs régionaux, directeurs départementaux. En arrivant à Paris, ils ont perdu toute visibilité sociale et n'ont plus de secrétaire. Si en plus ils n'ont pas une petite compétence dans un domaine particulier, ils sont très peu employables pour ces missions d'inspection. Là aussi, trois attitudes sont possibles : s'intégrer rapidement dans le travail du Conseil général ; se mettre en prérétraite ; déprimer par manque de position sociale. Ils voudraient rendre service et n'y arrivent pas.

J'ai eu la chance d'être parmi les gens qui ont trouvé à s'employer au Conseil général. En plus, je suis toujours en train de m'amuser actuellement dans trois domaines : problèmes africains ; valorisation énergétique de la biomasse, suite à ma mission comme président d'Europol'Agro pendant dix ans à Reims ; rénovation des formations d'ingénieurs universitaires.

J'ai décidé d'arrêter à partir de 2007. Je fais encore des travaux moins honorifiques, temporaires, limités.

Je suis membre correspondant de l'Académie d'agriculture. C'est Suzanne Mériaux qui m'avait fait entrer comme membre correspondant assez tôt mais je n'ai pas eu le temps de participer aux activités de l'Académie d'agriculture.

Aujourd'hui avez-vous l'occasion d'actualiser vos connaissances sur la science en train de se faire et sur l'évolution du monde agricole ?

Je continue de m'impliquer dans quatre domaines : l'Afrique, c'est toujours l'un des mots-clés de ma carrière. Je continue des lectures, je maintiens des contacts avec des camarades africains qui passent à Paris. Il est question que j'aille à Abidjan, peut-être à Tunis. En plus, je consacre beaucoup de temps à la mémoire du militaire Hubert Lyautey qui était lorrain, qui avait un château en Lorraine, j'essaie actuellement de sauver ce château et de faire rayonner la pensée de Lyautey qui est un homme absolument exceptionnel. C'est un investissement à la fois mémoriel, patrimonial. J'ai publié un livre en 2012 : *Si l'agriculture sauvait l'Afrique*¹¹ qui essaie de résumer toutes mes pensées sur ce sujet. J'ai encore écrit ce matin un article sur ce sujet.

Le deuxième domaine, c'est la valorisation énergétique de la biomasse qui est un peu en liaison avec le travail que j'ai fait à Reims pendant une dizaine d'années. J'ai été animateur pendant dix ans du complexe Europol'Agro à Reims ; j'ai été demandé par Albert Vecten, président du Conseil général de la Marne. Il était sénateur, rapporteur de l'enseignement agricole au Sénat. C'était aussi pour moi une très belle aventure.

Troisième domaine : la formation des ingénieurs. Je travaille dans le domaine de la rénovation de l'enseignement des ingénieurs universitaires avec le projet CMI Figures.

Et un quatrième domaine sur lequel je travaille : la notion de jardin planétaire, dans le cadre de l'association « Prospective 2100 » présidée par Thierry Gaudin, qui essaie de penser la gestion des ressources naturelles à moyen et long terme, avec un colloque qu'on voudrait organiser en 2015. Cela

m'a conduit notamment à animer un exercice de prospective sur l'utilisation des technologies spatiales au service de la gestion des écosystèmes, un agronome dans les étoiles !

Chaque cas est particulier. Sur la partie Afrique, c'est assez individuel. Sur la partie valorisation énergétique de la biomasse, j'ai aussi écrit un livre cette année. Je participe à différents clubs (bio-économie...). Je vais faire une conférence au mois de mars avec l'Académie d'agriculture. Sur la partie formation ingénieurs, j'anime un groupe de professeurs d'universités dans le domaine des biologies non médicales pour faire évoluer les formations d'ingénieurs et d'universitaires dans ce domaine.

Je vieillis quand même. J'ai moins de choses à faire et c'est très bien comme cela. En même temps, je suis davantage pris par mes problèmes personnels, familiaux.

Pourriez-vous dresser le bilan de votre carrière ?

J'ai toujours été nourri par mon projet, qui me tenait à cœur, de création d'un organisme international d'agronomie tropicale.

Plusieurs fois dans ma carrière, on m'a obligé à prendre des directions que je ne souhaitais pas. En fait ces directions se sont révélées heureuses. Ce qui me désole, c'est de n'avoir jamais servi en Lorraine. J'y ai de la famille. La seule chose que j'ai faite en Lorraine, c'est d'avoir participé activement à la création d'une école de technologie du bois à Épinal avec le professeur Xavier Deglise. Le travail que j'ai fait en Champagne-Ardenne, j'aurais bien voulu le faire en Lorraine. J'ai fait aussi un travail considérable à la Réunion, j'aurais bien aimé le faire en Lorraine. Mais c'est ainsi !

Je voulais être un ingénieur dans les services, on m'a fait faire de la recherche. Bon ! Il était intéressant de faire des comparaisons entre les paysans et les professeurs d'université. Les paysans individuellement ne sont pas toujours des cracks, mais collectivement ce sont des gens tout à fait remarquables. Alors que les professeurs d'université, collectivement ils sont odieux, mais individuellement ce sont des cracks.

Quand j'ai commencé à m'intéresser à la recherche, on a voulu me contraindre à faire de l'enseignement technique, et je me suis vraiment passionné pour ces gens. L'enseignement technique agricole est vraiment tout à fait remarquable. À la fin, j'étais dans la section agriculture du Conseil général, je me sentais bien chez moi et tout d'un coup, j'ai dû prendre la section aménagement du territoire. Cela a été pour moi une fin de carrière tout à fait passionnante.

Avez-vous des regrets ?

Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pas avoir 20 ans pour replonger dans ces problèmes. Je crois que la gestion des ressources naturelles renouvelables est un enjeu considérable pour les 50 ans à venir. Ces ressources feront l'objet de sollicitations de plus en plus nombreuses, pour l'alimentation, pour la chimie, pour les matériaux, pour l'énergie. Il faudra trouver des systèmes originaux de gestion de ces ressources pour assurer leur durabilité. On ne pourra pas imaginer que l'avenir consistera à avoir des politiques de prévention et de protection excessive. Il faut au contraire avoir des systèmes dynamiques. C'est pour cela que je trouve ridicules les oppositions qui se manifestent sur les OGM. Les défis et les solutions aux questions alimentaires ne seront relevés que si on a effectivement un portefeuille de cultures OGM.

Je me suis beaucoup amusé, je continue à m'amuser. Ce sont des choses très intéressantes. Je regrette de ne pas avoir 20 ans pour retrousser mes manches face aux défis de demain.

Mais je remercie le destin de m'avoir fait faire cette carrière que je n'aurais jamais imaginée. Mon ambition était au mieux d'occuper un poste de directeur départemental d'un organisme public.

Petit, j'aurais voulu être officier. Mais avec mon problème de vue, je me suis aperçu que je ne pouvais pas être officier. Je pense que j'avais des qualités pour être médecin. Mais mon père n'était jamais à la maison. Il était à la fois médecin et homme politique donc il était extrêmement pris et je lui en ai un peu voulu de ne pas être suffisamment disponible lorsque j'étais enfant. Donc, c'est peut-être pour cela que je n'ai pas fait médecine.



Vos enfants ont-ils choisi votre voie ?

Avec mes enfants, j'ai des points communs mais ils n'ont pas fait du tout mon métier. Mon aîné est architecte donc il y a un lien avec le travail que j'ai fait comme ingénieur du Génie rural. Mon second est médecin, là aussi il y a des liens. Et mon troisième est à la Chambre de commerce de Marseille où il est chargé des relations avec les pays du sud. Là aussi un lien. Je suis content d'avoir des points communs avec mes trois enfants.

Pourriez-vous nous parler de votre participation aux réunions du Comité d'histoire ?

J'adore l'histoire et j'en suis aussi un praticien. Dans la création du Cirad, il y a eu une perte d'identité et une perte de mémoire inévitable. Pour recréer une autre mémoire, une autre entité, par conséquent, pour favoriser cette mutation tout en conservant cette mémoire, j'ai pris l'initiative de demander à chaque institut d'écrire son histoire¹². Tous les instituts maintenant ont écrit leur histoire. Le plus extraordinaire pour moi, c'est ce qui est arrivé pour l'IFCC (Institut français du café, du cacao et autres plantes stimulantes) : 30 ans après les instructions que je lui avais données, Jean-Claude Monet a réalisé l'histoire de l'IFCC que les ingénieurs ou directeurs n'ont pas voulu prendre la peine d'écrire. Maintenant, on a une histoire pour tous les instituts. C'est vraiment ce que j'ai voulu avec Bernard Simon.

11. Editions Quae, 2012, 160 pages.

12. Collection Autrefois l'agronomie et aussi : <http://www.cirad.fr/qui-sommes-nous/le-cirad-en-bref/notre-histoire>



LAURENCE ROUDART

LES PIONNIERS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Quand il m'a été proposé d'écrire un point de vue personnel relevant d'une lecture transversale des cinq récits de vie professionnelle qui nous sont offerts dans ce numéro d'*Archorales* – récits d'Hervé Bichat, Michelle Feit, Hugues de Livonnière, Bernard Simon et René Tourte –, j'ai accepté avec grand plaisir et grand intérêt. En effet, ces grands témoins ont travaillé dans la recherche agricole pour la coopération au développement de la fin des années 1940 au début des années 2000. Le point de vue que j'exprime ici est celui d'une ingénieure agronome (INA P-G 1983) spécialisée en développement agricole et travaillant depuis trente ans dans le domaine de la recherche-développement agricole. Je suis donc assez ancienne pour avoir évolué dans l'univers dont ces récits parlent ; en même temps, l'écart de génération entre ces témoins et moi me conduit à les considérer comme de grands Anciens, qui nous transmettent la riche expérience qu'ils ont accumulée.

Ces témoignages montrent bien à quel point leurs auteurs furent des acteurs pleinement parties prenantes de l'évolution des idées et des pratiques en matière de recherche-développement agricole. Certains furent même très avant-gardistes, en mettant en œuvre ou en promouvant des démarches profondément originales dans leurs contextes, démarches qui furent reconnues comme pertinentes plusieurs décennies plus tard dans les cercles internationaux s'occupant de coopération au développement agricole.

Pour mettre en perspective ces carrières, la première section de cet article retracera brièvement l'évolution des idées et des pratiques dominantes en matière de recherche pour la coopération au développement agricole au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Puis, chacune des six sections suivantes dégagera un thème commun à l'ensemble des témoignages. La conclusion enfin abordera l'évolution des idées dans la recherche-développement agricole depuis les années 2000.



LAURENCE ROUDART, Ingénieure agronome, professeure de développement agricole
Directrice de l'Institut de sociologie, université libre de Bruxelles.



Fruits de palmier à huile. © Cirad - Cécile Bessou

Évolution de la recherche agricole pour la coopération au développement

Au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, on peut distinguer trois périodes quant à l'évolution des idées et des pratiques en matière de recherche-développement agricole, étant entendu que toutes les idées et pratiques ont toujours été défendues et illustrées à toutes les périodes ; mais, pour chacune d'elles, certaines idées et pratiques furent dominantes.

Durant les années 1950 et 1960, soit à la fin de la période coloniale et au début des Indépendances en Afrique francophone, une idée dominante était que certaines techniques mises au point par la recherche agronomique et ayant fait leurs preuves dans les pays industrialisés développés devaient être transférées vers les agricultures du « Tiers Monde ». Ces « transferts de technologies » innovantes, qui visaient surtout à accroître les rendements et la production alimentaires, étaient généralement le fruit de recherches mono-disciplinaires, conduites par des chercheurs travaillant essentiellement en stations expérimentales et fort éloignées du terrain. Les paysans étaient considérés comme des récepteurs, au mieux ignorants, au pire traditionnels et réfractaires au changement. Dans ces conditions, les vulgarisateurs jouaient un rôle important comme intermédiaires entre les chercheurs et les paysans, en dispensant formations et conseils. Le modèle de la « diffusion de l'innovation » sous-tendait implicitement la démarche générale : les seules qualités intrinsèques d'une innovation étaient supposées garantir sa propagation, dans un environnement social généralement supposé homogène.

Remarquons qu'une telle vision révélait une profonde ignorance de l'histoire et de la géographie agraires, tant elle méconnaissait le fait que, durant des milliers d'années depuis l'époque néolithique, les agriculteurs de chaque région du monde avaient accumulé une multitude d'innovations, fruits de longs et patients processus, individuels et collectifs, de réflexion, d'essais, d'erreurs et de corrections. Les agriculteurs n'avaient donc pas attendu la mise en place des stations expérimentales, sous la houlette des États, pour faire progresser leurs méthodes de production et gagner en productivité.

Face aux nombreux échecs constatés, d'autres idées et pratiques furent progressivement développées : recherches *pluridisciplinaires*, *contact des chercheurs avec le terrain*, analyses *systémiques*, prise en considération des *savoirs paysans*.

Ainsi, durant les années 1970 et 1980, les « transferts de technologies *appropriées* » reposaient sur le travail d'équipes de chercheurs de plusieurs disciplines, biotechniques et de sciences économiques. Ces équipes « descendaient » sur le terrain pour réaliser des enquêtes auprès des paysans, en vue de comprendre leurs conditions de production réelles, leurs objectifs, et les contraintes les empêchant d'atteindre ces objectifs. Dans chaque exploitation agricole enquêtée, l'analyse prenait en compte l'ensemble des activités de culture et d'élevage et l'ensemble des moyens de production, leurs combinaisons, leurs complémentarités et leurs

concurrences, dans une perspective systémique. Ce faisant, les chercheurs étaient fréquemment conduits à distinguer plusieurs catégories de paysans en fonction de leurs objectifs et de leurs moyens, rompant ainsi avec l'idée conventionnelle d'homogénéité de la paysannerie. Et ils étaient amenés à proposer des innovations différentes en fonction de ces catégories. Mais il s'agissait toujours, fondamentalement, de procéder à des transferts d'innovations conçues par des chercheurs, en vue de gagner en productivité le plus souvent. Les paysans étaient perçus comme des informateurs, experts de leur propre situation, mais rarement comme des innovateurs à part entière.

Durant les années 1990, les promoteurs de l'idée de *participation*, puisant dans l'expérience accumulée par la recherche-action, ont cherché à renverser cette situation, et faire que les paysans ne soient plus considérés comme de simples récepteurs ou informateurs, mais comme de véritables partenaires dans le diagnostic de leur situation et dans l'élaboration, l'expérimentation et l'évaluation des innovations. Dans cette perspective, les paysans sont devenus co-concepteurs et co-producteurs des innovations, selon un processus itératif et réflexif. Au-delà des objectifs d'amélioration des moyens matériels d'existence des familles paysannes, un tel processus visait aussi à développer leurs compétences ainsi que leurs capacités de décider et d'agir. La mise en œuvre concrète de ces idées suscita des difficultés, parmi lesquelles le risque bien réel d'orientation des innovations en fonction des intérêts des catégories sociales les plus puissantes, et au détriment des autres.

Cette succession de doctrines en matière de recherche-développement agricole constitue une trame de fonds commune aux témoignages présentés dans ce numéro d'*Archorales*. Et, avec leur lot d'institutions et de représentations conventionnelles du monde, ces doctrines ont forcément beaucoup pesé sur les destins individuels. Mais, inversement, ces témoignages montrent aussi comment des personnalités s'étant forgées des convictions hétérodoxes fortes, dotées d'une énergie hors du commun et d'une longue patience, sont parvenues à faire évoluer les structures, avec l'aide du hasard parfois.

Plusieurs thèmes communs traversent ces récits, parmi lesquels : l'absence des sciences sociales dans les études d'ingénieur agronome, l'esprit des pionniers, l'amour de l'Afrique, les convictions en matière de recherche-développement et d'enseignement supérieur, les maîtres et les amis, les carrières mouvementées.

L'absence des sciences sociales dans les études d'ingénieur agronome

René Tourte, Bernard Simon et Hervé Bichat sont des anciens de l'Agro Paris, qu'ils intégrèrent en 1943, 1945 et 1957 respectivement. Ensuite, Hervé Bichat étudia à l'Engref¹ (Nancy), René Tourte et Bernard Simon à l'Esat² (Nogent-sur-Marne). Écoutons René Tourte nous parler de ses études : « Nos professeurs étaient distingués, très compétents, mais (...) Nous étions très avertis de la taille du caféier, des variétés de cotonniers, de la culture du sisal, de l'élevage du mouton à poils, des plantations de kapokiers, mais à peu près ignorants des exploitations dans lesquelles s'intégraient ces plantes et ces animaux et *a fortiori* des hommes et femmes qui les géraient, les paysans (agriculteurs, éleveurs, forestiers), et de leurs communautés. (...) nous n'avions aucune formation sur leurs histoires, leurs cultures, leurs mœurs et habitudes sociales. (...) Il fallait savoir cultiver mais finalement les questions pour qui et pour quoi restaient sans réponse ».

Bernard Simon corrobore ces propos quand il explique que c'est à la faveur de son premier poste, en tant que chef de cabinet du directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts du ministère de la France d'outre-mer, qu'il découvrit qu'il y a « autre chose dans l'agriculture que la technique, il y a aussi l'économie, l'économie politique, l'économie du développement, pour aboutir à celle de l'exploitation agricole en particulier ». Et, tirant le bilan de son premier séjour au Cameroun (1949-1951), il indique « être devenu conscient que proposer des améliorations techniques ne résolvait pas tous les problèmes de modernisation des exploitations et des villages si elles n'étaient pas sous-tendues par une bonne connaissance du contexte économique et social. Les enquêtes demandées par le ministère pour l'établissement de budgets familiaux étaient déjà l'ébauche maladroite d'une démarche socio-économique. (...) Nous avons été plusieurs à explorer ce domaine nouveau et original qui nous semblait ouvrir une approche concrète des problèmes du développement, au moins au niveau villageois ». Dans toute la suite de sa carrière, Bernard Simon cherchera à développer des analyses en Économie agricole et rurale. Il sera même recruté au Gerdat³ pour créer un service d'Économie rurale, et ouvrir ainsi les différents instituts techniques composant ce groupe à l'Économie rurale et à l'Économie du développement. Mais, tout au long de sa vie professionnelle, il s'est senti autodidacte en Économie. Il aurait souhaité reprendre des études dans cette discipline mais c'était impossible à l'époque à Yaoundé comme à Dschang.

À cet égard, Hervé Bichat eut plus de chance : il passa une licence d'économie à l'université d'Abidjan. Puis, des années plus tard, il souhaita faire une thèse dans le département d'Économie rurale de la *Michigan State University*. Mais, le ministre Henri Nallet en décida autrement en le nommant directeur général de l'Inra...

L'esprit des pionniers

« La secrétaire de l'ambassadeur de France en Chine venait du même lycée (que moi). Ils cherchaient une dactylo. J'avais 22 ans, j'étais majeure. (...) J'ai annoncé à mes parents que je pouvais partir à l'étranger, et mes parents m'ont encouragée. (...) Je suis arrivée le 31 octobre 1965 en Chine ». C'est ainsi que démarra la carrière de Michelle Feit, dans une Chine où il était défendu d'apprendre le Chinois, de parler aux Chinois dans la rue, et où la suspicion d'espionnage recouvrait d'une chape de plomb tous les comportements de la vie professionnelle et quotidienne. Quelques mois plus tard, la révolution culturelle commença, puis les gardes rouges défilèrent dans Pékin et s'attaquèrent à la légation. Mais il en aurait fallu plus pour détourner Michelle Feit et son amie Solange de leur mission en Chine, qu'elles accomplirent donc jusqu'au bout. Puis, avant de rentrer en France, elles entreprirent un grand voyage à travers l'Asie, au départ de Pékin : Canton, Hong Kong, Angkor, Bangkok, Singapour, Nouvelle-Calédonie, Calcutta, Bénarès, Népal, Afghanistan, Téhéran, Persépolis... et bien d'autres villes. Un tel voyage effectué par deux femmes à la fin des années 1960, ce fut forcément une épopée !

René Tourte explique qu'après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux jeunes Agros, inspirés notamment par le général de Gaulle, pensaient qu'il fallait rendre aux peuples des colonies françaises le lourd tribut qu'ils avaient versé au service de la France durant les deux guerres mondiales, cela en s'impliquant dans leur développement. Le gouvernement français favorisait leur départ en offrant des bourses d'étude et des postes de fonctionnaire colonial. C'est ainsi qu'en 1949, Bernard Simon, son épouse et leur bébé embarquèrent à Marseille à bord du vieux paquebot *Hoggar*, direction Douala au Cameroun, avec des escales à Alger, Casablanca, Dakar, Conakry, Tabou, Sassandra, Abidjan, Lomé, Cotonou, Lagos. Puis vint le voyage de douze heures en train de Douala à Yaoundé. Et enfin l'installation à Yaoundé : « Nous avons vécu cinq ou six mois dans une case que les gens appelaient vulgairement le « stalag ». Cette baraque en bois ressemblait effectivement à celles des camps de prisonniers de guerre. (...) Sans vraie cuisine, nous allions prendre la plupart de nos repas au « mess des fonctionnaires « voisin ». En tant que responsable agricole du Nyong et Sanaga, Bernard Simon effectuait quinze jours de tournée sur le terrain par mois, « la plupart du temps à pied, avec six porteurs et un gardien ». Et de préciser : « Dans les coins reculés que je devais visiter, il n'y avait pas de carte à jour et le service géographique me prêtait des relevés d'itinéraires allemands à utiliser et à compléter le mieux possible ». Il lui fallut aussi créer de toute pièce le centre de recherches agronomiques de N'Kol bisson, autrement dit « ouvrir la route d'accès, (...) superviser l'exécution des marchés de construction des premières maisons et laboratoires (...) construire une maison selon mes propres plans et avec les maigres moyens dont je disposais, pour y loger un conducteur des TA (travaux agricoles) ».

Quinze jours par mois sur le terrain, ce fut aussi le rythme de travail d'Hervé Bichat lors de ses premières années en Côte d'Ivoire, en tant que directeur du service du génie rural.

Hugues de Livonnière quant à lui travailla durant quatorze mois à Bimbresso, en Côte d'Ivoire, dans un laboratoire de contrôle de la qualité du caoutchouc naturel, et il traversa le Sahara lors de son retour en France. Par ses recherches sur le développement du caoutchouc liquide durant une dizaine d'années, Hugues de Livonnière illustre bien une autre facette de cet esprit des pionniers : celle du chercheur prêt à investir beaucoup de temps et d'énergie dans un domaine encore inexploré, sans aucune garantie de réussite.

L'amour de l'Afrique

L'expérience professionnelle en Afrique apparaît comme fondatrice, voire la plus belle. Bernard Simon, tirant le bilan de sa carrière, déclare : « Finalement, j'ai conservé beaucoup de bons souvenirs ! (...) Ainsi l'Afrique : j'y ai quand même travaillé pendant dix-huit ans, presque la moitié de ma carrière. C'est à elle et aux Africains que je dois ma formation, mon ouverture sur les problèmes autres que techniques qu'il fallait résoudre pour enclencher un processus de développement endogène aux différents niveaux envisageables : ménage, famille, village, tribu, ethnie... C'est drôlement compliqué le développement » ! Et Hervé Bichat : « J'ai passé dix années formidables en Côte d'Ivoire, de 1963 à 1972. Je serais bien resté (...) je me plaisais énormément en Afrique ».

L'intensité de ces expériences reposa pour une bonne part sur des relations de confiance et d'amitié fortes avec des Africains, en dépit, et au-delà, de toutes les ambiguïtés inhérentes au contexte de la colonisation, puis de la décolonisation. Ainsi, Bernard Simon nous parle de son assistant agricole au tout début de sa carrière : « Gustave Bélinga, un Ewondo ! Il connaissait le coin comme sa poche (...). Il m'a appris le métier » ! Et Hervé Bichat : « J'ai noué des relations très amicales avec mon patron, Abdoulaye Sawadogo, ministre de l'Agriculture. C'est un homme exceptionnel, qui vit toujours ».

La qualité de telles relations humaines, souvent construites en traversant des épreuves communes, contribue certainement à expliquer qu'après les Indépendances (en 1960 pour la plupart des pays de l'AOF⁴), beaucoup

1. École nationale du génie rural, des eaux et des forêts.

2. École supérieure d'application d'agriculture tropicale.

3. Groupe d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.

4. Afrique occidentale française.

de professionnels agricoles français ont continué de travailler dans les établissements où ils officiaient jusque-là, malgré le changement de souveraineté, et ils ont participé à l'élaboration des plans de développement voulus par les nouveaux gouvernements indépendants. Les formes prises par la décolonisation, qui peut être analysée comme la poursuite de la colonisation, jouèrent là un grand rôle, bien sûr. Mais, elles n'empêchèrent pas que la coopération au développement naissante pût être vécue sincèrement par des individus de part et d'autre. Ainsi, René Tourte resta à Bambey afin de développer son dispositif de recherche-développement, qui bénéficia de l'appui de Mamadou Dia, Premier ministre, de celui des ministres successifs du développement rural, et de celui des paysans concernés. Au moment de la création de l'Isra⁵ en 1974, René Tourte fut invité à rester encore : « Les pressions du côté sénégalais ont été fortes, tout particulièrement de Djibril Sène, pour que je continue à servir dans la nouvelle structure de la recherche sénégalaise. Ma décision a (...) été le retour en France. Notre profonde amitié avec Djibril Sène (qui par la suite a été plusieurs fois ministre) n'en a nullement été affectée. Elle dure toujours ». Hervé Bichat quant à lui travailla durant dix ans en Côte d'Ivoire indépendante. Et Hugues de Livonnière témoigne : « La Côte d'Ivoire du président Houphouët Boigny a permis aux chercheurs de poursuivre leurs travaux dans les meilleures conditions ».

Une fois à la retraite, c'est bien à l'Afrique que certains reviennent. Hervé Bichat disait que l'Afrique figurait parmi ses quatre principaux centres d'intérêt, qu'il entretenait toujours des relations avec des camarades africains, et il publia en 2012 le livre *Si l'agriculture sauvait l'Afrique*. Quant à René Tourte, il consacra quinze ans de sa retraite à élaborer, avec son épouse Christiane, une monumentale histoire de l'agriculture africaine intitulée *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone* (6 volumes, 2700 pages) : « Notre intention était de rendre hommage au travail de tous nos anciens et de conforter la fierté de tous les Africains pour leur passé glorieux, notamment agricole, dont il n'est pratiquement nulle trace dans les livres d'histoire ».

De solides convictions en matière de recherche-développement et d'enseignement supérieur

À l'aube de sa carrière professionnelle, René Tourte n'envisageait pas d'être chercheur. D'ailleurs, en tant qu'étudiant à l'Esaat, entre la filière « production (vulgarisation) » et la filière « recherche », il avait opté résolument pour la première. Le goût du travail de terrain, un intérêt tout relatif pour les travaux de laboratoire « en blouse blanche », ainsi que le souvenir, remontant à ses séjours d'enfance chez ses grands-parents paysans dans la Creuse, « de visites d'ingénieurs et de professeurs d'agriculture qui venaient doctement expliquer aux paysans ce qu'il fallait faire avec la chaux, avec l'azote, avec les variétés... Discours qui m'apparaissaient plutôt comme des sermons sur la montagne ! », toutes ces raisons le poussèrent à s'engager dans le secteur de la production, au côté des paysans. Cependant, quand il arriva à Dakar avec son épouse, son patron lui apprit qu'il était affecté à la station de recherche de Bambey car c'était « le seul endroit pouvant accueillir un couple marié. Ainsi est née ma vocation de chercheur » !

À partir de là, René Tourte s'engagea dans deux grands combats :

- faire que paysans et chercheurs travaillent ensemble, et que les objectifs de la recherche prennent en compte les problèmes concrets des paysans qui, de fait, sont des problèmes complexes relevant de plusieurs disciplines scientifiques ;
- en conséquence, promouvoir des travaux scientifiques pluridisciplinaires, en mettant en œuvre des analyses intégrées au niveau de l'exploitation agricole, de la communauté et de la région.

Même si René Tourte ne fut pas le premier ou le seul à défendre ces idées, il reste qu'à l'époque, elles étaient révolutionnaires. Il les mit en œuvre au Sénégal à travers plusieurs programmes successifs, de plus en plus vastes, d'essais multi-localisés chez les paysans : les innovations étaient conçues par des paysans associés de plain-pied à des équipes pluridisciplinaires de chercheurs, les essais étaient programmés et évalués. Quand il travaillait au CNRA⁶ de Bambey, avec environ 50 chercheurs et ingénieurs et 800 techniciens, ouvriers et manœuvres, les essais concernaient des milliers de paysans et d'hectares.

De retour en France, René Tourte poursuivit ses combats en préparant la création, puis en devenant le premier directeur (1984), du département Systèmes agraires du Cirad. L'objectif de ce département était « d'associer les départements du Cirad dans la recherche de systèmes agraires mobilisant l'ensemble de leurs compétences, et surtout permettant d'atteindre la mise en valeur optimale des terroirs et paysages ». L'objectif était aussi de favoriser le déplacement des « objets d'étude, du thème vers le système, de la parcelle vers l'exploitation, voire le petit pays, de la stricte agronomie vers la socio-économie, vers l'éco-géographie... ». Dans cette entreprise, René Tourte dut surmonter bien des oppositions, mais il bénéficia aussi de solides appuis,

notamment ceux de Bertrand Vissac, premier directeur du département Systèmes agraires et développement de l'Inra (1979), et d'Hervé Bichat.

En effet, quand il préparait la création du Cirad à partir du Gerdar au début des années 1980 (un projet rendu possible suite à l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République), Hervé Bichat était animé de solides convictions. Tout d'abord, il pensait qu'il fallait créer un centre international *francophone* de recherche en agronomie tropicale, un centre qui soit complémentaire des Cira⁷ du GCRAI⁸ mais qui puisse aussi jouer un rôle de *contrepoids*, de force de proposition alternative. Comme René Tourte, il pensait en termes de systèmes agricoles, et il estimait que la comparaison de systèmes « sous des latitudes et des altitudes différentes » est une voie de recherche très féconde, qui rend plus intelligibles les agricultures où qu'elles soient. D'où sa volonté de partenariat avec l'Inra plutôt qu'avec l'Orstom. Hervé Bichat considérait aussi que la recherche appliquée au développement devait entretenir des liens très étroits avec l'enseignement supérieur. C'est pourquoi il s'est attaché à développer des relations fortes entre le Cirad d'une part, le Cnearc, Agropolis et les universités montpelliéraines d'autre part. L'importance de la visibilité internationale de ce pôle de recherche et d'enseignement supérieur agronomique était un autre de ses crédos. D'où la concentration de nombreuses activités à Montpellier. D'un autre côté, pour avoir mis en place la première commission d'évaluation externe de l'Inra (commission Péliissier, à la fin des années 1970), à l'instigation du secrétaire d'État à la recherche Pierre Aigrain, Hervé Bichat était convaincu aussi de la nécessité d'évaluer la recherche, au niveau des chercheurs, des équipes et des organisations. C'est fort de ces convictions qu'il constitua le Cirad et en devint le premier directeur général en 1985. Il s'agissait là du projet qui lui était probablement le plus cher. Bien des années plus tard, il aura la grande satisfaction de voir le GCRAI choisir Montpellier comme lieu d'implantation.

Bernard Simon quant à lui, nous l'avons dit, a défendu et illustré tout au long de sa carrière la nécessité de dépasser les analyses techniques en les combinant avec des analyses économiques et sociales.

Des maîtres et des amis

Chacun de ces parcours extraordinaires fut influencé par la rencontre de personnalités fortes, voire de maîtres. Bernard Simon parle de René Dumont comme « le « maître à penser » de (ses) premières années d'Afrique » et, quand il fait le bilan de sa carrière, il souligne de nouveau « tout l'intérêt de l'agriculture comparée chère à René Dumont », notamment pour sa capacité à inspirer des transferts de technologie appropriés. Bernard Simon tout comme René Tourte et Hervé Bichat disent à quel point la rencontre de Louis Malassis fut déterminante pour eux. Hervé Bichat insiste aussi sur ce qu'il doit à Jacques Poly et à Maurice Rossin.

Les récits mentionnent bien d'autres personnalités marquantes, et égrènent avec précision les noms de très nombreux collègues sur plusieurs décennies, noms assortis des formations et des postes de ces collègues le cas échéant. Ils font ressortir que les relations d'amitié vraie furent fondamentales pour mener à bien des projets professionnels originaux, longs et difficiles, et que chaque parcours s'est inscrit dans une aventure collective qui fut aussi une aventure humaine. Ainsi, Hugues de Livonnière garde des contacts avec des planteurs d'hévéas et fait partie de l'APH⁹. Michelle Feit est toujours en lien avec de nombreux anciens du Cirad. Et Hervé Bichat, concluant sur « deux années extrêmement difficiles mais riches » en tant que directeur général de l'Inra jugeait : « Elles sont à l'origine d'amitiés qui ont perduré jusqu'à maintenant, ce qui est certainement le plus important ».

Des carrières mouvementées

La mobilité professionnelle n'est pas chose nouvelle, les récits témoignent même de nombreux mouvements, d'un continent à l'autre, du public au privé et inversement, d'une organisation à une autre, nationale ou internationale, sur des durées courtes (missions ponctuelles de quelques semaines) ou longues (une à deux décennies). Cette mobilité fut choisie, ou subie quitte à s'en réjouir ensuite comme Hervé Bichat : « Plusieurs fois dans ma carrière, on m'a obligé à prendre des directions que je ne souhaitais pas. En fait ces directions se sont révélées heureuses ». De même, l'immobilité fut choisie, ou subie comme par Bernard Simon : « J'avais clairement dit (à Hervé Bichat) que je souhaitais vivement être muté à Montpellier pour me retrouver proche des chercheurs et jouer un rôle plus actif dans la construction et l'évaluation des programmes de recherches. J'envisageais par exemple d'organiser l'évaluation de l'intérêt (l'impact) potentiel des programmes en cours

5. Institut sénégalais de recherches agricoles.

6. Centre national de recherches agronomiques.

7. Centres internationaux de recherche agricole.

8. Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.

9. Amicale des planteurs d'hévéas.

d'élaboration et de mettre au point des techniques de jugement de leur réussite non seulement sur le plan technique mais aussi sur les plans économique et social. (...) J'ai été condamné à rester à Paris, rue Scheffer (... et j'ai) achevé ma carrière en faisant de la pseudo-diplomatie ».

Michelle Feit choisit de rester presque vingt ans à la direction scientifique du Cirad, où elle mena un travail systématique d'organisation et de constitution des archives. Sept directeurs scientifiques passèrent, Michelle Feit resta. Et elle leur confectionna à partir de ses archives, les dossiers dont ils avaient besoin pour prendre des décisions éclairées.

Depuis les années 2000, le concept de *système d'innovation* et le souci de *durabilité* dans toutes ses dimensions ont pris de l'importance dans la recherche-développement agricole. Le concept de système d'innovation met l'accent sur les interactions entre les multiples organisations et individus qui prennent part d'une manière ou d'une autre aux processus d'innovation : agriculteurs, organisations de recherche, de formation ou de vulgarisation, mais aussi industries agroalimentaires, agences productrices de normes, banques créditrices, organisations de la société civile... Ce concept souligne aussi l'influence de l'environnement socio-économique, de ses institutions formelles et informelles, sur les processus et les résultats des innovations. Avec l'émergence des préoccupations pour la durabilité, les objectifs d'accroissement de la production et de la productivité ont perdu en importance relative au bénéfice d'autres fins telles que l'efficacité dans l'usage des ressources naturelles, la production de services environnementaux, la qualité de vie dans les territoires, et aussi l'équité des innovations : il est devenu clair en effet que toute innovation est un processus social qui engage des acteurs dont les ressources, les capacités et les pouvoirs sont très inégaux, et que l'inclusion des plus vulnérables doit constituer une fin en elle-même.

Les ambitions affichées par la recherche-développement agricole sont donc plus complexes et plus vastes que jamais. Ce qui pose l'inévitable question de la cohérence entre ces ambitions et les conditions dans lesquelles les chercheurs exercent leur métier aujourd'hui. Les témoignages offerts dans ce numéro éclairent cette question en nous donnant à voir des chercheurs qui inscrivaient leur travail dans le temps long (bien plus que cinq ans entre la programmation et les résultats d'une recherche), dans la prise à bras le corps des réalités du terrain, dans le souci des applications pratiques, et dans la prise de risques. De telles conditions de travail paraissent essentielles pour relever les défis de la durabilité. Or, le monde de la recherche-développement agricole a bien changé depuis lors, tout comme le monde de la recherche en général, et l'on peut craindre que la course frénétique à l'argent et aux publications ne l'ait engagé sur une trajectoire qui l'éloigne de plus en plus des ambitions qu'il affiche.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- › Akrich M., Callon M., & Latour B. (1988). À quoi tient le succès des innovations ? 1 : L'art de l'intéressement. In *Gérer et comprendre. Annales des mines*, (11), 4-17.
- › Akrich M., Callon M., & Latour B. (1988). À quoi tient le succès des innovations ? 2 : Le choix des porte-parole. In *Gérer et comprendre. Annales des mines*, (12), 14-29.
- › Chambers R., Pacey A., & Thrupp L. A. (Éd.). (1989). *Farmer First: Farmer Innovation and Agricultural Research*. London: Practical Action.
- › Chauveau J.-P., Cormier-Salem M. C., & Mollard, E. (1999). *L'innovation en agriculture. Questions de méthodes et terrains d'observation*. Paris : IRD.
- › Colin J.-P., & Crawford E. W. (Éd.). (2000). *Research on agricultural systems: accomplishments, perspectives and issues*. New York: Nova Science Publishers, Inc.
- › Collinson M. P. (2000). *A History of Farming Systems Research*. Rome, New York: CABI Publishing.
- › Coudel E., Devautour H., Soulard C. T., Faure G., & Hubert B. (2013). *Renewing innovation systems in agriculture and food: How to go towards more sustainability?* Wageningen Academic Publishers.
- › Darnhofer I., Gibbon D., & Dedieu B. (2012). *Farming Systems Research into the 21st Century: The New Dynamic*. Springer.
- › Darré J.-P. (1997). *L'Invention des pratiques dans l'agriculture : Vulgarisation et Production locale de connaissance*. Paris : Karthala.
- › Faure G., Gasselin P., Triomphe B., Temple L., & Hocdé H. (2010). *Innover avec les acteurs du monde rural : La recherche-action en partenariat*. Versailles ; Gembloux (Belgique) ; Wageningen (Pays-Bas) : Quæ éditions.
- › Jouve P., & Mercoiret M.-R. (1987). Recherche-développement : une démarche pour mettre les recherches sur les systèmes de production au service du développement rural. *Cahiers de la recherche-développement*.
- › Lavigne Delville P., Sellamna N. E., & Mathieu M. (2003). *Les enquêtes participatives en débat : Ambition, pratiques et enjeux*. Paris, Montpellier : Karthala.
- › Mazoyer M. (1993). Pour des projets agricoles légitimes et efficaces : théorie et méthode d'analyse des systèmes agraires. *Réforme agraire*, 517.
- › Nelson N. & Wright S. (1995). *Power & Participatory Development: Theory & Practice*. ITDG Publishing.
- › Norman D., Collinson M. (1985). Farming systems research in theory and practice. In *Agricultural systems research for developing countries. Australian centre for international agricultural research proceedings*, (11), 16-30.
- › Rogers E. M. (2003). *Diffusion of Innovations*. 5th ed. New York: S & S International.
- › Scoones I., & Thompson J. (Éd.). (1994). *Beyond Farmer First*. Practical Action Publishing.
- › World Bank. (2006). *Enhancing Agricultural Innovation: How to go Beyond the Strengthening of Research Systems*. Washington DC: The World Bank.



4 TÉMOIGNAGES

RENÉ TOURTE	40
BERNARD SIMON	64
MICHELLE FEIT	90
HUGUES DE LIVONNIÈRE	98



© Inra - Christian Slagmulder

40

RENÉ TOURTE

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le choix de l'agronomie tropicale semble s'imposer à lui, la France d'outre-mer l'attire, l'Afrique en particulier. René Tourte se forme à l'École supérieure d'application d'agriculture tropicale de Nogent. Il engage véritablement sa carrière au Centre de recherche agronomique de Bambey au Sénégal où il innove en prenant au sérieux la question de la vulgarisation. Jusqu'à la création du département Systèmes agraires au tout nouveau Cirad, il vit une aventure très riche qui lui permet en fin de carrière de publier la précieuse et volumineuse *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*.

Pourriez-vous nous expliquer le contexte dans lequel vous avez pu faire des études et ensuite être amené à prendre la voie qui vous a conduit à obtenir en 1946 votre premier poste d'ingénieur adjoint stagiaire des services scientifiques et techniques de l'agriculture de la France d'outre-mer, à la section technique d'agriculture tropicale (Stat) à Nogent-Vincennes ?

Je suis né le 1^{er} juillet 1924 dans la Creuse - magnifique pays -, dans la commune de Bourgneuf. J'ai des racines paysannes profondes. Mes grands-parents paternels et maternels, et sans doute mes ancêtres depuis plusieurs siècles, étaient des petits paysans. On trouvait encore à ma naissance beaucoup de petites exploitations dans la Creuse. Mes parents n'ont cependant pas suivi la tradition. Mon père, après avoir fait la guerre de 1914-1918 entièrement, a eu la possibilité d'entrer dans la police à Paris. Cela m'a peut-être donné un certain goût de l'autorité, de la rigueur et de l'honnêteté. Tout en poursuivant mes études primaires, secondaires et supérieures à Paris, je revenais très régulièrement en vacances dans la Creuse. En fait, ma formation a d'abord été agroécologique, ma formation agronomique est venue après, à l'Institut national agronomique de Paris.

J'ai effectivement acquis cette formation agroécologique, d'abord avec mes grands-parents, mais aussi avec mes grands-oncles et oncles, mes cousins dont j'ai partagé, durant quinze années les travaux de la ferme lors de toutes mes vacances. Pour les habitants du village, j'étais un peu un enfant du pays. J'étais « René des Bruges » (« Les Bruges » était le nom de la ferme de mes grands-parents maternels).

À l'époque, le monde agricole abordait les questions de culture et d'élevage mais quelle était la conscience écologique du moment ?

J'ai appris depuis peu ce qu'était l'agroécologie officielle et je me suis rendu compte que mon grand-père maternel était un très grand agroécologiste. Tout ce que l'on peut dire sur les problèmes d'auto-fertilisation, de rotations, de successions, d'apports et de transferts de fertilité, était déjà largement connu et pratiqué par mon grand-père. Je pense avoir été agroécologiste avant d'être agronome. Habituellement le parcours est inverse, mais dans mon cas il en a été ainsi. Les exploitations familiales de la Creuse d'alors, donc des années 1935 jusqu'à 1950 et même 1960 pour certaines, étaient des fermes de petites dimensions, basées sur l'équilibre agriculture/élevage, à traction animale. Les

Propos recueillis par
CHRISTIAN GALANT
(Mission Archorales, Inra)

MARIE-GABRIELLE BODART
(vice-présidente de l'association
des anciens du Cirad)

YANN COMBOT
(délégué aux archives du Cirad)

Montpellier, le 20/11/2013
Entretien conduit en présence
de Christiane Tourte, son épouse.

animaux de trait étaient des vaches, beaucoup plus rarement des bœufs. Chaque exploitation couvrait en moyenne de 7 à 8 hectares, entretenant 2 à 7 vaches qui servaient à tout, à la traction, au lait et au beurre, à faire des veaux vendus chaque année. Il s'agissait d'une agriculture de quasi autosubsistance, d'autoconsommation. Les paysans de l'époque n'achetaient que ce qu'ils étaient incapables de produire : sel, café, sucre... L'essentiel provenait de l'exploitation : légumes et fruits les plus variés, volailles et viande de porc, matières grasses animales, laine des moutons, bois de chauffage.

Dans le domaine des techniques culturales et de l'entretien de la fertilité des sols, la fumure organique était assurée par le fumier et l'enfouissement des résidus de récolte. L'apport azoté provenait des légumineuses (trèfle) incorporées dans les rotations. Un transfert de fertilité à partir des bois, forêts et landes environnantes était en outre pratique courante : fougères et ajoncs servaient de litière aux animaux. Malgré un très faible recours à l'engrais, le bilan de fertilité restait très stable. Il était tellement stable qu'il a duré des siècles. Entre le Moyen Âge et le début du XX^e siècle, très peu de changements se sont produits dans ces régions. Nous étions vraiment dans une agroécologie conservatrice.

Vous êtes fils de fonctionnaire de police. Pourquoi avez-vous choisi l'Agro ? Avez-vous ces réminiscences d'expériences chez vos grands-parents ?

Mon père nonobstant quelques suggestions n'a toutefois jamais vraiment insisté pour que je devienne instituteur, ou commissaire de police, et l'atavisme a triomphé.

J'ai fait toutes mes études à Paris : études secondaires au lycée Arago, qui était à l'époque une EPS (école primaire

Pèlerinage aux sources. Les trois complices des années 1950-1960, Philippe Gaudefroy-Demombynes, René Tourte et Jean Fauché se retrouvent, 40 ans après, au Sénégal en 2000. Ils visitent à Richard-Toll l'exploitation de la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS), sous la conduite de l'ingénieur Alioune Sène.



supérieure) gratuite. Les lycées étaient alors en partie payants. Après mon bac à Arago, j'ai préparé l'Agro en deux ans à Chaptal, également EPS à l'époque.

Après l'Agro, deux possibilités s'offraient au jeune ingénieur que j'étais en 1945 : première option, je tentais de reprendre l'exploitation de mes grands-parents, qui était alors en fermage parce que mon grand-père avait vieilli et avait affermé son domaine ; deuxième option, en 1945 la guerre était finie, c'était l'année des grands élans pour l'outre-mer. Il fallait aider ces pays qui nous avaient assistés pendant les deux guerres mondiales. Le ministère des Colonies, pas encore d'outre-mer, procédait d'ailleurs à une efficace propagande, assortie d'une bourse en faveur d'une telle carrière ultramarine. J'ai opté pour la deuxième possibilité et commencé comme fonctionnaire colonial en 1945.

Quel sens avez-vous donné pour votre choix d'études à ce moment-là ?

Charles de Gaulle souhaitait assurer une sorte de restitution de ce que les peuples de l'Empire nous avaient généreusement apporté. J'étais très modestement dans les mêmes dispositions d'esprit que le

général. J'avais donc à faire un choix entre deux options qui me paraissaient aussi grandioses l'une que l'autre : la succession familiale ou le départ vers d'autres horizons pour des tâches humanitaires et incontestablement une envie de connaître l'autre.

Une partie importante de ma promotion de l'Agro a d'ailleurs choisi de faire ce qu'on appelait « Nogent », qui s'appelle maintenant Institut des régions chaudes (IRC), après s'être nommé Esaat (École supérieure d'application d'agronomie tropicale), puis Cneat, Cnearc.

Vous étiez lycéen et étudiant pendant la guerre. Quels souvenirs avez-vous de cette période ?

Il faut avoir vécu ces années-là ! Paris occupé, c'était vraiment très pénible, voire souvent dangereux, parfois terrifiant ! C'était un sentiment d'insécurité permanente ! Jusqu'à l'âge de 18-19 ans, les risques pour les jeunes étaient limités mais après c'était le STO ou les mouvements de résistance. À mon entrée à l'Agro, en 1943, j'avais justement 19 ans, donc en première année j'étais relativement *cool*. Les problèmes sérieux ont commencé avec la deuxième année. Déjà dans notre promotion deux jeunes filles

SAUF INDICATION,
LES PHOTOS
APPARTIENNENT
À RENÉ TOURTE.



La ferme de mes grands-parents, « Les Bruges », ma maison natale en Creuse, toute solide de granite.

juives avaient dû porter l'étoile jaune ; elles ont heureusement pu échapper à toutes les rafles du moment. En vue d'un possible départ STO, j'avais dû passer le conseil de révision qui m'avait déclaré apte. Heureusement les dossiers afférents ont mystérieusement disparu, subtilisés par un mouvement de résistance. Quelques semaines, voire quelques mois ont ainsi été gagnés. Beaucoup d'autres épreuves et souffrances (pénuries alimentaires, maladies, froid...) ont marqué les quatre années d'occupation sur lesquelles je ne souhaite pas m'étendre plus avant. Je terminerai cependant l'évocation de cette sombre période par deux anecdotes plus amusantes. La première : nous suivions à l'Agro nos cours pendant les hivers dans des amphithéâtres non chauffés. On a relevé jusqu'à moins 2 degrés dans l'amphi, ce qui pourrait expliquer certaines écritures tremblotées dans nos cahiers de texte. La deuxième anecdote, plus opportuniste, procède de la menace STO devant laquelle mon père m'avait donné un conseil : « Pour éviter de te faire embarquer, la solution est d'entrer dans la police ». Sensible à sa sagesse, j'ai posé ma candidature. Je suis un ancien candidat à la préfecture de police de Paris.

Finalement, l'arrivée des Alliés à Paris est intervenue le 23 août 1945. J'ai vécu cette semaine héroïque de la libération de Paris : le soulèvement de la police, puis des quartiers, l'arrivée de la division Leclerc, des Américains, du général de Gaulle. Mon problème personnel a donc été résolu. J'ai en outre eu une nouvelle chance : né en 1924, j'étais de la classe 1944 qui n'a pas été mobilisée.

La 1943 l'ayant été, les structures et équipements ne permettaient pas d'accueillir une classe supplémentaire bien que nous ayons suivi une préparation militaire en bonne et due forme. Je suis donc 2^e classe honoraire.

Avant d'entamer vos études à l'Institut national agronomique de Paris en 1943, votre famille n'a-t-elle pas eu la tentation de vous envoyer dans la Creuse pour y avoir de meilleures conditions de vie ?

Oui, à un certain moment. Mon père, fonctionnaire de police, était évidemment bloqué à Paris. Au moment de l'exode, il a demandé à maman de partir en Creuse avec son fils. Il fallait sauver l'essentiel ! Nous avons effectivement quitté Paris l'avant-veille de l'arrivée des Allemands, probablement par le dernier train ! C'était la grande débâcle ! Naturellement la Creuse était le refuge. J'y ai vu arriver des gens partis à pied de Paris, épuisés par quinze jours de voyage. En particulier des amis, voisins du village, sont arrivés transportant leur grand-mère dans une voiture à bras. C'était incroyable de courage ! Ils fuyaient mais ils emmenaient la grand-mère malgré les dangers ! Même Bourgneuf, pourtant bourg un peu ignoré du centre de la France mais carrefour de voies importantes, a été bombardé par des avions italiens : deux morts. Mon père tenait absolument à ce que je continue mes études au lycée de Bourgneuf. Il y avait effectivement une préparation au bac (j'étais en terminale à l'époque). Il m'a dit : « Tu vas rester là-bas. ». J'ai obéi. Mon père envisageait le pire. Il avait fait toute

la guerre de 1914-1918, avait connu certaines conséquences dramatiques de ce genre de conflit et craignait qu'elles ne se renouvellent à Paris. J'ai donc entamé ma terminale à Bourgneuf pendant un mois et demi. Heureusement grâce à des cartes postales interzones (avec des textes pré-écrits à rayer ou non et deux lignes d'écriture libres), des copains restés à Paris m'ont appris que tous les établissements recommençaient à fonctionner en apparence normalement. J'ai alors réussi à convaincre mon père que je pouvais rejoindre la capitale et il a pu obtenir le fameux *Ausweis* nécessaire pour franchir la ligne de démarcation. J'ai ainsi pu reprendre mes études à Arago, mais avec un certain retard. Mes bulletins de notes de cette période étaient médiocres et il a fallu rattraper. Finalement j'ai eu le bac et j'ai pu commencer la préparation de l'Agro en 1941.

Comment avez-vous obtenu votre premier poste en 1946-1947 : ingénieur stagiaire des Services scientifiques et techniques de l'agriculture de la France d'outre-mer ?

La voie quasi obligatoire était l'Esat (« Nogent », devenu le Cnearc, puis l'IRC actuel). Sous réserve de souscrire un engagement à servir dix ans outre-mer, il était possible, dès l'entrée à Nogent, de recevoir une bourse, donc un salaire que j'ai accepté, ne tenant pas à rester plus longtemps à la charge entière de mes parents. C'est peut-être chose courante actuellement mais pas l'habitude à l'époque. J'ai donc été dès le mois d'octobre 1945 rémunéré par le ministère de la France d'outre-mer (en fait le ministère des Colonies jusqu'en 1946). Ce qui fait qu'à ma cessation officielle d'activités au Cirad en 1990, je totalisais 45 années de travail consacrées à l'agriculture tropicale.

À la sortie de Nogent, nous avions le choix entre quatre grandes zones d'affectation : l'AOF, l'AEF, Madagascar et l'Indochine. Mais comme l'Indochine connaissait déjà des troubles sérieux à la suite de l'occupation japonaise et de mouvements d'émancipation déjà très actifs, cette affectation n'était pratiquement plus guère envisageable malgré son grand intérêt professionnel. Je crois que la promotion précédente n'y avait envoyé

que deux ou trois jeunes ingénieurs agronomes dont mon ami Gérard Van Poorten (futur directeur général adjoint de l'Irat). De ma promotion agro, Michel Ollagnier (futur Irho) était bien parti au Cambodge, mais pour les plantations privées des Terres rouges (palmier à huile et hévéa). Le choix administratif se limitait donc pour moi à l'AOF, l'AEF - équatoriale française, capitale Brazzaville, regroupant les territoires du Tchad, de l'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine), du Gabon et du Moyen Congo (actuelle République populaire du Congo-Brazza) - ou Madagascar.

J'ai donc choisi l'AOF ; le pourquoi reste sans réponse. Le départ pour l'outre-mer n'a cependant pas été immédiat à la sortie de Nogent en juin 1946, et ce pour des raisons très pratiques. Les transports intercontinentaux se faisaient essentiellement par bateau, il y avait encore très peu de lignes aériennes régulières. Or il y avait urgence à relever les très nombreux fonctionnaires, qui avaient passé outre-mer les six années de guerre, parfois coupés de leur famille (les communications entre la métropole et ses colonies étaient pratiquement interrompues). Tous les bateaux disponibles étaient naturellement affrétés pour assurer ce retour, mais en même temps acheminer les remplaçants. Les départs se faisaient donc en fonction des capacités d'accueil des navires, quelques centaines, voire au mieux quelques milliers de passagers.

Dans l'attente du grand départ, j'ai été affecté au Jardin colonial de Nogent-sur-Marne (en fait à la Stac - Section technique d'agriculture coloniale-, qui deviendra la Stat, de juin 1946 à novembre 1947). J'y ai connu beaucoup d'anciens qui rentraient de leurs longs séjours. Tous ces « coloniaux » (on les appelait encore ainsi) venaient y rendre compte de ce qu'ils avaient vécu dans leurs affectations respectives.

J'ai effectivement rencontré et connu beaucoup de ceux qui allaient être mes patrons, mes collègues, par exemple Robert Sagot, Maurice Rossin, Roland Portères, François Bouffil. Leurs informations, leurs conversations m'ont ainsi conforté dans l'idée que je pouvais être utile aux agriculteurs de ces pays. Maurice Guillaume, alors directeur général de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France

d'outre-mer, m'avait même assigné le rôle de rassembler tous les rapports des services de l'agriculture provenant des territoires d'outre-mer dans un bureau de l'agriculture nouvellement créé et dont il m'avait confié la direction.

J'ai ainsi reçu beaucoup de rapports et j'ai beaucoup appris. Je me suis aussi rendu compte que certains passages de rapports annuels se retrouvaient intégralement reproduits dans le rapport de l'année suivante ! Pendant ce séjour à Nogent, j'ai aussi connu bien des agents qui ont poursuivi leur carrière métropolitaine à l'Irat, qui vous sont aussi familiers Marie-Gabrielle, et que j'ai retrouvés trente ans plus tard à Montpellier : notre bibliothécaire Jacotte (Jacqueline Rolland), les sympathiques époux Janine et Gilbert Coquard.

À ce moment-là, vous étiez un peu documentaliste ?

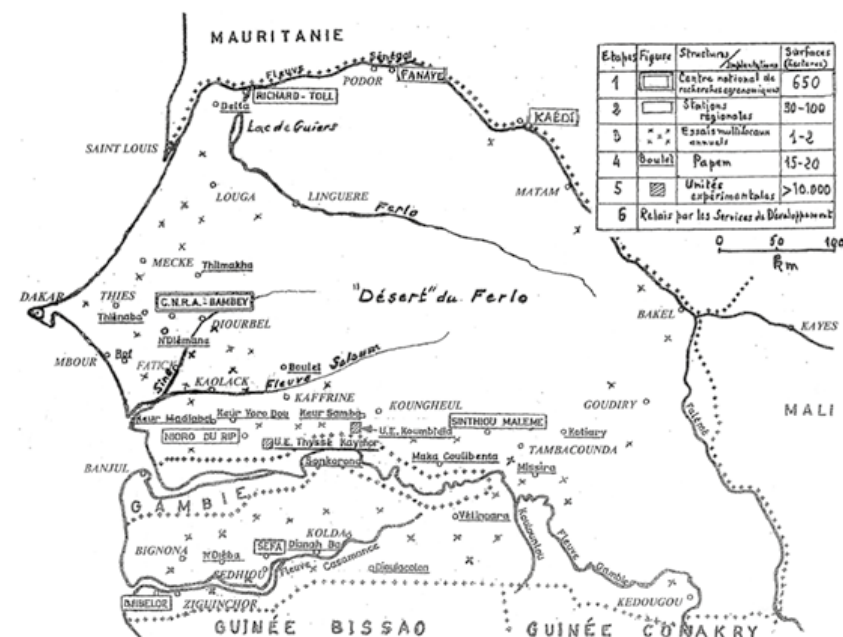
Effectivement et ceci a été très enrichissant pour moi. Je rassemblais donc et exploitais des rapports mais, en outre, sous la direction de René Coste qui administrait alors la Stat, je participais même à l'édition de la fameuse revue *L'Agronomie tropicale*. J'ai même corrigé, voire rédigé des articles sur des sujets dont j'ignorais presque tout. R. Coste a terminé sa carrière comme directeur général de l'Institut français du café et du cacao (IFCC), qu'il avait créé en 1957. Il n'a

jamais accepté que l'IFCC devienne en 1982 l'IRCC (Institut de recherches du café, du cacao et autres plantes stimulantes). La dernière fois que nous lui avons rendu visite, Christiane et moi à Vincennes, en 1992, il était depuis longtemps à la retraite, mais toujours ancien patron de l'IFCC.

Cette création de l'IFCC en 1957 se situait encore dans la période de fondation de la plupart des instituts français de recherche agronomique tropicaux. L'IFCC était d'ailleurs l'avant-dernier avant l'Irat (1960).

Revenons aux années 1945-1947, et en particulier à l'enseignement de l'Esaat. Cette formation vous a-t-elle bien préparé à votre carrière outre-mer ?

L'enseignement de l'Esaat était globalement satisfaisant dans ses dimensions disciplinaires et analytiques. Nos professeurs étaient distingués, très compétents, mais ils traitaient essentiellement de leur domaine : cacaoyer, arachide, canne à sucre, palmier à huile, élevage, grands types de forêt. Nous étions très avertis de la taille du caféier, des variétés de cotonnier, de la culture du sisal, de l'élevage du mouton à poils, des plantations de kapokier, mais à peu près ignorants des exploitations dans lesquelles s'intégraient ces plantes et ces animaux et *a fortiori* des hommes et femmes qui les



La longue marche du chercheur vers le paysan : le schéma opérationnel testé au Sénégal.

Mon premier bureau de chef du Service des cultures de la station expérimentale de l'arachide de Bambey en 1949 (j'ai 25 ans!).



géraient, les paysans (agriculteurs, éleveurs, forestiers) et de leurs communautés. On s'intéressait à l'objet d'étude mais pas forcément au contexte.

Les conditions de vie étaient très peu évoquées. Au risque de choquer, je savais que les Africains des tropiques étaient généralement noirs. Je savais aussi que c'était des gens dans le besoin, à la vie simple mais nous n'avions aucune formation sur leurs histoires, leurs cultures, leurs mœurs et habitudes sociales. Et aucun membre de ma famille n'avait eu de passé colonial lui ayant permis de m'éclairer sur ces questions pourtant essentielles. À mon arrivée en Afrique, j'avais à découvrir mes propres conditions de vie. Tout était alors à imaginer, à inventer. Les conditions de la vie familiale n'étaient guère prises en compte.

S'agissant de la vie rurale, nos anciens, agronomes, n'avaient souvent guère le temps de l'étudier fondamentalement, et surtout de faire part de leurs multiples expériences par des exposés ou des textes écrits. Une des grandes qualités de Roland Portères, ingénieur des Services de l'agriculture, mais en même temps véritable savant, était d'avoir partagé la vie des gens de la terre et des campagnes et avoir su en parler et l'écrire. C'était passionnant d'entendre ce grand monsieur. J'ai eu cette chance dès 1946.

Dans l'enseignement que nous recevions, la connaissance des paysanneries n'était pas la priorité. Il fallait savoir cultiver mais finalement les questions pour qui et pour quoi restaient sans réponse.

L'école proposait-elle un cours de sociologie ?

Non. Peut-être que le cours le plus proche de ces préoccupations, était un cours de santé professé par un ancien médecin colonial, le général Girard. Paludisme, maladie du sommeil, hépatite (la bilieuse de triste mémoire), étaient évoqués mais également les conditions sanitaires et de vie des populations qui en étaient affectées. Pour nous rassurer sur la qualité des contrôles effectués par les organismes de santé, il nous racontait aussi sa surprise lorsque dans un grand restaurant de Tananarive on lui avait servi un magnifique *beefsteak* de zébu orné d'un splendide ténia.

J'avais donc choisi l'AOF. Je dois cependant préciser qu'un autre choix m'avait été proposé. Dans la formation « Nogent », l'alternative était la version production (vulgarisation), ou la version recherche. La première s'effectuait presque entièrement dans le cadre de l'Esaat (à l'époque installée à Paris dans un appartement de la rue du Général-Foy, près de la gare

Saint-Lazare). La version recherche était confiée à l'ORSC (Office de la recherche scientifique coloniale), devenu Orsom en 1949, puis Orstom en 1953. L'ORSC formait des chercheurs pour son propre compte, mais aussi pour le compte des instituts spécialisés et des services scientifiques et techniques de la France d'outre-mer. L'Esaat et l'ORSC bénéficiaient de l'enseignement d'excellents professeurs, tels Georges Aubert, Georges Noachovitch, Maurice Rossin, Roland Portères.

J'avais choisi la version production. Je ne m'imaginais pas en chercheur, en blouse blanche.

Quand êtes-vous parti en Afrique ? Quelles étaient les conditions et quelles ont été vos premières impressions à votre arrivée ?

Le 23 décembre 1947, nous avons embarqué avec mon épouse sur le magnifique paquebot Le Pasteur. Le départ primitivement prévu à Marseille, s'est en fait effectué de Cherbourg pour fait de grève.

Le voyage pour Dakar n'a pris que quatre jours et demi (au lieu des sept à dix habituels), bien que le paquebot ait longé les côtes de Mauritanie et du Sénégal et ralenti son allure pour arriver à Dakar en matinée, pas trop tôt pour éviter de réveiller les officiels chargés de nous accueillir. Le Pasteur, conçu à l'origine pour faire la ligne d'Amérique du Sud, était un bateau très rapide : il filait 28 nœuds. Le seul point noir, c'est que pour les besoins de la cause, il avait été transformé en transport de troupes. Ce qui m'a permis de faire le voyage couché en hamac et mon épouse en cabine de dix.

En choisissant la production AOF, je ne savais pas que je partais pour le Sénégal. Je savais qu'il y avait une station de recherche à Bambey parce que j'avais connu François Bouffil, son directeur, en congé de longue durée à Nogent. Mais ce dont j'étais sûr c'est que je partais en AOF pour faire de la production !

À l'époque, nous partions pour trois ans, durée ramenée pendant mon premier séjour à deux ans. En réalité ce premier séjour a été de deux ans et demi.

J'étais en possession d'un carnet (type livret militaire) portant première

affectation officielle en AOF, la décision quant à la destination finale ne devant intervenir qu'à Dakar.

À quai, dans ce grand port inconnu, sont montés à bord et installés dans le salon d'honneur du Pasteur, les représentants de tous les services administratifs : agriculture, élevage, forêts, travaux publics, santé... Je me suis naturellement approché du bureau du Service de l'agriculture où siégeait l'inspecteur général Robert Sagot, un grand homme dans tous les sens du mot : physiquement une armoire à glace, deux mètres de haut et un mètre de large, et professionnellement un champion de l'agriculture paysanne. À ma grande surprise et mon évident désarroi, ce grand patron de l'agriculture de toute la fédération AOF m'a annoncé tranquillement mon affectation à la station expérimentale de Bambey, au Sénégal. À ma remarque bredouillée, selon laquelle j'avais opté pour la production et non pour la recherche, sa réponse imparable, définitive a été que Bambey était le seul endroit pouvant accueillir un couple marié. Ainsi est née ma vocation de chercheur !

Affecté à Bambey, une difficulté supplémentaire s'est cependant présentée : la grande grève des chemins de fer sénégalais (qui a duré environ cinq mois), succédant ainsi à la grève du port de Marseille. Débarqués à Dakar le 27 décembre, il nous a fallu attendre le 2 janvier pour qu'une micheline (autorail), pilotée par des *toubabs*, nous dépose enfin sur le quai de la gare de Bambey, où nous attendait mon grand ami Serge Bouyer, alors directeur intérimaire de la station.

Vous étiez affecté dans le secteur recherche de l'Afrique occidentale française (AOF). Quel était votre regard sur les activités de recherche agronomique métropolitaine ou tropicale ? L'Inra existait à peine car créé en 1946. Quelle idée aviez-vous du travail de chercheur ou de la recherche en général ? Lors de vos études à l'Agro ou lors de votre expérience à l'Esaat, aviez-vous déjà visité des laboratoires de recherche ?

Oui, bien-sûr, à l'Agro déjà puis à l'Esaat grâce aux nombreux travaux pratiques. La Stat de Nogent-Vincennes rassemblait

une importante panoplie de laboratoires : chimie, technologie, entomologie, phytopathologie, génétique, étude des bois tropicaux..., qui fonctionnaient bien, animés par des gens de haute compétence. La fausse note pour moi restait cependant la prédominance de la blouse blanche. En fait toutes mes études supérieures s'étaient effectuées hors terrain, à l'exception d'un passionnant stage en fin de première année de l'Agro dans une très intéressante exploitation de Seine-et-Marne. Et j'avais envie de prendre l'air. Les voyages d'étude pendant l'occupation étaient pratiquement impossibles, comme dans l'immédiate après-guerre. Par exemple ma promotion de l'Agro n'a bénéficié que d'un seul de ces voyages : visite des vignobles et caves des champagnes Moët et Chandon à Epernay, sous la conduite d'un professeur de viticulture déchainé. C'était tout à fait sympathique et bien arrosé !

Ces terrains d'essais étaient pour moi les compléments indispensables des travaux de laboratoire que je schématise par la blouse blanche. Incontestablement ces laboratoires, leurs chercheurs, leurs savants ont des messages à transmettre, mais pour moi et pour tous leurs destinataires ils doivent être interprétés. En remontant dans mon adolescence en pays creusois, je me souvenais de visites d'ingénieurs et de professeurs d'agriculture qui venaient doctement expliquer aux paysans ce qu'il fallait faire avec la chaux, avec l'azote, avec les variétés... discours qui m'apparaissaient plutôt comme des sermons sur la montagne ! On n'allait pas sur le terrain ou très peu, on distribuait des prospectus, des fiches d'emploi... Je souhaitais, dans ma carrière à venir, dépasser ce rapport trop académique de l'enseignant à l'enseigné et vraiment participer à la vie rurale. C'était la raison de mon choix : la production plutôt que la recherche. Je n'avais bien sûr rien contre l'indispensable recherche et entretenais d'excellentes relations avec mes camarades de promotion qui avaient choisi la pédologie, la génétique, l'entomologie... Mais ce n'était pas mon affaire. On comprend que mon affectation à Bambey ait été pour moi fort déroutante. Mais je me suis vengé toute ma vie en amenant progressivement la recherche vers le champ du paysan. Ce fut une longue marche (cf. carte page 43).

Votre objectif était-il déjà de piloter une démarche pluridisciplinaire.

Pour moi, il y avait trois objectifs essentiels : d'abord, rapprocher le chercheur de son utilisateur final, le paysan ; ensuite, tenter avec ce dernier d'intégrer au niveau de son exploitation l'ensemble des propositions, disciplinaires ou sectorielles, de la recherche ; enfin, faire que les objectifs de la recherche prennent de plus en plus leur source au plus près des problèmes du monde rural.

S'agissant du premier objectif, en pays en développement, un intermédiaire s'avère obligatoire : le vulgarisateur. En métropole, entre l'Inra et les professionnels la démarche est généralement différente : les chercheurs sont en relation directe avec des exploitants, souvent de même formation qu'eux. Le dialogue est facile.

Alors que dans les pays dans lesquels j'ai travaillé, en Afrique et même en Amérique latine, la professionnalisation du monde rural est malheureusement encore insuffisante, si bien qu'un relais, un maillon supplémentaire s'est avéré indispensable : la production, la vulgarisation. Or à chaque fois que l'on ajoute un maillon, on ajoute un obstacle. Le chercheur délivre un message au vulgarisateur qui l'interprète, qui choisit et qui transmet les seuls thèmes qu'il a retenus au paysan. Ce schéma, que j'ai appelé linéaire, coupe souvent complètement le chercheur de la réalité. Il fallait donc amener le chercheur à tenter et aimer le dialogue avec le paysan.

S'agissant du deuxième objectif, en fait de la pluridisciplinarité, il est fondamental de se souvenir que le paysan n'a pas à résoudre seulement un problème de fertilisation, seulement un problème de variétés, seulement un problème de techniques, seulement un problème d'élevage, mais tous ces problèmes globalement et simultanément. Chaque jour, chaque matin il doit décider de ce qu'il va faire : labourer ? Quel champ semer ? Sur quel pâturage conduire son troupeau ? La pluridisciplinarité, la polyvalence sont son lot quotidien. Aussi pourquoi ne pas amener le chercheur chez le paysan pour l'aider à résoudre ses multiples difficultés et c'est mon troisième objectif, identifier avec lui de nouveaux problèmes ? Grâce à Demeter ou Ceres tout cela s'est finalement accompli. Bien entendu je n'en ai pas le seul mérite qui revient aussi

aux jeunes équipes très dynamiques qui ont bien voulu m'accompagner sur un terrain souvent encore vierge. Il nous a fallu cependant une bonne vingtaine d'années pour franchir le *no man's land* institutionnel qui séparait la recherche de ses terrains d'application.

Cette démarche pluridisciplinaire, intégrant à la fois science et vulgarisation, était-elle votre grande motivation ?

Exactement. C'est en fait ce que l'on appelle maintenant la recherche-développement ou la recherche-action, quelque chose de bien banal aujourd'hui. Mais comment n'avait-on pas pu y penser plus tôt !

Or, avant 1950 la relation directe entre chercheurs et paysans était jugée incongrue, au nom de la spécialisation des tâches. Je pourrais même citer des extraits de décisions comminatoires limitant les activités des chercheurs à leurs seules stations, au demeurant qualifiées ironiquement de « tours d'ivoire ».

Comment avez-vous pu faire accepter la relation chercheur/paysan ?

Face à de tels interdits, il a fallu progresser pas à pas : d'abord l'essai multilocal que le chercheur va implanter chez le paysan, avec l'accord de l'agent d'agriculture chargé de la vulgarisation. À ces essais multilocaux, annuels, ont succédé les points d'appui permanents de pré-vulgarisation et d'expérimentation multilocal (les fameux Papem, encore en mémoire des responsables de l'agriculture d'aujourd'hui), toujours conduits en étroite coordination avec les services de l'agriculture. Ce long processus nous a amenés, à la fin des années soixante, à entreprendre des actions de dimensions beaucoup plus importantes (plusieurs villages, des milliers d'hectares) appelées « unités expérimentales ». Il s'agissait de véritables laboratoires associant paysans, vulgarisateurs (des services techniques et des sociétés de développement), chercheurs installés carrément dans le milieu rural et devant ainsi faire face à tous les problèmes qui pouvaient se poser, non plus à un seul paysan, mais à des collectivités rurales dont les systèmes agraires,

dans leur intégralité, pouvaient se trouver remis en cause.

Quelles étaient les cultures concernées par ces essais ?

Les cultures variaient selon les régions agroécologiques des pays dans lesquels nous intervenions. Jusqu'aux indépendances la vocation du Centre de recherche agronomique (CRA) de Bambey s'étendait à l'ensemble de la zone sahélo-soudanienne de l'Afrique occidentale, en fait de la Mauritanie-Sénégal jusqu'au Niger-Lac Tchad.

Au Sénégal, que j'ai intimement fréquenté, il s'agissait de l'arachide, du cotonnier, du mil pénicillaire, du sorgho, du riz, de la canne à sucre, du niébé (haricot), du manioc... En fait, si les deux cultures principales du Sénégal sont bien l'arachide et le mil-sorgho, l'éventail des productions possibles est finalement très ouvert du fait d'une assez grande variabilité agroécologique : la pluviométrie varie de 250 à 1 500 mm du nord au sud, et les sols de légers et très sableux à l'ouest deviennent beaucoup plus lourds et argileux à l'est. À ces possibilités de diversification s'ajoute le considérable potentiel d'irrigation des fleuves, principalement le Sénégal.

Pourriez-vous nous parler du CRA de Bambey et de la culture de l'arachide en Afrique ?

À l'origine, Bambey avait été créé avec une destination précise : accompagner l'expansion de l'arachide.

Un peu d'histoire : l'arachide est une plante sud-américaine. Au Sénégal, beaucoup pensent, Sénégalais compris, que l'arachide est apparue vers 1850. En fait, elle a été introduite dès le XVII^e siècle sur les côtes occidentales d'Afrique, à l'occasion de l'infâme trafic négrier, le commerce triangulaire de sinistre mémoire. Ainsi nouvellement cultivée sur les terres africaines, elle pouvait servir de vivres pour les esclaves déportés par bateau vers les Amériques.

En fait, les cultivateurs sénégalais, guinéens, maliens... avaient très rapidement incorporé l'arachide dans leurs systèmes de culture pour leurs usages domestiques, découvrant sans aucun doute l'intérêt de l'huile d'arachide bien avant les industriels européens.

Et il a fallu que quelques négociants français établis au Sénégal (et quelques confrères britanniques établis en Gambie) se posent vers 1850 la question : l'arachide ne serait-elle pas un oléagineux intéressant pour les huileries européennes ? Et quelques sacs furent alors envoyés, pour essais, à Marseille, à Bordeaux, à Rouen. Ainsi les industriels du monde occidental ont découvert une graine dont la teneur en huile pouvait avoisiner 50 %, chiffre tout à fait rare. L'arachide, collectée par les commerces locaux, a alors connu un démarrage spectaculaire entièrement basé sur la production familiale des cultivateurs africains. Les exportations des quelques sacs des années 1850 ont atteint les 100 000 tonnes dès 1900. Au Sénégal la commercialisation dépassera le million de tonnes vers 1970.

La décision de la France a été d'étendre cette culture, particulièrement dans l'actuel bassin arachidier du Sénégal, ainsi largement dédié à la production d'arachide pour la métropole. Les huiliers marseillais et bordelais se frottaient les mains, recevant une matière première de faible coût. Ainsi au tournant entre le XIX^e et le XX^e siècles la transformation des arachides de l'Ouest africain s'effectuait presque entièrement en Europe, à l'exception de quelques huileries locales qui se sont progressivement installées au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, au Niger... Cependant, face à de fortes concurrences internationales (notamment de l'Inde) de plus en plus menaçantes, l'administration et le négoce français ont dû envisager de sérieuses mesures pour les endiguer.

Alors pourquoi pas une station de recherche chargée d'étudier des techniques propres à développer la culture arachidière ? Et en 1898, quelques jeunes ingénieurs et techniciens ont été recrutés dans des écoles d'agriculture, nationales et régionales françaises. L'un d'eux, Joseph Perfetti, technicien corse de 23 ans (diplômé de l'École d'agriculture de Nolhac en Haute-Loire) fut chargé de trouver un lieu d'implantation, non pas d'une station mais d'une ferme-école pour apprendre aux paysans sénégalais à cultiver l'arachide !

Pourquoi Joseph Perfetti, affecté à Thiès (ville à 70 kilomètres de Dakar à l'intérieur des terres), a-t-il choisi Bambey,

trou perdu relié à Thiès par une mauvaise piste et que le chemin de fer n'atteindra qu'en 1908 ? Mes recherches sur ce point n'ont pas abouti. Le résultat très concret est que dès 1898 une ferme-école était visitée par le gouverneur général de l'AOF à Bambey. Malheureusement le destin de J. Perfetti s'est arrêté là : il est décédé de la fièvre jaune en 1900 à Tivaouane. Et la ferme-école, après avoir fonctionné quelques années sur sa lancée a été mise en sommeil.

Cependant vers 1910, époque où la création de stations était à la mode, le gouvernement général de l'AOF décide de relancer l'appui au développement de l'arachide et fait appel à un éminent chercheur, Auguste Chevalier, grand professeur du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Et en 1913 est créée une véritable station expérimentale à Bambey, pratiquement sur l'emplacement même de la fameuse ferme-école.

Après un certain ralentissement des activités, lié à la guerre de 1914-1918, l'affaire est relancée et la station, confirmée en 1921, devient en 1924 station expérimentale de l'arachide (SEA), sous tutelle du gouvernement général de l'AOF.

À partir de cette date un travail considérable a été effectué par des chercheurs et ingénieurs. J'ai particulièrement bien connu, à mon arrivée en 1947, François Bouffil, qui avait rejoint la SEA en 1928 dont il était toujours le directeur. Il l'a quittée en 1961 après 33 ans de séjour.

En 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement général de l'AOF a reconnu que globalement les conditions agroécologiques du Sénégal, de Bambey en particulier, se retrouvaient dans l'ensemble de la zone sahélo-soudanienne de la fédération : au Soudan français (actuel Mali), en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), au Niger et dans les régions septentrionales de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Dahomey (actuel Bénin). La décision fut alors prise de créer le Secteur soudanais de recherche agronomique (SSRA), avec siège à Bambey et vocation pour toute cette zone sahélo-soudanienne. En pendant pour le sud guinéo-forestier a été créé simultanément le Secteur côtier de recherche agronomique (SCRA), à Bingerville en Côte d'Ivoire (du nom de M. Binger, célèbre explorateur).



Ces deux secteurs ont fonctionné bon an mal an pendant la Seconde Guerre mondiale et retrouvé leur véritable élan avec la fin du conflit et l'arrivée de la relève.

Puis en 1950, une grande décision a été prise de changer le nom de ces secteurs, mais surtout d'élargir leurs compétences. Les secteurs sont devenus centres de recherche agronomique avec vocation géographique globalement inchangée. En revanche, à l'orientation disciplinaire classique existante (approche agrologique des terres, amélioration des plantes, protection des cultures) était ajoutée une forte dimension agronomique capable d'agrégier les acquis des disciplines précédentes et d'engager le dialogue avec la vulgarisation et pourquoi pas, pour certains avec les paysannats.

Au sein du SSRA, ainsi devenu CRA de Bambey, deux divisions ont alors été créées : l'une appelée « des laboratoires », regroupant les disciplines existantes, successivement dirigée par Serge Bouyer, puis par Louis Sauger ; l'autre, nouvelle « l'agronomie » pour laquelle il fallait un responsable. Ma chance a voulu que dès 1949, j'étais en charge du service des cultures de la station de Bambey (donc de la gestion du domaine) et j'avais amorcé cette orientation agronomique souhaitée. Les chefs m'ont dit : « Puisque tu veux absolument faire de la technique, de la relation avec la vulgarisation, les paysans, on te donne l'agronomie ». J'en ai donc pris la direction en

1950 au retour de mon premier congé et d'une mission de trois mois aux États-Unis. Cette mission décidée par Maurice Guillaume, alors directeur général de l'agriculture de l'élevage et des forêts, avait pour objet principal d'apprendre à cultiver l'arachide mécaniquement et plus globalement de connaître l'état d'avancement de cette culture dans l'ensemble du *peanut belt* américain. En fait ma nomination à la tête de l'agronomie est intervenue pendant congé et mission, peut-être que si j'avais été présent elle n'aurait pas été retenue.

Quel pouvait être l'enjeu de cette culture de l'arachide dans le contexte économique de l'après-guerre ? À la sortie de la guerre, le déficit de la France en matières grasses était évalué à 300 000 tonnes, et d'après les experts du premier plan français, seule l'arachide était capable de le combler rapidement, sous réserve qu'elle soit cultivée en grande mécanisation et de préférence au Sénégal. Leçons devaient donc être prises aux États-Unis, seul pays au monde maîtrisant alors ce niveau d'équipement : d'où la mission au demeurant financée par le plan Marshall.

Je précise que pour combler le déficit en matières grasses de la France d'après-guerre, deux possibilités tropicales s'offraient au planificateur : le palmier à huile et l'arachide. Le palmier, espèce pérenne, impliquait un différé de plusieurs années d'où le choix de l'arachide, culture annuelle dont le rendement bien

moindre pouvait cependant atteindre la tonne de matière grasse à l'hectare dès la première année. Ainsi se justifiait cette mission aux États-Unis que j'ai accomplie avec un ancien de haute compétence, Charles Gaury, grand maître es-machinisme agricole tropical. Restait cependant à trouver les 300 000 hectares à cultiver en arachide de façon moderne donc motorisée.

Charles Gaury était ingénieur agronome, ingénieur du Génie rural et avait fait carrière en Indochine, puis au Cameroun comme chef du Service de l'agriculture et ingénieur général. Le Cemagref, organisme métropolitain, n'existait pas encore. En fait le ministère de la France d'outre-mer possédait ses propres établissements voués à l'étude des problèmes de machinisme agricole : d'abord le Comité du machinisme agricole d'outre-mer (CMAOM) créé en 1953 et dirigé par Georges Labrousse, ensuite le Centre d'études et d'expérimentation du machinisme tropical (Ceemat), dont Charles Gaury prendra la direction en 1962. Le Ceemat aura d'ailleurs son siège de 1962 à 1986 à Antony, près de la direction du Cneema (Centre national d'étude et d'expérimentation du machinisme agricole), futur Cemagref ¹ (en 1982). Le transfert du Ceemat à Montpellier ne sera effectif qu'à partir de 1986.

Comment s'est déroulée votre mission aux États-Unis ?

Elle s'est étalée de septembre à décembre 1950, trois mois pendant lesquels nous avons partagé la même chambre avec Charles Gaury. L'objet premier était donc bien de définir les matériels mécanisés, motorisés destinés à mettre en valeur ces fameux 300 000 hectares de culture arachidière prévus au Sénégal.

Notre périple américain a été fabuleux. Nous avons dans un premier temps parcouru toute la zone arachidière du sud des États-Unis (*the peanut belt*) : Texas, Alabama, Géorgie, Caroline du sud et du nord, Virginie. Dans un deuxième temps, nous avons pu visiter quelques-unes des grandes firmes spécialisées dans la construction de matériels agricoles du Wisconsin, de l'Illinois et de l'Indiana, près des Grands Lacs : International, John Deere, Case, Allis-Chalmers, Caterpillar... C'était l'hiver :

notre train de Washington à Chicago a été bloqué par une tempête de neige, nous en sommes sortis après quelques fraîches heures d'attente. Et à l'arrivée, la température au coin des grandes avenues de Chicago avoisinait les -15 degrés centigrades.

À mon retour au Sénégal, où il faisait plus chaud, j'avais donc appris à cultiver l'arachide, mais en fait pas du tout façon « petit paysan » mais plutôt à la manière d'exploitants à moyennes et grandes surfaces. Ce qui semblait cohérent avec le démarrage de grandes entreprises de culture de l'arachide notamment au Sénégal (Bloc expérimental de l'arachide de Boulel-Kaffrine, Compagnie générale des oléagineux tropicaux, CGOT en Casamance) mais aussi au Congo Brazzaville (dans la vallée du Niari), dès 1948-1949. Les Britanniques nous avaient d'ailleurs précédés, démarrant dès 1947 un énorme projet (schéma) au Tanganyika (actuelle Tanzanie) et au Kenya qui devait couvrir 1 500 000 hectares.

Tous ces projets ont finalement capoté pour deux raisons majeures : d'une part, le matériel américain, excellent aux États-Unis, n'était pas directement transposable dans les conditions africaines ; d'autre part, aucun de ces projets (à l'exception du BEA de Boulel-Kaffrine) n'impliquait la participation, autre que salariée, des paysans africains. Ils n'étaient donc pas, à mon sens, reproductibles : l'agriculture est en effet pour moi une affaire essentiellement familiale. Les fameux « éléphants blancs » que l'on s'efforçait ainsi d'édifier se sont d'ailleurs rapidement désintégrés et les 300 000 hectares imaginés, brutalement réduits à moins de 10 000.

Les modes de culture de l'arachide étaient-ils différents en Afrique ?

Oui, encore très largement manuels. Aussi notre effort principal, plus particulièrement de Bambey, a été de mécaniser l'agriculture africaine par le biais de la traction animale (équine, asine, bovine) *a priori* plus à la portée des paysans. Sans doute le tracteur s'imposera mais à des agriculteurs déjà familiers de la machine. J'ai bien connu cette évolution dans ma Creuse natale et dans la Lozère de Christiane !

Je restais dans la référence de la petite exploitation, pour moi familière, mais dans un concept évolutif. En Creuse, j'avais vu arriver des machines, bien évidemment après la charrue présente depuis des siècles. En traction animale (paire de vaches), j'ai vu cette charrue progressivement remplacée par la charrue Brabant dans plusieurs exploitations. En même temps est apparue la faucheuse mécanique, toujours tractée par des vaches, remplaçant la faux pour les prairies et les champs de seigle. La première machine motorisée introduite en Creuse a été la batteuse, entraînée d'abord par la locomobile à vapeur, puis par le tracteur. Se sont ensuite imposées la moissonneuse-javeluse, puis la moissonneuse-batteuse... au fur et à mesure des besoins et de la formation des agriculteurs.

La machine se désire, s'impose mais ne se décrète pas ! Et il devait en être ainsi en Afrique.

À propos de votre mission aux États-Unis, étiez-vous parti avec votre famille ?

Non, la mission ne comprenait que Charles Gaury et moi-même. À deux, elle a été d'autant plus enrichissante : nous y avons énormément appris.

S'agissant de ma famille, je n'ai pas eu d'enfants avec ma première épouse décédée en 1987. La vie s'est cependant chargée de corriger cette absence puisque Christiane, lors de notre mariage, m'a apporté un beau-fils et deux belles-filles et six petits-enfants. Les choses se sont ensuite gâtées puisque nous en sommes aujourd'hui à onze petits-enfants quatre arrière-petits-enfants. J'ai la faiblesse de penser que pour tout ce monde, j'ai été un papy acceptable et accepté.

Au retour de votre mission aux États-Unis a commencé pour vous cette riche période de la division d'agronomie du CRA Bambey qui s'est étendue jusqu'en 1960.

Pendant toute cette période le CRA Bambey et ses deux divisions (Laboratoires et Agronomie), d'abord dirigé par Robert Jeannin puis par François Bouffil, relevait des Services scientifiques et techniques de l'agriculture de la France

d'outre-mer et de leur Inspection générale de l'agriculture de Dakar dirigée par Robert Sagot.

S'agissant des considérables domaines de recherche liés à la grande complexité des agricultures de ces régions, je rappelle que s'étaient créés des instituts spécialisés par grandes familles de production : l'Institut de recherche des huiles et oléagineux (Irho), l'Institut de recherche des cotons et textile (l'IRCT), l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (Ifac), l'Institut français du café et du cacao (IFCC)... Force était cependant de constater que ces instituts s'adressaient à des cultures aux productions commercialisables, « les cultures de rente ». Il revenait donc aux Services de l'agriculture de prendre en charge les cultures vivrières, qui apparemment n'intéressaient personne. Et, beaucoup plus largement, il incombait à ces services de traiter les problèmes d'agronomie générale et ceux concernant la gestion des milieux et l'intégration des activités (végétales et animales) au sein des exploitations agricoles et des communautés rurales. C'est à ce dernier volet que s'est principalement attachée la nouvelle division d'agronomie que l'on m'avait confiée et au sein de laquelle j'ai bénéficié de la compétence et du dynamisme d'une exceptionnelle équipe de jeunes agronomes enthousiastes, Philippe Gaudefroy-Demombynes, Jean Fauché, Robert Marchand, Jean Ginouvès, Roger Klein, François Plessard.

Dans les mêmes temps s'annonçaient les indépendances des États africains.

Il est effectivement important de rappeler cette période historique de l'approche des indépendances et des changements, voire bouleversements qu'elles ont entraînés au niveau des institutions.

En fait, cette approche des indépendances a été très rapide à partir de la loi-cadre du 23 juin 1956 (dite Defferre) : autonomie interne en 1958 qui a vu s'instituer des conseils de gouvernement dont le vice-président et les ministres étaient des Nationaux ; référendum du 28 septembre 1958 approuvant la création de l'éphémère Communauté franco-africaine et de ses États-membres (hors la Guinée Conakry) ; d'avril à août 1960 pleine indépendance de tous ces États (le 4 avril pour le Sénégal).

La traction animale, sans doute, mais déjà la petite motorisation : semoir à quatre rangs tracté par un motoculteur. © CIRAD - Philippe Laurent



Quelles conséquences ont effectivement eu ces indépendances, quant aux tutelles et aux structures de la recherche agronomique tropicale ?

Moment crucial de l'histoire africaine, les indépendances de 1960 se sont naturellement accompagnées, *de jure et de facto*, du transfert quasi immédiat de souveraineté politique de la République française aux jeunes Républiques, anciens membres de l'Union française et de la Communauté franco-africaine, à l'exception de la Guinée Conakry, indépendante dès 1958.

Diverses conventions de coopération, très rapidement négociées et signées, ont cependant permis, pour plusieurs secteurs administratifs, économiques, sociaux et culturels, une transition souple et progressive des responsabilités et actions en cours, néanmoins d'ores et déjà placées sous la tutelle des nouveaux gouvernements.

S'agissant plus particulièrement de la recherche agronomique, la plupart de ces établissements sont devenus structures nationales, dont la gestion a néanmoins continué à être assurée, pour un temps (dix à quinze ans), par les institutions françaises qui en avaient jusqu'alors la charge.

Si aucune sérieuse difficulté n'est vraiment apparue pour les établissements (centres, stations, laboratoires) relevant jusqu'alors des instituts spécialisés par filières (Irho, IRCT, Ifac, IFCC),

le problème s'est avéré plus complexe pour le gros ensemble des recherches agronomiques anciennement conduites par les Services scientifiques et techniques de l'agriculture outre-mer, officiellement transférées à l'Orstom en 1953. Cependant, à la veille des indépendances ces recherches n'avaient encore été que très partiellement absorbées par l'Office dans les structures ultramarines. Un organisme de substitution avait donc dû être rapidement mis sur pied pour assumer la responsabilité de toutes ces recherches concernant l'agronomie générale et l'ensemble des productions végétales non traitées par les instituts spécialisés.

Ainsi est né en 1960, l'Irat (Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières), auquel a été tout naturellement confiée la gestion du CRA Bambey, anciennement fédéral (ma base opérationnelle), érigé en Centre national de la recherche agronomique (CNRA) du Sénégal. Et dans la foulée ses chercheurs et ingénieurs ont été détachés à l'Irat.

J'avais eu la chance d'être nommé très jeune (à 33 ans en 1957) ingénieur en chef des Services scientifiques et techniques de l'agriculture outre-mer. L'absorption par l'Orstom du pan scientifique de ces services avait posé un problème pour le personnel œuvrant dans les établissements de recherche. Le patron

1. Devenu aujourd'hui, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea).

Une autre avancée par le moteur, bien trop ignorée : la « batteuse à mil », première machine capable de libérer la femme africaine d'un travail long, pénible et contraignant. Conçue sur un brevet Tourte-Plessard, une première série en est fabriquée, en septembre 1965, par la Société industrielle sénégalaise de Constructions mécaniques et de Matériels agricoles, Siscoma.



de l'Orstom, le fringant professeur Jean-Jacques Juglas (J3), ancien ministre, nous avait lors d'une de ses premières visites au Sénégal, déclaré : « Vous êtes à Bambey qui devient Orstom, si vous voulez y rester vous devez envisager votre intégration à l'Office sous peine d'être affecté ailleurs ». J'aurais alors été maintenu dans les Services de l'agriculture mais avec une autre affectation et pas nécessairement dans les mêmes activités. Or j'avais, avec mes collaborateurs, entamé un travail en profondeur et je ne souhaitais pas l'abandonner. J'ai donc demandé mon intégration à l'Orstom en 1959, sans doute l'une des bêtises de ma vie et un passage sombre de ma vie professionnelle.

Comment vous êtes-vous intégré à l'Orstom ?

Mal, dans l'Orstom de 1958 j'apparaissais comme le canard boiteux, le mouton noir, l'agronome généraliste au milieu de scientifiques hautement spécialisés. En fait, si officiellement l'Orstom avait bien absorbé la recherche agronomique en métropole, en pratique il n'en avait été nullement de même outre-mer. Et le corps de ses scientifiques était très recherche de base et très peu recherche appliquée. Malheureusement la mutation était irréversible et je suis resté Orstom jusqu'à ma retraite. Bien qu'ayant été, à mon intégration, assimilé directeur de

recherche, mes chances d'avancement au grade d'inspecteur général étaient rapidement apparues pratiquement nulles, au contraire de certains de mes collègues spécialisés, plus favorisés.

Je suis ainsi resté plusieurs années sur le banc de touche et il a fallu que Guy Camus, le directeur général de l'Orstom de l'époque, s'insurge contre cette discrimination, passe outre de la décision de quelques comités et commissions qui m'avaient ignoré et me nomme inspecteur général (en 1982) avec néanmoins un préjudiciable retard.

Comment s'est déroulée l'intégration des établissements d'outre-mer par l'Orstom ?

En fait pour des raisons inhérentes aux difficultés liées à la complexité de cette période difficile de transition entre l'Union française, la Communauté et l'indépendance, cette absorption des établissements d'outre-mer par l'Orstom n'a guère été effective.

Dans le cas du CRA Bambey, devenant Centre national de la recherche agronomique du Sénégal, seules les dépenses liées au personnel (expatrié et national) prévues au budget ont pu être assurées. Il nous a donc fallu vivre à crédit pendant au moins deux ans et au prix d'une trentaine de millions de francs CFA de

dettes auprès de nos fournisseurs en carburant, en équipements mécaniques, en réparation de véhicules, en matériels de bureau... Quand nous allions à Dakar, il nous fallait raser les murs et éviter les vitrines des magasins afin d'échapper aux regards de nos créanciers.

Quelle était la situation financière du CRA de Bambey ?

Nous n'avions pas ou très peu de recettes liées à la production : le mil, le sorgho, l'arachide, le niébé... sont des cultures pauvres à faible valeur marchande. Seules les semences sélectionnées nous assureraient quelques rentrées.

Entre-temps la recherche agronomique d'outre-mer précédemment confiée à l'Orstom, avait donc été reprise par l'Irat, auquel d'ailleurs la plupart des États nouvellement indépendants avaient confié la gestion de leurs propres établissements, donc du CRA Bambey au Sénégal. Mais si l'Irat avait accepté bien volontiers cette gestion, il refusait de prendre en charge les 30 millions de dettes. Après moult discussions au niveau parisien, le directeur général adjoint de l'Orstom est venu à Bambey pour tenter de régler ce problème. Louis Sauger, qui avait succédé à François Bouffil à la tête du CNRA, était malheureusement en congé et en tant qu'intérimaire j'ai dû faire face à l'assaut :

« Je ne peux pas vous verser ces 30 millions ! Vous avez outrepassé vos pouvoirs, car vous avez engagé des fonds publics sans autorisation préalable. - Monsieur, je suis d'accord avec vous, en droit nous n'aurions pas dû, mais qu'auriez-vous fait à notre place ? - Comme vous, je rentre à Paris vous aurez vos 30 millions ».

Comment fonctionnait le CNRA Bambey au cours de la première décennie d'indépendance ?

À la tête du CNRA, Louis Sauger a donc hérité, en juin 1961, de François Bouffil d'un ensemble confié en gestion à l'Irat par le gouvernement du Sénégal et comprenant trois secteurs régionaux : au nord, le bassin du fleuve Sénégal ; au centre les régions de Louga, Thiès, Diourbel, Kaolack, Tambacounda, proprement sahélo-soudaniennes ; au sud la Casamance. Cet ensemble a ainsi constitué l'Irat-Sénégal (avec néanmoins quelques antennes en Mauritanie) jusqu'à la création de l'Institut sénégalais des recherches agricoles (Isra), en décembre 1974.

Dès sa prise de fonction, L. Sauger a proposé au chef de la division d'agronomie que j'étais encore, d'être son adjoint à la direction de l'Irat-Sénégal et de prendre aussi la direction scientifique de l'ensemble, laboratoires plus agronomie, afin d'assurer pleine cohérence de toutes les disciplines et actions de recherche. J'ai volontiers accepté cette double responsabilité, transmettant d'ailleurs la seconde à mon ami Djibril Sène en 1968.

Pour des raisons d'efficacité et d'affinités les domaines de recherche ont alors été organisés en quatre grands groupes. Voici sans ordre, autre que celui de ma

mémoire, les principaux responsables et acteurs avec lesquels j'ai eu le privilège de travailler jusqu'à mon départ du Sénégal, en août 1974, probablement la période la plus enrichissante de toute ma carrière professionnelle :

- Groupe I : Étude et amélioration du milieu. Responsable Claude Charreau, agro-pédologue puis Robert Nicou, agronome ; avec Claude Dancette, bioclimatologue ; Paul Bonfils, Jean-François Poulain, Christian Pieri, Gora Beye, M. Mutsaers, Lucien Seguy, Mamadou Sonko, Sitapha Diatta, agro-pédologues ; Jean-Louis Chopart, agronome ; Francis Ganry, agro-chimiste ; Prosper Vidal, Louis Jacquinot, Pierre Siband, Dominique Blondel, Denis Pouzet, Michel Puard, Joseph Wey, agro-physiologistes ; Maurice Foy, Mamadou Mara, Robert Diokh, responsables de laboratoires.

- Groupe II : Étude, amélioration et protection de la plante. Responsable Maurice Tardieu, puis Djibril Sène, puis Jean-Claude Mauboussin, généticiens-sélectionneurs avec Marius Bono, Marcel Tran Dinh Hoé (dit Couey), Claude Etasse, Michel Jacquot, Claude Magne, Patrice Leclerc, Jean-Pierre Marathé, Jacques Durovray, Pierre Sapin, Jacques Chantereau, Jean-Pol Aubin, sélectionneurs. Bernard Vercambre, entomologiste ; Jean-Claude Girard, phytopathologiste ; Pierre Goarin, malherbologiste ; Henri Merlier, agrobotaniste ; Jacques Deuse, phytopharmacien ; Gérard Hadad, Jean Dutartre, Y. Grouitch, agronomes ; Gilbert Delafond, semences de base.

- Groupe III : Étude et amélioration des systèmes de production. Responsable Robert Nicou, agronome puis Claude Ramond, agro-économiste, avec Alain

Bonlieu, Marc Le Moigne, Le Craz, Roland Pirot, Michel Havard, François Plessard, agro-machinistes ; Jean Birie-Habas, Pierre Nourissat, Bernard Chevreau, Robert Hamon, Mahawa MBodj agro-pastoralistes ; Paul Kleene, Jean-François Richard, Moussa Fall, agro-économistes ; Jacques Faye, sociologue ; Madické Niang, géographe ; Tran Minh Duc, hydraulicien agricole.

- Groupe IV : Application de la recherche, pré vulgarisation, interventions en milieu rural. Responsable Guy Pochtier, agronome, avec Bernard Ruysen, Jacques Monnier, Edmond Tchakerian, Hubert Thirouin, Claude Vin, Pierre Courtessole, André Reynard, Serge Traverse, Henri Renaud, Christian Guillot, agronomes et agro-techniciens.

Cet ensemble était naturellement soutenu par une organisation efficace de services généraux sous la férule de diverses personnes qui se sont succédé de 1961 à 1974 ; Sadibou Diouf, administrateur, avec François Carreras, bureau d'étude, construction et entretien ; Yangkoba Ndiaye, gestion du personnel ; Claude Hamon, puis Ibrahima Badiane, Penda Cissé, gestion, comptabilité.

Grâce à cet exceptionnel outil qui a ainsi compté jusqu'à une cinquantaine de chercheurs et ingénieurs et plus de 700 à 800 techniciens, ouvriers et manœuvres, nous avons pu atteindre une remarquable multidisciplinarité et engager le partenariat avec les paysans. Je suis toujours convaincu que les problématiques des chercheurs ne sont pas les mêmes que celles des paysans et la seule façon pour qu'elles se rapprochent, c'est qu'ils travaillent ensemble sur le terrain.

Et dans cette longue marche vers les communautés rurales, vers les paysannats, je



Priorité donc à la traction animale : l'arrachage de l'arachide.

L'intérêt des hauts responsables politiques africains pour les questions agricoles : visite au CNRA Bambey du président Léopold Sédar Senghor, le 15 novembre 1967. À droite, Jean-Claude Mauboussin, généticien, sélectionneur arachide.



me suis vraiment régalié à partir de l'indépendance, donc beaucoup plus avec les responsables africains qu'avec les gouverneurs et autres commandants de cercles de l'administration française.

Nous avons travaillé au Sénégal sous la tutelle d'un Président de la République, d'un Premier ministre et de ministres de l'Agriculture qui, d'une part, étaient convaincus que l'on pouvait et que l'on devait faire beaucoup pour l'agriculture, et qui, d'autre part, avaient une réelle confiance en la recherche. Le Premier ministre, à l'époque charnière de l'indépendance, était Mamadou Dia que j'ai bien connu. Cet homme remarquable était, par exemple, venu, avec trois ou quatre ministres et plusieurs gouverneurs, passer trois jours à Bambey à huis-clos et sans téléphone, pour entendre ce que la recherche avait à proposer. De toute ma carrière, je n'ai connu aucun autre chef de gouvernement se tenir à l'écoute de la recherche aussi longtemps ! Au terme de ces trois jours Mamadou Dia a conclu « Je vous ai compris et ma porte vous est toujours ouverte à Dakar ». Et ceci s'est avéré.

Et pendant toute cette période, à cette audience privilégiée que nous avions auprès des hauts responsables politiques a pu s'ajouter, à l'autre extrémité de la chaîne, une relation et une complicité grandissantes avec les paysannats. Cette ambiance et cette continuité dans le processus recherche-action, je ne les ai naturellement pas retrouvées à mon retour en France.

À partir de l'indépendance, n'y-a-t-il pas eu une volonté du Sénégal de « sénégaliser » la recherche et d'en former les cadres ?

Absolument ! Léopold Sédar Senghor, Mamadou Dia et leurs ministres nous l'ont affirmé à plusieurs reprises, ce souci de l'africanisation s'accompagnant toutefois pour eux d'un temps nécessaire à la formation des jeunes chercheurs sénégalais à l'école des expatriés très expérimentés. Ce processus a d'ailleurs été semblable dans les autres pays de l'ancienne Communauté franco-africaine avec lesquels nous avons continué à travailler, à l'exception de la Guinée Conakry (où le divorce a été brutal) et peut-être du Mali et de Madagascar, où pour des raisons politiques les choses étaient plus crispées.

Au Sénégal, les quinze années d'indépendance que j'ai connues (de 1960 à

1974) se sont déroulées dans des conditions très agréables grâce à la confiance que nous ont témoignée les ministres du Développement rural : Joseph Mbaye, Karim Gaye, Habib Thiam (futur Premier ministre), tous m'honorant de leur amitié.

Dans la plupart de ces pays, anciens membres de l'Union française, l'africanisation et cette transition vers des structures typiquement nationales ont été favorisées par le fait que les centres et stations de recherche agronomique, zootechnique et forestière étaient confiés en gestion et par convention d'État à État à des instituts français : Irat, pour la majeure partie au Sénégal, mais aussi Irho, IRCT, Ifac, IEMVT, CTFT...

L'indépendance du Sénégal ainsi que d'autres états africains a-t-elle sonné l'ordre du retour des cadres métropolitains en poste en Afrique vers la France ?

La transition a été beaucoup plus souple et étalée sur plus d'une ou deux décennies. Dans mon cas personnel, rien n'était vraiment préfiguré, ni encore décidé vers 1970 pour mon retour en France. J'avais dès 1968-1969 engagé avec plusieurs de mes collaborateurs la lourde opération « Unités expérimentales » dans laquelle la recherche, portée par une équipe pluridisciplinaire d'une dizaine de chercheurs, intervenait directement au sein de communautés villageoises de plusieurs milliers de paysans et dizaines de milliers d'hectares. Je souhaitais accompagner ce grand projet innovant, au demeurant fortement soutenu par le gouvernement du Sénégal, véritable opération de développement expérimental.



Les vieux réflexes creusois ressurgissent... « Le chef » au labour, en 1965.

Cependant deux événements ont alors accéléré mon retour en France, outre peut-être une certaine fatigue après trois décennies de séjour tropical :

- le premier, institutionnel : la création prévue de l'Isra (Institut sénégalais des recherches agricoles), qui interviendra le 31 décembre 1974, à l'initiative appuyée de mon ancien collaborateur et ami Djibril Sène, précédemment nommé au poste politique de DGRST (Délégué général de la recherche scientifique). Louis Sauger, à la fois Français et Sénégalais, sera naturellement le premier directeur général de l'Isra ;

- le deuxième, plus opportuniste, était l'offre de Francis Bour, directeur général de l'Irat de me voir succéder en métropole à Pierre Roche (nommé à la direction du centre Gerdar de Montpellier) à la tête de la division d'agronomie de l'Institut. Les pressions du côté sénégalais ont été fortes, tout particulièrement de Djibril Sène, pour que je continue à servir dans la nouvelle structure de la recherche sénégalaise.

Ma décision a donc été le retour en France. Notre profonde amitié avec Djibril Sène (qui par la suite a été plusieurs fois ministre) n'en a nullement été affectée. Elle dure toujours.

Une question maintenant à Christiane Tourte, votre épouse : Vous étiez aussi au Sénégal, quelle était votre place ?

Je suis arrivée à Bambey en 1961 comme secrétaire de la direction du CNRA. Je suis restée jusqu'en 1974, mais au cours de ces treize années mes fonctions se sont étendues. D'abord nommée assistante de direction, j'ai ensuite assumé la responsabilité du secrétariat général de l'ensemble Irat-Sénégal (CNRA de Bambey et secteurs régionaux).

Mon mari et moi-même occupions des postes en voie d'être sénégalisés. Mon mari était ingénieur des travaux publics, arrivé au CNRA également en 1961. À ce titre, il a dirigé ou contrôlé de nombreuses constructions nouvelles au centre et dans les stations annexes. Au moment de la sénégalisation son poste devenait beaucoup plus difficile à défendre : des sociétés du bâtiment et des travaux publics existaient déjà sur place. L'Irat



Les journées du machinisme agricole de l'Afrique occidentale, Bambey 1958 :

- au centre : Joseph Mbaye, ministre de l'Économie rurale du Sénégal, devant un semoir à deux rangs
- à gauche : casqué, François Bouffil, directeur du CRA Bambey
- à droite : dominant et chapeauté, le grand Robert Sagot, directeur de l'agriculture au ministère de la France d'outre-mer.

a donc dû le rapatrier en France et l'affecter à Montpellier. Et j'ai en fait, suivi le même sort.

J'ai donc retrouvé ma place auprès de mon patron René Tourte à l'Irat, dont il devenait le représentant à Montpellier en même temps que le chef de sa division d'agronomie.

Quels regards portez-vous aujourd'hui sur ces nombreuses années vécues au Sénégal ?

En fait, le Sénégal est mon autre pays, j'y suis arrivée à 7 ans en 1945. J'étais née au Maroc où mon père était militaire. Malheureusement, en mai 1942, maman, mon frère et moi avions dû rentrer en France pour des raisons de santé, papa restant au Maroc. Le débarquement des Alliés du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord avait coupé totalement les relations normales entre la Métropole et l'Afrique. Entre-temps le régiment de papa avait été transféré du Maroc au Sénégal. Si bien que notre séparation a été de trois ans et que nous n'avons pu rejoindre papa qu'en juin 1945 sur le vénérable et poussif paquebot Médie II. C'est donc au Sénégal que j'ai passé ma jeunesse, que j'ai été formée, et où j'ai accompli une part importante de ma vie professionnelle, jusqu'en 1974, après un séjour de près de 30 ans.

Monsieur Tourte, lors de votre retour en métropole en 1974, que vous a-t-on proposé à ce moment-là ?

En septembre 1974, nous étions en pleine création du centre Gerdar (Groupement d'études et de recherches pour le

développement de l'agronomie tropicale) de Montpellier. À Pierre Roche, alors responsable de la division d'agronomie de l'Irat, a donc été proposée la direction du centre, son poste à l'Irat devenant ainsi vacant. À mon retour du Sénégal, le directeur général de l'Irat, Francis Bour, m'a alors proposé : « Puisque tu es agronome, apparemment confirmé, pourquoi ne serais-tu pas le nouveau responsable de notre division d'agronomie ? » Ayant accepté, j'ai donc, après un passage d'un mois et demi à l'Irat-Nogent, été affecté au centre inachevé de Montpellier. Christiane m'y avait d'ailleurs précédé, en novembre, l'Irat ayant accepté qu'elle continue à me subir comme assistante.

Nous étions encore dans les plâtres. Il n'y avait pas encore de chauffage, ni certaines commodités, et ce jusqu'en janvier 1975.

Le directeur du centre Gerdar était assisté par un conseil de centre auquel participaient les représentants des différents instituts décentralisés à Montpellier, toutes les directions étant néanmoins restées en région parisienne. C'était une situation un peu particulière : le groupement était coupé en deux. S'agissant de la décentralisation géographique, l'Irat avait été l'un des plus favorables - et ceci explique sans doute qu'un agent de l'Irat, Pierre Roche, ait été proposé à la direction du centre.

Comment les agents de l'Irat ont-ils accueilli cette nécessité de mobilité vers Montpellier ? Ont-ils eu le choix ?

Incontestablement ce déménagement a posé de sérieux problèmes, en particulier aux couples travaillant et résidant dans la région parisienne. Il n'était pas

toujours évident de retrouver un double emploi à Montpellier. Les difficultés ont été moindres pour les ingénieurs et chercheurs beaucoup plus habitués à être trimballés du nord au sud et de l'ouest à l'est, du Burkina Faso à Madagascar, de Guinée au Niger... aller de Nogent à Montpellier n'était que routine. Il y a cependant eu quelques exceptions et quelques démissions.

La décentralisation a cependant été assez progressive : d'abord les laboratoires d'analyses pour la plupart des instituts, en même temps que seulement certaines divisions des seuls instituts partants.

En fait les débuts de ce grand déménagement ont été assez difficiles. L'Irat était au départ d'accord, l'Irho ne l'était pas et il n'était pas le seul.

C'était cependant la grande époque de la décentralisation, de la régionalisation. La Datar (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) avait même été créée en 1963 pour les favoriser. Le gouvernement avait décidé que les instituts tropicaux avaient intérêt à se rapprocher de la chaleur et pourquoi pas dans le sud de la France. Plusieurs sites possibles avaient été étudiés : Bordeaux, Marseille, Cassis et puis Montpellier. Pour le choix de Montpellier, Pierre Roche a sans doute été efficace : il était de la région et participait aux travaux de la DGRST. Il n'était pas tout seul, mais il a joué un rôle important, si bien que Montpellier a été choisi. S'agissant du déménagement de la famille Gerdar, certains de ses membres étaient partants pour le soleil mais d'autres se trouvaient très bien à Paris, lieu où l'on prend les décisions. Les instituts privés d'inspiration largement professionnelle, soit à peu près la moitié des instituts, répugnaient à quitter la capitale. Ils avaient peur d'une perte de puissance pour eux.

La conséquence essentielle de ces réticences et atermoiements a été que les bâtiments du Gerdar de Montpellier ont été étudiés en fonction de ceux qui, au départ, voulaient bien y venir. Les locaux, bureaux, salles de réunion, laboratoires avaient donc été prévus pour un nombre de chercheurs, ingénieurs, techniciens, agents de laboratoire et d'entretien correspondant au personnel des instituts résolument partants.

Le projet avait été très favorablement accueilli par la municipalité de Montpellier et son maire, maître François Delmas, un homme charmant. Ils avaient offert au Gerdar un emplacement superbe sur le domaine de Lavalette près du parc zoologique. Quant aux bâtiments, si leur aspect extérieur n'était pas des plus avenants, les aménagements intérieurs, notamment grâce à notre collègue de l'Irat, Jacques Paré et à une équipe de spécialistes, étaient des plus perfectionnés : laboratoires super-équipés (eau, gaz, électricité à tous les étages), bureaux extensibles à parois mobiles, climatisation été-hiver par circulation d'eau... C'était formidable !

Devant toutes ces facilités, les réfractaires parisiens ont changé d'avis et se sont pressés au portillon. Il a fallu accueillir tous les nouveaux arrivants et commencer à nous serrer les uns contre les autres.

Plus tard les choses se sont encore compliquées, beaucoup de chercheurs et techniciens de l'outre-mer ayant été contraints de rejoindre la Métropole. Et aujourd'hui, malgré la construction de plusieurs nouveaux bâtiments le centre Cirad de Montpellier est surchargé.

Ainsi vous devenez chef de la division d'agronomie de l'Irat. Avez-vous pu continuer à développer la notion de pluridisciplinarité, de chaîne création-diffusion, de processus de recherche-développement ? À Montpellier, avez-vous pu imposer ce schéma, même avant la création du Cirad ?

Oui je crois. J'avais acquis une certaine expérience de terrain, en particulier au Sénégal, et peut-être une certaine notoriété dans la maîtrise d'une démarche nouvelle, insolite pour certains. Les traditionnels de l'époque pensaient même que j'étais vraiment tordu dans ce domaine.

Pour convaincre, j'ai participé à de nombreux séminaires, colloques, réunions et autres congrès nationaux, régionaux, internationaux et écrit nombre d'articles et documents. Mais l'argument principal de tous ces messages était bien sûr la référence à nos expériences sénégalaises, entreprises dès les années soixante, grâce notamment à l'appui inconditionnel du gouvernement du Sénégal et naturellement de

l'Irat. Ces expériences, notamment les Unités expérimentales ont attiré la curiosité de beaucoup et donné lieu à de nombreuses études, thèses de chercheurs et étudiants de toutes origines et nationalités. Cette publicité nous a permis de proposer, voire d'exporter le modèle sénégalais de recherche-développement d'abord dans des pays africains puis en Amérique latine, à commencer par le Brésil, pays en pointe en matière de développement rural. Les responsables de la recherche brésilienne notamment du nord-est étaient informés de ce qui se faisait au Sénégal. Ils m'ont demandé de venir en mission. J'en ai effectué plusieurs au Brésil, ainsi qu'en d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes entre 1975 et 1985 : Venezuela, Nicaragua, Mexique, Costa Rica, Haïti, Antilles françaises et anglaises.

Les missions, plutôt que les conférences et autres grand-messes, me paraissaient plus en prise avec les réalités. Les rapports qui les accompagnaient étaient mieux adaptés à des situations particulières (l'agronomie n'est-elle pas la science des situations ?) Et par ces écrits (j'ai effectivement beaucoup écrit) j'ai pu progressivement formaliser, affiner le concept de la recherche-développement. Les contacts directs avec nos partenaires étaient pour moi importants, les discussions portant alors sur leurs propres problèmes. Et je crois que dans beaucoup de ces pays le message est bien passé.

Et pourtant ce message qui aujourd'hui paraît tellement évident, l'était beaucoup moins dans les années soixante, au temps des recherches disciplinaires et des vulgarisations thématiques. Après mon long séjour sénégalais, les moyens que m'a apporté en métropole la division d'agronomie de l'Irat ont permis de nouvelles avancées considérables grâce à une exceptionnelle équipe de chercheurs et ingénieurs dont beaucoup mériteraient de figurer ici. Je cite au fil de ma mémoire :

- à Montpellier, Jean-Pascal Pichot, Jacques Velly, Jean Kilian, Christian Pieri, Roger Bertrand, Jean-Claude Le Goupil, Francis Forest, Truong Binh, Edouard Latrille, Michel Raunet, Alain Angé, Marinus Brouwers, Gérard Bourgeon, Christian Féau, Charles Egoménides.
- en outre-mer : Claude Charreau, Robert Nicou, Jean-François Poulain, Claude Dancette, Francis Ganry, Pierre Siband,

Tran Minh Duc, Jacques Teissier, Louis Bouchard, Pierre-François Chabaliér, Jean-Marie Kalms, Pierre Langellier-Bellevue, Lucien Seguy, Jacques Gigou, Roland Guis, Jacques Arrivets, Richard Baran, Denis Pouzet, Guy Loynet, Bernard Chevreau, Philippe Godon, Serge Guillobez, Jean Charoy, Jacques Marquette. Ainsi avons-nous, en bonne part, réussi à rallier l'ensemble des divisions de l'Irat à la pertinence de cette approche pluridisciplinaire, de cette démarche système et de la nécessité d'y associer progressivement l'utilisateur final de nos travaux : le paysan.

Il restait cependant à convaincre d'autres instituts du Gerdar, dont l'intervention devenait indispensable à partir du moment où nous souhaitions nous placer au niveau des exploitations (systèmes de production) et des collectivités rurales (systèmes agraires).

En fait cette préoccupation commençait à hanter les couloirs du centre Gerdar au moment où, politiquement, la pression se faisait de plus en plus sentir pour une association plus étroite voire une fusion des neuf instituts tropicaux français. L'ambassadeur Hubert Dubois, alors président du Gerdar, qui avait cette lourde et ingrate charge de rassemblement, m'avait dès 1982 confié une mission Systèmes agraires en vue de la préparation d'un futur département Systèmes agraires (DSA) à intégrer dans ce qui allait devenir le Cirad.

Peut-on situer en 1984, la création du Cirad ?

Oui, après une large consultation au sein du Gerdar et un grand colloque tenu en juillet 1983 à Montpellier. Les anciens instituts, qui se sont alors sabordés, sont automatiquement devenus des départements du Cirad créé en 1984. D'un coup de baguette magique l'Irat a été métamorphosé en département Irat du Cirad, l'IRCT en département IRCT... : chacun des anciens instituts a donné lieu à la création d'un département du Cirad portant le même nom.

La transition a été ainsi largement facilitée, mais n'a nullement gommé les individualismes de chacun des anciens instituts qui conservaient ainsi leurs modes de fonctionnement ancrés dans

le temps. Le Cirad apparaissait ainsi au moins au début, comme une mosaïque de composants avec leurs habitudes.

Christiane, mon épouse, qui, devenue Directeur administratif et financier (DAF) du jeune département Systèmes agraires, s'est souvent trouvée dans des réunions avec des personnes qui ne « parlaient pas la même langue ». Par exemple, pour des détails comme les frais de déplacement, de missions, les régimes du personnel étaient très différents d'un département à l'autre.

Pour nous, anciens de l'Irat, un modèle de gestion du personnel très apprécié y avait été établi par son directeur général Francis Bour. Grâce à un système élaboré de commissions, les situations des agents de l'Irat étaient examinées tous les ans et les avancements étaient alors proposés. Le régime était fort différent dans les autres instituts devenus départements du Cirad. Regrouper cette diversité en un seul ensemble est apparu être un véritable casse-tête.

Le premier directeur général du Cirad a été l'agronome ingénieur en chef du Génie rural, Hervé Bichat. Devant toutes ces difficultés, il a beaucoup souffert.

Fédérer ces différents instituts pour former le Cirad, était-ce pour vous une bonne chose ?

J'étais en 1983 tout à fait convaincu que c'était une bonne chose pour des raisons de multidisciplinarité, d'interaction, de symbiose, de synthèse. J'avoue qu'en fin de carrière, j'en étais moins persuadé. Les relations inter-départements ont été moins personnalisées qu'au sein des anciens instituts qui avaient leur vie propre et où pratiquement presque tout le monde se connaissait. Même à l'Irat qui était le plus gros, en effectif, le directeur général et ses adjoints directs pouvaient mettre un nom sur chaque agent qu'ils rencontraient. Au Cirad, les choses étaient différentes, tout au moins dans la période que j'ai connue (je l'ai quitté en 1990). Il a continué à grossir, en particulier à Montpellier.

En fait les difficultés initiales d'amalgame des anciens instituts et de leurs régimes, voire de leurs politiques et stratégies peuvent s'expliquer par leurs origines, leurs objectifs, leurs méthodes et

leurs terrains propres. Pour plusieurs de ces instituts, une majorité de leurs chercheurs (de l'ordre de 60 % pour l'Irho, de 50 % pour l'Irat, par exemple) œuvraient outre-mer et l'essentiel des moyens métropolitains (siège, laboratoires, administration et logistique) tendaient à soutenir une recherche de qualité, le bon fonctionnement des équipes ultramarines et leur bonne articulation avec les services nationaux. Et je me souviens que lors des premières années de mon retour en France, tous nos laborantins et techniciens, toutes nos documentalistes, secrétaires et bien entendu les chercheurs basés à Montpellier savaient très bien pour qui et avec qui ils travaillaient dans le lointain outre-mer.

L'évolution politique et bien d'autres événements souvent dramatiques ont fait que les équipes et les terrains d'outre-mer ont progressivement, ou souvent rapidement fondu. L'articulation avec les services nationaux jusqu'alors intime grâce à la présence de chercheurs Cirad sur place s'est de ce fait modifiée, les relations avec nos collègues africains, latino-américains, se faisant de plus en plus par missions, plutôt que *in situ* sur des terrains communs.

Le puissant lien que constitue un objectif commun, préalablement identifié et décidé de concert, s'est affaibli entre le Cirad et ses partenaires, chacun s'acheminant vers une recherche de plus en plus hyper spécialisée, de moins en moins en prise directe avec les dures réalités du terrain. Sans aucun doute la spécialisation est vitale pour que progresse la science. Cependant, pour moi, ses avancées ne seront vraiment et pleinement valorisées que lorsque le généraliste, l'homme-système les aura testées, réalisées et, surtout, mises en cohérence et compatibilité avec les forces et contraintes du milieu, tant humain que physique, censé les recevoir. Tout particulièrement, dans notre domaine agronomie et agriculture, je crois profondément qu'aucun logiciel, qu'aucun programme informatique ne sauront jamais remplacer l'épreuve terrain, menée en partenariat avec les acteurs et les utilisateurs finals. Or cet indispensable dialogue chercheur-paysan me paraît de plus en plus indirect et difficile à mener dans certains pays traditionnellement nos interlocuteurs. Les raisons en sont multiples, parfois

dramatiques. En résumé les relations du Cirad avec ses finalités premières me semblent s'estomper.

Pouvez-vous expliciter votre conviction à vouloir créer le département Systèmes agraires ? Pouvons-nous revenir à la défense de cette idée fondamentale qui vous a permis de constituer ce premier département ? À l'Inra, au tout début des années 1980, Bertrand Vissac a créé le département Systèmes agraires, issu surtout des problématiques de zootechnie et d'agronomie puisqu'il était généticien au départ. Avez-vous bien connu Bertrand Vissac ?

Oui, bien sûr. En réalité les liens avec l'Inra, et plus précisément dans ce domaine, sont beaucoup plus anciens. Ils datent des années soixante au début desquelles Jean Rebischung avait créé, à l'Inra, une Section d'application de la recherche à la vulgarisation, puis le SEI (Service expérimentation et information), en 1963.

De fait nous avons cheminé d'abord parallèlement, puis de concert. Dès 1961, le CRA Bambey (alors confié en gestion à l'Irat) avait créé sa propre Section d'application de la recherche à la vulgarisation, SARV, en prolongement de ses études d'économie rurale et de ses premières actions de pré-vulgarisation. J'avais alors invité J. Rebischung à venir au Sénégal afin d'accorder nos violons, voire définir une démarche proche sinon commune, les conditions étant évidemment très différentes entre l'Europe et l'Afrique. Cet éminent chercheur, prématurément décédé (en 1979), avait volontiers accepté cette invitation et effectué une fructueuse mission en 1966.

Outre ce précieux appui, je m'étais assuré celui du grand économiste Louis Malassis, professeur d'économie rurale à Rennes, qui avait été l'un des piliers majeurs de l'évolution professionnelle des ruraux en Bretagne et en Normandie en liaison avec les Jac (Jeunesses agricoles catholiques). Il avait ensuite décidé de quitter Rennes pour Montpellier, également comme professeur d'économie rurale à l'École supérieure d'agriculture, et de s'intéresser de plus en plus à l'Afrique. Aussi dès 1969-1970, il a effectué plusieurs

missions en Afrique tropicale, en particulier au Sénégal et nous a très fortement aidés dans la construction de nos idées et de nos actions.

L. Malassis, grand monsieur, visionnaire, a fait beaucoup pour l'évolution du complexe scientifique de Montpellier en particulier Agropolis accompagnant ainsi les plans d'aménagement des territoires de la Datar. Le choix de Montpellier pour accueillir le Gerdat, futur Cirad, entrainait tout à fait dans l'idée de L. Malassis de faire de cette région du Languedoc-Roussillon-Montpellier, un centre de matière grise autour de l'agriculture tropicale et de toutes les agricultures des régions chaudes. Sa forte personnalité a fourni l'attractivité nécessaire pour que cela se fasse.

C'est à L. Malassis que l'on doit le transfert et plus tard le renforcement voire l'installation de nombreux organismes de recherche. Cette grande migration a d'ailleurs été largement facilitée par le fait que L. Malassis a été directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture, dont la tutelle était alors assurée par Pierre Méhaignerie, son ancien élève breton avec lequel il était en parfaite communion. Outre les institutions de recherche, L. Malassis a également favorisé le transfert de Nogent à Montpellier du Cnearc (Centre national d'études agronomiques des régions chaudes), à l'implantation et au démarrage duquel j'ai fortement contribué de 1981 à 1984, à la demande de son directeur André Lachaux et des responsables du Gerdat. L. Malassis était vraiment un grand homme avec lequel nous avons, Christiane et moi, gardé des liens d'amitié étroits. C'est avec émotion que je me souviens de notre dernier entretien téléphonique la veille de son décès.

Avez-vous pu compter sur des appuis pour créer ce département Systèmes agraires ?

Oui beaucoup. Outre J. Rebischung, B. Vissac, L. Malassis, un autre grand chercheur Michel Sebillotte, professeur à l'Ina, m'a également apporté son appui. Sa méthode, le fameux « tour de plaine », était de bel enseignement pour les agronomes généralistes dont j'étais.

Hors ces appuis de pairs de la recherche, nombreux furent aussi les encouragements reçus de responsables africains, très intéressés par cette approche globale du développement rural. Ils ont très rapidement compris tout l'intérêt d'une démarche qui ne se situe plus seulement au niveau de la parcelle ou du troupeau, ni du thème spécialisé, mais qui prétend prendre en charge l'ensemble des problèmes qui se posent à l'échelle d'une communauté, voire d'une petite région. J'ai ainsi pu bénéficier d'appuis considérables de la part des édiles nationaux, notamment au Sénégal où des ministres se sont engagés politiquement et même budgétairement, parfois au grand dam de leurs ministres des finances. Vérité m'oblige cependant à ajouter qu'à l'inverse de ces multiples appuis, bien des incompréhensions sont venues de la part des gens de la tradition, des tenants de cette idée de la spécialisation disciplinaire à outrance, de la séparation des tâches entre recherche et vulgarisation.

Dans votre carrière, avez-vous été confronté à l'arrivée de nouveaux outils, telle l'informatique, dans le domaine scientifique et dans celui de la documentation.

S'agissant de l'informatique, j'ai effectivement été très touché au début, voire assommé parce que je n'y comprenais rien ! Et puis progressivement nous nous sommes adaptés, formés et, sans être à la pointe du progrès, nous avons cependant été parmi les premiers à adhérer à la modélisation, à l'informatisation... cela nous a beaucoup aidés. Dans le domaine de la cartographie morpho-pédologique des sols et de leurs aptitudes agricoles, nous avons même été parmi les pionniers, grâce aux photos aériennes puis à la télédétection.

Avez-vous constamment occupé des postes de direction ?

Pas tout à fait. À mon arrivée à Bambey, je n'étais que le second de mon vieil ami Louis Sauger responsable de l'amélioration des plantes. Mais j'ai été rapidement nommé chef de la division d'agronomie. Je voudrais cependant préciser que dans ces périodes (et autres) le « chef » partageait à part entière les tâches, les joies,



les peines de ses collaborateurs. C'est ensemble, ou à tour de rôle, que nous étions sur le terrain ou sur la brèche, pour la mise en place de très nombreux essais, la réalisation de tous les travaux dans les champs ensoleillés ou battus par de violentes pluies, pour effectuer à toutes époques tournées et missions. De même nous participions aux incontournables rencontres animées sous le « pénc » (l'arbre à palabres) avec les villageois souvent très participatifs, ou dans les salles lambrissées des palais ministériels avec des décideurs qu'il fallait décider. Ainsi se conçoit le travail d'équipe.

Dans les postes de pilotage qui vous ont été confiés tout au long de votre carrière, quelle a été votre approche du management ? Comment arriviez-vous à la fois, à faire travailler les gens, à les comprendre dans leurs difficultés, à les stimuler à faire bien le travail par des formations, à gérer les conflits et à les évaluer et à gérer leur carrière ?

Dans ce que j'appelle la gestion de la recherche, j'ai toujours joué sur la

délégation et la confiance que l'on doit faire aux personnes qui travaillent avec vous. J'ai essayé de traduire ces mots concrètement au travers de la programmation de la recherche et de sa gestion budgétaire. À partir des grands objectifs de recherche conformes à la politique des États et de nos institutions d'appartenance, étaient établis les programmes de recherche pluriannuels consécutifs, négociés avec les chercheurs. Pour leur réalisation, ces programmes étaient traduits en attributions budgétaires annuelles, selon un système de gestion que nous avons inauguré à Bambey avec Christiane, qui était à l'époque mon assistante. La délégation budgétaire était faite en début d'année aux services de recherche rassemblés en quatre groupes, à charge pour leurs responsables de répartir les attributions budgétaires entre leurs propres services et d'en contrôler la bonne exécution.

Comment s'exerçait la délégation budgétaire ?

La délégation se faisait en début d'année, en début d'exercice, lors d'une grande

réunion au cours de laquelle étaient examinés les résultats de l'année précédente et les propositions de poursuite faites par les chercheurs : arbitrage scientifique et technique, attributions budgétaires étaient alors arrêtées pour l'année entière, donc jusqu'à évaluation en fin d'exercice des résultats des travaux de recherche et de l'adéquation des volumes budgétaires attribués. Ce système a bien fonctionné et même soulagé le directeur adjoint de l'Irat-Sénégal que j'étais, de beaucoup de soucis quotidiens qu'entraîne un suivi comptable au jour le jour pointilleux.

C'étaient en fait des contrats d'objectifs. S'il y avait des dépassements, ce qui est inadmissible en comptabilité administrative, ils devaient être éponges l'exercice suivant. La gestion privée de l'Irat permettait en effet cette appréciable souplesse.

À noter que nous avons appliqué un système de gestion de même type à la division d'agronomie de l'Irat à Montpellier, puis au département Systèmes agraires du Cirad. Nous y avions même conçu un système informatisé de gestion budgétaire, depuis abandonné, qui permettait

un suivi précis des coûts de dépenses par services et par opérations, données très précieuses pour négocier des contrats à venir avec les bailleurs de fonds. Si les chercheurs ont, après quelques hésitations, bien compris et accepté le système, il n'a pas forcément entraîné l'adhésion des directions, sans doute préoccupées par des impératifs comptables rigoureux. Ce système avait pourtant permis d'éviter certaines contraintes, voire absurdités de la comptabilité purement administrative qui n'admet pas l'excédent en fin d'exercice. Ce qui peut amener à des dépenses inconsidérées aux fins d'apurer son attribution budgétaire et ainsi d'éviter qu'elle soit rognée lors de l'attribution de l'exercice suivant. Beaucoup d'histoires circulent à ce propos.

Si au sein de l'Irat, ce système de gestion a été bien accepté, son adhésion par le Cirad a été plus fraîche, la comptabilité y reprenant ses droits.

Lors de la grande séance annuelle préparatoire aux programmes et budgets de la campagne suivante, les programmes de chaque service, de chaque chercheur étaient définis. Arrêtés lors d'une large discussion collégiale et après examens des résultats obtenus et des propositions de poursuites ou d'infléchissements possibles, ils s'inscrivaient ainsi dans un programme global de l'institution, tant dans ses dimensions scientifiques et techniques que géographiques. Chaque chercheur proposait et justifiait ainsi la contribution qu'il s'engageait à apporter à l'œuvre commune, bien entendu dans la limite des moyens budgétaires dont il pourrait librement disposer et qui pouvaient lui être attribués aux termes des indispensables arbitrages. Il était ainsi partie prenante et acteur responsable, membre d'une grande équipe soudée par des objectifs communs. Naturellement toutes les contraintes liées à la gestion comptable et du personnel étaient prises en charge par des services généraux *ad hoc* qui fournissaient des états de situations périodiques ou à la demande.

Aucune réelle fausse note n'est venue mettre en doute la valeur de ce système de gestion de la recherche au long de plus de dix années d'expérience au Sénégal. Bien des témoignages, notamment de nos propres hiérarchies, mais aussi de hauts responsables politiques du pays pourraient en attester.

Accueil du premier ministre Abdou Diouf, futur président de la République du Sénégal (Bambey au Sénégal, 16 octobre 1971). Au centre : Louis Sauger, directeur du CNRA Bambey.



Parlez-nous de la grande confiance qu'ont pu vous témoigner les édiles politiques dès l'accès à l'indépendance de leurs pays.

Jusqu'à ce grand moment des indépendances, les programmes de recherche (et de bien d'autres grands secteurs de l'économie) étaient largement inspirés par la métropole, sans doute en fonction des problèmes locaux, mais dont la dominance était tout de même souvent la satisfaction de besoins extérieurs en matières premières de l'agro-industrie, du commerce. À l'indépendance, les changements ont été profonds, les gouvernements nationaux entendant assumer la responsabilité de leurs politiques de développement. Chacun des nouveaux États a tenu à établir son propre plan de développement à l'élaboration duquel nous avons largement participé. Peut-être étions-nous parmi ceux qui connaissions le mieux les problèmes, les besoins et les capacités de chacune des différentes régions de ces États que nous avions plusieurs fois parcourus. Personnellement, j'avais eu la chance de faire plusieurs fois le tour du Sénégal et ce, dès ma première année dans ce pays à la recherche de ces fameux 300 000 hectares de terres à arachide. Peut-être encore aujourd'hui connais-je mieux le Sénégal que nombre de Sénégalais.

Il me paraît fondamental de souligner que ces exercices de planification ont apporté de profonds changements à la fois dans les grandes orientations économiques des pays et dans les processus d'implications des acteurs sociaux à la base de leurs réalisations. S'agissant du développement rural, de nouvelles initiatives et structures sont apparues afin d'assurer un bien meilleur dialogue entre le pouvoir, la profession agricole (à organiser progressivement) et les organismes de recherche et vulgarisation.

Ce type d'intervention vous prenait-il beaucoup de temps ?

Oui. Par exemple au Sénégal toutes les réunions de planification nationale se tenaient bien entendu à Dakar. Et les participations de Bambey, devenu Centre national de la recherche agronomique, apparaissaient généralement indispensables. Or, 120 kilomètres séparent Bambey de Dakar et je ne saurais comptabiliser les innombrables allers et retours que j'ai dû effectuer, ainsi que bien d'autres collègues, au cours de mes quinze années de post-indépendance.

Il n'y avait pas d'autoroute, mais plutôt, pour une longue partie, une piste en sable et en tôle ondulée qui pouvait même

devenir difficilement praticable pendant la saison des pluies. Heureusement le goudron s'y est progressivement installé.

Après ces précisions sur les méthodes de gestion de la recherche et de planification du développement, revenons au département Systèmes agraires dont vous avez obtenu la création, après sans doute quelques difficultés voire oppositions.

Plusieurs des instituts ayant composé le Cirad, avaient déjà engagé, souvent depuis longtemps, leurs propres processus d'application et d'évaluation des résultats de leurs recherches. Pour certains de ces instituts, la création du département Systèmes agraires, DSA, apparaissait donc comme une intrusion dans un domaine déjà abordé, comme une concurrence. Nécessité a été de convaincre les opposants que l'objectif du DSA n'était nullement de piétiner les plates-bandes déjà établies, - toutefois au profit d'une seule production ou filière. L'objectif et la raison d'être du DSA étaient d'associer les départements du Cirad dans la recherche de systèmes agraires mobilisant l'ensemble de leurs compétences, et surtout permettant d'atteindre la mise en valeur optimale des terroirs et paysages.

Progressivement les incompréhensions et obstacles de tous ordres ont pu être levés. Ainsi est apparu de plus en plus nécessaire et pertinent le glissement de notre recherche agronomique, dans ses objets d'étude, du thème vers le système, de la parcelle vers l'exploitation, voire le petit pays, de la stricte agronomie vers la socio-économie, vers l'éco-géographie...

Les efforts de nombreux d'entre nous ont ainsi porté leur fruit et la magnifique récompense pour moi, l'apogée de ma carrière a été la création, en juillet 1984, au sein du jeune Cirad, du DSA, dont Hervé Bichat, depuis longtemps chaud partisan de ce type d'approche, avait bien voulu me confier la direction. À noter que l'Inra avait créé son propre département Sad (Systèmes agraires et développement) en novembre 1979 et l'avait confié à Bertrand Vissac.

Au Cirad, le DSA, préparé par la mission que m'avait confiée le président du

Gerdar, Hubert Dubois, en novembre 1982, a été au départ constitué par :

- une équipe d'agronomes, agroéconomistes et cadres administratifs de l'Irat, dont René Tourte, directeur ;
- l'ensemble du personnel, chercheurs et administratifs, de l'Institut pour la formation des agronomes en régions chaudes (Ifarc), créé en 1977 par le clairvoyant administrateur du Gerdar Jacques Alliot et confié à Jacques Lefort (devenant directeur adjoint du DSA) précédemment rejoint à l'Ifarc par René Billaz, nommé directeur scientifique du Cirad à sa création en juin 1984.

Cette fusion d'agents Irat et Ifarc n'était au demeurant nullement fortuite, les deux groupes ayant depuis plusieurs années partagé les mêmes réflexions, les mêmes objectifs voire les mêmes actions.

J'ai ainsi eu le privilège d'animer de 1984 à 1986 ce dynamique département dont l'un des objectifs, outre celui de conduire ses propres recherches sur ses propres terrains (métropolitains et ultramarins), était de transmettre aux autres départements du Cirad, qui n'en étaient pas encore atteints, le virus de la recherche-système, de la recherche-développement, du partenariat avec le monde paysan. Une de ses activités, et non des moindres, a même porté, en liaison avec la Caisse centrale de coopération économique et la FAO, sur la formation de hauts gestionnaires de recherche en poste dans les pays du Sud.

Et que de noms ayant lancé la belle aventure du DSA me reviennent en mémoire : Jacques Lefort, directeur scientifique et mon successeur, Michel Benoit-Cattin, Vincent Dollé, Philippe Jouve, Pierre Bulteau, Marie-Rose Mercoiret, Yves Clouet, Edmond Viricelle, Augusto Moreno, Henri Hocdé, Jean-Marie Kalms, Jacques Monnier, Richard Pasquis, Ngo Chan Bang, Patrick Caron, Florent Maraoux, Patrick Dugué, Thierry Ruf, Michel Dulcire, Jean-François Bellière, Philippe Bonnal, Serge Volper, Konrad Ellsasser... et nos documentalistes, Monique Pellecier, Marie-Christine Duchamps. Beaucoup ont depuis fait leur chemin, souvent de fort brillante façon.

Et en 1986 a sonné la fin de la partie, la retraite que le gouvernement de l'époque a fixé à 60 ans, mais que la direction

générale du Cirad m'a cependant permis de dépasser de deux années afin d'accompagner les premiers pas de « mon » département. Le 1^{er} juin 1986, j'ai transmis officiellement sa direction à Jacques Lefort, bientôt rejoint par Jean-Pascal Pichot (comme directeur scientifique) et par quelques autres chercheurs de l'Irat, ou nouvellement recrutés. Christiane a conservé sa fonction de directeur administratif et financier jusqu'à son départ en 1990.

Quant au vétéran René Tourte livré aux affres de la retraite, les directeurs généraux du Cirad, Hervé Bichat puis Henri Carsalade, ont bien voulu lui faire croire qu'il pouvait être encore utile et l'ont retenu comme conseiller de la direction générale jusqu'en 1990. Que de documents, d'études, de projets du Cirad, de ses départements, mais aussi d'institutions étrangères, internationales (Banque mondiale, CGIAR, FAO, Fed...) en français, en anglais, en espagnol ont-ils pu me demander d'analyser, de condenser, de synthétiser, voire de contester ! Merci quand même à eux, car c'était très enrichissant !

Malgré votre retraite statutaire en 1984, officielle en 1986, effective en 1990, mais dans les faits jusqu'à aujourd'hui jamais prise, vous n'avez jamais cessé de travailler sur les grands problèmes de l'agriculture tropicale. J'en juge ainsi à la vue des six magnifiques volumes de votre *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*² présents sur cette table !

Oui, je le confesse. Depuis notre retraite à tous deux, les activités se sont réparties en trois grands volets. La famille bien entendu a occupé le premier. Si de mon côté ma famille est malheureusement fort clairsemée, celle de Christiane est beaucoup plus riche : trois enfants, onze petits-enfants et quatre arrière-petits-enfants. Lors de notre mariage, en 1989, il n'y avait que cinq petits-enfants et aucun arrière.

Notre deuxième volet d'activités de retraite a été les voyages, le tourisme :

². *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*. 6 volumes. Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Rome, 2005.

Puis l'évolution normale vers une motorisation plus avancée et plus économe de l'effort humain :
ici l'apport de la précieuse matière organique par enfouissement d'engrais vert au tracteur de moyenne puissance.



déjà en France, au moins une douzaine de régions visitées, mais aussi à l'étranger, l'Italie, l'Égypte, le Mexique, la Russie, le Portugal, le Maroc, Londres. Nous sommes évidemment retournés en Afrique : deux fois au Cameroun et six fois au Sénégal, où nos voyages ont pris l'allure de pèlerinages.

Quant au troisième volet de nos activités de retraités, il concerne donc l'histoire de la recherche agronomique et plus largement des agricultures de l'Afrique plus particulièrement tropicale. Mon grand regret a, en effet, toujours été que les travaux souvent considérables de nos anciens soient trop ignorés des jeunes générations. Et j'ai tenté de leur éviter le cruel oubli.

Ainsi il arrive que des jeunes chercheurs nous questionnent, que des étudiants viennent nous voir, français ou africains, parce qu'ils préparent un examen, une thèse. Et force m'est de constater qu'ils ignorent beaucoup de ce qui a déjà été fait, tout simplement parce que les travaux et publications antérieurs n'ont pas été numérisés. C'était d'ailleurs l'une des raisons qui m'avait déjà conduit à mener à leurs termes l'histoire de deux instituts constituants du Cirad, l'Irat et le DSA, et à contribuer à celle du Ceemat.

Pour le DSA, son histoire, éditée par le Cirad en 1997 dans sa collection « Autrefois l'agronomie », était courte. Elle m'a cependant permis de rechercher les origines de cette approche des systèmes de culture, de production et ainsi de remonter jusqu'au Moyen Âge. S'agissant de l'histoire de l'Irat, plus ou

moins en panne dans les années 1990, le travail beaucoup plus important a cependant pu être mené à bien grâce à la contribution très efficace de plusieurs collègues généralement retraités. Le document final a pu être édité en deux tomes dans la même collection en 2002.

Malheureusement, à l'élaboration de ces deux ouvrages, le virus de l'histoire m'avait contaminé et lorsque mon vieil ami Gora Beye, alors responsable du service du développement de la recherche à la FAO Rome, m'a suggéré en 1996 d'écrire une histoire de la recherche agronomique telle que je l'avais vécue, je n'ai pu résister à cette nouvelle pathologie. Au départ, il ne s'agissait d'ailleurs que d'une incursion ne devant concerner que les travaux d'une recherche organisée, débutant avec le XX^e siècle.

L'aventure engagée et la curiosité aidant, une question lancinante s'est posée : mais qu'était l'agriculture avant le XX^e siècle, avant les premières stations expérimentales, avant les premiers jardins d'essais du XIX^e siècle, avant les premières explorations européennes le long des côtes africaines, avant l'arrivée des plantes de la découverte (provenant du nouveau monde), avant l'arrivée encore plus ancienne des espèces animales et végétales asiatiques ? Le doigt et bien plus, ainsi mis dans l'engrenage, nous ont fait remonter jusqu'au néolithique, donc à l'apparition de l'agriculture sous les tropiques africains. Et comme dans ces âges reculés la seule recherche était celle empirique et obstinée d'innombrables générations de paysans (cultivateurs, éleveurs, forestiers, pêcheurs),

notre ouvrage a pris l'allure d'une grande fresque historique de l'agriculture de ces immenses régions et de la perpétuelle confrontation des hommes de la terre avec des natures parfois souriantes, mais souvent hostiles.

Et après cette incursion dans le passé d'une dizaine de millénaires, nous sommes revenus progressivement, en six volumes, vers le XX^e siècle, pour terminer notre voyage dans le temps aux années soixante, c'est-à-dire à l'indépendance de la plupart des États africains.

Comment avez-vous travaillé tous les deux ?

À l'origine de cette aventure, souhaitée par la FAO (en 1996), j'avais dit à mon épouse, dont j'espérais sournoisement la collaboration, que ce travail pourrait être accompli dans les cinq ans à venir. En fait, il nous a pris quinze ans et ce qui devait être au départ un livre de quelques petites centaines de pages est devenu un ouvrage de 2 700 pages.

La première étape documentaire nous a mobilisés tous deux pendant environ deux années. Les principales sources utilisées ont été, dans l'ordre d'importance : la bibliothèque historique du Cirad à Nogent-Vincennes (grâce à l'aide et la gentillesse de Nicole Tran Minh, Sara Desessard, Dominique Lasserre, Serge Volper) ; les documentalistes et la bibliothèque du Cirad Montpellier (Annie Marty, Catherine Gérard, Roselyne Calmel, Marie-Gabrielle Bodart, Hervé Saint-Macary, Jacques Dupanloup) ; les Archives nationales de Dakar (grâce à l'amabilité de son directeur Saliou Mbaye et la disponibilité de ses collaborateurs) ; l'Instituto de investigação científica tropical de Lisbonne (grâce à la directrice de son Centre de documentation, Maria Virginia Aires Magriço) ; les Archives nationales d'Aix-en-Provence ; la bibliothèque de l'Orstom de Montpellier ; et bien entendu nos documentation et bibliothèque personnelles, en fait s'avérant assez riches. Le recours aux sources lusophones s'explique par une extension partielle mais néanmoins substantielle de l'ouvrage, surtout dans ses premiers volumes, aux États africains anciennement territoires portugais : le Portugal a été pionnier dans la

« découverte », l'exploration et la mise en valeur de l'Afrique. Le travail documentaire s'est évidemment poursuivi tout au long de la rédaction de l'ouvrage.

Des milliers de documents de toutes natures : ouvrages, articles, rapports, y compris de littérature grise, ont été consultés. 2 500 d'entre eux, explicitement analysés et utilisés pour l'ouvrage, figurent dans les bibliographies de chacun des six volumes. Ils sont enregistrés sur logiciel documentaire.

Il semble que vous ayez tout écrit à la main malgré votre connaissance de la bureautique ?

Oui, parfois même deux fois. Le recours à l'ordinateur m'aurait posé quelques problèmes déjà de pratique, mais surtout m'apparaissait et m'apparaît encore, à l'expérience, pratiquement irréaliste. Autant il est facile de distribuer des informations souvent chronologiquement ou thématiquement très éclectiques dans des classeurs préparés à cet effet, autant il est difficile de répartir ces mêmes informations sur des fichiers informatisés différents. Naturellement cette rédaction manuscrite m'a pris beaucoup de temps. Les journées commençaient vers 5 heures du matin pour s'achever vers 19 heures, soit en moyenne, poses nécessaires déduites, 8 heures de travail effectif par jour pendant environ 200 jours par an. 15 ans x 200 jours x 8 heures représentent 24 000 heures de recherche, d'écriture, de relecture, auxquelles s'ajoutent celles de Christiane pour l'enregistrement informatique des documents utilisés, les corrections, l'amélioration des textes et tableaux, la réalisation de planches de photos, l'affinage de l'ensemble, soit au moins 10 000 heures supplémentaires !

Tous les manuscrits ont été saisis à l'extérieur, partiellement au Cirad mais pour la majeure partie au Sénégal. Cependant toutes les corrections et les mises en forme de ces frappes initiales ont été effectuées directement sur support informatique par Christiane, ce qui a permis de sortir un premier jet en 2010 dont le texte a été relu bien sûr par nous-mêmes, mais aussi avec beaucoup d'attention et de compétence par notre ami Maurice Tardieu.

Les six volumes de l'ouvrage ont été progressivement enrichis par :

- une trentaine de cartes sur lesquelles figurent tous les lieux mentionnés dans chacun des volumes. Elles ont été réalisées à partir de mes propres esquisses, par un atelier de dessin, mais également par notre sympathique collègue Claude Luce ;
- une centaine de planches de photographies réalisées par nous-mêmes et comportant chacune quatre à six clichés provenant des photothèques du Cirad, de collègues et amis, et personnelles.

L'histoire a été définitivement achevée et fêtée le premier janvier 2012, après quinze ans de travail qui, s'ajoutant à mes 45 ans de vie active, ont porté à 60 années le temps que j'ai ainsi consacré à l'agriculture tropicale.

Quel choix éditorial avez-vous fait pour continuer de publier ?

L'affaire est complexe, et pour nous sans solution satisfaisante à ce jour. Au départ du projet, en 1996, la FAO s'était pratiquement engagée pour une édition papier. Reconnaissons qu'à l'époque l'édition numérique était encore peu dans les habitudes. Effectivement le volume 1, disponible en 2004, a été édité sur papier en 2005 par les services de la FAO dans une forme peut-être un peu luxueuse. Le deuxième volume était même parvenu au stade épreuve que nous avions corrigée. Des changements étant intervenus dans les services mêmes de l'institution et peut-être aussi l'ouvrage ayant pris des proportions assez exorbitantes par rapport au projet initial, la FAO a dû renoncer à poursuivre cette édition papier, dans les temps où l'édition numérique apparaissait de plus en plus comme la panacée. En contre-partie, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, s'engageait à ce que l'intégralité de l'ouvrage soit publiée, en accès libre et gratuit, sur le site internet de son organisation. Promesse fut effectivement tenue en février 2012. En complément, son directeur général adjoint pour l'agriculture, l'ancien ministre malien Modibo Traoré, fort intéressé par l'ouvrage, a décidé d'en provoquer une sortie supplémentaire sur CD-Rom, au demeurant financé par l'ambassade française auprès de la FAO. Et Christiane et moi



avons été officiellement invités à Rome, en mai 2012, pour fêter l'événement à l'occasion du Conseil international de l'agriculture de la FAO.

Bien entendu, information de l'achèvement de l'ouvrage, partielles diffusions du CD-Rom ont été effectuées auprès des institutions qui *a priori* pouvaient être intéressées par notre travail : Cirad, Orstom-IRD, Académie d'agriculture de France, Académie des sciences d'outre-mer, Unesco, CTA Wageningen, Organisation internationale de la francophonie, IICT Lisbonne, ministère du Développement rural et Isra au Sénégal..., et bien entendu un certain nombre de collègues et amis. Hors ces derniers, chaleureux dans leurs appréciations, peu d'institutions ont manifesté un intérêt débordant, certaines n'allant même pas jusqu'à l'accusé de réception.

Je dois avouer que Christiane et moi avons été quelque peu déçus par cet accueil un peu congelé, alors que notre intention était de rendre hommage au travail de tous nos anciens et de conforter la fierté de tous les Africains pour leur passé glorieux, notamment agricole, dont il n'est pratiquement nulle trace dans les livres d'histoire. Je précise cependant que des éloges réconfortants nous ont été prodigués par le président Abdou Diouf, secrétaire général de la Francophonie ; les DG du Cirad, Hervé Bichat, Henri Carsalade, Gérard Matheron, Michel Eddi et son comité de direction et quelques hautes personnalités africaines particulièrement élogieuses.



Si la déception est quelque peu atténuée par toutes ces marques de sympathie, notre grand regret reste cependant que l'ouvrage ne connaisse pas d'édition papier. Je reste convaincu que support numérique et support papier sont complémentaires et non substituables. La consultation d'un écran d'ordinateur ne remplacera jamais le plaisir de feuilleter les pages d'un livre : sinon comment expliquer le nombre et le succès croissants de la production éditoriale actuelle, pas seulement littéraire ?

Afin de concrétiser notre idée et montrer notre travail sur papier, Christiane et moi avons fait procéder, à nos frais, à une édition en dix exemplaires, dont l'un figure sur cette table. Bien entendu ces exemplaires ne sont pas commercialisables, les droits d'auteur appartenant à la FAO qui est néanmoins ouverte à toute proposition de co-édition. À ce jour, nous n'avons aucune réaction à cette tentative publicitaire.

L'ouvrage est aussi signalé sur le site de l'Adac et d'autres sites fort sympathiques ont également pris le relais : Cirad, Coordination pour l'Afrique de demain (Cade), IRD ; Adit, ministère des Affaires étrangères ; CTA, Spore ; Canalblog ; IRED ; Médiapart...

Votre carrière vous a permis de développer depuis le début, à la fois cette séparation dogmatique que vous défendiez dès l'achèvement de vos études supérieures, séparation entre la pratique d'une

exploitation et l'application de la science agronomique sous d'autres horizons, c'est-à-dire en fait le grand fossé qui vous semblait séparer vulgarisation et recherche, terrain et science. Il semble que depuis le début, vous avez suivi ce fil conducteur, vous l'avez mené à terme jusqu'aux systèmes agraires au Cirad. Au long de votre carrière, sans parler de votre vie privée, y a-t-il eu un bon moment, un moment particulièrement remarquable et heureux, un moment plus difficile ?

J'ai eu effectivement, comme beaucoup d'entre nous, des moments difficiles, peut-être au demeurant le même, répétitif. Pour être simple, j'ai, tout au long de mes 45 ans de vie active, dû affronter plusieurs fois la barrière traditionnelle, voire culturelle, mais pour moi toujours inexplicable, qui sépare les hommes de science de la recherche agronomique *lato sensu*, des hommes de l'art de l'agriculture militante, cultivateurs, éleveurs et leurs conseillers.

Aussi m'a-t-il fallu d'abord convaincre beaucoup de mes collègues chercheurs de quitter un temps laboratoires et milieu maîtrisé, et de réaliser certains de leurs tests et essais en champs paysans, avec bien sûr l'assentiment de nos partenaires chargés de l'encadrement du monde agricole. Nécessité a été, ensuite, de persuader les uns et les autres, chercheurs et vulgarisateurs ou développeurs, de mener en milieu réel des campagnes communes, annuellement programmées et évaluées. Il s'est notamment agi d'essais

systématiques, multi-locaux, des principaux thèmes proposés par la recherche, *a priori* appropriables par les paysans et susceptibles de lever les freins sectoriels les plus sévères à la productivité, au niveau des parcelles et des troupeaux (variétés ou races améliorées, formules d'engrais ou de rations, traitements sanitaires adaptés...).

L'étape et les enjeux ultérieurs, plus délicats, ont été de substituer au schéma linéaire, classique et confortable, chercheur > vulgarisateur > producteur, un schéma triangulaire, impliquant sans doute les mêmes acteurs, mais en position d'égales responsabilités, tant dans l'identification des problèmes que dans l'évaluation des solutions proposées, c'est-à-dire en véritable partenariat. Cette dernière étape a supposé, nouveauté dérangeante, des terrains d'action couvrant des paysages et espaces agraires étendus, des communautés rurales entières et leurs organisations professionnelles (souvent émergentes). Elle a nécessité la présence et l'implication conjointes, sur ces terrains, d'équipes de chercheurs et développeurs, ainsi que l'intervention des responsables et agents institutionnels, administratifs, logistiques, qui doivent accompagner tout développement rural aux orientations cohérentes avec les politiques nationales et régionales.

Ce bouleversement des attitudes et comportements a rencontré bien des oppositions passéesistes qu'il a fallu progressivement amadouer, convaincre, entraîner. Deux éléments déterminants ont permis le succès : le dynamisme des équipes avec lesquelles j'ai eu le privilège de travailler, équipes petites au début, mais soudées autour d'une idée, d'une nouvelle approche, la future recherche-développement. Le deuxième élément, non moins précieux, a été le soutien souvent très appuyé de nos tuteurs et patrons de l'Irat, du Cirad, de certains responsables locaux de la Coopération française, de gouvernements nationaux, de leurs ministres et dirigeants de la recherche, sénégalais, ivoiriens, camerounais, malgaches, brésiliens, vénézuéliens, mexicains...

Mon sentiment heureux c'est l'ultime satisfaction que la pertinence et la valeur de cette démarche est maintenant largement acceptée et utilisée. Elle

a cependant exigé deux à trois décennies pour s'élaborer méthodologiquement et s'imposer dans les faits.

Ainsi, vous vous êtes efforcé de comprendre et de répondre à la demande sociale.

Exactement ! Et apparemment de façon satisfaisante, si j'en crois le nombre de publications qui aujourd'hui semble considérer une telle démarche comme d'évidence, oubliant ou ignorant le combat mené pour la faire admettre. Comment pourrais-je alors ne pas me réjouir de telles avancées, même si dans les références bibliographiques qui accompagnent les publications actuelles les noms des pionniers y sont souvent absents, peut-être parce que leurs travaux, n'ayant pas été numérisés, ne se retrouvent pas sur l'écran de l'ordinateur ?

Il est dommage que certains organismes ne valorisent pas assez les expériences passées. L'Orstom-IRD fait appel à des chercheurs-émérites, les universités à des professeurs-émérites. L'éminent professeur et grand africaniste Paul Pélissier, à plus de 80 ans, intervenait encore à l'université de Nanterre (Paris X). Et comment oublier le professeur Louis Malassis qui, jusqu'à son décès à 89 ans, a continué d'inspirer bien des enseignements et actions de l'université de Montpellier et d'Agropolis !

Au Cirad, malheureusement, beaucoup de mes collègues contemporains et même bien plus jeunes ont eu l'impression qu'en franchissant la porte de la retraite, ils franchissaient aussi le pont de l'oubli. C'est très dommageable.

À votre départ à la retraite, vous avez continué à travailler pour le Cirad jusqu'en 1990.

Oui, mon entrée en retraite s'est effectuée dans des conditions nettement plus agréables. Hervé Bichat m'a effectivement retenu comme conseiller, prévenant ainsi mes quelques réticences de vieux. Et à notre départ définitif, Christiane et moi avons été honorés lors d'émouvantes cérémonies voulues par Henri Carsalade et Jacques Lefort, avec même remises de décorations : Légion d'honneur pour René par Francis Bour et Mérite agricole pour Christiane par Jacques Lefort.

Favorisés, nous avons donc été, mais combien de collègues sont partis déçus d'une institution à laquelle ils avaient consacré l'essentiel de leur vie professionnelle, espérant peut-être pouvoir encore être appelés pour des conseils, des missions, pratiques courantes dans les universités et organisations anglophones.

C'est pourquoi il est souvent fait appel à l'international ou à des organismes étrangers plutôt qu'aux anciens du Cirad. C'est au demeurant de ce besoin d'exister qu'est née l'Adac, amicale des anciens du Cirad, créée à l'origine par des actifs du centre qui ne voulaient pas que l'on oublie les anciens. L'amicale a œuvré dans ce sens, a finalement été reconnue par la direction avec quelques frêles réserves.

Comment dans votre famille, a été perçu tout le travail que vous avez fait après votre retraite ? Sont-ils intéressés ?

Oui. Ils ont été informés mais le fait que cet ouvrage historique² ne soit lisible que sur un écran d'ordinateur (à l'exception du premier volume imprimé) n'encourage guère la lecture.

Je me dois d'ajouter que, n'ayant pas eu d'enfants, la transmission d'un tel message dans ma famille propre est très improbable : il ne me reste que quelques cousins et petits-cousins en Creuse, sans doute informés mais jusqu'alors peu concernés. En revanche, la famille de Christiane, ma famille adoptive, est beaucoup plus nombreuse. Malheureusement, à ce jour, aucun des petits-enfants n'a été séduit par l'agronomie. Pascal, l'aîné, bien que titulaire d'un BTS en agriculture et gestion, succombe aux charmes de l'administration régionale. Nicolas, le plus proche, car détenteur d'un master de bio-informatique, a dévié plus vers l'informatique que vers le bio. Justine, le cerveau, se passionne pour le droit constitutionnel international..., donc à ce jour personne pour l'agronomie ! L'espoir demeure cependant : il reste encore deux petits-enfants et les arrière-petits-enfants existants et à venir.

Mais n'ai-je pas aussi laissé quelques enfants spirituels au Cirad et dans les pays pour lesquels j'ai travaillé ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES (SÉLECTION)

- › Tourte R., Gaudefroy-Demombynes P., Fauché J., 1954. Perfectionnement des techniques culturales au Sénégal (suite d'une thèse de Principalat soutenue en 1952 par René Tourte). Annales du Centre de recherches agronomiques de Bambey au Sénégal. *Bulletin agronomique n° 13*, Stat Nogent-sur-Marne, pp. 3-111.
- › Tourte R., 1974. Réflexions sur les voies et moyens d'intensification de l'agriculture en Afrique de l'Ouest. *L'Agronomie tropicale*, Vol. XXIX, n° 9, septembre, pp. 917-946.
- › Tourte R., Moomaw J. C., 1977. Traditional African systems of agriculture and their improvement. In: *Food crops of the lowland tropics*. Edited by C.L.A. Leakley and J.B. Wills. Oxford University Press, pp. 295-312.
- › Tourte R., 1983. Le Gerdat et la recherche-développement ou les voies et pratiques qui ont conduit le Gerdat à la recherche-développement. *Cahiers de la recherche-développement* ; Cirad-DSA, n°1, juin, pp. 17-21.
- › Tourte R., 1995. *Louis Sauger (1917-1984). Paladin de la recherche agronomique au Sénégal et en Afrique*. Préface du président Abdou Diouf. Isra (éditions Dakar, octobre 1999), 77 p.
- › Tourte R., 1997. *Le département Systèmes agraires du Cirad. Des origines à 1986*. Cirad (Autrefois l'agronomie), 147 p.
- › Tourte R. et al., 2002. *L'Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières*. Cirad (Autrefois l'agronomie), tomes 1 - 230 p. et 2 - 217 p.
- › Tourte R. *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*. Édition numérique, site internet FAO (<http://www.fao.org/docrep/009/a0217f/a0217f00.htm>). Février 2012, 6 volumes (volume 1 sur papier, édition FAO 2005), 2 700 pages, 30 cartes, 100 planches de photographies. Plus CD-ROM FAO - ambassade de France auprès de la FAO, mai 2012.

ITEMS

Sénégal/Bambey/AOF/arachide/
Agriculture tropicale/Centre de
recherches agronomiques (CRA)/
Charles Gaury/États-Unis/Orstom/
Irat/Louis Malassis/Développement
rural/Louis Sauger/département
Systèmes agraires/Gerdat



Guarana (Burkina). © Max Reynes

BERNARD SIMON

64

Il arrive au Gerdat en 1972. Ingénieur agronome avec une spécialisation à l'École supérieure d'application d'agronomie tropicale, ses compétences sont l'économie rurale, la conception et l'étude de plans et de projets de développement et la géostratégie. Bernard Simon est d'abord chargé de promouvoir le développement des recherches en économie rurale dans les instituts membres et d'en préparer l'organisation. Il assume ensuite des fonctions d'expert ou de chef de projet. Durant dix ans, il pratique l'agronomie « de terrain » au Cameroun puis des fonctions administratives ou d'enseignement. Il y voit les difficultés sociales d'un pays qui prend son indépendance. Il est actif dans les évolutions qui mènent du Gerdat au Cirad. Le reste de sa carrière lui laisse, dit-il, le « goût d'un rêve resté – hélas ! – inachevé. »

Je suis arrivé en 1972 au Cirad qui n'était encore que le Gerdat. Il avait seulement deux ans d'existence, alors que j'avais déjà 47 ans et plus de 20 ans de carrière derrière moi dans trois métiers différents : agronome de terrain au Cameroun, expert consultant dans un bureau d'études économiques, la Sedes (Société d'études pour le développement), puis responsable des aspects agricoles et économiques de projets dans un bureau d'études techniques spécialisé en hydraulique (Sogreah).

Je n'ai jamais été - ou prétendu être - un chercheur au sens où l'entendent l'Inra et le Cirad. Ce furent mes compétences en économie rurale et mon expérience géographique diversifiée qui incitèrent Jacques Alliot, administrateur du groupement, détaché par la Caisse centrale de coopération économique, à me recruter sur proposition de la direction de la Sedes (René Mercier et Marcel Combier) et de la Caisse centrale elle-même (Lucien Schmandt, mon vieux complice au Crédit du Cameroun).

Au départ, je devais élargir les responsabilités de Jacques Lanfranchi, conseiller scientifique, pour assister les instituts membres du groupement à donner une dimension économique à leurs recherches et à se déployer hors Afrique francophone, le « pré carré » jalousement gardé du ministère de la Coopération.

Mes fonctions ont bien évolué au fil des années !

Je suis né en 1925 à Poitiers, au hasard des affectations d'un père professeur de lettres classiques - mon grand-père paternel l'était également - et d'une mère psychologue. Nous étions six enfants. J'étais l'aîné de la fratrie, et ma dernière sœur, la seule survivante, a dix-sept ans de moins que moi. Dans la tradition familiale, l'enseignement était le débouché classique et, pour ma part, je n'ai commencé à percevoir que vers quinze ou seize ans qu'il y avait des avenir possibles bien différents.

Mon père, agrégé en 1921, après un an passé au lycée de Lorient, fut affecté à Poitiers puis muté à Paris au lycée Saint-Louis en 1931. Il y était professeur de français de classes préparatoires aux grandes écoles. Nous avons d'abord habité en plein Quartier latin, rue Quatrefages, ce qui m'a permis de connaître très tôt le Jardin des plantes, la mosquée de Paris et de faire ma grande maternelle au lycée Henri-IV, où mon père devait terminer sa carrière en Khâgne, 35 ans plus tard.

Une grave maladie de ma mère conduisit la famille à émigrer à Saint-Cloud, après que les quatre enfants déjà nés aient dû passer un an à Bordeaux répartis entre les grands parents. J'y fis ma 11^e (cours préparatoire) au lycée Montaigne où mon

grand-père paternel était professeur de 1^{er}. Je poursuivis ensuite des études sans histoires à Saint-Cloud, d'abord les classes primaires au lycée de filles, seul existant à l'époque, puis, dès sa création, au lycée de garçons, de la 6^e à la 4^e. De cette période, je garde le souvenir de mes débuts en jardinage à la maison, des découvertes faites grâce à l'intelligence de mon professeur d'anglais en charge des loisirs dirigés du samedi, que nous devions au ministre Jean Zay.

En 1939, avant même la déclaration de guerre, la famille, augmentée d'un garçon (le seul qui devait devenir professeur de lettres comme son père), dut partir en catastrophe pour Toulouse, où mon père avait été affecté d'office. En effet, comme tous les professeurs de classes préparant aux grandes écoles, il avait été considéré comme « affecté spécial » et replié dans le sud de la France. Du jour au lendemain, il fallut quitter Saint-Cloud pour Toulouse où j'ai passé deux années au lycée de garçons.

Dès l'armistice, mon père dut regagner Paris pour y reprendre son poste (entretiens, il avait été nommé au lycée Louis-le-Grand). Mais, par prudence, on me laissa un an de plus à Toulouse chez une tante, professeur d'anglais, dont le mari était prisonnier.

Pourquoi avez-vous choisi l'Agro ?

Au départ, il y avait trois raisons :

- la première a été l'éveil à la nature qui s'est fait par le scoutisme. J'ai été louveteau dès 6 ans, puis scout, routier et, pour finir, chef de troupe en 1^{re} année d'Agro, à 21 ans. Issu d'une famille urbaine, mais dont le père était botaniste amateur, j'ai découvert dans le scoutisme que j'avais le goût de la nature, de la botanique, des étoiles, de la vie au grand air. Je n'ai abandonné ma troupe avec regret que lorsque j'ai constaté que cette responsabilité était incompatible avec mon travail à l'Agro si je voulais en sortir dans un bon rang. D'ailleurs, je n'ai jamais abandonné l'esprit scout ;



5^e congrès international de biométéorologie, Montreux (Suisse), septembre 1969. B. Simon est au premier rang à droite. Il y représentait la Sogreah.

- la deuxième raison : j'avais de l'admiration pour l'unique cousin de mon père. Il avait fait l'Agro (P1919) puis le Génie rural. Il était certainement un brillant élève puisqu'une promo du GR portait son nom : Maurice de Stempowski. Je l'ai vu pour la dernière fois au moment où nous allions partir à Toulouse. J'avais accompagné mon père à Paris où il avait rendez-vous avec son cousin qui était mobilisé. Il a dit à mon père : « André, je te dis adieu parce que je ne reviendrai pas de cette guerre, je me bats à la fois pour la France et pour la Pologne ». Comme son nom l'indique, il était polonais d'origine et son père, réfugié politique, n'avait demandé sa naturalisation qu'en 1915 pour assurer l'avenir de son fils en France.

Troisième raison complémentaire et confortant les deux autres : déjà en 1942, nous avions vu disparaître sans nous poser de questions quelques camarades, dont Marcel Bluwal, car ils étaient juifs. Puis il s'est trouvé que j'ai été conduit, par esprit de résistance à l'occupant, à distribuer en douce, avec deux ou trois copains,

le journal *Défense de la France*. On cachait les journaux à distribuer sous les marches du confessionnal de la chapelle du lycée avec la complicité de l'aumônier. Mais, en 1943, à la suite de l'affaire de la librairie « Au vœu de Louis XIII », où une rafle de la gestapo avait provoqué l'arrestation de nombreux membres du réseau qui le publiait, les recherches allemandes se sont concentrées rapidement sur le Quartier latin et ses lycées car certains des résistants arrêtés en étaient d'anciens élèves.

Mon père s'est inquiété pour moi et a pris conseil de collègues et amis dont Jean-Jacques Juglas (c'était mon professeur d'histoire-géo et le futur patron de l'Orstom). Jugé trop jeune pour rejoindre un maquis, il fut décidé de m'envoyer me faire oublier à la campagne ; JJ. Juglas aurait dit en rigolant qu'un tel séjour serait très instructif pour un futur agro ! Mes parents demandèrent à une amie de Saint-Cloud dont la fille avait épousé un hobereau du fin fond de la Beauce, au début du Perche, à côté d'Illiers, de me prendre en charge. Je suis ainsi parti

SAUF INDICATION,
LES PHOTOS
APPARTIENNENT
À BERNARD SIMON.

fin novembre ou début décembre 1943, alors que je venais d'entrer en première année de « fume », pour le village de Nonvilliers-Granhoux.

J'étais officiellement le précepteur des trois enfants de cette famille dont l'aîné était en seconde et le dernier en cours moyen, tout en participant aux travaux de l'exploitation. En fait, je suis devenu très rapidement une force de travail d'appoint, fournissant une aide aussi intéressée qu'inexpérimentée à une exploitation privée de main-d'œuvre par la guerre.

Était-ce votre immersion en milieu rural ?

Oui. Au début, j'étais d'abord précepteur mais je participais aux travaux de la ferme. Mais, dès Pâques 1944, je suis devenu totalement valet de ferme. D'ailleurs, cela a étonné certains de mes camarades de promo de constater mes connaissances pratiques qu'un citadin n'avait pas. Je savais faucher, détourer un champ à la faux, conduire un cheval et utiliser le brabant ou la moissonneuse. Mon cheval m'aidait beaucoup. Cette jument percheronne connaissait le travail mieux que moi ! Elle me conduisait plus que je ne la menais ; elle m'aidait à faire des sillons droits et tournait seule en bout de champ. J'ai pu aussi participer à un vêlage, à faire le pain une fois par semaine. Dans les moments de loisir, j'allais garder les moutons avec une belle chienne Bas-Rouge qui le faisait à ma place. Cette vie pratique de terrain agrémentée par la pose de collets aux lapins et à l'observation des chevreuils ou sangliers dans les bois voisins m'a plu et conforté dans mon désir de faire l'Agro.

La présence des Allemands ne s'est manifestée qu'en mai-juin, d'abord par des combats aériens au-dessus de nos têtes pendant que nous faisions les foins, ce qui nous a valu de recueillir et de planquer jusqu'à la libération un pilote qui avait été abattu au-dessus du bois voisin ; ensuite par le campement, durant une dizaine de jours autour de la ferme, d'un détachement de chars allemands rejoignant la zone de débarquement. Je n'ai vu mes premiers Américains que le 15 août en allant à vélo à Courville. Mais mon premier contact à la réalité de la guerre intervint quelques jours plus

tard. Une jeep s'arrêta pour me demander si je savais où étaient les premières défenses allemandes avant Chartres, quand un des passagers m'interpella en français : « Simon ! Qu'est-ce que tu fais là ? ». C'était Maspero, un camarade de Khâgne à Louis-le-Grand qui avait rallié - Dieu sait comment - les Alliés et était utilisé comme interprète. Il a été tué au combat un peu plus tard en Belgique.

C'était une période laborieuse mais pas heureuse car j'étais éloigné de ma famille. Mes parents ont cependant trouvé une combine pour envoyer un de mes jeunes frères me rejoindre à Pâques 1944.

Comment avez-vous fini vos classes préparatoires ?

Je suis revenu en « fume » en octobre 1944. Dès mon retour, étiqueté abusivement comme « résistant », j'ai été convoqué par le comité d'épuration du lycée pour témoigner sur l'attitude de certains professeurs suspects de collaboration. J'ai pu ainsi sauver la mise de notre professeur de chimie de 1942.

Il y avait bien eu en septembre un concours pour remplacer celui de juin. Mais je ne m'y suis pas présenté car je n'avais que quatre mois de prépa. J'ai donc redoublé une année et j'ai été reçu au concours normal de 1945. J'avais passé tous les concours et j'avais été reçu à l'Agro et à Grignon. En revanche, j'avais été collé à l'École de géologie de Nancy qui venait d'être créée. J'ai pu faire admettre que la presque année que j'avais passée dans ma ferme du Perche équivalait au stage requis de première année. J'ai donc pu intégrer l'Agro. D'ailleurs une bonne camarade, Marie-Louise Cagnac, en prépa avec moi, m'avait envoyé durant l'année scolaire 1943-1944 les principaux cours et devoirs de notre prépa.

J'ai été reçu à l'Agro alors que j'avais fait math élém contre l'avis de mes parents et parce que je voulais déjà faire l'Agro. Or, je n'étais pas fameux en maths. J'étais plus littéraire. À titre d'anecdote, je peux révéler que j'ai été reçu à l'Agro dans un bon rang grâce à une note tonitruante en maths que je dois à deux causes : M. Cagnac père, professeur de maths nous prenait, sa fille et moi, tous les jeudis après-midi

chez lui et nous faisait plancher. On connaissait le programme ! La deuxième cause : Georges Cagnac avait un collègue et ami du nom de Daniel Caire. Comme sa fille présentait le concours, G. Cagnac, examinateur à l'Agro, avait renoncé à ce poste et l'avait confié à son camarade D. Caire. Lequel D. Caire était l'heureux inventeur du « théorème de Caire », théorème sur l'ellipse. Or, je suis passé à l'oral sur l'ellipse avec D. Caire et, connaissant son théorème, j'ai eu 18,5 !

Quels sont les professeurs qui ont fait votre admiration ?

À l'Agro, peu de cours étaient intéressants, faits par des professeurs qui me semblaient vieux et dépassés. Armand Blanc et Michel Carlier m'ont donné horreur du génie rural qui, selon eux et contrairement à ce que disait le cousin de mon père, se résumait à des barrages, des canaux et des machines. En revanche, j'ai apprécié Joseph Lefèvre, plus par ses travaux pratiques en excursions que par ses cours, et, à l'occasion de leurs excursions, Marçais, Maubland. La zootechnie était brillamment enseignée par Leroy mais n'était pas dans mes priorités, Servigne était aussi un remarquable professeur, mais son cours dépassait ma faculté de compréhension. Je n'ai jamais pu apprendre avec Cuny la taille du poirier dans le jardin du Luxembourg et encore moins celle du « cachichier », comme il disait, ce qui m'a valu un 2 à l'examen. Seul émergeait du lot pour moi René Dumont, jeune maître de conférences d'agriculture comparée.

D'ailleurs, je crois que René Dumont m'avait repéré pour mon attention et mes remarques, car il avait donné une excellente note à mon rapport de stage de 2^e année et avait retenu l'exploitation objet de ce stage comme but d'excursions pour les élèves de 1^e année. Je l'y accompagnais et faisais devant lui l'analyse de cette exploitation pour m'entendre critiquer et accuser de technocratie à la grande joie de mes camarades ! Il est vrai que cette exploitation était proche de Paris, à Ennery près de Pontoise, et appartenait aux parents d'un de mes camarades de prépa, Jean Bazin qui intégra en 1946 mais n'en sortit qu'en 1947 pour cause de maladie. Il fit par la suite le génie rural outre-mer et nous



ne reprîmes contact que dans les années 1950 au bord du Logone alors qu'il était au Tchad et moi au Cameroun.

La vie et l'éloignement m'avaient par la suite un peu séparé de Dumont, le maître à penser de mes premières années d'Afrique ; nous nous sommes même fâchés un bon moment à propos de Cuba et de la Chine, mais je suis resté quand même très proche de ses idées sur le plan agricole et sur sa conception du développement. J'ai même écrit deux articles à son propos au moment de sa mort et pour le centenaire de sa naissance. Un jour, entre quatre yeux, cinq ou six ans avant sa mort, il m'a dit : « Écoutez Simon, j'ai vraiment un regret, c'est d'avoir été responsable de l'apparition de l'écologie politique ». Il s'était probablement fait avoir lorsqu'on l'a poussé à se présenter à la présidentielle de 1976. Mais je n'en sais pas plus.

En revanche, à l'École supérieure d'application en agronomie tropicale (Esaat), je trouvais ce que je cherchais confusément : des enseignements novateurs. Déjà R. Dumont y développait sans contrainte son enseignement d'agriculture comparée appliquée au développement. Je découvris l'agro-météorologie avec Paul Carton, la génétique avec François Boëuf, les agricultures paysannes africaines

avec Roland Portères, la statistique avec André Vessereau. L'enseignement des cultures dites « spéciales » était bien moins intéressant car assuré, soit par des ingénieurs dépassés pour être restés en métropole durant toute la guerre, soit par des ingénieurs de retour d'Indochine, fatigués par de trop longs séjours sous l'occupation japonaise. Un seul se détachait : André Angladette, bien fatigué lui aussi, mais dont le cours sur le riz était remarquable. Il fut d'ailleurs mon patron et mentor l'année suivante au ministère de la Fom (France d'outre-mer) et est resté mon conseiller occasionnel jusqu'à sa mort.

Je suis arrivé à l'Esaat par choix délibéré. En effet, je ne voulais pas du génie rural (à cause de A. Blanc), ni des Eaux et forêts qui ne pouvaient pas me conduire à pratiquer l'agriculture que je souhaitais (à la déception de ma fiancée qui aurait bien voulu se marier avec un garçon en bel uniforme). Mais, alors que je n'en attendais pas beaucoup mieux que de l'Agro, je fus, bien au contraire, passionné par l'agronomie que j'y découvrais et le sens à lui donner. J'y passais sans trop de peine une année vagabonde entre la rue du Général-Foy, le Cnam, le Muséum vétérinaire à Alfort et même son siège théorique à Nogent pour y retrouver ce cher vieux Georges Noakovitch, déjà repéré à

l'Agro, lui-même agro 1912 qui avait fait Nogent l'Ensac (École nationale supérieure d'agriculture coloniale) en 1917 et y était resté ! On fréquentait aussi l'Agence des colonies, rue La Boétie qui était notre cantine, bien meilleure que celle de l'Agro !

J'en sortis major sans grand effort, ce qui me permit d'être affecté à ma sortie au ministère de la Fom où je récupérai bientôt A. Angladette comme patron. Je me mariais dès le lendemain de la sortie. Après une dernière colle de technologie passée pour le principe avec Boris Tkatchenko dans le métro au retour d'une visite d'usine. Elle portait, je crois, sur l'usinage du riz.

Concernant votre orientation vers l'économie rurale, qui était votre chef de bataille ?

Ce n'est sûrement pas dû à P. Fromont, qui prônait l'avenir de la petite exploitation agricole. Je n'y croyais pas. Pour moi, c'était complètement dépassé, d'autant plus que mon stage s'était déroulé dans une exploitation en pointe pour l'époque. Mon intérêt pour l'économie est venu plus tard, probablement par mes lectures. À ma sortie de l'Esaat, que j'avais choisie par goût du développement et de l'agriculture dans les pays tropicaux,

P. Carton, directeur de l'école m'avait dit : « Si vous voulez, je vous fais affecter au ministère de la France d'outre-mer pendant un an ». En général on y mettait quelqu'un qui jouait le rôle de chef de cabinet ou plutôt de « grouillot » du directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts qui était un agro d'outre-mer, Maurice Guillaume. Comme ma femme était enceinte et que cela se présentait mal, j'ai accepté tout de suite.

Je me retrouvais ainsi, jeune ingénieur débutant, à faire un peu tous les métiers dans cette direction. C'était rue Oudinot à Paris. J'y suis tombé à une époque où on voyait revenir les ingénieurs qui avaient passé toute la guerre dans les FFL ou en Indochine, en AOF, en AEF... Ils avaient quatre ou cinq ans de combats ou de séjours outre-mer et rentraient souvent très fatigués. A. Angladette y devint mon patron direct, se substituant à Jean Guilloteau qui n'apprécia pas du tout. C'était vraiment un rescapé ; il avait été prisonnier des Japonais. Là, je me suis trouvé à rencontrer des gens aussi curieux que le colonel Pierre Bourgoin, personnalité hors du commun, ancien instituteur en Oubangui et grand chasseur, qui venait d'être nommé inspecteur général des chasses outre-mer. Commandant des parachutistes français du débarquement, parachuté malgré son bras droit en moins, il conduisait comme un fou sa Salmson à conduite à droite en m'emmenant avec lui à Nogent.

Des ingénieurs comme A. Angladette sont progressivement venus prendre les places de ceux qui étaient demeurés là pendant la guerre. Le précédent directeur lui-même avait disparu, il avait été « épuré », ses deux adjoints également. Donc je suis arrivé pour travailler avec des individus qui avaient une autre idée des colonies ou du devenir des colonies. Une réflexion économique propre au ministère s'est branchée là-dessus. Du fait de mes fonctions de « bon à tout », j'allais aux affaires politiques, aux affaires économiques, au plan. On m'envoyait à des comités internationaux sur tel traité ou tel autre, on me faisait préparer des projets de décrets que je devais soumettre au cabinet du ministre. Tout se remettait en place. J'ai découvert qu'il y avait autre chose dans l'agriculture que la technique, il y avait aussi l'économie : économie politique, économie du développement, pour

aboutir à l'exploitation agricole en particulier. C'est ainsi que j'ai assisté à la conférence interafricaine sur la conservation et l'utilisation des sols qui préparait la création du Bureau interafricain des sols.

En arrivant en 1948 au ministère de la France outre-mer, qu'observiez-vous de ces mouvements d'indépendance des pays, anciennes colonies ?

La direction de l'Agriculture, de l'élevage et des forêts était encore, à mon arrivée, un véritable panier de crabes où s'entre-croisaient les arrivants de retour d'outre-mer qui venaient prendre les places et les partants restés toute la guerre en métropole, abusivement étiquetés « collaborateurs » et, en tous cas indésirables, qui devaient repartir outre-mer.

Le directeur, Maurice Guillaume, était un « politique ». Il rentrait d'Indochine pour rejoindre la métropole et le gouvernement en place. Mais le bateau qui le rapatriait avait été arraisonné par les Anglais au large du Cameroun. Les passagers qui rentraient d'Indochine ont été débarqués et M. Guillaume s'est retrouvé coincé au Cameroun. Plus gradé que les ingénieurs en place, il est naturellement devenu le patron des services de l'agriculture et il aurait fait fuir celui qui en était l'intérimaire, furieux d'être sous les ordres d'un autre. C'est ainsi que, pour des histoires de rivalités personnelles, cet incident de parcours fit de M. Guillaume un « résistant » et de son prédécesseur, René Coste (le créateur de l'IFCC) qui n'était rien du tout, un « pétainiste » parce qu'il était rentré à Paris. M. Guillaume est ensuite allé à Alger où il a créé et dirigé la nouvelle direction générale de l'agriculture, de l'élevage et des forêts, dans le cadre du ministère des Colonies (je crois que le ministre à Alger était René Pleven).

Je succédais à ce poste à Louis Marillonnet, grignonais de la promo antérieure de l'Esat, qui s'y ennuyait et souhaitait partir outre-mer au plus vite.

M. Guillaume m'a testé. J'ai fait au moins deux ou trois notes à sa demande sur des sujets aussi ésotériques que le Babaçu, le Carnauba, deux palmiers du Brésil connus l'un pour son huile, l'autre pour sa cire utilisée dans les cirages, alors que j'étais loin de me douter que j'irais un jour au Brésil ! Je crois qu'il m'aimait bien

et avait une certaine confiance en moi. Il m'avait confié la rédaction de projets de décrets que je devais soumettre au cabinet du ministre et qui étaient régulièrement retoqués malgré l'aide de Maurice Beaumont, notre professeur de législation coloniale à l'Esat, que j'avais retrouvé au poste de juriconsulte du ministère.

Je n'ai pratiquement pas entendu parler de l'Afrique, en revanche de l'Indochine oui, par des gens comme A. Angladette, venu diriger la partie agricole de la direction, et Louis Feunteun, vétérinaire qui venait aussi d'Indochine et qui dirigeait l'élevage. Pour les forêts, c'était un peu différent. Le responsable forestier avait été épuré et rétrogradé (André Aubréville), il avait été remplacé par Paul Alba qui était la plupart du temps à Nogent ; c'était surtout Jean Werquin qui gèrait ce domaine. Jeune polytechnicien forestier (ils n'étaient pas nombreux à l'époque) tout juste rentré de son premier séjour, un homme tout à fait remarquable, J. Werquin, qui a été en fin de carrière l'un des derniers directeurs de l'IRCT, rentrait de Madagascar, où, en 1947, une rébellion avait été brutalement matée par l'armée française, avec des centaines ou des milliers de morts. Et Werquin l'avait vécue !

Concernant l'Afrique, j'ai vu défiler de « vieux » baroudeurs qui m'ont marqué, tels que Paul Coléno, Robert Clérin, Etienne Macari, André Marchal, Christian Canoz. J'ai rencontré Robert Sagot, inspecteur général de l'agriculture au Sénégal. Cet immense bonhomme était venu assurer la succession de A. Angladette dans le secteur agriculture ; A. Angladette s'était en effet rendu compte que cette responsabilité était trop fatigante et avait demandé à partir à Nogent pour y prendre la direction de la Section technique d'agriculture tropicale (Stat). R. Sagot avait un jour profité de sa rencontre dans mon bureau, salle d'attente pour les visiteurs du directeur, avec son ami et rival Louis Blondeau, chef de service en Côte d'Ivoire, tous deux grignonais de promos voisines (1913 et 1914), pour s'y livrer à une homérique - mais fausse - engueulade pour épater le jeune blanc bec que j'étais.

Beaucoup d'« Africains » sont passés par le bureau que je partageais avec la redoutable madame Amman mais peu m'ont

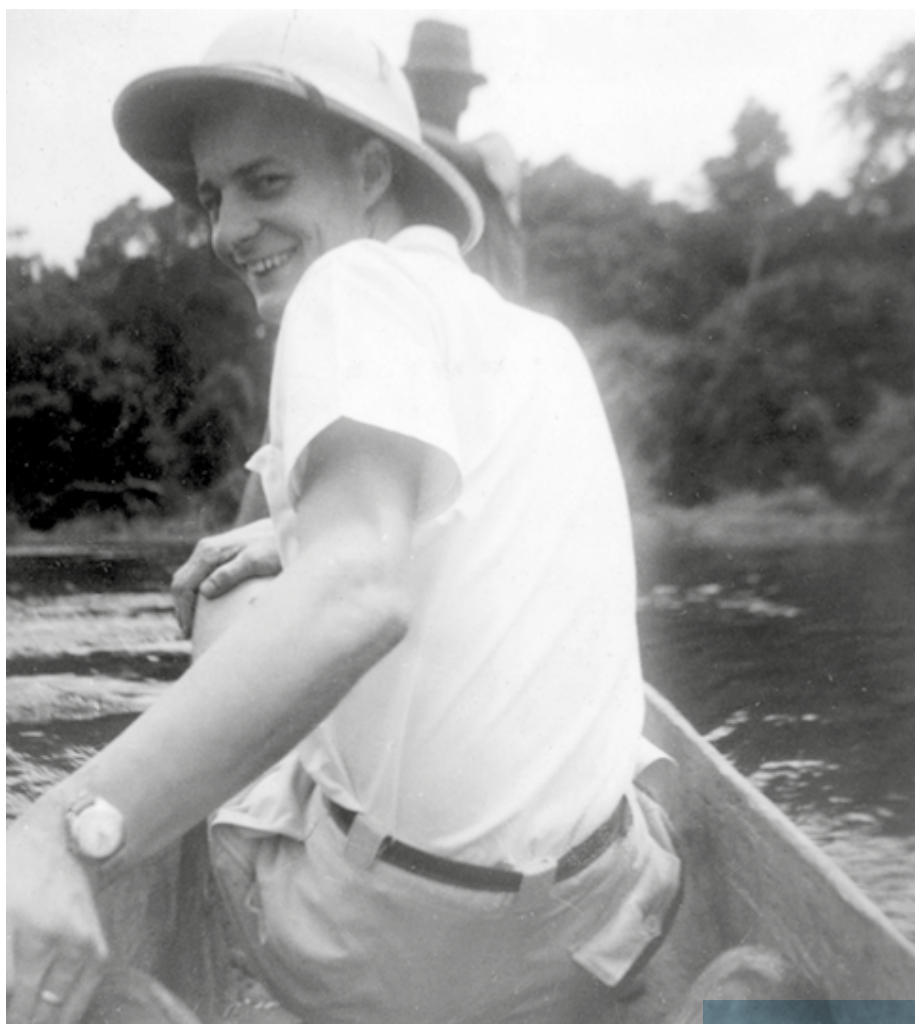
parlé d'événements marquants comme le débarquement manqué à Dakar, le ralliement du Tchad, le débarquement surprise du capitaine Dio au Cameroun. Concernant l'AEF et le Cameroun, je n'ai été informé des événements marquants et des évolutions qui en avaient résulté qu'une fois sur place.

Entre-temps, ma femme avait accouché et nous étions pressés de partir. J'ai fini par oser demander à Guillaume quand et où je partirai. Il a fini par me dire : « Je vous affecte au Cameroun, c'est l'Indochine de demain ». Il n'était pas le seul à penser cela d'ailleurs. C'était très curieux car j'ai constaté par la suite la déception des collègues venant d'Indochine après 1954. En revanche, il ne m'a rien dit de ce qui m'y attendait alors qu'il me mettait entre les mains d'un de ses solides ennemis !

S'ensuivit un départ tant attendu pour l'Afrique depuis Marseille avec le vieux paquebot mixte Hoggar, où nous avons eu le droit inattendu à une cabine de 1^{re} classe. Cet omnibus desservant tous les ports pour charger et décharger passagers et marchandises faisait des escales assez longues. Il nous permit de découvrir ce continent par petits bouts : Alger, Casa, Dakar, Conakry, Tabou, Sassandra, Abidjan, Lomé, Cotonou, Lagos, et le charme relatif des descentes et remontées en « petits paniers » dans les barcasses faisant la navette avec les wharfs, manœuvrés par d'habiles *kroumen* embarqués à Tabou.

Comment était organisé le Cameroun ?

Au Cameroun, quelques jeunes ingénieurs m'avaient précédé dont trois de ma promo Esaat. Mais le Cameroun, comme l'AEF, était auparavant le ghetto pour les agronomes. Il y avait beaucoup de vieux conducteurs arrivés par le rang et quelques rares ingénieurs. Pourtant, tout de suite après la guerre de 1914-1918, des ingénieurs de bonne qualité y avaient servi, arrivés quasiment dans les fourgons de l'expédition franco-anglaise qui avait conquis le Cameroun sur l'Allemagne. Mais dans l'immédiate après-guerre, il ne subsistait que des gens pas ou plus très au point au niveau scientifique ou agronomique, même si certains avaient une excellente pratique agricole.



Cameroun. Départ en tournée sur la Sanaga, 1950.

Le service était demeuré à Douala dans un bâtiment ancien et exigu alors que la plupart des autres administrations avaient déménagé à Yaoundé, la nouvelle capitale. Un vieux conducteur malicieux me confia à son propos, sous le sceau du secret, que la haie bornant la concession aurait été plantée en cocaïer (*Erythroxylon coca*) par un ancien, fantaisiste ou consommateur. Je n'ai jamais vérifié. Quelques jours plus tard, ce fut le voyage pour Yaoundé : douze heures de train de nuit avec plusieurs arrêts pour refaire le plein de bois ou d'eau !

Les fonctionnaires et les « grands blancs » du privé se croyaient toujours dans des colonies d'avant-guerre. Lorsque nous sommes arrivés, la guerre semblait ne pas avoir existé ; on y vivait encore selon des règles sociales, administratives de l'avant-guerre. Tout était régi par la loi et les décrets de 1901. C'était un monde dépassé. Je me souviens qu'il nous avait été reproché de fréquenter des Grecs et des Libanais autrement qu'en tant que commerçants.

Le fonctionnaire de l'agriculture était encore « le jardinier du commandant » : il cultivait le jardin potager du poste et approvisionnait régulièrement en légumes les dames des autres fonctionnaires d'autorité. Même à Yaoundé, je n'y ai pas échappé. Responsable de la ferme de la Sip (Société indigène de prévoyance) de Mvog Betsi, j'ai dû fournir des paniers de légumes à quelques administrateurs ou magistrats (et aussi à mon épouse !). Je m'en suis déchargé très vite après explications avec les chefs de région et de subdivision nouvellement nommés et la ferme, devenue ferme Société africaine de prévoyance (Sap), se vit dotée d'un directeur contractuel, Provensal, auquel fut laissée toute liberté d'action.

Comment avez-vous été accueilli au Cameroun ?

J'avais été affecté au Cameroun par Guillaume contre l'avis du chef de service local, Raymond Juliat, vieil ingénieur diplômé de l'école du Havre.

Descente en « paniers » depuis le « Hoggar » sur les barcasses nous emmenant au wharf de port Bouet (Côte d'Ivoire). Le port d'Abidjan n'existait pas encore, novembre 1949.



Je n'étais donc pas le bienvenu. À notre sortie du bateau avec notre petite fille de six mois, nous avons été reçus par Pierre Debetz, camarade de promo célibataire, arrivé un an avant et qui se morfondait au contrôle du conditionnement. Il nous a réceptionnés au port et notre accueil s'arrêta là ! Faute de considération et de moyens, nous nous sommes retrouvés à coucher sur des lits de camp dans ce qui était la bibliothèque - déserte - du service, entre des régimes de bananes sauvés du contrôle du conditionnement par le personnel pour son usage personnel.

Le lendemain ou le surlendemain, le chef du service et son épouse nous ont reçus à dîner. Il m'a dit carrément devant ma femme : « Vous êtes Agro et vous arrivez marié, vous avez perdu 50 % de votre valeur ». Je savais qu'il y avait toujours eu une rivalité agri/agro dans le système colonial mais à ce point-là entre ingénieurs sortis du rang et ceux issus des

écoles classiques, c'était inimaginable ! Pour couronner l'accueil, comme il ne pouvait pas me renvoyer puisque c'était son grand patron qui m'avait envoyé, il m'a affecté à Yaoundé, qui venait de devenir la capitale - alors que le service restait à Douala - comme responsable de la région agricole du Nyong et Sanaga, l'une des plus grosses régions du Cameroun et qui avait pour chef-lieu la nouvelle capitale.

Je n'avais aucune expérience et je succédais à un collègue, Jean Helly, qui était parti depuis six mois et après un intérim assuré par le directeur de l'école d'agriculture, Paul Bédu, qui avait peu d'élèves. Il m'a fait faire une petite tournée d'une journée pour me montrer un peu comment on faisait et ce fut toute la passation de service !

J'ai eu la chance d'avoir un assistant agricole en fin de carrière, Gustave Bélinga, un Ewondo ! Il connaissait le coin comme

sa poche et en plus il avait de la sympathie pour moi autant que j'en avais pour lui. Il m'a appris le métier ! À l'époque, on n'avait pas de voiture ; j'ai cependant bénéficié après réclamation d'un vieux 4x4 Dodge, rescapé de la colonne Leclerc et d'un chauffeur, Zacharie, de même origine. Une jeep flambant neuve était cependant garée chez moi sans droit d'utilisation car elle était réservée aux déplacements du chef de service lors de ses rares passages à Yaoundé. En fait, je m'en servais en douce puis officieusement dès le départ en congé de Juliat, avec la complicité de son intérimaire, Alexandre Picco, puis tout à fait officiellement après l'arrivée de son successeur, Georges Frontou, ancien d'Indochine et camarade de promo de Guillaume, qui venait au Cameroun terminer sa carrière.

J'ai donc appris mon métier selon des normes d'avant-guerre, avec quinze jours de tournées obligatoires par mois. Elles

se faisaient la plupart du temps à pied, avec six porteurs et un gardien régional payés sur mes crédits. Mon grade d'ingénieur stagiaire me permettait d'avoir seulement six porteurs ! Quant au gardien régional, c'était un supplétif fourni par le chef de subdivision qui était censé souligner mon importance. Ce brave garde camerounais avait une vieille péttoire sans rien à mettre dedans. Je me souviens que - officiellement - les porteurs ne devaient pas porter plus de 25 kg, marcher plus de 25 km par jour et être payés 25 francs CFA par jour. Cette règle des 25/25/25 n'a en fait jamais été respectée mais il ne faut pas oublier que l'utilisation du *tipoye* (sorte de chaise à porteurs) n'avait été interdite qu'en 1948. D'ailleurs, elle n'était déjà plus utilisée que par quelques vieux administrateurs et des grands chefs coutumiers. Par ailleurs, dans les coins reculés que je devais visiter, il n'y avait pas de cartes à jour et le service géographique me prêtait des relevés d'itinéraires allemands à utiliser et à compléter le mieux possible.

J'ai eu au départ deux chances. La première était mon brave Belinga complété par mon *clark* (secrétaire en pidgin), Joseph Mintyéné, qui tapait mal mais connaissait tout le monde et débrouillait tous les palabres par de mystérieuses complicités. La deuxième vint tout bonnement du haut-commissaire. Le gouverneur André Soucadaux, devenu haut-commissaire, a très vite senti qu'il y avait un problème car on n'envoyait pas sans raison un jeune ingénieur dans une région aussi importante pour lui demander en plus de représenter son service dans des réunions auxquelles participaient tous les directeurs et chefs de service du territoire. Il a compris que c'était une mise à l'épreuve et m'a accepté très aimablement. Il m'a même fait attribuer un témoignage officiel de satisfaction, seule « décoration » qu'on pouvait remettre à quelqu'un qui n'avait que deux ans de métier. Il est vrai que j'avais organisé un comice agricole - le seul de ma carrière - que Jourdain, secrétaire général du territoire, était venu visiter. En personne !

Je fus rapidement secondé par un adjoint, Jacques Mirivel, qui cumulait au début avec la responsabilité du poste de contrôle du conditionnement des produits. Il y fut vite remplacé par un conducteur de

nationalité sénégalaise, Assane Diop, une figure inoubliable ; il se considérait comme un colonisateur dans ce pays de sauvages et traitait les possesseurs de lots de cacao non conformes aux normes de « C... de nègre », même s'ils étaient blancs !

Des chefs de postes agricoles, ingénieur ou conducteur, étaient en place à mon arrivée, dans trois des subdivisions : l'un, Pierre Beaugendre, disparut rapidement pour aller à Madagascar, un autre, Robert Duhuy, fut mon maître en cultures potagères et fruitiers exotiques et resta mon ami jusqu'à sa mort, le dernier était un conducteur camerounais, individu rare pour l'époque, René Gobé.

Pendant mon premier séjour, j'ai fait de la brousse, accessoirement la représentation du service. J'ai été en même temps chargé de la direction de l'école d'agriculture, fermée au départ de mon prédécesseur. Un nouveau bâtiment venait pourtant de lui être construit et il m'a été demandé de le remettre à l'Orstom qui s'installait au Cameroun.

Enfin, avant même mon arrivée, un terrain nommé N'Kolbisson (montagne des singes en ewondo) avait fait l'objet d'une concession à une dizaine de kilomètres de Yaoundé en vue d'y créer un vrai centre de recherche agronomique. Le chef de service m'avait dit : « Vous êtes directeur du futur centre, à vous de vous débrouiller pour le créer ! ». J'ai eu à ouvrir la route d'accès, à superviser l'exécution des marchés de construction des premières maisons et laboratoires. Il m'a fallu, dès le début des travaux, construire une maison selon mes propres plans et avec les maigres moyens dont je disposais, pour y loger un conducteur des TA chargé des aménagements et qui en fut le premier directeur, Georges Bearth. Bien qu'ayant l'âge de mon père, il devint un ami avec lequel je suis resté en relation jusqu'à son décès. La dernière fois que je suis allé au Cameroun, cette case était encore habitée.

N'Kolbisson est maintenant le grand centre de recherche du Cameroun. À l'époque, il n'y avait que des stations spécialisées telles que Dschang, la plus célèbre et aussi celle de Guétalé au nord qui était dédiée aux cultures de quinquina et d'arachide, il y était prévu un développement pour les cultures de

coton. Plus tard la station de N'Koemvone sera consacrée à la culture du cacao sous l'égide de l'IFCC avec le concours de Jean Braudeau et de Jean Grimaldi, rejoints par la suite par Émile Lavabre et Raoul Muller.

Subsistaient aussi deux petites stations plus ou moins en sommeil, anciennes stations d'essais allemandes, à Ebolowa pour le sud et à Maroua pour le nord, qui servaient de centres de formation agricole pour assistants et moniteurs. Les Allemands n'avaient en effet qu'une seule grande station, celle de Victoria (actuellement Limbé) au pied du Mont Cameroun, qui avait été créée en 1889 par Paul Rudolf Preuss, botaniste allemand, sur les vestiges d'une ancienne plantation de missionnaires anglais. Dans ce schéma général, on pourrait mentionner aussi une ébauche de station rizicole à Nanga-Eboko créée par Gilbert Élias et abandonnée à son départ. Lorsqu'il revint, il créa et prit la direction d'une station consacrée au riz à Yagoua qui fut l'ancêtre du Semry.

Quelles étaient vos conditions de vie à Yaoundé ?

Il y avait une pénurie extraordinaire de logements à Yaoundé, qui venait de devenir la capitale. Nous avons vécu cinq ou six mois dans une case que les gens appelaient vulgairement le « stalag ». Cette baraque en bois ressemblait effectivement à celles des camps de prisonniers de guerre. Les cinq ou six chambres qu'elle contenait étaient attribuées, faute de mieux, aux nouveaux arrivants, jeunes et peu gradés, dont un autre ménage. Sans vraie cuisine, nous allions prendre la plupart de nos repas au mess des fonctionnaires voisin dont le tonitruant barman était surnommé « Naphtaline ».

Finalement ma femme, conseillée par une jeune amie - épouse du chef de subdivision, administrateur de la Fom, totalement intégrée car née sur place -, est allée voir le directeur du personnel qui nous a affecté une vieille et belle case, jusque-là traditionnellement attribuée au directeur adjoint des finances. C'était une case allemande en poto-poto, couverte en nattes, avec une aile annexe réservée à la domesticité et un grand jardin, dans

lequel subsistaient un très vieil anacardier presque couché et des aristoloches qui se reproduisaient naturellement depuis des années. Construite en 1911, elle aurait été habitée par le redoutable et fameux Major Hans Dominik. Une partie de notre mobilier était de facture locale allemande. Considérée comme un monument historique, elle (et son mobilier) faisait l'admiration des visiteurs avertis. Avant notre entrée dans les lieux, elle avait été en partie découpée, compte tenu de sa taille, pour y créer un studio où logeait une secrétaire du haut-commissaire.

Le remplacement de R. Juliat, parti en congé, par Georges Frontou, venu d'Indochine, aimable et charmant, camarade de promo de Guillaume, changea totalement nos relations et mes responsabilités. Le chef de service venait régulièrement à Yaoundé, il logeait à la maison faute d'hôtel et se montrait un hôte encombrant mais très agréable.

La fin de ce premier séjour, qu'on peut considérer comme une période d'initiation, a été difficile mais très enrichissante, pour mon épouse comme pour moi. Elle s'est achevée par un agréable retour par le Foucauld, paquebot moderne, en dépit de la tempête dans le golfe de Gascogne, avec Noël et jour de l'An en mer et excursion d'une journée sur l'île de Ténériffe.

Après deux ans de séjour, c'était du tourisme dans un confort inhabituel ! Partis à trois, nous revenions à quatre avec un garçon né à Yaoundé.

Votre premier séjour au Cameroun s'est achevé en 1951 avec la satisfaction d'avoir fait du développement.

La satisfaction d'avoir appris mon métier, d'avoir appris à comprendre et à m'entendre avec les paysans, d'avoir essayé d'apprendre l'ewondo pour remplacer le pidgin et, au bout du compte, d'être devenu conscient que proposer des améliorations techniques ne résolvait pas tous les problèmes de modernisation des exploitations et des villages, si elles n'étaient pas sous-tendues par une bonne connaissance du contexte économique et social. Les enquêtes demandées par le ministère pour l'établissement de budgets familiaux étaient déjà l'ébauche maladroite d'une démarche socio-économique. Comme liberté nous était donnée, tant pour les méthodes d'investigation que pour les résultats à fournir, nous avons été plusieurs à explorer ce domaine nouveau et original qui nous semblait ouvrir une approche concrète des problèmes du développement, au moins au niveau villageois.

Quels compléments d'expériences vous ont apporté les séjours suivants ?

Au second séjour, mon épouse attendant notre troisième enfant, j'ai dû revenir seul, sur le même vieux Hoggar dont c'était le dernier voyage, et je me suis trouvé affecté à la direction en charge des questions techniques. J'ai fait admettre au directeur qu'il n'y avait pas que des problèmes techniques, et que le développement agricole avait une dimension économique. Il a alors été créée une section économique et je suis devenu chef de la section technique, du plan et des programmes.

La direction quittant enfin Douala pour Yaoundé, son déménagement fut confié à Jacques Liabeuf (futur chercheur puis directeur de l'IFCC), que j'allais remplacer, et à moi. On emménagea provisoirement dans de vieux bâtiments allemands. Une fois installés, l'organisation des services se mit en place et j'ai organisé mon service avec un adjoint, Henri Martiou, qui m'a succédé. Les deux jeunes ingénieurs arrivés avant ceux de ma promo Esaat étaient sur le point de rentrer. L'un, Maurice Tourancheau, un homme remarquable par ses compétences et son sens de l'organisation, était le véritable chef de service. Beaucoup l'ont connu par la suite à la Compagnie française pour le développement des textiles (CFDT) dont il devint le directeur ; l'autre, Pierre Bonhomme, qui a été mon lointain prédécesseur à Dschang, n'a fait qu'un séjour.

J'ai passé tout ce séjour à la direction où je me suis essentiellement occupé d'économie. Il m'a conduit à entretenir de fortes liaisons avec le service du plan qui venait d'être monté par des personnes remarquables : Paul Champion (administrateur) et Boris Maldant (polytechnicien mon futur collègue à la Sedes). Sans parler du nouveau service des statistiques confié à un jeune Ensaie, Jean Causse, qui s'escrimait à faire fonctionner sans trop s'embrouiller dans les câbles le premier ordinateur du pays, un Bull. C'est alors que j'ai commencé à faire vraiment de l'économie.

Cependant, cette agriculture « au porte-plume » se révéla bien peu excitante car déconnectée du terrain. Avec mes complices, Henri Martiou et Sébastien

Jean-Michel Soupault, président de l'Inra de 1972 à 1974.



Cameroun, 1952. L'ensemble des participants à la conférence du cacao à Yaoundé autour du gouverneur général André Soucardaux.

Bazan (responsable de la protection des végétaux), nous réalisa deux études impérissables sur la production du cacao puis sur celle du café au Cameroun, pour des conférences tenues au ministère de la Fom et auxquelles aucun d'entre nous ne fut appelé à participer. D'autres travaux - préparation du 2^e Fides, contribution aux rapports du Cameroun au comité de tutelle de l'Onu - me permirent de découvrir la macro-économie et la géopolitique. À cela s'ajoutèrent la rédaction de la partie économique des rapports annuels du service à la direction du ministère et la publication de quelques articles dans une revue locale et très confidentielle *Hygiène et Alimentation* à laquelle nous étions tenus de collaborer.

Toutefois, des échappées à travers tout le territoire me furent permises pour la préparation de la mise en place de secteurs de modernisation voulus par Maurice Rossin, nouveau directeur au ministère, inspirés des secteurs de paysannat du Maroc qu'il avait créés. Ces tournées furent conduites par un administrateur, directeur des coopératives et des Sap, Marc Botti et par moi. Elles purent être réalisées malgré l'opposition des administrateurs en poste qui craignaient d'être dépossédés d'une partie de leurs pouvoirs. Nous fûmes, par exemple, sommés de quitter Yagoua dans les 24 heures par le chef de subdivision ! Le projet envisageait la création de cinq secteurs (nord, ouest, est, centre et maritime). Je ne sais plus si tous ont été créés ni quelle fut leur durée de vie.

Je ne me doutais pas que je deviendrais le conseiller technique du directeur du secteur de l'ouest, baptisé Secteur de modernisation des cultures d'altitude (SMCA), à la fin de mon troisième séjour, au départ de Maurice Bosseaux, et que j'en serais le directeur durant mon quatrième et dernier séjour au Cameroun, succédant à André Courret, administrateur en chef de la Fom venu du Tchad. C'est grâce à Marc Botti que je rejoignis la Sedes, peu après sa création. A. Courret, pour sa part, fut un des experts de la vaste étude sur « La relance de l'économie et les perspectives de développement de l'Inspection fédérale de l'ouest (Cameroun) », effectuée sous l'égide du ministère de la Coopération (Paul Poumaillou) en 1962-1963 à la demande du président Ahidjo, à laquelle je

participais aussi. Toutefois son rapport ne fut jamais diffusé car Ahidjo avait trouvé ses préconisations politiquement dangereuses ; il les avait même jugées suicidaires !

Par ailleurs, en 1954, l'occasion me fut donnée à deux reprises de m'ouvrir sur l'extérieur. J'eus à représenter le Cameroun au Craccus (Comité régional de l'Afrique centrale pour la conservation et l'utilisation des sols) qui se tenait à Dschang que j'ai découvert pour cette occasion, qui m'a fait rencontrer des responsables de cette activité : Anglais, Portugais, Espagnols et surtout les Belges du Congo (G. Dubois, F. Jurion, G. Tondeur) très en avance pour les recherches dans ce domaine. De même, j'ai été chargé de représenter mon service au comité de coordination des recherches agronomiques entre l'AEF et le Cameroun à Brazzaville, durant lequel j'ai fait connaissance de nos collègues venus de tous les coins d'AEF et eu l'occasion de traverser le *pool* pour y découvrir Léopoldville.

J'aurais bien voulu reprendre des études en économie, mais rien dans l'enseignement local de l'époque ne me permettait de le faire et de passer une licence. Je dois reconnaître à ce propos que je n'aurais jamais fait un bon agroéconomiste si je n'avais pas acquis antérieurement une expérience de terrain ! Ma période de brousse avait été formatrice. Je n'ai pas oublié ! Par la suite, j'ai complété mes connaissances de diverses façons. J'avais déjà appris la technique du palabre qui existe aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine ou en Asie. Et Dieu sait si elle est utile entre économistes !

Vint enfin un nouveau chef de service, Aimé Drogué, ancien de l'école de Tunis, qui nous arrivait d'AEF. Il y avait eu son heure de gloire parce qu'il avait contribué à la conception du plan de Gaulle, en tout cas à celle du fameux discours de Brazzaville. Il se croyait toujours le maître un peu partout et en particulier au Cameroun. C'était encore une forte personnalité qui n'était pas du tout d'accord avec M. Guillaume et ce dernier cherchait à s'en débarrasser. À cette fin, il avait affecté Charles Gaury, ingénieur du génie rural ancien d'Indochine, comme chef du service du génie rural pour pou-

voir le propulser ensuite à la direction du service. Je ne m'étendrai pas sur ces chicaneries entre Paris et Yaoundé qui nous dépassaient totalement.

C'est à cette époque mouvementée que j'ai commis une grosse erreur de jeunesse : j'ai dit à ce nouveau patron qu'il fallait que je réécrive l'article de génétique qu'il m'avait envoyé, parce qu'il comportait des erreurs et inexactitudes. Évidemment, il l'a très mal pris ! Il ne pouvait pas me réexpédier à cause de M. Guillaume et parce que j'avais déjà été considéré comme un vrai économiste rural par M. Rossin qui allait prendre sa succession au ministère de la Fom.

Mais, à mon troisième séjour, rentrant seulement en octobre 1955 après un congé très allongé par le traitement d'une filariose, je me suis retrouvé à Dschang, à l'autre bout du Cameroun, certainement le plus gradé des responsables de région agricole dans une région dominée par un ingénieur ancien système d'avant-guerre, Marcel Lagarde. De plus, il était député à l'Assemblée représentative du Cameroun du collège européen. Il y avait un collège des noirs et un collège des blancs à l'époque. Il faisait la loi parce que c'était un homme dynamique et politiquement important. Il était remarquable par ses compétences et ses réalisations mais ne supportait pas que certains échappent à sa tutelle. Je disposais d'un adjoint, Claude Pineau, déjà en place, qui avait la charge du programme, vaste et mal défini, de conservation des sols. Je m'y fis très discret pour éviter des querelles avec M. Lagarde bien que je ne dépende pas de lui mais de Robert Bisson, indochinois en fin de carrière. J'eus l'opportunité d'aider un conducteur camerounais en poste à la station du quinquina, Jean Keutcha, à rédiger clandestinement un opuscule sur la taille du caféier arabica. Une sympathie mutuelle confortée par une résistance commune à M. Lagarde se transforma en une amitié qui subsista jusqu'à sa retraite malgré nos divergences de trajectoires et sa remarquable ascension depuis son premier poste de sous-préfet, préfet, ministre, ambassadeur. Je le revis pour la dernière fois par hasard en 1989 à Bangkok, où il assistait à une réunion en tant qu'ambassadeur au Japon.

Je n'ai retenu que quelques faits saillants de cette période : beaucoup de tournées

en brousse comme autrefois mais en Land Rover la plupart du temps ; des palabres frontaliers avec le Cameroun britannique qu'il fallait régler, d'accord parties, avec le district officer (équivalent d'un chef de subdivision) de Bamenda, car mon homologue anglais résidait à Manfé, trop éloigné pour se déplacer pour si peu. Ce District Officer était un Écossais fort sympathique qui venait à ma rencontre à cheval avec whisky alors que je fournissais vin et camembert ; des relations amicales mais parfois conflictuelles avec les planteurs européens de caféiers ou éleveurs de bétail, avec la Coopérative africaine de commercialisation du café ; les efforts pour contrôler la rouille américaine du maïs (*Puccinia polysora*) et la lutte contre la punaise Antestia sur caféiers qui nous valut l'affectation d'un ingénieur de la protection des végétaux, Gérard Victor-Pujebet ; et l'expérimentation en vraie grandeur de nébuliseurs Swingfog en complément des pulvérisateurs Vermorel traditionnels.

La fin de ce séjour me donna un supplément de responsabilités et de travail quand je devins conseiller technique du SMCA au départ de mon camarade Maurice Bosseaux, et avec l'arrivée d'un nouveau chef de Région (appelé maintenant préfet) avec lequel des relations cordiales et une étroite collaboration s'établirent rapidement.

Vous avez visiblement vécu des périodes un peu troubles sur le plan géopolitique, comment dans ces conditions vous a-t-il été possible de conduire vos missions ?

Hélas ! L'horizon s'assombrissait et la rébellion de l'Union des populations du Cameroun (UPC), venue d'Edéa, gagnait le pays Bamiléké où de petits maquis se formaient dans les montagnes. Elle devait entraîner l'adhésion progressive d'une bonne partie de la population qui y voyait surtout l'intérêt de son opposition au pouvoir central.

Évidemment, je ne peux passer sous silence mes démêlés avec M. Lagarde et surtout avec le premier chef de région, administrateur de la vieille école, qui voulait me « faire virer du Cameroun » pour un banal problème de préséances lors d'une visite de M. Rossin. Ce dernier

se chargea de régler l'affaire et ce fut le chef de région qui fut viré !

L'existence un peu morne de ce qui n'était encore qu'un petit poste de brousse, bien que destination touristique appréciée depuis la guerre, s'animait cependant lors des visites fréquentes de personnalités à honorer : G. Defferre et F. Mitterrand, ministres, le comte de Paris, le cardinal Tisserand, frère du missionnaire botaniste de Boukoko (Oubangui)... Sans oublier notre premier ministre de l'Agriculture, le vétérinaire Alfred Mandon, et nos deux derniers hauts-commissaires : Pierre Messmer et Xavier Torre.

Le dernier séjour se déroula dans une ambiance de guerre : gendarmerie renforcée, interventions de l'armée française, interdiction d'accès aux zones devenues infréquentables.

C'était une époque où on était obligés de faire de l'agriculture « à la mitraille » ! On devait circuler en convois sur les grands axes et pas du tout sur les pistes secondaires. Nous étions tous plus ou moins bien armés, avec nos fusils de chasse, nos carabines et des grenades offensives fournies par les gendarmes. Les plus « sérieux » avaient reçu des mitraillettes Lanchester anglaises datant du débarquement ! Les cases étaient protégées (portes blindées, meurtrières) selon les moyens et les Européens installés dans les faubourgs regroupés à plusieurs familles. Beaucoup sont partis sous divers prétextes et nous avons renvoyé par prudence nos enfants en France, en octobre-novembre 1959, et mon épouse a dû suivre fin décembre.

Revenu comme directeur du SMCA, j'ai fait fonctionner tant bien que mal les postes restés actifs, maintenu la production de plants de la pépinière de Bansa et concentré les activités sur le pays Bamoum et sur les chefferies encore accessibles. Mais, après quelques mois de calme relatif, il a bien fallu procéder au licenciement de chefs de poste, la plupart des Européens d'abord, puis des Bamilékes ensuite, du moins ceux qui n'avaient pas rejoint le maquis. Certains ont même eu la courtoisie de me faire prévenir qu'ils étaient obligés d'y partir !

Le seul événement notable fut l'achèvement avec les moyens du SMCA de la route directe vers la plaine des Mbos. Elle

fut inaugurée par le haut-commissaire Messmer en personne qui me décora du Mérite camerounais sur le front des troupes !

Au Cameroun, vous avez été professeur à l'École nationale supérieure agronomique.

Bien qu'étant en titre directeur de l'École supérieure d'agriculture lors de mon premier séjour, je n'ai pas eu à y enseigner car elle avait été fermée par mon prédécesseur. Je me suis contenté d'en remettre le bâtiment à l'Orsom (pas encore Orstom, car elle ne se voulait alors que scientifique et pas encore technique) qui venait de s'implanter au Cameroun. Il n'en fut pas de même à mon retour, car un nouveau bâtiment avait été construit à N'Kolbisson pour une école rénovée et ses premiers élèves venaient d'y être admis. Un directeur avait été nommé mais il ne disposait encore que du personnel indispensable à sa gestion. Il fallait des enseignants et tout le personnel en poste à Yaoundé ou N'Kolbisson fut mis à contribution selon ses compétences. Comme je venais de passer deux ans en pleine zone cacaoyère à consacrer l'essentiel de mon temps à contrôler et à faire améliorer la culture du cacao et la préparation de sa production (fermentation en bacs et séchage en séchoirs « autobus »), je fus chargé du cours d'agrotechnie du cacao. Ce terme était plus chic que le simple mot « culture » et il était plus large puisque l'enseignement couvrait la technologie, les aspects économiques et même les recherches agronomiques entreprises pour son amélioration. Je n'ai conservé de ce cours que le plan et quelques documents épars. Il devait faire entre 300 et 400 pages constituées de photocopies d'extraits d'articles et d'ouvrages disponibles dans ma bibliothèque et dans celle du service qui provenaient pour l'essentiel des publications belges de l'Ineac au Congo.

L'attention soutenue et l'application des élèves me surprirent. Contrairement à mon attente, ils se révélaient vouloir en apprendre toujours plus et souvent plus que n'en savait leur professeur ! Posant sans complexe leurs interrogations en plein cours et les relançant jusqu'à obtenir pleine satisfaction, ils

me conduisaient à mettre à contribution mes camarades spécialistes les plus compétents pour pouvoir répondre sans perdre la face !

Bien qu'issu d'une famille d'enseignants, je n'étais ni doué, ni motivé pour l'enseignement. N'étant pas un orateur et doutant de mes connaissances, j'ai toujours hésité à les transmettre. J'ai par la suite été conduit à donner quelques conférences lorsque j'étais à la Sedes au Centre de perfectionnement de la coopération économique et technique (CPDCET) et au Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat (SMUH) sur les méthodes de planification régionale, compte tenu de mon expérience au Dahomey. Au Gerdar, je fis peu de conférences, par exemple à des cadres indonésiens en stage à l'Institut international d'administration publique (IIAP), et à l'étranger en Thaïlande à l'Asian Institute of Technology (AIT), en Indonésie au Coarse Grains, Pulses, Roots and Tuber crops research center (CGPRT), au Brésil (dans diverses stations de l'Embrapa), et quelques heures de cours en Tunisie à l'Institut des régions arides à Médenine, ce qui m'a valu de passer deux nuits dans un hôtel troglodytique à Matmata.

Visiblement, il était difficile de rester dans sa discipline « agro » !

M. Lagarde était devenu un politique mais il avait une très grande réputation au Cameroun. Il avait créé une station de recherche sur le quinquina, il avait introduit des semences de quinquinas (*succirubra* et *ledgeriana*) des Indes néerlandaises par des voies détournées en dépit de l'opposition des Hollandais. Aussi, pendant toute la guerre, avec une usine bricolée, une baignoire et trois lavabos, disait-on, il avait pu fabriquer du sulfate (et non du chlorhydrate) de quinine. Tout le Cameroun avait été protégé, plus ou moins bien, contre le paludisme jusque dans les années 1950 grâce aux comprimés fabriqués par M. Lagarde à Dschang. Inutile de vous dire que, quand on arrivait dans le coin, il fallait être à ses ordres. Un de mes prédécesseurs, Bonhomme, n'y avait pas résisté ; il est rentré en France écoeuré et a abandonné l'administration. J'ai eu un problème avec M. Lagarde, personnage très autoritaire



Signature de l'accord Cirad-AARD (Agency for Agricultural Research and Development), Indonésie, 1987. À droite : Gunawan Satari, directeur de l'AARD.

et redoutable : M. Rossin, en mission au Cameroun, a voulu venir à Dschang. Il était accompagné par le chef du service du génie rural, Charles Gaury, son ami. Ils devaient arriver alors que j'étais en tournée dans la plaine des Mbos. Descendu de Dschang à pied, j'avais terminé à vélo à cause d'un genou amoché, pour me retrouver à l'endroit où C. Gaury et M. Rossin devaient me récupérer et me remonter. Pour notre arrivée, mon épouse avait prévu un repas avec M. Rossin, directeur de l'agriculture au ministère de la Fom qui était notre grand patron, et C. Gaury, mon patron au Cameroun. Le chef de région et M. Lagarde l'ont très mal pris, chacun d'eux disant : « C'est moi le chef ici ». Finalement nous avons reçu M. Rossin. Mais tous deux souhaitaient mon départ définitif. En fait, c'est M. Rossin qui a réglé cette affaire et ils sont partis tous deux six mois après.

Durant mes cinq ans de séjour dans l'ouest, mes fonctions et les temps ne se prêtaient pas à faire de l'économie mais tout simplement à tenter d'achever la construction puis de faire survivre un outil de développement bâti avec tant de moyens et de peine.

Quelle était votre fonction au moment de partir ?

Déjà bien des Européens, fonctionnaires et commerçants, étaient partis. Pour ma part, j'avais fait mon trou dans

cette région et étais très honorablement connu un peu partout. J'ai pu ainsi éviter des embuscades et continuer à circuler sans trop de risques. Le préfet, dont mon épouse était devenue la secrétaire, le ministre de l'Agriculture Talba Mala et le chef du service voulaient me garder parce qu'il n'y avait pas beaucoup de candidats pour me remplacer en pleine rébellion. La région de Dschang, le pays Bamiléké, ce sont des montagnes en limite avec l'ex Cameroun britannique où les rebelles allaient se réfugier quand l'armée les serait de trop près. Le ministre ne venait pas sur place mais se débrouillait pour m'envoyer un avion chaque fois qu'il désirait me voir !

Directeur du SMCA, j'ai dû fermer progressivement tous mes postes de payssannat à l'exception de ceux du pays Bamoum, même ceux tenus par des parents de chefs comme mon fidèle Momo Jean, pourtant chef à Mbouda. La pépinière de Bansoa, laissée à l'abandon, fut pillée. Pour finir, j'ai reçu l'ordre de replier sur Foubam tous les services centraux du SMCA avant le 1^{er} janvier 1960. Personnel et matériels ont été répartis entre Foubam, Baïgom et Foubam. Pour ma part, j'ai été gracieusement et gratuitement logé par mon adjoint et ami bamoum, Mfouapon, qui se retira sur ses terres de Baïgom et me laissa sa case à Foubam sous condition que je fasse faire les devoirs des trois enfants de sa première épouse ! Notre activité se trouvait réduite dans

l'espace et faute de moyens. Je me suis donc résolu à demander un congé anticipé et j'ai quitté le Cameroun en avril 1960, confiant, par intérim, la direction du service à mon chef-comptable (Barbe) assisté d'un des derniers chefs de postes européens, Ripert.

Dans le même temps, une opportunité d'emploi en France venait de m'être offerte par l'intermédiaire de mon ami M. Botti et avec l'appui de M. Rossin, comme expert agroéconomiste à la Sedes (Société d'études pour le développement économique et social), filiale de la Caisse des dépôts et consignations qui venait d'être créée en complément de sa sœur aînée, technique, la Scet (Société centrale pour l'équipement du territoire).

Quel était le niveau de production de cette région d'Afrique ?

C'était avant tout le pays du café arabica. Le café se vendait bien mais il fallait bien entendu améliorer sa production, tant en qualité qu'en quantité, et j'avais une cinquantaine de postes de paysannat tenus par des blancs ou des noirs répartis dans les deux régions productrices Bamileké et Bamoum. Mais, à l'origine, la priorité avait été donnée à la conservation des sols. On n'avait jamais jusque-là réussi à obtenir des femmes Bamileké qu'elles fassent leurs sillons selon les courbes de niveau. À mon arrivée en 1955, je retrouvai déjà sur place un adjoint, ingénieur (Claude Pineau), qui était chargé uniquement de la conservation des sols. Quand on passait dans les champs, les femmes faisaient semblant d'obéir mais quand on revenait pour la campagne ou l'année suivante, on retrouvait les sillons dans le sens de la pente. Je reconnais d'ailleurs que le travail des femmes était plus facile ainsi. La dernière fois que j'y suis retourné il y a quelques années, quand mon fils était en poste au Cameroun, le spectacle était désolant ! Rien de nos efforts ne subsistait et plus rien n'était fait pour la conservation des sols.

En revanche, les actions en matière de café, rapidement payantes, ont donné des résultats : on a mécanisé la protection des cultures, expérimenté et utilisé les premiers nébuliseurs à dos pour traiter les caféiers ; jugulé l'*Antestia* sur les caféiers

et la fameuse rouille américaine sur le maïs, aliment de base de la population. Des usines de traitement du café avaient été construites par le génie rural (Charles Andrieu et Alain de la Bourdonnaye).

Tous nos efforts n'avaient donc pas été inutiles et on pouvait penser, au seuil de l'indépendance, que la relance économique de la région pourrait reprendre dès la paix et la concorde retrouvées. Tel ne fut pas le cas et rien n'aurait changé si j'étais resté comme on me le demandait.

D'ailleurs, deux ans après, faute de redémarrage, des recherches sur les conditions et modalités d'une relance furent demandées au ministère de la Coopération par le président Ahidjo, et confiées à une équipe pluridisciplinaire - dont faisaient partie A. Courret et moi - qui réalisa la vaste étude intitulée : « La relance de l'économie et les perspectives de développement de l'Inspection fédérale de l'ouest (Cameroun) ».

Je n'avais pas d'idée précise sur le travail qui m'attendrait au poste qui m'était proposé mais je pensais avoir les capacités voulues pour le tenir honorablement compte tenu de la rareté des agroéconomistes spécialistes des pays d'Afrique noire. C'était en tous cas une chance de réintégrer la métropole avec un emploi dans mes cordes dans cette période si floue des indépendances où chacun s'interrogeait sur son avenir. C'était aussi l'occasion de redonner à ma famille l'existence paisible à laquelle je l'avais fait renoncer.

Donc vous êtes arrivé en région parisienne pour être conseiller technique.

En fait, j'étais à l'essai dans un bureau d'étude où j'inaugurai une spécialité. Avant mon arrivée, les problèmes agricoles rencontrés étaient confiés à un consultant extérieur bien connu : Joseph Klatzmann, qui me laissa la place avec soulagement.

Le directeur général de la Sedes était René Mercier, agrégé de maths venant du centre de prospective du ministère des Finances. Le président n'était autre qu'André Postel-Viney, directeur de la Caisse des dépôts et consignations. Le directeur technique était Marcel Combier, administrateur de la Fom,

le dernier directeur du plan au ministère de la Fom, qui avait autrefois servi au Cameroun. Je me suis vite très bien entendu avec Combier qui m'a toujours accordé une grande confiance. Aussi me confiait-il des missions hors de ma compétence. Par exemple, il me mit à la disposition de la bibliothécaire, Hélène Legotien (l'épouse de Louis Althusser à la fin tragique) pour établir le système de gestion de la bibliothèque avec la classification d'Oxford, car le fonds s'enflait dangereusement sans ordre ni méthode. Dans un tout autre genre, il m'a, un jour, demandé de partir d'urgence au Gabon pour tenter d'y régler un problème de conflits dans une équipe mixte BDPA-Sedes. Je lui ai rendu mon rapport, huit jours après qui se traduisit à la Sedes par un licenciement et me valut, semble-t-il, une inimitié durable du responsable local du BDPA.

Je fus confirmé comme chargé d'études après une première étude de planification régionale réalisée avec M. Botti sur le département du Mono au Dahomey, région d'Afrique que je connais le mieux en dehors du Cameroun pour y avoir travaillé pour différents projets jusqu'en 1967. C'est la seule fois de ma vie où je fis une tournée accompagné du jeune ministre qui voulait y retrouver son métier d'origine. Je participais ensuite à la préparation du premier plan de développement rural de la Haute-Volta (Burkina Faso) et, à titre d'exemple, à un plan du cercle (subdivision) de Ziniaré. Un grave accident d'auto en fin de séjour à Ouagadougou me rendit sédentaire et peu productif pendant un an et bénéficia d'un taux d'invalidité de 35 %. Enfin rétabli, je retournais au Cameroun en pays Bamileké pour participer à la vaste étude de relance puis des études diverses se succédèrent au Gabon, Cameroun, Bénin-Togo, Guinée (où je rencontrais mes premiers Chinois), Tunisie (qui se fit en anglais car le chef de mission de la Banque africaine de développement était un ancien ministre des Irrigations du Soudan : Mahmoud Gadein, et durant laquelle un accident d'avion m'obligea à refaire un séjour avec une invalidité complémentaire), Côte d'Ivoire et encore Cameroun sur des sujets variés (barrages, chemin de fer, périmètres d'irrigation, routes, circuits commerciaux...).



Congrès international technique
du machinisme agricole.
B. Simon est au 2^e rang à gauche.
Palais de l'Unesco, 1961.

Nommé en 1965 conseiller technique pour l'économie rurale, j'ai dû de surcroît assurer la programmation, la coordination et la supervision des activités de la société en matière d'économie rurale occupant une vingtaine de collaborateurs. Je ne refusais pas les missions car j'ai toujours aimé connaître des pays nouveaux et être confronté à des problèmes différents, mais je n'en pouvais plus ! Ma femme, laissée trop seule à gérer trois adolescents, n'en pouvait plus non plus !

Une de mes missions m'avait fait participer en 1967 à un projet de barrage assorti de deux périmètres d'irrigation à Adjarala sur le Mono, entre Togo et Bénin, qui associait plusieurs bureaux sous l'égide de Sofrelec pour le compte de la Banque mondiale. Dans l'équipe, je retrouvais un agronome de Sogreah, Jacques Marinnet, ancien du Cambodge, avec lequel j'avais été en relation à propos du poivrier. J. Marinnet y avait constaté mes méthodes de travail sur le terrain et les aurait sans doute appréciées. Peu après, le chef du service agriculture et économie rurale de Sogreah, Guy Pascaud, camarade de promo, fut obligé de quitter Grenoble pour des

raisons familiales. Le directeur et co-fondateur de Sogreah, Gaston Sauvage de Saint-Marc, centralien, était un homme dynamique qui prenait toujours des paris impossibles. Il devait remplacer rapidement Pascaud et cherchait un autre agronome dans un domaine qui ne lui était pas familier. Marinnet lui a suggéré mon nom après m'avoir mis au courant. Mais on était en plein mai 1968 et je me trouvais coincé au Cameroun finissant de faire pour la Banque mondiale, avec un bureau d'études allemand, la détermination des flux de biens et services agricoles qui pourraient résulter de la construction d'une route moderne entre Tiko et Victoria. Je cherchais par tous les moyens à rentrer en France et j'ai fini par y arriver *via* Bruxelles avec fin en autocar Bruxelles-Paris. Une anecdote me vient à ce propos : alors que je passais à Yaoundé, mon ami Jean Keutcha, alors ministre de l'Agriculture, me demanda de passer prendre l'apéritif chez lui. À ma grande surprise, il y avait là sept ou huit ministres ou hauts fonctionnaires qui espéraient obtenir de moi des informations sur la situation en France alors que j'en savais encore moins qu'eux !

Dès mon retour à Paris, Sauvage de Saint-Marc réussit à me mettre la main dessus et m'a confirmé son offre. Nous nous sommes mis d'accord tout de suite, d'autant plus facilement que G. Pascaud, consulté, était très favorable à ma candidature. Pour ma part, j'étais prêt à l'accepter pour échapper à l'existence harassante de la Sedes. La mutation n'a pas été simple car j'ai été mis en demeure de prendre en charge le service le 1^{er} septembre à Grenoble. Nos vacances en pâtirent mais la compréhension de la Sedes et les assurances de l'accord du ministère simplifièrent ce changement.

Êtes-vous parti pour quatre ans à Grenoble ?

Oui mais je n'avais pas encore conscience que, en tant que chef de service, j'aurais surtout un rôle d'organisateur : envoyer des personnes sur diverses missions, faire un planning optimisé du point de vue du temps et des compétences pour les ingénieurs, négocier des projets et tenir les engagements financiers que je prenais en début d'année.

J'avais dans l'immédiat en perspective un gros projet à prendre en charge. En effet, comme j'étais nouveau et mal connu, même de mon chef de département, Albert Lagaye, agro venant d'Algérie, G. Sauvage voulait certainement me tester. Je me trouvais donc à la tête d'un projet de reforestation dans le désert à Abu Dhabi alors que pays, objectifs, techniques, conditions de travail m'étaient étrangers. Il faut aussi penser qu'à l'époque, ces émirats étaient encore appelés *Trucial states* (États de la trêve), noms qu'ils portaient lorsqu'ils étaient sous protectorat anglais. Ils accédaient progressivement à l'indépendance, depuis qu'Harold Wilson, Premier ministre de Grande-Bretagne, avait déclaré que, en 1971, il n'y aurait : « plus un soldat anglais à l'Est d'Aden ! ».

Abu Dhabi commençait tout juste à s'autogouverner sans être encore maître de ses ressources pétrolières en voie d'exploitation à Tarifet Djebel Dana. L'union des émirats intervint plus tard mais, à l'époque, c'était du « chacun pour soi » teinté des vieilles rivalités, fruit des incessantes guerres qu'ils se faisaient entre eux avant la trêve imposée par les Anglais (perles et pêche). Ils cherchaient où, quoi et comment investir les revenus qu'ils commençaient à retirer du pétrole, pour moderniser leur pays. Bien que les prospections aient commencé en 1935, le pétrole n'avait été découvert sur l'île de Das qu'en 1956 et les premiers pétroliers quittèrent cette île en 1962 pour Djebel Dana, gisement *in shore*, en 1963.

La tâche qui m'était confiée comportait la mise en route puis la direction d'un énorme projet qui venait d'être remporté - mais avec quelques compromissions - dans cet émirat, à la suite d'un pari un peu fou de notre directeur général : « Faire fleurir le désert », soit, en termes plus concrets, planter et faire pousser des arbres (400 ha), le long de l'autoroute de 160 km qui venait d'être construite en plein désert entre la capitale et la bourgade d'Al Ain, demeurée résidence d'été du cheikh.

Ce site était en effet plus frais à la saison chaude et recelait quelques sources prolongées par des *foggaras* (appelées ici *aflaj*) coulant de temps en temps car alimentées par les pluies tombant sur le relief côté Oman. D'ailleurs, une

ferme maraîchère y fut réalisée ultérieurement par Total qui était encore la Compagnie française des pétroles, en guise de cadeau au cheikh, selon une étude Sogreah (Guy Pascaud), dont la direction fut confiée à l'ancien responsable des pépinières de notre projet (Binet).

En revanche, la nappe située sous le trajet de l'autoroute dans laquelle nous devions pomper l'eau nécessaire à l'irrigation de notre future « forêt » était fossile - donc sans réalimentation naturelle par des pluies quasi inexistantes - et son niveau ne devait baisser, selon le contrat, que d'un mètre par an au maximum. Mais nous devions faire en sorte que le cheikh, en se rendant à Al Ain, ait l'impression de traverser une forêt. D'ailleurs, lors de l'unique entretien qu'il m'accorda en trois ans (en pleine nuit sous sa tente d'apparat et justement à Al Ain), Sheikh Zayed m'avait confié son admiration pour les forêts françaises, en particulier celle de Fontainebleau.

Comment était constituée l'équipe de ce projet ?

Nous étions en situation de plein emploi et les rares nationaux disponibles étaient affectés aux postes de chaouch (planton, factionnaire, gardien, éventuellement faiseur de café), de guide ou de chauffeur de maître. Comme nous n'avions pas besoin de ce genre d'employés, tout le personnel permanent du projet était étranger :

- l'équipe de base était française, jeune et célibataire sauf le directeur local (Gamba), ingénieur de Sogreah, que son épouse avait rejoint dès que l'existence était devenue vivable. Les hommes clés étaient le chef mécanicien, le poseur de tuyaux et le pépiniériste (Binet) ;
- les cadres intermédiaires étaient libanais ou syriens ; généralement bien formés, ils avaient l'avantage de parler arabe, français et anglais. C'est ainsi que le chef des chefs et « conciliateur » régleur de palabres était un Libanais, beau gosse qui ressemblait à Omar Sharif et s'en prétendait le cousin, trois autres chefs d'équipe pour les plantations, vraies forces de la nature. La secrétaire était syrienne et musulmane et me valut de

solides ennuis avec le bureau du boycott de la Ligue arabe ;

- les ouvriers spécialisés qui installaient les pompes et les réseaux d'irrigation étaient au début des Tunisiens venus avec nous car ayant l'expérience d'un précédent projet du même ordre : la base de vie d'Hassid Messaoud. Ils étaient censés parler arabe mais leur arabe dialectal n'ayant pas grand chose à voir avec celui des ouvriers, pour la plupart pakistanais, ils repartirent rapidement ;
- la main-d'œuvre de base, peu fidèle et peu disciplinée, venait du Pakistan, d'Iran mais aussi d'autres émirats plus pauvres.

J'avais donc affaire, moi qui était nouveau et n'avait jamais mis les pieds au Proche-Orient, à une équipe hétéroclite, véritable Tour de Babel, peu disciplinée mais jeune, aventureuse et pleine d'allant. La machine Sogreah se mit à tourner, et je fus vite adopté et reconnu comme le patron vu mon âge.

Il ne faut pas oublier, malgré des rapports parfois compliqués et/ou difficiles, l'aide qui nous fut apportée dans les domaines du goutte-à-goutte, par les Israéliens de l'université de Rehovot rencontrés discrètement à Grenoble et surtout par nos partenaires australiens. Ces derniers nous ont fait bénéficier des résultats de leurs expérimentations du goutte-à-goutte dans leurs vignobles et les plantations d'agrumes des régions de Perth et d'Adelaïde. Ils nous ont fourni le matériel d'irrigation d'origine israélienne qui avait retrouvé la « virginité » indispensable pour pouvoir être utilisé en pays musulman. Ma seule connaissance de cette forme nouvelle d'irrigation résultait en effet d'une visite, effectuée avec G. Pascaud, des jardins de bord de mer de la ville nouvelle de La Grande Motte, équipés ainsi par le BCEOM !

En outre, la science du plus célèbre des eucalyptologues, le professeur Pryor, doyen de l'université de Canberra, qui vint nous apporter ses conseils sur le terrain, fut fondamentale. Il nous aida considérablement dans le choix des variétés d'eucalyptus à utiliser, beaucoup plus large que celui que nous donnait notre expérience d'Afrique du Nord, et nous fit fournir gratuitement les semences des variétés préconisées.

Je n'avais pas à me préoccuper des hydrogéologues, hydrologues et hydrauliciens, petit monde à part, dirigés par leurs chefs de service ; nos rapports avec eux concernaient surtout la quantité et la qualité (salinité) de l'eau des forages qui conditionnait les surfaces des bandes forestières et les espèces et variétés à y planter.

Ne venant sur place que deux ou trois fois par an dont une en été, cette existence était tenable pour moi. Mais, pour les permanents, cette vie de travail intensif, sous un climat très dur et sans distractions, était difficile à supporter malgré les conditions de repos qui leur étaient faites. À la saison chaude, on travaillait de 5 heures, 5 heures 30 jusqu'à 10-11 heures tout en consommant 10 à 12 litres d'eau par jour et en absorbant plusieurs tablettes de sel. En cas d'urgence - attaque de chameaux, par exemple - on retravaillait après le coucher du soleil.

Finalement, je n'ai pu me consacrer que deux ans à ce projet que j'ai dû laisser à d'autres mains (Bastiant) car j'étais débordé.

Quels étaient les autres projets ?

J'ai pu cependant participer à une autre étude, très différente, au Sri Lanka, pour le développement de l'irrigation dans le bassin du Mahaweli Ganga alors que j'étais déjà partant. J'y étais consultant dans le domaine très particulier de l'animation du milieu paysan et de la connaissance de leurs systèmes de production. Je conserve un souvenir ému de l'accueil et des rapports amicaux et fructueux avec les paysans aux environs de l'ancienne station de recherche de Maha Illupalana, en particulier les villageois d'Ohana.

Enfin un autre projet, resté sans suite, associa Sogreah (Daniel Rozette, un agro, notre agent local, Cœur-Bizot et moi) au bureau d'étude italien Bonifica pour étudier, sur financement italien, des interventions prioritaires dans le sud de Madagascar. Je ne le mentionne que parce qu'il me permit de découvrir Madagascar, d'y rencontrer Robert Dufournet, « l'empereur

de l'Ankaizina » et de visiter avec lui les caféiers arabica qu'il choyait dans cette région montagneuse d'accès difficile. J'y ai fait connaissance de Silvere Crétenet de l'IRCT, de l'ex-station du Mandraré et de la culture du sisal, de Pierre Roche et de son équipe Irat et - pour couronner le tout - de subir un cours de construction de barrages de la part de Philibert Tsiranana, alors président de la République.

Ce fut aussi l'occasion de parcourir rapidement La Réunion et Maurice et de rapporter à l'IFCC, sur demande de René Coste, des semences de caféier Bourbon pointu « café préféré du roi Louis XV ».

Le reste de mon temps se passait, par exemple, à aller négocier avec le bureau Coba (*Consultores e Baragem*) au Portugal un projet de barrage au Mozambique, à vendre aux Algériens l'optimisation d'une exploitation pilote dans la wilaya de Médéa par programmation linéaire. Sans parler des activités en France avec nos agences de Pau et de Rennes (remembrements, aménagement de lits de cours d'eau...) et des rapports difficiles qu'elles entraînaient avec le génie rural, les Safer. Cela n'avait pas grand intérêt.

Finalement, ce fut une belle période de mon existence, l'une des rares où j'ai eu à travailler en équipe depuis mon départ du Cameroun et j'en garde un excellent souvenir.

Quel était votre statut ?

J'étais détaché, les sociétés Sedes tout comme la Sogreah me payaient. Mais c'était assez compliqué, il fallait la signature de trois ministres pour être détaché dans une société purement privée comme la Sogreah.

La réintégration aurait été pour moi la solution la plus simple mais notre corps d'outre-mer avait connu son extinction en 1960 et, devenu corps autonome, se voyait peu estimé au ministère de l'Agriculture par les corps métropolitains qui, à l'époque, faisaient affecter les réintégré à des postes de « garde-mites ». Le ministère de la Coopération accueillait encore les membres des corps autonomes d'outre-mer mais ne pouvait leur proposer que des postes mal définis de

conseiller technique ou les pousser vers le BDPA. Ce bureau d'étude était, aux yeux du responsable de la coopération agricole, la voie royale pour les agents dont il ne savait que faire.

Je devais quitter la Sogreah, surnommée « la danseuse de Grasser » ; elle appartenait au groupe Alstom dont il était le patron, et il était supposé accepter toutes les fantaisies de Sauvage et de son équipe. Quand Alstom a été absorbée par la CGE d'Ambroise Roux, Sauvage de Saint Marc et l'état-major en place - composé essentiellement de centraliens - ont été remplacés par une équipe de polytechniciens et d'ingénieurs du génie maritime. Étiqueté sans raison comme en faisant partie, j'ai été pris dans la charrette. J'ai alors dit : « Je veux bien m'en aller - je voyais bien que je n'étais plus à ma place - mais laissez-moi le temps de me retourner ». C'est pour ça que je suis allé participer à cette étude au Sri Lanka, le temps de trouver un poste. J'avais demandé un an et j'ai pris mon temps. Je réfléchissais et réanimais divers contacts quand tout s'accéléra.

En effet, en plein été 1971, sachant que j'allais être disponible, Francis Bour voulut me voir d'urgence ; comme j'assurais l'intérim de plusieurs services et que je ne pouvais me déplacer longtemps, nous avons coupé la poire en deux et nous nous sommes retrouvés pour une demi-journée dans un bistrot à Lyon. Il voulait que je vienne à la Satec comme directeur technique, remplacer le directeur en place, Jacques Mayer. Renseignements pris, j'ai découvert que ledit J. Mayer n'était pas au courant et que F. Bour recherchait à son habitude un « homme miracle ». Connaissant bien mon F. Bour, dégoûté du procédé utilisé pour éjecter J. Mayer qui reproduisait la méthode employée des années auparavant pour se débarrasser de Serge Monnot, camarade de promo et GR, je refusais aussi diplomatiquement que possible sa proposition sachant que je ne me plierais pas longtemps aux méthodes et au rythme de travail imposés par F. Bour. D'ailleurs, Maria Novak, son influente conseillère, voyait d'un mauvais œil mon arrivée, contre l'avis de mes amis dans la maison : Jacques Moity (ancien du Cameroun) et Roger Rège (directeur Afrique).

Comme je n'étais pas tenté par le BDPA, trop agricole, par la Sct, trop technique,

ni par le BCEOM dont le secteur agricole était, comme à Sogreah, dépendant des équipements de travaux publics qu'il étudiait, je me suis résolu début 1972 à réactiver mes contacts avec la Sedes, mon précédent employeur, et à prendre conseil d'un ancien du Cameroun, directeur à la CCCE et ancien directeur du Crédit du Cameroun, Lucien Schmandt, qui venait de me donner, le temps de souffler, un stage à la CCCE destiné officiellement à me recycler sur les problèmes juridiques des institutions rurales. De 1955 à 1959, ce bon ami venait souvent à Dschang pour suivre l'opération pilote de crédit mutuel pour laquelle il avait détaché un agent (Martial Coutant) sur place. Nous avions conçu ensemble une expérience de crédit mutuel, par caution solidaire, d'un groupe de paysans sur le principe des caisses populaires canadiennes créées par Alphonse Desjardins. Bien qu'ayant raté notre coup, nous avions développé, grâce à cette expérience, des positions communes sur ce problème de crédit. Nous n'étions pas loin des idées de René Dumont !

Ayant éliminé trois possibilités, agriculture, coopération et Satec, j'hésitais ; je songeais à revenir à la Sedes, encouragé dans ce sens par mon ancien collègue Gilbert Ancian avec lequel j'avais travaillé en Haute-Volta, devenu directeur du département Actions de développement. Ce contact fut tout de suite positif et, en mai 1972, René Mercier proposait de me reprendre comme directeur d'études avec la perspective de remplacer Ancian par la suite.

Comment êtes-vous entré au Gerdat ?

Le Gerdat venait d'être créé en 1970, à Paris. Son administrateur général, J. Alliot, administrateur de la Fom (Niger, Centrafrique, Mali), y avait été détaché par la Caisse centrale et cherchait à étoffer son état-major pour ouvrir les instituts membres aux recherches en économie rurale. La plupart n'envisageaient jusque-là l'économie que pour apprécier la rentabilité des projets auxquels ils étaient associés ou pour suivre les marchés des produits agricoles de leur domaine de compétence. Il envisagea

diverses possibilités et approcha en particulier la CCCE pour trouver un candidat. Schmandt, qui connaissait à la fois les besoins du Gerdat et ma disponibilité potentielle, proposa ma candidature à son collègue J. Alliot. Il s'ensuivit des négociations entre la Sedes et le Gerdat pour définir les activités que pourraient développer ensemble les deux organismes du fait de mon recrutement par l'un ou par l'autre. Je suis donc reparti l'esprit tranquille au Sri Lanka, en mai 1972, pour achever la partie de l'étude qui m'était confiée et n'en suis revenu que mi-juillet.

Entre-temps mon sort avait été réglé et une lettre de la Sedes reçue en juin à Colombo me confirmait mon recrutement par le Gerdat, *via* l'IFCC car le Gerdat ne pouvait pas procéder à des recrutements directs. Ce choix avait été fait avec l'accord de Maurice Rossin malgré l'opposition du ministère de la Coopération qui me considérait comme un traître, selon Jean Guilloteau, responsable de la coopération agricole. Au courant de mes accidents, il était allé jusqu'à me proposer de me faire prendre une retraite anticipée pour invalidité !

Pendant ce temps, mon épouse se chargeait vaillamment de régler tous les problèmes matériels que cette mutation entraînait : vente de notre appartement, déménagement depuis Grenoble, recherche et réservation d'une villa dans l'ouest de la région parisienne. Aussi, dès mon retour, je n'eus qu'à faire les choix définitifs, régler mon départ de Sogreah, me faire préciser mes fonctions au Gerdat, prendre ou reprendre des contacts avec les directeurs des instituts. Le déménagement se fit juste avant le 15 août et je pris mon poste dès le 1^{er} septembre 1972.

Décrivez-nous le Gerdat à ses débuts.

L'équipe de direction du Gerdat était très réduite et se composait de l'administrateur du groupement ; d'un conseiller scientifique, Jacques Lanfranchi, inspecteur général d'Agriculture outre-mer, détaché de l'IFCC, ayant servi en Indochine, Comores, Haute-Volta et Côte d'Ivoire ; d'un agent mis à disposition par l'Irca, G. Daugy, Science Po, qui faisait fonction de secrétaire général ;

d'une secrétaire, Dea Sabatini ; et d'une comptable, France Legendre, diplômée d'HEC-JF (et camarade de promo de notre experte-comptable) ; et c'était tout ! Ce petit monde était installé dans un minuscule hôtel particulier prêté par l'Irca, situé au 5 square Pétrarque, donc physiquement proche de deux de ses membres, Irca et Irho. Les conditions d'existence étaient spartiates : un garage pour deux, l'un derrière l'autre, les déjeuners casse-croûte au bistro du coin par deux ou trois, de l'administrateur à la secrétaire (J. Lanfranchi et G. Daugy, résidents proches, rentrant le plus souvent chez eux), suivis par des parties sur les machines à sous, créaient des liens amicaux étroits. D'ailleurs, cette amitié a persisté pour moi jusqu'au décès de mes collègues et même au-delà avec leurs veuves.

Nous étions très soudés et la nécessité faisait que nous étions quasi interchangeables selon nos compétences. Sans gros moyens, nous étions en quelque sorte des aventuriers animés par la volonté de réaliser le regroupement souhaité par le gouvernement. L'apathie, la résistance et parfois l'hostilité des instituts aux changements qui leur étaient proposés rendaient la tâche difficile mais contribuait à nous unir pour faire front aux difficultés de tous ordres que nous rencontrions et à l'incompréhension de certains de nos partenaires dans la construction du modèle proposé (ministères des Finances, Affaires étrangères, Coopération, Agriculture...).

J'y étais allé pour créer un service d'agro-économie ou d'économie rurale dont le rôle et les moyens restaient à définir. J'ai fait le tour des directeurs généraux, que j'ai trouvés pour la plupart plus imperméables à l'économie que je ne croyais et peu disposés à me voir intervenir dans leur boutique. Comme j'étais un autodidacte en recherches économiques, j'ai ressenti le besoin d'avoir un conseiller scientifique. À ce moment-là, Louis Malassis quittait son poste à l'Ensa de Rennes pour prendre la direction de l'IAM de Montpellier, un des instituts du Ciheam. Je lui ai proposé de venir me soutenir au Gerdat, au moins pour mes débuts que je craignais difficiles. Il a accepté sans réticences et nous nous sommes tout de suite très bien entendus ; il m'a fait comprendre ce que devait



Chine, cueilleuse de thé, ferme d'état de Hu Guang (Guangdong), 1985.

être l'économie rurale dans les pays en développement et je lui ai fait découvrir l'Afrique : Sénégal, Côte d'Ivoire, et même la brousse profonde au Mali. Il m'a très efficacement conseillé jusqu'à son départ pour le ministère de l'Agriculture à Paris en 1979, lorsqu'il a été nommé directeur général de l'enseignement et de la recherche par Pierre Méhaignerie, son ancien élève à Rennes. Nous avons alors choisi pour le remplacer, avec l'accord de Jacques Poly, un économiste de l'Inra, Jean Chataigner, que j'avais connu en Côte d'Ivoire en 1975 alors qu'il y dirigeait le Cires (Centre ivoirien de recherches économiques et sociales).

Avec L. Malassis, nous avons, d'accord parties, commencé discrètement en organisant un important séminaire d'initiation à l'économie rurale comportant des intervenants extérieurs de la Sedes, qui se tint à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier en juillet 1973. Un deuxième suivit à la station de Bambey au Sénégal en janvier 1974. Les tendances à un regroupement des instituts s'accrochèrent ensuite. Leur

déplacement physique progressif, en tout ou partie, à Montpellier avec la construction d'un ensemble commun ouvert en 1975, contribua à leur rapprochement et des réorganisations s'ensuivirent. Chacun d'entre eux se dota alors d'une unité de recherche en économie rurale et recruta ou recruta des chercheurs *ad hoc*. Maintenu à Paris, éloigné de la vie scientifique de ce centre, je vis bientôt que mon rôle perdait de son influence à mesure que se constituaient des équipes de recherche autour d'un projet commun, tel que les unités expérimentales au Sénégal. Mes activités en économie et mes rapports avec les chercheurs se distendirent alors et je ne conservais plus que des études personnelles qui m'étaient confiées par l'extérieur (Brésil, Tunisie, Mali, Congo, Sénégal, Gabon). D'ailleurs, Jean Chataigner, en poste à Montpellier, avait pris sur place le relais avec dynamisme et efficacité tandis que, à Paris, je participais à la définition des orientations générales du groupement et j'étais progressivement impliqué dans ses relations extérieures.

Le Cameroun a été votre expérience pilote !

Oui, j'ai commencé dans un univers de cacao ; j'en ai conservé une certaine compétence mais le cacao ne m'avait pas passionné. Puis vinrent la conservation des sols, problème resté sans solutions durables, du moins au Cameroun, ensuite vint le café déjà beaucoup plus intéressant : c'est un arbre fruitier qui se taille, qui se traite, et dont la qualité de la production dépend, comme pour la vigne, des variétés, des terroirs, du climat. Avec le temps, mes activités se sont diversifiées et n'ont plus été reliées à une culture. Toutefois, j'ai été très marqué par mes dix premières années en zone tropicale humide et j'ai pu, par la suite, élargir cette expérience, tant en Amazonie brésilienne qu'en Asie du sud-est. En revanche, je ne me suis jamais vraiment senti à l'aise dans les régions sahéniennes où j'ai dû cependant intervenir, me limitant alors plus aux problèmes socio-économiques qu'aux aspects proprement agricoles. J'étais cependant toujours resté en relation avec les instituts quand j'étais à la

Sedes et aussi à la Sogreah, soit en les consultant en France ou sur place, soit en les associant directement aux études comme à Abu Dhabi, en Haute-Volta, en Indonésie. J'avais même débauché Germain Jannaud, qui se morfondait au Ceemat, pour étoffer mon service avec un spécialiste des industries agricoles et agroalimentaires. Il y est resté après mon départ et y a poursuivi une brillante carrière. J'ai suivi l'évolution des instituts dont je me sentais le plus proche (IFCC, Irat, IRCT, Ceemat) et je ne suis donc pas entré dans un monde inconnu en arrivant au Gerdat.

Quelle était votre position par rapport à ce regroupement ?

Le Gerdat était un groupement d'intérêt économique. L'idée de regrouper tous les instituts en un organisme unique de recherche en agriculture tropicale remontait très loin et avait fait l'objet de multiples rapports. Déjà un comité de liaison des instituts avait été imposé vers 1960 par la puissance publique. G. Daugy en était le secrétaire et c'est pour cette raison qu'il a été affecté au Gerdat.

J'étais tout à fait d'accord sur le principe du regroupement, au moins sur le plan de la gestion. Mais chaque membre a de fait conservé sa gestion avec différents niveaux d'autonomie, jusqu'à la création du Cirad.

Au niveau du terrain, il y avait encore des stations qui étaient typiquement monoculture (café, cacao, cocotier...) et mono-institut. Ainsi, quand l'Irho a voulu s'implanter à Bambey, station de l'arachide confiée à l'Irat en 1960, pour y prendre à son compte les recherches, cela a été une bagarre à n'en plus finir ! Et l'Irat a finalement pu conserver l'arachide aux dépens de l'Irho qui dut s'installer à Niangoloko (Haute-Volta).

J'ai développé des activités en dehors de l'économie mais en relation avec elle, je me suis progressivement cantonné à ce que je savais faire mais nous étions peu nombreux et il fallait être interchangeable. Ainsi, il m'arrivait d'aller à la place de J. Alliot aux Affaires étrangères pour telle affaire plutôt technique et J. Alliot y allait lui-même pour telle autre plus politique, pour moi, la rue La

Pérouse, pour J. Alliot, le Quai d'Orsay. Je ne me suis jamais occupé des problèmes de politique intérieure française. C'était le domaine réservé de J. Alliot, même si J. Lanfranchi et moi en discussions parfois avec lui.

J. Alliot, administrateur en chef de la Fom, était un homme aimable et d'une grande simplicité. Vieux routier d'Afrique, il avait déjà 20 ans de carrière et d'expérience derrière lui. Après une dizaine d'années au Niger où il avait été chef de subdivision, commandant de cercle et au cabinet du gouverneur Toby, il avait intégré la Caisse centrale de la Fom en 1960 et en avait été le directeur des agences au Mali puis en Centrafrique avant de revenir au Niger comme conseiller de son président de la République, Hamani Diori. De retour en France, il avait été choisi, compte tenu de ses compétences et de ses qualités de diplomate, pour orchestrer le regroupement des instituts de recherche dans ce qui allait être le Gerdat. Accueilli par lui avec une grande cordialité et l'ouverture d'esprit que j'espérais, j'intégrais l'équipe aisément. J. Alliot et moi devinrent vite de vrais camarades, puis des amis et nous le sommes restés après son départ du Gerdat, imprévu et brutal en 1981, jusqu'à son décès en 1999.

Pour ma part, je suivais les évolutions du monde tropical, surtout dans les pays que l'on appelait alors péjorativement « sous-développés » et qui devinrent rapidement « en voie de développement ». Il se trouvait en effet que j'étais le seul à être sorti de notre ancien domaine colonial et à baragouiner l'anglais. C'est ainsi que je me suis retrouvé en 1976 à la tête d'une mission au Brésil, ce qui n'avait rien à voir, ni avec mon anglais, ni avec mes connaissances.

La raison en était simple. J'avais assuré, seul avec France Legendre, la comptable, la gestion du Gerdat au mois d'août 1976, quand le ministère des Affaires étrangères m'avait informé qu'une importante délégation de personnalités brésiliennes venait d'arriver par un vol promotionnel du Concorde qui desservait à l'époque Rio via Dakar, et qu'il fallait occuper intelligemment ces messieurs durant leur séjour. Comme quelques-uns d'entre eux étaient des scientifiques et des agronomes et que le Quai d'Orsay considérait le Brésil

comme un pays tropical, le Gerdat, considéré comme le « fer de lance » de la recherche agronomique tropicale française, était gentiment mis en demeure de leur organiser un programme de deux ou trois jours. Rameutant les rares présents dans les instituts et sollicitant l'aide de l'Inra, je pus répondre à cette demande de manière satisfaisante. Or dans cette délégation figurait le directeur général du CNPQ ou un de ses adjoints. J'étais donc supposé connu des Brésiliens et catalogué de ce fait comme un spécialiste du Brésil !

Cette orientation un peu extérieure à mon activité en économie me conduisit à développer mes relations avec le ministère des Affaires étrangères (rue La Pérouse, domaine des techniciens). J'y ai rencontré ainsi, au fil des années, Marc Bied-Charreton, Remi Perelman, Henri Rouillé d'Orfeuil, René Billaz... Sans oublier ces dames de l'Association pour l'accueil des personnalités étrangères qui me fournissaient des interprètes aimables et compétentes dans pratiquement toutes les langues. Elles m'avaient nommé membre d'honneur de leur Apape ! En effet, la décision de sortir d'Afrique avait été prise en conseil d'administration, mais essentiellement par J. Alliot, en 1976. Cependant il y avait déjà, hors Afrique, quelques membres de l'Irho et de l'Irat et divers chercheurs avaient obtenu des missions ou des détachements de plus longue durée de la part des affaires étrangères, de la FAO ou autres.

J'ai continué cependant à faire de l'économie jusqu'en 1981 car J. Alliot et J. Lanfranchi avaient compris que j'avais besoin de m'aérer et de faire moi-même des études. Environ une fois par an, je me trouvais une mission ou une étude, tantôt pour le ministère de la Coopération, tantôt pour la Caisse centrale... La dernière est intervenue au Sénégal fin 1980 pour établir un diagnostic de la situation du secteur rural en vue d'une réforme du Crédit agricole et des coopératives, et d'étudier un moratoire pour les dettes des paysans.

Pourriez-vous nous parler de Montpellier ?

Faute d'y avoir travaillé ou même d'y avoir séjourné plus de deux ou trois jours d'affilée, je suis incapable de vous donner

une opinion sur le centre de Montpellier, qu'il s'agisse des conditions de travail, des relations ou des collaborations entre chercheurs provenant d'instituts différents ou, plus simplement, de l'ambiance générale qui y régnait.

Je n'y allais que pour animer des réunions spécifiques, le plus souvent d'économie rurale, parfois d'informatique à ses débuts et par la suite pour y conduire des visiteurs étrangers, au titre du Cirad ou de l'Adepta (Association de promotion des secteurs agricoles et agro-industriels français).

Dans ces conditions, je ne rencontrais chaque fois qu'un petit nombre de chercheurs réunis autour d'un thème précis, scientifique ou géographique. Je fréquentais donc plus les salles de réunions et la cantine ou les restaurants de Montpellier que les laboratoires.

Mais ces visites m'ont offert des opportunités touristiques parfois fastidieuses, parfois drôles. Déjà un premier voyage avec une personnalité brésilienne peu après l'inauguration du TGV Paris-Lyon nous avait permis de faire une partie

du parcours dans la cabine du conducteur par autorisation spéciale du cabinet de Charles Fiterman, ministre des Transports. Il s'agissait de José Crespo Ascenso, mon futur interlocuteur privilégié à l'Embrapa, devenu depuis et resté encore mon ami.

Au dehors, je ne pouvais éviter des visites protocolaires au préfet, au maire (d'abord François Delmas puis le redoutable et tonitruant Georges Frèche), à quelques professeurs d'université dont Francis Hallé.

En outre une bonne partie de mes séjours était consacrée à des visites agro-touristiques organisées en fonction des compétences, centres d'intérêt ou désirs exprimés des personnalités que je connaissais. J'ai ainsi parcouru la Camargue de long en large grâce à Mary, généticien du riz Gerdar-Inra et souvent avec lui, pour en présenter sa remarquable riziculture (grâce aux rizières de Paul Ricard qui ont même étonné les Chinois), son élevage extensif dont je masquais l'intérêt tauromachique (j'ai pu faire organiser une ferrade pour le directeur général

de l'Embrapa) et même ses vignobles et ses marais salants pour les méthodes employées pour lutter contre la salinisation des sols.

Mais - revers de la médaille - j'ai même dû trouver une édition des œuvres de Frédéric Mistral en provençal à la demande d'un Colombien, gouverneur de la province de Medellin, amateur éclairé, qui s'est révélé par la suite être impliqué dans des narcotrafics ! Avec Michel de Nucé, nous avons complété une visite d'Aigues-Mortes avec la directrice des recherches agronomiques des Philippines qui était arrivée accompagnée de sa fille, sans en prévenir quiconque.

Il m'a aussi fallu aller plusieurs fois en Corse pour faire visiter à des Chinois, Brésiliens, Thaïlandais, la station Inra-Cirad de San Giuliano et les plantations de clémentiniers dans la plaine orientale. Hélas ! Bien de ces déplacements et visites pour lesquelles je me considérais comme un guide touristique-scientifique n'ont débouché sur rien. Quel métier ! Comme mon métier d'agronome était loin !



Chine, South China Academy for Tropical Crops, 1985. Hervé Bichat (en partant de la gauche à la 8^e place).

J'avais été pourtant très impliqué au départ dans la fondation du centre car, alors que je séjournais à Montpellier pour travailler avec L. Malassis, encore directeur de l'IAM (Institut agronomique méditerranéen), nous fûmes invités par maître F. Delmas, alors maire de Montpellier, à un barbecue dans son mazot pour m'annoncer et fêter la cession officielle par la ville du domaine de Lavalette au Gerdat. J'acceptais avec l'accord de J. Alliot et je fus obligé *in extremis* d'y prononcer une allocution de remerciements que L. Malassis, plus expérimenté, m'aïda à préparer.

Vous adaptiez-vous à la problématique de chaque pays ?

On me posait une question. Le premier problème était d'essayer d'arriver à faire clarifier la question posée souvent par deux organisations qui n'étaient pas d'accord. Au Gabon, par exemple, j'ai eu du mal à comprendre ce que voulait le chef de service ou le ministre de l'Agriculture et j'avais aussi une position opposée du ministère de la Coopération. J'ai donc fait une étude qui a peut-être satisfait le Gabon mais pas du tout le ministère de la Coopération. Résultat ? Mes propositions n'ont pas été retenues et financées, et le rapport n'est jamais sorti de la rue Monsieur. C'est classique !

Au Cameroun, il s'agissait du début de ma carrière et je ne pouvais faire autre chose que m'adapter. Je crois y avoir laissé une bonne réputation car des gens se souvenaient encore de moi au moins dans l'ouest. Je n'ai jamais eu l'opportunité de refaire un petit tour dans le Nyong et Sanaga quitté en 1952. J'ai même retrouvé mon aide-comptable du SMCA, Daniel Bounkeu, dont j'avais été le témoin pour son mariage, reconverti dans le secteur privé et dirigeant l'agence Total de Yaoundé. Mais, techniquement parlant, on ne se souvenait que de mes efforts en matière de conservation des sols mal compris et peu appréciés des femmes Bamiléké.

Au Sri Lanka, j'ai beaucoup travaillé en brousse avec un sociologue sri-lankais remarquable. Nous avons pu ensemble faire émerger la notion de *peasant leader*. Ce n'est pas forcément le chef d'une

famille influente, ni un gros propriétaire ; en fait, c'est toujours la communauté qui se rassemble derrière quelqu'un qu'elle a choisi pour des raisons qui n'ont rien à voir avec sa fortune ou sa situation sociale mais parce qu'il est compétent pour guider, organiser, arbitrer les différends. Il est reconnu comme le leader. J'ai découvert vraiment l'irrigation en Asie et beaucoup appris des paysans. C'est ainsi qu'à pu naître cette idée de *peasant leader*, beaucoup plus sociologique qu'agronomique. Il fallait en effet éviter les disputes et les discussions sur les modes d'attribution et de gestion de l'eau. L'eau ne manquait pas mais le problème central était celui de la gestion des canaux communs, des périmètres prévus par le projet d'aménagement. Pour y aboutir, il fallait travailler et réfléchir avec quelqu'un du pays et se sentir dans le coup directement.

En revanche, il y a deux choses que j'ai essayé de leur apprendre. Ainsi, en Indonésie, il m'a été demandé ce qui pouvait être cultivé sur les bas de pente entre l'hévéa ou le palmier à huile et le café ou le thé. J'ai dit : « Faites du cacao ! » Il y avait là quelques cacaoyers, j'ai donné des explications et fait des démonstrations et j'ai fourni par la suite des articles à des collègues indonésiens. Effectivement, à l'époque où j'étais en Indonésie, la production de cacao devait être de quelques milliers de tonnes ; maintenant elle doit avoisiner 150 000 tonnes.

Un autre exemple, toujours en Indonésie, a été de tenter d'apprendre aux gens, qui, de tradition, font de la culture irriguée, que la culture pluviale n'était pas seulement une culture de primitifs et qu'on pouvait, en saison des pluies, faire du riz en dehors des périmètres d'irrigation. Quand j'y étais, ils en ont fait, peut-être pour me faire plaisir mais à l'époque pour eux, c'était le riz de montagne, le riz des Dayaks, ces méchants Papous de Bornéo ! Alors pour l'Indonésien de Java ou même de Sumatra, ce ne pouvait être qu'une culture de sauvages. C'est dommage parce que ces paysans ne savent faire pratiquement que de la culture irriguée, laissant des quantités de sols inutilisés alors que le pays est déjà surpeuplé. On ne peut pas tout irriguer. Quand même !

Pourriez-vous évoquer le tournant vers le Cirad ?

Selon moi, l'histoire du Cirad doit être divisée en deux périodes distinctes, séparées par le changement de majorité présidentielle et de gouvernement de 1981. En effet, ce changement politique eut des incidences non négligeables, pour ce qui nous concernait, sur deux importants domaines : l'organisation de la recherche telle qu'elle avait été conçue puis mise en œuvre auparavant sous l'influence du président Giscard d'Estaing et les changements drastiques dans la politique de coopération.

Je n'ai ni la connaissance ni les compétences pour juger des raisons et de la valeur de ces brutaux changements de cap. Je n'ai pu que constater l'arrivée d'un nouveau président, Hubert Dubois, coiffant à la fois l'Orstom et le Gerdat, le départ subit et forcé de J. Alliot rejoignant la Caisse centrale suivi de son remplacement par H. Bichat et l'arrivée d'un nouveau directeur scientifique, R. Billaz, qui nous arrivait du ministère des Affaires étrangères.

En 1973, nous avions accueilli H. Bichat qui rentrait de Côte d'Ivoire et cherchait un poste. Nous venions juste d'emménager dans l'immeuble de l'Irca qui s'était retiré dans le bâtiment du fond et nous étions en pleins travaux. Nous n'occupions encore que les pièces du rez-de-chaussée mais il fut possible de lui trouver un bureau au premier étage au milieu des gravats ! Il me semble qu'il avait ensuite été rapidement recasé comme chargé de mission auprès du directeur des industries agricoles du ministère de l'Agriculture, Perdrix, administrateur de la Fom qui s'était parfaitement reconverti. Il aurait aussi fait un bref passage au centre de prospective du ministère.

Mais H. Bichat est revenu très rapidement dans le dispositif comme directeur du Ceemat après le départ de Charles Gaury, vers 1975. Il en est reparti aussi vite pour devenir responsable des questions agricoles à la DGRST, ancêtre du ministère de la Recherche, où je l'ai revu occupant un bureau voisin de celui de Loïc Le Floch-Prigent, chargé des questions industrielles. Il y fut accompagné ou suivi d'autres représentants d'instituts



Brésil, Rio Urubu. Station de recherche : pépinière palmier à huile, avec la coopération de l'Irho, Embrapa 1983.

et je me souviens y avoir vu Pierre Roche (Irat), Claude Bailly (CTFT).

C'est là que j'ai rencontré pour la première fois Henri Carsalade, futur directeur du Cirad, qui animait un groupe dont je faisais partie. C'était le Griza (Groupe de recherches interdisciplinaires sur les zones arides) où je retrouvais L. Malassis, Marc Gentilini, professeur à la Pitié Salpêtrière, qui commençait à se faire un nom dans le domaine des maladies tropicales, et le professeur F. Bour, nutritionniste intarissable. Du fond de la classe, avec M. Gentilini, nous nous faisions remarquer par nos bavardages intempestifs.

Après tous ces allers-retours, H. Bichat réintégra le Gerdar en 1980 comme conseiller scientifique, succédant à Jacques Lanfranchi (qui prenait sa retraite et qui décéda peu après, en 1984). Il devait cette fois-ci y demeurer et en devenir le directeur en 1981. Il ne l'abandonna qu'en 1990 pour prendre la direction générale de l'Inra après avoir achevé la transformation du Gerdar en Cirad dès 1985, sous l'amicale pression du ministre de la Recherche, Hubert Curien.

Je me suis étendu sur cette époque historique de la recherche agronomique tropicale, de la naissance du Gerdar à la mise en route du Cirad car cette évolution,

considérée par beaucoup comme révolutionnaire, fut l'œuvre de ces deux hommes, J. Alliot et H. Bichat. Elle représentait pour moi la moitié de ma vie active. J'y participais dès le départ avec enthousiasme ; j'en vis l'évolution et la fin avec mélancolie.

Autant la période de regroupement de 1972 à 1981 m'avait enthousiasmé, autant celle de construction de 1981 à 1991, année de ma retraite, m'avait progressivement déçu.

En effet, au contraire de J. Alliot et J. Lanfranchi, H. Bichat a progressivement modifié mes attributions en les restreignant à ce qu'il jugeait le plus utile à la réalisation de ses projets sans admettre que je ne m'y sentais pas à l'aise. Je pensais en effet que, lorsque j'aurais monté et structuré le service des relations extérieures dont j'étais au début le *primus inter pares*, selon ses dires et ceux du président H. Dubois, je pourrais reprendre mes activités antérieures et rejoindre Montpellier comme tout le monde.

À maintes reprises, je lui avais clairement dit que je souhaitais vivement être muté à Montpellier pour me retrouver proche des chercheurs et jouer un rôle plus actif dans la construction et l'évaluation des programmes de recherche. J'envisageais par exemple d'organiser l'évaluation

de l'intérêt (l'impact) potentiel des programmes en cours d'élaboration et de mettre au point des techniques de jugement de leur réussite, non seulement sur le plan technique, mais aussi sur les plans économique et social. Je croyais et je continue de croire que cette approche complémentaire était utile sinon nécessaire. Je ne pense pas que cette idée ait été reprise jusqu'ici.

Au fil des années, les membres de ce service se sont succédé avec Jean Servant, Pierre Dubreuil, Claude Uzureau, Jean Laboucheix, sauf le responsable Afrique, Bernard Bachelier qui avait remplacé Henri Boulland, prêté au départ par l'IRCT, et moi. Bachelier a d'ailleurs rejoint Montpellier après mon départ, comme administrateur du centre.

Je me suis fait avoir par H. Bichat qui m'a fait miroiter pendant des années une mutation à Montpellier sans plus de précisions. Bien au contraire, non seulement je suis resté à Paris, mais j'ai fini relégué à Boulogne avec quelques économistes qui n'avaient rien à faire avec moi ! À tout prendre, j'aurais préféré boucler la boucle en revenant à Nogent, point de départ de ma vie active ! J'étais devenu tellement éloigné des chercheurs, que beaucoup ne me connaissaient pas et fort peu se sont rendu compte de mon départ ! Comme



j'étais aux relations internationales et à Paris, finalement seul un petit nombre de chercheurs me connaissait : ceux qui travaillaient en Amérique latine, surtout ceux du Brésil, et ceux d'Asie, soit environ 25 à 30 personnes. C'était peu !

Voulant quand même aller à Montpellier par d'autres moyens, j'ai posé ma candidature pour la direction de l'École d'agriculture tropicale dont j'étais issu, au départ de Marc Latham qui venait de l'Orstom. C'était à l'époque le Cnearc qui est devenu aujourd'hui l'IRC (Institut des régions chaudes). J'y croyais fermement mais H. Bichat ne m'a guère soutenu et l'opposition du syndicat Sfaaom, conduite par un ennemi de toujours, l'a fait capoter.

Je suis persuadé que H. Bichat m'a gardé près de lui parce qu'il avait besoin de moi. Je suppose donc que je devais être efficace dans ce travail qui me déplaisait ! Un peu diplomate, un peu agent commercial avec quand même un bon arrière fond scientifique. Mes camarades d'Asie reconnaissaient mon efficacité et se moquaient de moi en m'appelant le *money comber* ou *money finder*.

Il me revenait de préparer les négociations d'accords de coopération,

parfois d'en signer. Mais contrairement à l'Afrique, les discussions se faisaient d'égal à égal. Il nous fallait apporter à nos partenaires un complément à leurs connaissances et leur prouver que nous étions les meilleurs. Il fallait aussi financer notre apport, même dans des pays assez riches. Si nous ne le faisions pas nos concurrents l'auraient fait ! Je me souviens à ce propos du Singapourien, professeur de génétique à l'université de Singapour, enseignant par ailleurs dans une université américaine, qui me disait avoir pensé à faire appel aux français pour leur réputation en matière d'hévéaculture. Ses élèves travaillaient sur la feuille de l'hévéa sans rien savoir de l'arbre et de sa culture. Il ajoutait : « J'enseigne la connaissance scientifique à des étudiants qui ne savent rien de cet arbre pourtant introduit dans leur pays et disséminé depuis dans toute l'Asie ». Mais rien ne fut conclu faute de financement et d'intérêt de l'Irca.

Êtes-vous resté au Cirad jusqu'en 1990 ?

Oui, et j'ai été condamné à rester à Paris, rue Scheffer, ce qui m'a de plus

en plus coupé des chercheurs et de la vie scientifique concentrée au centre de Montpellier, à l'exception d'une petite équipe d'économistes conduite par Michel Griffon, créée et implantée au jardin tropical de Nogent, probablement pour occuper les lieux après le départ des derniers forestiers.

Je n'ai plus fait que développer nos contacts à l'étranger, en rendre compte au président et au directeur général, rédiger des notes à caractère plus géopolitique que scientifique. Ces activités se sont poursuivies après le départ de Hervé Bichat pour l'Inra, avec Henri Carsalade, son successeur, mais se sont progressivement réduites.

Ainsi notre président, ancien ambassadeur, me considérait comme un attaché d'ambassade, me faisait faire ses plans de table lorsqu'il recevait (pour les modifier au dernier moment !) et préparer certains de ses discours dans lesquels je devais incorporer des citations de Mallarmé.

Transféré de la rue Scheffer à l'annexe de Boulogne-Billancourt, je n'avais plus que des contacts espacés avec l'état-major et j'avais pour dernière mission d'entreprendre un gros travail de réflexion et de synthèse sur le passé, le présent et

l'avenir du Cirad en Asie. Ce document de 125 pages comportant près de 400 pages d'annexes, qui m'avait demandé près d'un an de travail, fut édité pour un usage interne en novembre 1990 et ne connut, pour des raisons que j'ignore, qu'une diffusion très restreinte. D'ailleurs, je ne crois pas que mes suggestions aient été prises en considération et aient eu un quelconque effet sur la politique ultérieure du Cirad.

J'ai pu aussi profiter de mon temps disponible pour guider des étudiants thésards dans leurs recherches. J'en avais déjà suivi un depuis son mémoire de sortie de l'Esat, jugé avec Jean-Marc Boussard, jusqu'à sa soutenance de thèse et durant son début de carrière à l'IFCC jusqu'à son transfert imposé à l'Irat. Deux autres sont venus me trouver directement et ont brillamment soutenu leur thèse; l'un est maintenant au CNRS et l'autre à l'Orstom car le Cirad n'avait pas d'emploi pour eux ou les moyens de les employer. Dommage!

En outre, deux de plus m'avaient été envoyés par François Sigaut, un agro, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS): une Mexicaine et un Congolais qui n'ont pu en venir à bout en raison de problèmes financiers malgré le très maigre financement que je pouvais leur apporter. C'est encore dommage! Ils auraient pu être de très bons éléments pour le Cirad mais à cette époque on ne recrutait pas de thésards ni même de docteurs, surtout en sciences économiques!

Je n'ai été maintenu au Cirad jusqu'à près de 66 ans que parce qu'on ne me trouvait pas de remplaçant compétent et disponible. C'est finalement J. Laboucheix qui dut prendre en charge l'Asie en plus de sa responsabilité de l'Amérique latine. Vieux baroudeur issu de l'IRCT, J. Laboucheix avait déjà beaucoup navigué dans le monde tropical aussi bien en Afrique qu'en Asie et en Amérique latine. Aussi, sa vaste expérience lui a permis d'assumer aisément ce surcroît provisoire de responsabilités et de travail jusqu'à la réorganisation des relations extérieures du Cirad.

Un regard en arrière m'autorise à juger que je n'ai été réellement à ma place au Gerdat-Cirad que lorsqu'il fallait rassembler et construire: à ses débuts pour

ouvrir les instituts à l'économie rurale puis à celle du développement, par la suite pour œuvrer à le faire sortir d'Afrique et à donner une vraie dimension au qualificatif « international » qu'il s'était donné un peu tôt. Ce jugement *a posteriori* me confirme que je n'ai jamais été un vrai chercheur, mais beaucoup plus un agronome de développement et un économiste de projets. Je pense avoir été aussi un assez bon diplomate pour avoir achevé ma carrière en faisant de la pseudo diplomatie.

Sur toute une carrière de 40 ans d'activité et plus, quel est votre meilleur souvenir ? Et quel est le pire moment ?

Au plan personnel, la rébellion en pays Bamiléké nous a épargnés, ma famille et moi. Mais nos enfants, assez effrayés, plus par les armes et les précautions prises que par les dangers potentiels, avaient été rapatriés en France en temps opportun. Mon épouse n'aimait pas du tout les pistolets que les gendarmes avaient tenté de lui faire utiliser, ni les grenades à porter dans son cabas. Elle a gardé un admirable sang-froid et a fini son séjour comme secrétaire du préfet (héros FFL et compagnon de la Libération), en charge du courrier confidentiel et du chiffre! Pour ma part, j'avais bien reçu des coups de fusil en remontant le col de Bana. Ils avaient seulement perforé la bâche de mon pick-up et leurs auteurs m'avaient fait passer un mot trouvé un matin sur la porte de mon bureau: « Pardon patron! On ne savait pas que c'était toi ».

Le pire moment fut fin 1961 quand j'ai cru que j'allais mourir. J'ai eu un accident de voiture à Ouagadougou, en Haute-Volta. Alors que j'allais déjeuner dans ma petite deux CV, j'ai été percuté sur ma gauche par le chauffeur d'un ministre qui utilisait, bien entendu, la grosse voiture du patron sans autorisation. Aussi, au lieu de me porter secours, est-il parti au village chercher des faux témoins. Pour ma part, j'ai été ramassé, paraît-il, par un blanc et je me suis réveillé deux jours après en salle commune dans le vieil hôpital de Ouaga (le nouveau n'était pas encore ouvert), avec des rats qui couraient sur ma moustiquaire. Le ministre

est quand même venu me voir, sans plus. Toutefois, j'ai eu de la chance car il était assuré, ce qui était rarissime dans ce pays. Aussi mon accident fut pris en compte comme accident du travail et me valut par la suite indemnisation et rente d'invalidité. Voyant mon état et celui de l'hôpital, Gilbert Élias, successeur de J. Lanfranchi, chef du service de l'agriculture et ancien du Cameroun, me récupéra chez lui, où je fus entouré de soins et d'attentions par son épouse jusqu'à mon rapatriement. Je pus repartir grâce à deux anges gardiens qui m'embarquèrent en me tenant sous les bras, l'un à droite, l'autre à gauche et prirent soin de moi durant le voyage: Jacques Moity, directeur local du plan, administrateur Fom et ancien du Cameroun, et Jean-Pierre Bérard, directeur au ministère de la Coopération qui rentrait de mission. À l'arrivée, Air France me prit en charge, me fit mettre sur une civière et me renvoya chez moi.

Je n'ai plus entendu parler de rien. La Sedes s'est chargée de tout avec une efficacité remarquable: expertises médicales, avocat (il n'y en avait qu'un à Ouaga), contentieux, assurance, sécurité sociale et s'est montrée très chic avec moi en me reprenant dès que j'en ai été physiquement capable et en me considérant comme un travailleur utile alors que je suis resté pratiquement inutilisable pendant plusieurs mois. Un an après, je fus conduit à repartir en mission au Cameroun et à Dschang, ce qui me rendit équilibre psychique et confiance en mes capacités retrouvées. Il ne me reste de cet accident qu'un mauvais souvenir et quelques séquelles qui se réveillent maintenant.

Au plan professionnel, je conserve un souvenir amer de mon impair avec Aimé Drogue, mon chef de service au Cameroun en 1953-1954 qui entraîna mon renvoi en brousse, à Dschang, à mon retour de congé. Sur le moment, j'ai eu l'impression d'avoir été viré et rétrogradé. Après, j'ai apprécié énormément le pays, les gens et l'agriculture que j'avais à y faire et j'y ai acquis des compétences économiques, sociologiques et aussi techniques qui m'ont été bien utiles par la suite.

Évidemment, ma fin de vie active a été plutôt gâchée par mon maintien à Paris pour y exercer des fonctions qui ne me

B. Simon perdu dans Bangkok, il se fait indiquer son chemin par une vendeuse de souvenirs, Thaïlande, 1987.



passionnaient guère. De surcroît, le retour vers l'Afrique donnait peu d'intérêt à mes efforts sur l'Asie.

Finalement, j'ai conservé beaucoup de bons souvenirs ! Tous les mauvais souvenirs s'effacent.

Ainsi l'Afrique : j'y ai quand même travaillé pendant dix-huit ans, presque la moitié de ma carrière. C'est à elle et aux Africains que je dois ma formation, mon ouverture sur les problèmes autres que techniques qu'il fallait résoudre pour enclencher un processus de développement endogène aux différents niveaux envisageables : ménage, famille, village, tribu, ethnie... C'est drôlement compliqué le développement !

Je n'ai pu ensuite qu'avoir des aperçus rapides et superficiels sur les pays où j'ai eu à intervenir. Ils m'ont montré tout l'intérêt de l'agriculture comparée chère à René Dumont et celui des transferts de technologies dont on pouvait être le passeur sans être pour autant un chercheur, par exemple la riziculture pluviale de l'Afrique au Sri Lanka, la transformation artisanale du manioc du Brésil à l'Indonésie.

Dans quels autres pays auriez-vous aimé vivre ?

J'aurais aimé vivre au Brésil et à Ceylan (aujourd'hui le Sri Lanka).

Je me suis tout de suite senti chez moi au Brésil, que ce soit en Amazonie ou au Paraná, en ville ou en brousse. Je ne m'y sentais pas étranger (à condition de ne pas parler anglais !). J'ai très vite compris puis bafouillé la langue. J'ai aussi assimilé leur musique et leur football et surtout apprécié le dynamisme, l'énergie et l'adaptabilité des colons du front pionnier souvent citadins et originaires du sud. Ah ! Le coiffeur de Rio et sa jeune femme défrichant leur concession dans un coin perdu le long de la future transamazonienne et vivant misérablement tout en se voyant un avenir sans nuages ! Ou encore les colons *nisei* (immigrants ou ex-prisonniers de guerre japonais) déplaçant sans relâche leurs cultures de poivriers à mesure de leur destruction par la fusariose.

Au Sri Lanka, c'est plus la qualité des gens qui m'a conquis mais je n'ai pas travaillé en zone Tamoul. C'était essentiellement le bassin de la Mahaweli Ganga. J'étais confiné dans la zone du projet, lui-même inclus dans la région la plus touristique, entre Anuradhapura, Sigiriya, les grands bouddhas... Et quand je n'étais pas à Colombo, je vivais à Maha Illupalama, dans une station de recherche qui était quasiment abandonnée depuis le départ des Anglais. Isolé par la langue, j'ai eu le bonheur de bénéficier d'un *counter-part*, sociologue de formation, dont les techniques d'analyse étaient voisines des

miennes. Nous avons fait ensemble du bon travail et identifié nos *peasant leaders*, bases du programme que j'aurais souhaité voir mis en œuvre. Très vite adopté dans les villages étudiés, j'étais invité à manger (mi déjeuner, mi dîner) chaque fois dans une famille différente. Chaque femme cherchait à faire un curry meilleur que celui de sa voisine, et c'était un véritable concours de cuisine comme lorsque j'étais scout !

J'ai profité de mes séjours pour être initié au bouddhisme par l'intermédiaire d'un missionnaire français que j'approvisionnais en tabac pour sa pipe, et qui m'introduisit dans un cercle de méditation à la *dagoba* (temple) de la dent de Bouddha à Kandy. Quelques incursions dans les plantations de thé de la *Up-country*, jusqu'à Nourhélia et Horton plains (avec grésil sur les pelouses et feu dans la cheminée de la chambre) m'ont fait découvrir la culture du théier et la misérable existence des cueilleuses tamoul.

Quel est votre meilleur souvenir au point de vue technique agricole ?

Peut-être le pari réussi de planter des arbres dans le désert à Abu Dhabi ou la mise en route expérimentale et réticente de la culture du riz pluvial sur les sols de pentes par des cultivateurs ceylanais ne connaissant que les cultures irriguées.

Quelles sont vos satisfactions ?

Sur le moment, j'ai été extrêmement flatté de représenter la France à la commission « agriculture » de la Cesap (Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique). Le secrétaire général des Nations unies a des représentants régionaux, appelés secrétaires généraux adjoints des Nations unies, qui sont sensés arbitrer les problèmes régionaux et qui dirigent des filiales régionales de l'ONU. Celui pour l'Asie et le Pacifique réside à Bangkok. Son titulaire était un ressortissant du Bangladesh, Mohamed Kibria, pour lequel j'ai eu une sympathie spontanée qui s'est révélée réciproque. La facilité de nos rapports et l'estime qu'il portait à la France ont permis à Jacques Deuse et son équipe d'investir l'immeuble de la Cesap, à tel point que l'étage où ils étaient installés été surnommé *the french floor* ! Cette présence, considérée

comme abusive par certains, me valut d'ailleurs une engueulade mémorable avec un expert danois qui s'estimait lésé !

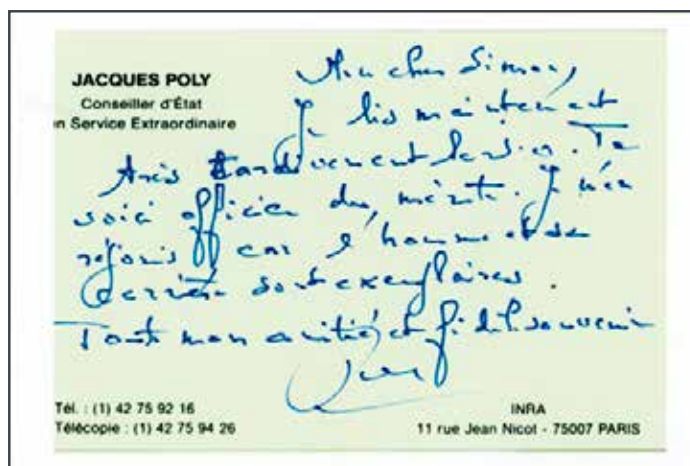
Des commissions internationales se tiennent souvent à Bangkok pour régler des problèmes régionaux. Une commission agricole s'est réunie lors d'un de mes séjours. L'ambassadeur de France venait d'arriver et ne voulait pas s'occuper des questions agricoles, d'environnement, etc. Il avait demandé à son conseiller culturel d'y aller. L'individu en question, que j'avais vaguement connu rue Monsieur autrefois (un postier), a répondu à l'ambassadeur : « Moi, je ne veux pas ! Je n'y connais rien ! - Et bien on va y envoyer votre ami Simon ! » Et je me suis retrouvé à cette commission derrière le panonceau « France ». Il y avait quand même, en plus de l'équipe Gerdats (Damien Jourdain, Jacques Deuse, Jean Laboucheix, Guy Machet), Bidaut, le fameux conseiller (muet). Je me suis fait agresser quasiment d'entrée par le représentant de la Mongolie sur la reprise des essais nucléaires par la France dans le Pacifique. Alors j'ai botté en touche en disant qu'on était là pour s'occuper d'agriculture et que je n'étais ni compétent ni mandaté pour parler de cette affaire-là. Mais c'était vraiment drôle ; je me sentais tout fier ! Il faut avoir les épaules larges quand on représente la France !

J'ai terminé mon examen de passage par cette amusante anecdote pour que vous ne pensiez pas que je me prends au sérieux. Mon itinéraire a dû en effet vous paraître en zigzags et fort éloigné de ceux des chercheurs « classiques » du Cirad et plus encore de ceux de l'Inra.

Rétrospectivement, je crois que les plus belles années de ma vie professionnelle ont été d'abord mes périodes de travail de terrain, tant au Cameroun que par la suite pour divers projets, ensuite ces huit années passées à la Sedes à concevoir, exécuter et suivre des projets de développement rural, malgré la surcharge de travail qu'elles comportaient.

Et maintenant, revenant sur le tard à l'histoire, domaine auquel mes parents avaient pensé pour moi, je me consacre à la petite histoire, en « historien du dimanche » comme disait Philippe Ariès, en ne m'intéressant qu'à celle de l'agriculture coloniale française et de ceux qui l'ont faite durant notre deuxième expansion coloniale.

Retraité botaniste. Réserve du « gros cerveau » au dessus de Sanary, 1995.



Cette conclusion assez amère décevra peut-être mes camarades et amis du Cirad : j'aurais mieux fait de réintégrer la Sedes en 1972 et d'y terminer ma carrière. J'aurais pu m'y épanouir et probablement y être mieux utilisé mais il n'en reste pas moins que mes dix-neuf années de Cirad gardent pour moi le goût d'un rêve resté - hélas ! - inachevé.

ITEMS

Agronomie tropicale et post-colonisation/Agro Paris/Esat/ André Angladette/René Dumont/ Maurice Rossin/Cameroun/ Yaoundé/Dschang/Cacao/ Café/Paysannat/Conservation des sols/Développement rural/ Sedes/Économie rurale/Projets Développement/Sogreah Grenoble/ Abu Dhabi/Sri Lanka/Irrigation/ Gerdats/Cirad/Brésil/Chine/Indonésie/ Thaïlande/Asie du sud-est



Fleuve Niger près de Ségou et l'entrée du Canal de Dioro (Mali, Afrique). © Inra - Gérard Paillard

MICHELLE FEIT

90

Née en France d'outre-mer durant la Seconde Guerre mondiale, Michelle Feit débute sa carrière professionnelle dans la Chine de Mao Tsé-Toung. BTS de secrétaire de direction en poche, elle trouve un emploi à l'ambassade de France à Pékin, en 1965, peu de temps avant que ne débute la « révolution culturelle ». De retour en France, elle participe à un autre événement de portée historique, en 1970, l'organisation de l'importante conférence de Niamey au Niger. Recrutée quelques années plus tard au Gerdat, elle va vivre la création du Cirad et en accompagne ses évolutions, au plus près de ses responsables administratifs et scientifiques.

Vous êtes née en Nouvelle-Calédonie.

Mon père était marin de la Marine marchande. Il était sur un bateau dans le Pacifique en 1939, fiancé à ma mère qui l'avait rencontré au Havre. Mon grand-père, soldat pendant la guerre de 1914-1918 et sachant qu'une nouvelle guerre s'annonçait, voulait au moins mettre un enfant en sécurité à l'autre bout du monde. Donc maman est partie en train en 1939, à 19 ans, toute seule jusqu'à Marseille. Elle a pris l'avant-dernier bateau parti et le dernier arrivé en Nouvelle-Calédonie *via* les Antilles. Elle a eu la chance que papa soit là en 1940 en escale à Nouméa - ils se sont mariés en juin 1940. Ensuite, il a fait du transport de nickel entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie.

Marin, mon père était rarement présent. Maman est restée seule pendant un certain temps, puis elle a été « adoptée » par une famille. Elle vivait toute seule. Elle a eu mon frère aîné en 1942 et si je suis née, c'est grâce à la compagnie maritime, qui obligeait mon père à prendre des congés. Le bateau, sur lequel il était en tant que second, a été coulé par les Japonais. Heureusement, il n'était pas à bord. Donc je suis née le 19 juin 1943 à Nouméa. Mon autre frère est né en janvier 1945.

Votre père, en 1943, a-t-il été mobilisé par l'armée française ?

Il n'a pas été mobilisé par l'armée mais il était mobilisé sur son bateau donc il n'avait pas le droit de changer de société, de changer de pays.

Plus tard, le fils aîné du commandant du bateau qui avait été coulé est venu faire ses études de marin en France ; il est rentré avec nous. Il a été pour moi un grand frère. En 1947, nous sommes rentrés en France en passant par Tahiti, où j'ai le souvenir de papa qui aidait mon petit frère à plonger dans la mer. Des souvenirs du bateau aussi : nous étions autorisés à aller dans la salle à manger, du bas de gamme, seuls pour le goûter ! Mon père travaillait sur le bateau pour payer tous nos billets de voyage. Nous sommes passés ensuite par la Martinique et nous sommes arrivés en France, à Marseille, en 1947.

Vous n'avez donc pas du tout connu la guerre en France. D'où votre mère était-elle originaire ?

Ma mère venait de Normandie, d'un père normand et d'une mère lyonnaise. Mon grand-père, ma grand-mère et le petit frère de maman habitaient à 25 km du Havre dans la campagne, à côté d'une voie de chemin de fer qui fut pilonnée par les Allemands.

Nous étions installés au Havre dans la maison de mes grands-parents, où j'ai vécu jusqu'à l'âge de 20 ans, qui était à la limite de l'endroit où toute la ville avait été détruite. Au début, je suis allée au lycée de filles en primaire qui était dans les locaux du lycée de garçons, il n'avait pas été touché par les bombardements. Quand je suis allée en 6^e, le lycée des filles avait été construit à côté de l'église Saint-Joseph pas loin du port. J'allais à pied au lycée par un chemin à travers champs et terrains vagues. Après, il a fallu contourner parce que la ville était en construction.

J'ai passé mon baccalauréat de philosophie. Comme j'avais très envie de quitter le Havre, je redoublais régulièrement. Mon idée était d'arriver à l'âge limite où je pouvais partir à Paris avec le BEPC, pour faire deux années d'études d'étalagiste. C'était une occasion d'être libre. Nous étions trois enfants et papa n'était jamais là ! Papa était sauveteur en mer, releveur d'épaves. Grâce à lui, j'ai pu vivre des vacances dans différentes villes et être sur des bateaux. Mais j'avais envie de respirer. Ma mère, qui n'avait pas pu faire d'études, voulait que je passe mon bac. C'est pour cela que j'ai eu mon bac à 20 ans. Comme je voulais partir vite, j'ai choisi la philosophie, avec allemand en première langue. C'était beaucoup plus facile, je n'ai pas de mémoire orale.

Je voulais alors faire des études d'histoire de l'art. Il n'était pas possible de faire des études supérieures au Havre. Il n'y avait pas d'université, donc il fallait aller à Caen ou à Rouen. Mais histoire de l'art et archéologie, cela voulait dire minimum cinq ou six ans d'études. Or mes parents ne pouvaient pas payer des études aux trois enfants hors le Havre. De fait, je suis venue à Paris pour faire un BTS¹ de secrétaire de direction, au lycée Sophie Germain à Paris. Ces deux années d'études m'ont permis une certaine autonomie.

J'ai fait un stage dans une banque, à la BNP rue de Bretagne dans le 3^e arrondissement, au nord des Archives nationales. J'ai passé l'oral du BTS. La secrétaire de



l'ambassadeur de France en Chine venait du même lycée que moi. Ils cherchaient une dactylo. J'avais 22 ans, j'étais donc majeure. Mon grand-oncle paternel était à Pékin au siège des délégations, il est resté onze ans en Chine (ensuite il a été au Maroc, en Afghanistan). J'ai annoncé à mes parents que j'avais la possibilité de partir à l'étranger et ils m'ont encouragée.

Des parents ouverts !

Mon père était au Havre où il travaillait comme sauveteur. J'ai été élevée comme un garçon avec mes deux frères. Enfant, chacun faisait toutes les tâches de la maison, donc il n'y avait pas de statut spécifique fille ou garçon.

Je suis protestante. Cela change tout parce que les enfants de toutes les classes sociales havraises se retrouvaient en groupes pour le catéchisme qui prépare à la Confirmation. On était un peu exclu en tant que protestant. Je me souviens qu'au lycée du Havre, quand on faisait la queue en début d'année, un curé était passé pour dire aux filles à quelle heure était le catéchisme. En passant devant nous, il ne s'était même pas arrêté !

Vers dix-huit ans, j'ai été monitrice de colonie de vacances en Suisse, puis aux environs du Havre, dans la colonie de vacances protestante havraise.

Étiez-vous assez seule à ce moment-là ?

Je suis arrivée en Chine le 31 octobre 1965, en avion, *via* Moscou. Je n'avais jamais pris l'avion. Il y avait deux ou trois escales en chemin (Moscou et Irkoutsk). La secrétaire de l'ambassadeur, qui venait du même lycée que moi, est venue me chercher à l'aéroport, m'a déposée à l'hôtel de Pékin et m'a laissée toute seule.

L'attaché scientifique arrivait par le même avion ainsi que son épouse et ses enfants. Le lundi 1^{er} novembre 1965, l'ambassadeur Lucien Paye nous a tous invités à déjeuner, à la résidence de l'ambassade, à Sanlitun (nouveau quartier des ambassades). L'après-midi, il nous a emmenés au cimetière des étrangers en banlieue de Pékin. Les tombes étaient profanées...

À l'époque, il y avait très peu de Français à Pékin. Ce n'était pas encore la révolution culturelle. J'ai passé plus de trois semaines, toute seule à l'hôtel, sans invitation des collègues de l'ambassade.

Solange, une camarade qui était au même lycée que moi à Paris, est arrivée ; l'ambassade avait besoin d'une seconde secrétaire. Elle avait 19 ans, j'en avais 22. On s'est mise ensemble, on déjeunait toutes les deux. Seule, j'avais renoncé à aller déjeuner au restaurant

SAUF INDICATION,
LES PHOTOS
APPARTIENNENT
À MICHELLE FEIT.

1. Brevet de technicien supérieur.

de l'hôtel de Pékin parce qu'il y avait des délégations d'hommes d'Europe de l'Est qui étaient tout seuls...

J'ai partagé l'appartement avec Solange, chacune avait sa chambre, et nous avions une femme de ménage dont j'ai signé le contrat en chinois, traduit oralement par les interprètes de l'ambassade.

Quel était votre travail à l'ambassade ?

Je tapais des rapports. Je retapais des notes manuscrites pour le service politique. L'ambassadeur avait sa secrétaire. Il ne fallait surtout pas parler ou lire le texte, nous n'avions pas le droit de dicter un texte et les documents écrits étaient détruits par le service « archives » de l'ambassade. Même si on n'en avait pas la preuve, il y avait des micros partout.

On avait interdiction de parler aux gens dans la rue. Quand j'étais encore à l'hôtel

de Pékin et qu'on allait vers l'ambassade, deux ou trois interprètes étaient là, ils devaient avoir 20 ans en 1940, ils parlaient très bien français et anglais ainsi que d'autres langues. Nous circulions dans un tout petit autobus de l'ambassade, nous devions faire très attention à ce que l'on disait parce que l'on ne savait pas si le chauffeur nous comprenait. Il ne fallait surtout pas mettre en difficulté les interprètes qui nous aidaient. Cette expérience a duré trois ans. Au début, on n'avait qu'un congé au bout de quatorze mois. Finalement, les conditions de vie difficiles ont été reconnues, et on a pu avoir un deuxième congé.

En dehors du travail, quels contacts aviez-vous ? Avez-vous eu l'occasion de visiter la Chine ?

Il était interdit d'apprendre le chinois en Chine. Il ne fallait pas parler aux

Chinois dans la rue. Pour me promener, je prenais un papier à en-tête de l'hôtel. Pékin est une ville quadrilatère, donc je remontais la rue commerçante Wang Fu Ching bloc par bloc. Les gens s'arrêtaient pour me regarder dans la rue et me montraient du doigt parce que j'étais une étrangère.

On a eu une femme de ménage pendant trois ans, quatre heures par jour quasiment six jours par semaine. C'est la seule fois de ma vie où j'ai eu une femme de ménage ! On nous a demandé de l'appeler « Aï », cela signifie « tante », mais ce n'est pas la tante du premier fils d'une famille bourgeoise ou noble, c'est la tante du deuxième ou du troisième fils, donc pas de la première épouse ! On devait faire tout le temps attention : Aï travaillait pour le ministère des Affaires étrangères ou le ministère de l'Intérieur chinois, donc nous devions veiller à éviter les fuites.



Vue de Pékin (Beijing), Chine. © Inra - Julien Lanson



André Berkaloff, Michelle Feit et Didier Picard. Yunnan 1997.

C'était très spécial de vivre ainsi ! Certains courriers passaient par la valise diplomatique et pouvaient être ouverts. On le savait et on faisait attention ! Les lettres passant par la poste chinoise pouvaient également être ouvertes ! Dans l'immeuble où on habitait, on n'avait pas le droit de prendre l'ascenseur tout seul. Il y avait un garde de l'armée devant la porte d'entrée du jardin. Il y avait deux entrées donc deux gardes. Il y avait aussi des gardes devant l'entrée de l'ambassade. C'était très surveillé.

Nous n'avons jamais été invitées par des Chinois, ni par les diplomates français. Nous étions trop jeunes.

On est allé visiter Nankin, Shanghai, puis les grottes Yungang pas loin de la ville de Datong dans le nord de la Chine, avec des bouddhas immenses (comme il y en avait autrefois en Afghanistan).

Qu'avez-vous vu de la « révolution culturelle » ?

Quand la révolution culturelle est arrivée en 1966, il était impossible de visiter la Cité impériale ! Tout était fermé. L'ambassade était dans la partie nord-est de la ville de Pékin, les universités étaient au nord-ouest en allant vers la route de la Grande muraille et le Palais d'été. Donc on n'a pas vu

tous les saccages qu'il y a eu dans les universités. Mais quelques étudiants européens ont eu des problèmes. Nous pouvions circuler intra-muros Pékin et on avait un corridor pour les tombeaux Ming et la Grande muraille, et un autre corridor pour aller au Palais d'été avec interdiction de s'arrêter. Nous disposions de cyclomoteurs Solex. Comme nous n'étions pas diplomates, nous aurions payé 100 % de taxes d'importation de voitures. Quand nous allions au Palais d'été, nous avions l'interdiction de tourner à gauche ou à droite et interdiction de s'arrêter sur la route.

J'envoyais toutes les semaines aux parents un compte-rendu journalier avec des explications. Je leur faisais un journal pour qu'ils soient informés. Ils le conservaient en France. On a vu des défilés de gardes rouges, en 1967, en pleine Révolution culturelle - qui a commencé en mars, avril ou mai 1966. Il y a eu des problèmes avec les Britanniques pour Hong-Kong, en 1967. C'était un consulat, les familles anglaises ont quitté la légation et sont allées s'installer dans les quartiers pour étrangers, dans de gros bâtiments en carré avec une cour intérieure et l'armée à chaque porte. C'était un ghetto. Les enfants et les épouses ont été envoyés dans le quartier diplomatique, dans les résidences diplomatiques - résidences

du personnel des étrangers. Il n'y avait dans la légation que le personnel masculin. Les gardes rouges ont fait le siège. J'y suis allé avec Solange, c'était au moment où il y avait d'autres étrangers présents, les gardes rouges se sont levés et ont pris d'assaut la légation. Le personnel est sorti et est allé se réfugier dans d'autres ambassades. Nous aussi, nous sommes allés nous réfugier dans d'autres ambassades. Cela aurait pu très mal tourner !

Qu'est-ce qui a mis fin à votre période chinoise ?

J'avais un contrat de trois ans. J'aurais pu renouveler dans un autre pays mais je ne voyais pas du tout l'intérêt de renouveler pour être dactylo. La Chine m'intéressait pour des raisons familiales. Je suis revenue en France avec mon amie Solange, on finissait notre contrat. L'expérience a été intéressante.

Quand on est reparti, on est passé par Canton, Hong Kong, puis Angkor, toujours avec Solange. Nous étions quatre touristes, au mois de décembre 1968 (décembre n'était pas un mois de tourisme à cette époque). On entendait des Khmers rouges qui arrivaient parce que c'était la guérilla.

On a passé huit jours à Angkor, quelqu'un nous conduisait en cyclo. Ensuite nous sommes allées à Bangkok peu de temps.

Nous sommes descendues jusqu'à Singapour en avion. On en a profité parce que les billets étaient payés par le ministère des Affaires étrangères ; on n'avait pas le droit de revenir en arrière mais on pouvait s'arrêter tant qu'on voulait. De Singapour nous sommes allées en Nouvelle-Calédonie en payant le billet d'avion, c'était la première fois que j'y retournais. À notre arrivée le 26 décembre 1968, la famille qui devait nous accueillir n'était pas là (c'était la famille Martin qui avait « adopté » ma mère, nos premiers « grands-parents », j'ai conservé des attaches en Nouvelle-Calédonie), le télégramme envoyé de Bangkok n'était pas arrivé en Nouvelle-Calédonie.

Êtes-vous rentrée directement en France ?

De Nouvelle-Calédonie, nous sommes reparties vers Calcutta. Puis, envolées pour Bénarès, à l'époque nous pouvions faire 400 km pour visiter un temple. Nous avons également été au Népal et en Afghanistan où mon grand-oncle avait été ambassadeur dans les années 1920 (l'indépendance de l'Afghanistan a été reconnue en 1921). Il n'a pas été possible de visiter les grottes bouddhistes afghanes, car ce n'était pas l'époque du tourisme. Ensuite, depuis Téhéran, nous avons fait encore 200 km pour visiter Persépolis et d'autres villes anciennes. De l'Iran, nous sommes rentrées en France sans les escales prévues en Israël et en Turquie. Solange était pressée de rentrer parce qu'elle avait un poste au journal *Le Monde*.

Avez-vous trouvé un nouveau poste ?

Je n'avais pas de travail quand je suis arrivée en France. La francophonie (ACCT, Agence de coopération culturelle et technique) cherchait une secrétaire de direction et une dactylo. Ils m'ont embauchée comme secrétaire de direction. Mon expérience en Chine a joué, bien sûr. Je m'occupais de coopération culturelle et technique.

Ensuite, j'ai travaillé à l'Agence pour la francophonie, à Paris, à côté de l'Assemblée nationale, rue de Lille. À la suite de la décolonisation, il s'agissait de regrouper tous les états francophones

aussi bien d'Afrique, d'Asie, ainsi que le Canada, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse. Mais la Suisse n'était pas très présente. Il y avait aussi l'île Maurice. C'est la France qui avait lancé cela. Au début, toutes les conférences avaient lieu à Niamey, puis après dans d'autres capitales. Il était prévu de faire l'équivalent du Commonwealth, et essayer de garder un certain rayonnement de la culture française.

Avez-vous participé à l'organisation de la conférence de Niamey au Niger en 1970 ?

J'étais la secrétaire du secrétariat provisoire de l'Agence de coopération. J'organisais toutes les réunions. J'ai été chargée de l'organisation logistique de la conférence constitutive² du 16 au 20 mars 1970 : commander les billets d'avion, préparer les dossiers, réserver les hôtels.

À ce moment-là, Jacques Alliot était conseiller du président du Niger. Toute une équipe au Niger a fait les locations d'hôtels et j'étais chargée d'organiser les voyages des Européens. J'ai été aussi responsable du secrétariat de la conférence, j'ai travaillé avec beaucoup de secrétaires d'autres pays qui prenaient des notes, enregistraient. Nous avons produit de nombreux comptes rendus.

En avril 1974, je n'ai plus été l'assistante du Secrétaire général et de ses deux adjoints, je suis devenue uniquement l'assistante du Secrétaire général adjoint chargé des relations extérieures - le nouveau Secrétaire général avait quelqu'un à placer.

Par rapport à votre formation de secrétaire et les méthodes de travail acquises, avez-vous façonné des modes opérationnels liés au secrétariat ?

J'ai organisé tous les modes de classement selon ce qu'il se passait, comme j'ai organisé le mode de classement à la direction scientifique pour les CPCS (Commissions de programmation et de coordination scientifique) et le conseil scientifique au Gerdat³ puis au Cirad. Donc je me suis adaptée à cela. Et quand j'étais à la francophonie, grâce au Secrétaire général

québécois, on a eu un des premiers ordinateurs qui faisait la taille du bureau avec imprimante. Il était dédié au traitement du courrier. Comme nous n'écrivions qu'à des ministres, premiers ministres ou présidents de la République (32 États), il fallait toujours que les lettres soient des originaux.

Pourquoi avez-vous quitté l'Agence de coopération culturelle et technique ?

J'ai été renvoyée en 1976 parce que le nouveau Secrétaire général nigérien désirait faire venir une compatriote. J'arrivais à la fin de mon contrat de fonctionnaire international. En tant que Français, nous continuions à payer nos impôts en France mais ils étaient remboursés. Tous les autres étaient aussi fonctionnaires internationaux donc ils ne payaient pas d'impôt en France puisqu'ils étaient étrangers. Nous avions un statut particulier de par notre nationalité française.

J'ai été licenciée ainsi qu'un autre collègue français qui faisait partie de la première équipe de 1969. Nos contrats arrivaient à échéance et nous n'avons donc pas été renouvelés. On nous a donné une indemnité pour notre licenciement à sec. Je serais peut-être restée, ou j'aurais réfléchi.

Comment avez-vous été recrutée au Gerdat ?

Par chance, Bernard Simon avait proposé un poste à une de mes amies, Mireille Cailbault (il l'avait rencontrée au Sénégal lors d'une conférence de la francophonie). Il a travaillé surtout au Cameroun mais à l'époque, il travaillait à Paris. B. Simon a averti Mireille que la secrétaire de J. Alliot partait et qu'il y avait un poste à pourvoir. Je connaissais J. Alliot puisqu'il était au Niger au moment de la conférence constitutive de la Francophonie et j'ai été embauchée. C'est comme ça que je suis arrivée rue Scheffer. Le Gerdat n'avait pas la possibilité d'embaucher. Nous étions tous rattachés à un autre organisme. Quand je suis arrivée, j'ai été engagée par l'Institut de recherches sur le caoutchouc (Irca), par Micheline Toussaint. L'Irca était



rue Scheffer et les bureaux du Gerdar étaient en face !

J'ai eu de la chance ! C'était un nouveau départ dans une autre structure, et j'y suis restée jusqu'à la retraite. Je ne connaissais pas du tout le Gerdar auparavant. J'avais connu J. Alliot quand il était conseiller de Diori Hamani au Niger. J. Alliot n'est pas resté au Cirad, mais il était conseiller du président. Finalement ce poste au Gerdar avait un lien aussi avec la coopération, je me suis adaptée parce que c'était intéressant, je restais dans le monde international.

Le fait de vous sédentariser à Paris vous convenait-il ?

J'ai toujours été en Afrique quinze jours ou trois semaines en missions ou en vacances (chez des ami(e)s). Il n'est pas facile, pour une femme seule, de partir travailler dans un pays : il faut constituer des contacts, créer des liens. Avec mon expérience à Pékin, ce n'était pas très encourageant. Par exemple, à Pékin, pour Noël, l'ambassadeur invitait les gens seuls ; j'avais six chefs au service politique, et pourtant je n'ai jamais été invitée !

J'étais très bien au Gerdar puis au Cirad car finalement, de par mes fonctions, j'ai rencontré beaucoup de monde que je n'aurais peut-être pas croisé dans une autre entreprise en France.

À votre arrivée au Gerdar en 1976, il n'y avait pas encore grand monde. Quelle était votre fonction ?

Il y avait Bernard Simon, Jacques Lanfranchi (directeur scientifique), un Secrétaire général. L'équipe était assez restreinte.

Au sous-sol, il y avait des laboratoires de recherche sur le caoutchouc. Puis, il fut interdit d'avoir des laboratoires de recherche à Paris et en région parisienne.

À une certaine époque, ça été la grande discussion de savoir vers quelle région partirait le Cirad. La culture des Agros à Montpellier a dû peser pour que le Cirad aille à Montpellier. Et il y avait sûrement aussi des influences politiques.

Au Gerdar, j'étais la secrétaire de Jacques Alliot et j'ai assuré aussi le secrétariat du président, qui n'était pas présent rue Scheffer. Au début du Gerdar, Jacques Lanfranchi était le patron, Hervé Bichat lui a succédé. Après, je suis passée à la direction scientifique. Quand

J. Alliot est parti, j'ai été l'assistante de René Billaz nommé directeur scientifique (1984-1987).

En quoi consistait le travail avec René Billaz ?

Dès 1983, il s'agissait d'organiser les Commissions de programmation et de coordination scientifique (CPCS), regroupant les directeurs scientifiques des différents départements du Gerdar et du Cirad. Les interventions au CPCS n'étaient pas des conférences scientifiques mais plutôt des discussions sur les grandes lignes politiques : budget, pays... J'assistais aux réunions, prenant des notes que je retranscrivais. C'était très intéressant.

La CPCS (1983-1985) avait des réunions environ tous les trimestres : décembre 1983, février 1984, août 1984, septembre 1984, décembre 1984. Et on descendait très régulièrement à Montpellier. Il y avait quelques réunions CPCS à Paris mais c'était plutôt rare.

2. Cette conférence a réuni 21 États francophones, qui ont créé l'Agence de coopération culturelle et technique, devenue par la suite Organisation internationale de la francophonie. Cette conférence s'est tenue un an après une première conférence ministérielle à Niamey, en présence du président du Niger Hamani Diori et d'André Malraux.

3. Groupement d'étude et de recherche pour le développement de l'agronomie tropicale.

J'étais responsable de l'organisation des réunions de la CPCS, des archives et du conseil scientifique. J'ai établi tout le plan de classement des archives de la direction scientifique. On était en contact avec les collègues de Montpellier : Claude Dreuil, Nicole Fautrat (secrétaires du directeur scientifique à Montpellier).

Cela me permettait de rencontrer des personnes très différentes, qui étaient sur le terrain, qui travaillaient sur la problématique scientifique, et qui avaient un autre mode de vie. On ne peut pas comparer un chercheur avec un marin ! Cela permettait aussi de découvrir tout le monde de la recherche agronomique et même l'Inra.

En rencontrant quelqu'un de nouveau, on découvre un monde nouveau. Donc c'était enrichissant, et quelquefois des fenêtres ouvertes sur des objets de curiosité pour ma culture personnelle.

Comment s'est passée l'évolution du Gerdar vers le Cirad ?

Tout le monde avait l'air content. H. Bichat a su être diplomate pour accompagner ce changement. Ce qui était important. En tant que membre d'un institut, par exemple l'Irca, on voyait très bien qu'il y avait de moins en moins de personnel et que les relations avec les autres pays étaient de plus en plus difficiles. Chaque pays se dotait de sa propre structure pour devenir indépendant.

En région parisienne, en 1976, le personnel en poste diminuait et a disparu. Certains sont partis à Montpellier, d'autres ont pris leur retraite et n'ont pas été remplacés. J'ai eu le sentiment que si on restait un petit organisme, cela allait s'éteindre. Le fait de regrouper tout le monde créait une force internationale, une nouvelle dynamique, c'était plus simple. Certaines personnes, travaillant en laboratoire ou dans le secteur administratif, pouvaient passer d'une direction ou d'un département à l'autre. On pouvait bouger plus facilement.

Cependant, il n'y avait pas vraiment de culture partagée d'établissements. Pourtant les chercheurs l'avaient puisqu'ils étaient Agro. Ils avaient fait les études ensemble mais, selon les

personnes, il y avait plus ou moins de contacts entre chercheurs et administratifs. Cela dépendait de chacun.

Comment avez-vous vécu la délocalisation depuis les années 1970 jusqu'à votre départ à la retraite, notamment la période de délocalisation massive dans les années 1990 ?

Je ne l'ai pas vécue comme une catastrophe. Mais chez les administratifs, beaucoup de secrétaires ne pouvaient pas partir à Montpellier, donc beaucoup sont venus des départements parisiens, ici rue Scheffer, en attendant de partir à la retraite. Tandis que les scientifiques étaient obligés de descendre à Montpellier.

Au 40 de la rue Scheffer, lors de la création du Cirad, en 1985, il y avait une espèce d'effervescence à tous les étages, depuis le sous-sol ! Un grand nombre de décisions se prenaient ici jusqu'au début des années 2000. Aujourd'hui, il n'y a plus beaucoup de Ciradiens.

Quand je suis arrivée en 1976, il y avait une cantine. Les membres du Gerdar pouvaient déjeuner à la cantine de l'Irca. Le système de la cantine permettait de rencontrer d'autres personnes. Cela fut supprimé.

Après 1987, avec qui avez-vous travaillé ?

Après 1987, j'étais assistante de R. Billaz pour les commissions scientifiques et le conseil scientifique. Je travaillais avec Henri Carsalade, puis Hubert Manichon, puis Didier Picard, Michel Griffon.

Jacques Poly, qui était président de l'Inra, a été aussi en même temps le premier président du Cirad. Il passait régulièrement rue Scheffer, dans son bureau de président. J'ai de très bons souvenirs de J. Poly, avec qui j'avais des relations amicales et courtoises. J'ai l'impression qu'il a « boosté » le Cirad.

J'ai beaucoup travaillé avec André Berkaloff qui était président du conseil scientifique. J'ai aussi travaillé avec Alain Pavé.

J'ai été l'assistante de direction d'un seul président du Cirad : Daniel Nahon, de 1999 à 2002. Je suis partie fin 2003 mais

avec mes trois mois de congés, j'ai été retraitée officiellement en avril 2004. J'ai travaillé presque 42 ans parce que j'avais travaillé comme étudiante pendant l'été donc cela a augmenté le nombre de trimestres requis pour la retraite.

J'avais le sens de « garder les choses ». C'était obligatoire de garder les choses ! C'était normal et, à mon avis, si je suis toujours restée à la direction scientifique, c'est tout simplement que les directeurs scientifiques qui n'étaient là que pour deux ou trois ans, étaient très contents d'avoir quelqu'un qui pouvait leur raconter des choses. J'étais le socle de la mémoire. S'ils me demandaient le dossier du conseil scientifique de quatre ans avant, je savais très bien où il était et j'allais directement le chercher.

Vous étiez donc aussi appréciée parce que vous aviez une mémoire vivante de l'organisme ?

J'étais la mémoire vivante. En 20 ans, j'ai connu sept directeurs scientifiques !

Je faisais des dossiers lisibles et compréhensibles dix ans après. Je savais que c'était des archives. C'était toujours bien daté, avec des titres. C'est aussi ce que je fais dans mes papiers personnels. C'est dans ma nature. Je range !

Il est obligatoire d'archiver. Il vaut mieux le faire au fur et à mesure. Chez moi, j'ai des livres du XVIII^e siècle ! J'ai toujours le premier livre de peinture sur Gauguin qu'on m'a offert, à six ans ! Et dans mon appartement, j'ai 400 livres !

Quand je sors des photos, je fais des tirages papier, je mets la date et le nom des personnes. C'est déjà de l'archivage ! Toutes mes diapositives de Pékin (plus de 1 000) sont datées et légendées. Cela fait partie de mon mode de fonctionnement.

À Pékin, les étrangers avaient le droit de prendre des photos, entre nous et même dans la rue mais il fallait faire attention. J'ai même photographié les gardes rouges !

Avez-vous pu continuer à voyager ?

Grâce à A. Berkaloff, je suis retournée en Chine pour une mission avec également Didier Picard, en 1997. Cela m'a

permis de revoir Pékin. Cela avait bien changé, après les événements de Tian'An Men (1986).

Comme c'était une mission officielle, je suivais et je découvrais des choses que je n'aurais jamais découvertes dans ce pays. On a fait la même chose en Guyane et au nord du Brésil avec A. Berkaloff et R. Billaz. Je n'ai pas vu de monument touristique, j'ai vu la nature, les forêts... Il était très intéressant de voir comment les gens travaillaient. Cela permet de comprendre aujourd'hui l'évolution du monde, la géopolitique. Évidemment je prenais en charge mes frais d'avion, hôtel...

J'étais encore à la direction scientifique, où j'ai rencontré beaucoup de « ciradiens ». Je suis allée en vacances au Cameroun chez Jean-François Poulain et Angéline, avec qui j'avais de bonnes relations. Je suis allée voir Brigitte Ferkel à Papeete. J'insiste sur l'importance du contact humain. Mon travail a été finalement une source de relations.

Au moment où j'ai eu des problèmes, A. Berkaloff m'a toujours aidée. On avait des relations amicales, comme j'ai des relations amicales avec R. Billaz ou avec D. Nahon.

Pensez-vous avoir eu un déroulement de carrière satisfaisant ?

J'ai eu un déroulement de carrière correct. Le seul problème a été le départ de la francophonie. Et J. Alliot m'a expliqué qu'il était impossible de me payer plus en rapport avec l'équivalent de mon salaire à la francophonie.

En arrivant au Gerdar, en 1976, je suis arrivée avec un poste intéressant puisque j'étais la secrétaire de J. Alliot. Mais j'ai eu de gros problèmes financiers car auparavant j'avais un niveau de salaire d'une fonctionnaire internationale, qui s'est trouvé considérablement réduit. Au fil du temps, j'ai été augmentée, je suis passée cadre... J'ai fait une carrière intéressante ! Je n'ai plus eu de soucis. La progression de carrière était régulière, plus facile que maintenant.

Quand j'ai quitté la direction scientifique pour être la secrétaire de D. Nahon que je ne connaissais pas, on ne m'a pas demandé mon avis. Mais cela ne m'a



François Chollet, Michelle Feit, Michel Griffon, janvier 1991.



Des ciradiennes 1992.
Nicole Herbin-Benais, Annie Geeraerts,
Nicole Fautrat, Michelle Feit, Gina Velocci.

pas posé de problème, il fallait s'adapter et j'ai eu de bonnes relations avec D. Nahon.

Quel bilan dressez-vous de votre carrière au Gerdar puis au Cirad ?

Je n'ai ni regrets ni frustrations. C'est plutôt un bilan très positif. J'ai trouvé très intéressant de pouvoir rencontrer beaucoup plus de monde. Finalement, il y a 1 700 personnes au Cirad.

Donc même si on ne les rencontre pas tous, il est possible d'avoir des contacts très intéressants. Mon poste me tirait vers le haut. J'ai l'impression d'avoir fait une ascension socio-culturelle.

J'ai rencontré : Micheline Toussaint, Bernard Simon dont je connais bien la fille, Antoinette Diez, Jean-Louis Muron, Jean-Claude Bergonzini, André de Courville, Michel Eddi, Michel Griffon, François Chalot, Jacques Lefort, Chantal Carasco et Nicole Fautrat (secrétaires), Françoise Bodart (petite sœur de Lucien Bodart), Hadj Khelil (Algérien), Gérard Matheron, Alain

Leplaideur, Michel Launois, Jean-François Poulain, François Pointereau, Béatrice Reder, Pierre Sylvestre, Hervé de Tricornot, René Tourte... J'ai rencontré énormément de personnes !

Nous avons établi de bons liens. Ils venaient à Paris, ce qui nous donnait l'occasion de déjeuner ensemble. Je continue de souhaiter les anniversaires, ce qui permet de garder le contact.

Je fais partie de l'amicale des anciens du Cirad (Adac), mais l'inconvénient est que tout est organisé à Montpellier et pas à Paris.

Et maintenant je ne fais plus d'« expédition » en France ou à l'étranger mais je continue à suivre des cours à l'École du Louvre ou des conférences à la Sorbonne Inter-âges.

J'ai eu une vie professionnelle et personnelle intéressante.

ITEMS

Diplomatie/Administration/
Francophonie/International/Afrique/
Chine/Pékin/Ambassade de France/
Gerdar/André Berkaloff



Récolte du latex sur hévéa dans le Kerala. © Cirad - Isabelle Vagneron

HUGUES DE LIVONNIÈRE

Lorsqu'il sort, en 1970, de l'École supérieure de chimie industrielle de Lyon, Hugues De Livonnière est embauché par l'Institut français du caoutchouc (IFC) qui l'envoie à l'Institut de recherche sur le caoutchouc (Irca) de Bimbresso, en Côte d'Ivoire. Il exercera comme chimiste, spécialiste du caoutchouc, dans de nombreux pays. Un passage obligé chez Péchiney-Ugine-Kuhlmann, lui permet de valoriser dans le secteur privé les compétences acquises à l'IFC. Il revient à l'IFC-Irca où il se consacre au caoutchouc naturel et à l'hévéa. Il vit ensuite la phase historique de la création du Cirad, dont le siège parisien est situé dans les locaux de l'Irca, alors dissous, non sans regret pour lui.

Je suis né à Brion près d'Angers, le 17 mars 1945. Ma famille est d'origine angevine. Mon ancêtre, Claude Pocquet de Livonnière, éminent juriste du XVIII^e siècle, s'était rendu célèbre, entre autres, par la publication du *Traité des fiefs* sur les relations entre suzerain et vassaux. Cet ouvrage a été reconnu puisqu'il est cité dans l'introduction de certains livres de droit. Nous avons d'ailleurs, à Angers, une rue à notre nom.

Quelle était la profession de votre père ?

Mon père était directeur d'un centre de formation professionnel agricole pour adultes à Lyon, où j'ai, quelques années plus tard, donné des cours de physique et de chimie.

Le rapport à la campagne et au monde agricole vient exclusivement de mon père. Il m'a inculqué le goût pour la nature, l'agriculture, les plantes. Je suis mycologue.

Dans quel lycée avez-vous obtenu votre bac ?

J'ai obtenu mon bac en sciences expérimentales au lycée Ampère de Lyon, en 1963, à 18 ans.

Ensuite, j'ai préparé une maîtrise de chimie-physique à l'université, et je suis entré sur titres à l'École supérieure de chimie industrielle (ESCI) de Lyon.

En sortant de l'ESCI, en 1970, me voilà ingénieur.

Mon père connaissait Raymond de Padirac, directeur de l'Institut français du caoutchouc (IFC), qui m'a embauché et envoyé à l'Institut de recherche sur le caoutchouc (Irca) près d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le caoutchouc naturel était un domaine à découvrir. L'IFC coordonnait les activités des instituts de langue française : IRCV pour le Vietnam, IRCC pour le Cambodge, Irca pour l'Afrique.

Le centre de recherche Irca pour l'Afrique était situé à Bimbresso : y travaillaient une vingtaine de chercheurs locaux et expatriés, des assistants et du personnel local, agronomes, physiologistes et technologues. Une plantation servait aux essais de terrain. Cette station avait été créée dans les années 1950, afin de poursuivre et diversifier les travaux entrepris en Asie du sud-est et développer l'hévéaculture en Afrique. La Côte d'Ivoire du président Houphouët Boigny a permis aux chercheurs de poursuivre leurs travaux dans les meilleures conditions.

Comment se passait la vie au quotidien à Bimbresso, en 1970 et quelle était la nature de votre travail ?

Nous étions logés sur place dans des petites maisons individuelles, avec un *boy* à notre service pour les tâches

Paris, le 13/05/2014

quotidiennes courantes. Les chercheurs se voyaient aussi bien au travail qu'au tennis ou à l'occasion de quelques sorties à Abidjan.

À Bimbresso opérait un laboratoire de contrôle de qualité du caoutchouc naturel destiné à la vente, respectant les spécifications techniques et les caractéristiques physico-chimiques vis-à-vis des utilisateurs de l'industrie. Il fallait donc tenir un répertoire précis des modes opératoires et analyser le latex produit par les plantations voisines. Il fallait assurer le suivi technique du laboratoire. C'est donc en Côte d'Ivoire que j'ai découvert les hévéas et le caoutchouc.

Le service militaire en coopération dura quatorze mois. Ensuite, je suis rentré en France en ayant la chance de traverser le Sahara, expérience fabuleuse.

Après ce séjour ivoirien, où avez-vous poursuivi vos études ?

À mon retour, j'ai passé six mois rue Scheffer, comme élève de l'IFC. C'est alors que j'ai tissé mes premiers contacts avec des industriels et internationaux, la spécialisation « caoutchouc naturel » étant encore rare et recherchée.

L'IFC a été créé à l'initiative des planteurs, de manière à ce qu'il y ait en France un seul institut de recherche sur le caoutchouc équivalent des instituts anglais et hollandais. Les Hollandais avaient en Indonésie - les Anglais en Malaisie - des plantations et des laboratoires leur permettant de développer leur propre hévéaculture.

Au 42 rue Scheffer, était installée l'école de spécialisation du caoutchouc : travaux pratiques effectués dans divers laboratoires répartis dans les trois bâtiments. Salle Fresneau (aujourd'hui salle bleue) étaient donnés les cours magistraux, théoriques, portant sur les caoutchoucs naturels et synthétiques : synthèse, formulation, propriétés et applications. Ces cours étaient accompagnés de travaux pratiques sur place. Un stage industriel et un travail personnel de recherche complétaient la formation. On faisait des essais sur la matière première pour confirmer ses caractéristiques, pour voir son degré de

pureté, certaines propriétés physiques, par exemple résistance à l'écrasement, résistance au vieillissement lorsque le caoutchouc était encore cru. On faisait quelques mélanges simples. On mélangeait le caoutchouc avec certains produits chimiques. Cela permettait ensuite d'obtenir après cuisson du mélange, des plaques ou des petits objets (ce qu'on souhaitait faire). Les plaques elles-mêmes servaient à compléter les informations qu'on avait sur le plan des caractéristiques du caoutchouc mais cette fois en mélange vulcanisé¹. Vulcanisé signifie qu'on le mettait dans des moules, on obtenait des plaques rectangulaires de caoutchouc cuit, on découpait ces plaques sous forme de petites éprouvettes et ces éprouvettes étaient étirées et cassées dans des dynamomètres pour en analyser les propriétés. On les soumettait à des vieillissements soit chaleur dans des étuves, soit atmosphère courante sur le toit d'une maison. Dans le bâtiment C, il y avait sur le toit des portoirs sur lesquels on installait les éprouvettes et on les laissait vieillir au soleil, à la pluie, à la lumière pendant une semaine à trois mois. Ensuite, on récupérait les éprouvettes, on les cassait et on voyait les pertes de propriétés résultant de ce traitement naturel.

Il était très intéressant de pratiquer ces essais et de pouvoir continuer à faire de la chimie à travers les mélanges.

Vos études de chimie vous ont donc beaucoup servi. Qu'avez-vous appris à l'IFC ?

Les équipements et le matériel étaient nouveaux pour moi, comme les rhéomètres qui permettent de mieux définir les caractéristiques de vulcanisation du caoutchouc. Il y avait des matériels de vieillissement, certaines études de vieillissement accélérées, en particulier à l'ozone. C'était très important parce le caoutchouc naturel doit résister à l'ozone et les conditions de vieillissement à ce gaz sont considérées comme très sévères. C'est ce qui provoque les craquelures des pneus de voitures. Donc on faisait des essais de comportement au vieillissement sur des mélanges types qui étaient spécialement formulés soit par les fabricants

¹ La vulcanisation est un procédé chimique qui consiste à incorporer du soufre, ou tout autre agent vulcanisant, dans un élastomère brut. L'objectif étant de former des ponts entre des chaînes moléculaires après cuisson, ce qui rend le caoutchouc moins plastique mais plus élastique.



SAUF INDICATION,
LES PHOTOS APPARTIENNENT
À HUGUES DE LIVONNIÈRE.

des produits chimiques qu'on introduisait dans le caoutchouc, soit par les utilisateurs - pneumatiquiers, fabricants d'élastique, de gants, de mousse, de revêtements de sol... On devait étudier le comportement de tous ces produits au vieillissement. Les laboratoires étaient bien équipés en matériels pour pratiquer ces analyses.

Jusqu'à quand les laboratoires de l'Irca sont-ils restés implantés rue Scheffer ?

Le déclenchement a été le moment où le gouvernement français a décidé que l'IFC perdait son autonomie sur le plan des laboratoires et que la formation et l'étude des caractéristiques des produits, des élastomères, des ingrédients chimiques, seraient transférées au Syndicat professionnel du caoutchouc qui avait lui-même ses propres laboratoires dans la région parisienne à Ivry, puis à Vitry-sur-Seine. Parallèlement, l'IFC a continué à travailler avec les laboratoires du Mans où on faisait notamment des études de comportement du caoutchouc sous certaines contraintes ou sollicitations.

Il n'y a plus eu d'essais rue Scheffer, c'est devenu un siège avec des bureaux, une direction générale et des directions d'autres organisations.

Par ailleurs, il y avait un risque important au maniement de tous ces produits chimiques. Une anecdote mémorable a précipité le départ du laboratoire. On stockait de l'eau oxygénée qui servait à faire certains essais de vieillissement accéléré. Une bombonne d'eau oxygénée, qui était dans un bureau adjacent à celui du directeur, a explosé. Certains éléments du bureau se sont ainsi retrouvés dans la cour, projetés par le souffle de l'explosion due à l'instabilité de l'eau oxygénée.

À la suite de cette formation de spécialisation à l'IFC, y avait-il un poste pour vous à l'Irca ?

Non. Pour des raisons politiques, le gouvernement n'a pas souhaité étendre les activités de l'Irca à Paris. On m'a conseillé de trouver un poste dans l'industrie qui me permette de valoriser mes compétences acquises à l'IFC. C'est ainsi que je me suis retrouvé dans le privé en 1975,

à la société Péchiney-Ugine-Kuhlmann (PUK). Cette société avait des laboratoires assez conséquents dans la région parisienne et notamment à Saint-Denis.

Cette société vendait des ingrédients pour l'industrie du caoutchouc et en particulier des colorants. Je me suis donc spécialisé dans les colorants entrant dans la fabrication du caoutchouc et des matières plastiques. Il fallait avoir une bonne vue pour être capable de distinguer toutes ces nuances de couleur. On fabriquait des petites plaques que l'on sortait examiner à la lumière naturelle (pas au soleil direct) pour essayer de faire des comparaisons : « Celui-ci est plus vert, celui-là a une tendance un peu plus rouge... ». Il fallait également établir les bonnes formules : « À partir de telle matière plastique, si vous mettez tel colorant dans telle proportion, vous obtiendrez telle nuance ». Quand on connaît l'importance des colorants, c'était fondamental.

PUK vendait ces formules et son assistance technique. Nous allions chez les industriels pour vérifier la bonne application des formules et voir si les résultats obtenus étaient conformes.

Ce nouveau travail dans le privé, toujours lié au caoutchouc, vous plaisait-il ?

Je trouvais cela extrêmement intéressant mais, malheureusement, les activités de cette entreprise française ont cessé. Il a fallu se réorienter. Heureusement, la société Péchiney-Ugine-Kuhlmann avait une taille suffisante pour pouvoir reprendre son personnel. Le personnel a été dispersé dans d'autres structures, je n'avais plus de laboratoire. Par conséquent, je me suis reconverti dans des postes plus commerciaux, d'abord porte Maillot puis à la Défense.

C'était moins intéressant sur le plan technique mais cela permettait d'avoir des contacts. Ayant fait un peu d'allemand dans ma jeunesse, j'ai travaillé avec l'Allemagne et grâce à l'anglais, dans un certain nombre de pays européens et extrême-orientaux, toujours pour « la défense » du caoutchouc et des produits dérivés.

En 1979, certaines personnes de l'IFC-Irca se sont souvenues de moi. Rue

Scheffer, j'ai rencontré M. Levêque, directeur du département Technologie, qui m'a dit : « Je suis prêt à vous reprendre. Si vous souhaitez travailler avec nous dans le domaine du caoutchouc naturel, la porte est ouverte ». J'ai donc démissionné de PUK et me suis retrouvé rue Scheffer.

Quels étaient le titre et le contenu de votre poste à l'Irca ?

J'étais chargé du développement des activités de l'Irca sur le plan international, l'objectif étant d'obtenir des contrats. Ce poste était toujours lié au caoutchouc et aux polymères mais avec un aspect beaucoup plus commercial, international. Je continuais aussi à faire de la formation mais cette fois de l'autre côté de la barrière. D'étudiant, j'étais devenu formateur. On m'a beaucoup sollicité pour faire de la formation à travers le monde dans le domaine du caoutchouc.

J'étais adjoint au directeur du département Technologie. La technologie est la science de la mise en œuvre du caoutchouc, de son contrôle de qualité. Cela m'a permis d'avoir des contacts avec mes pairs à travers le monde et de faire partie d'organisations internationales comme l'*International Standardisation Organisation (Iso)* et l'*International Rubber Research and Development Board (IRRDB)* - l'une s'occupait des normes et l'autre des relations entre les instituts frères dans le domaine du caoutchouc.

En 1983, le directeur, Raymond de Padirac, m'a nommé chef du département Technologie pour remplacer Jean Levêque parti à la retraite. J'ai bien sûr accepté cette promotion, toujours intéressé par le caoutchouc et par ce rôle sur le plan international.

Quel rapport aviez-vous avec Raymond de Padirac ?

Il était très sympathique mais très autoritaire. Un ordre était un ordre, cela ne se discutait pas. En revanche, il avait une grande confiance en moi, et parfois il me demandait mon avis ou me sollicitait lors de recrutements et pour la prise de certaines décisions.

Il a mené l'Irca d'une main de fer. Et surtout, il a permis, au moment des turbulences sur le plan politique, de maintenir

un certain cap pour continuer à valoriser l'institut auprès des organismes de tutelle, du Gerdac qui allait devenir le Cirad, et des ministères de la Recherche, de l'Industrie et de l'Agriculture.

Comment Raymond de Padirac voyait-il l'arrivée du Cirad ? Qu'est-ce que cela allait changer pour l'Irca ?

Il redoutait que l'Irca perde son autonomie et sa liberté, qu'il devienne un simple département du Cirad et perde son pouvoir de décision au profit d'une tutelle qui le chapeauterait. C'est ce qui a fini par arriver. Il aurait préféré voir l'Irca garder son indépendance, en particulier sur le plan international.

Quel est votre sentiment personnel par rapport à la dissolution de l'Irca et des autres instituts ?

Je l'ai regretté parce que j'ai estimé que l'Irca, du fait qu'il était dissout, avait perdu son âme. Simultanément, les implantations du Cirad à Montpellier ont pris de plus en plus d'importance, cela a permis l'ouverture de recherches en particulier dans le domaine des OGM, de la sélection, de la physiologie...

La pilule était d'autant plus difficile à avaler que le siège de l'Irca était devenu le siège du Cirad.

L'implantation progressive à Montpellier des laboratoires communs du Gerdac, amorcée au milieu des années 1970, ne vous a-t-elle pas incité à vous y installer ?

On m'a proposé de travailler à Montpellier, à un poste de formation de chercheurs asiatiques, africains ou d'Amérique du Sud à la technologie du caoutchouc, à l'hévéaculture, à la normalisation, à tous les domaines qui étaient les miens. La difficulté pour moi était qu'il fallait que je m'installe complètement à Montpellier, ce qui posait des problèmes sur les plans personnel et familial. La direction du Cirad s'est montrée assez compréhensive : « On n'hésitera pas à vous solliciter pour des missions spécifiques mais gardez votre implantation parisienne puisque tel est votre choix ». À l'époque, nous avions le choix, nous

Dans la région de Phatthalung, atelier de traitement du latex, technologie artisanale du latex, utilisation de solvants (Thaïlande). © Cirad - Guy Trébul



n'étions pas du tout obligés de partir à Montpellier.

Avez-vous continué à effectuer de nombreuses missions d'expertise à l'étranger et à travailler sur de gros projets ?

Oui, j'ai travaillé sur un projet de développement de caoutchouc liquide entre 1985 et 1995, avec des instituts frères anglais, malais, indonésiens, vietnamiens et d'Amérique du Sud. Dans ce cadre, j'ai eu la mission d'accueillir un certain nombre de chercheurs à Paris, avec mes collègues de l'école de

formation des cadres et des techniciens pour l'industrie du caoutchouc à Vitry. J'ai recruté aussi beaucoup de volontaires pour le service national, des VSNA qui sont partis travailler sur le caoutchouc naturel en Afrique et en Asie.

Concernant le projet caoutchouc liquide, quels étaient les partenaires impliqués en termes de financement ?

Le financement venait de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (l'Onudi), dont le siège était à Vienne. Cette organisation

Presse de l'atelier de traitement du latex, essorage artisanal du latex pour la fabrication des feuilles de crêpe de caoutchouc (Thaïlande). © Cirad - Guy Tiébuil



finançait des projets de recherche dans les pays en développement pour développer des qualités particulières de certains produits. Dans le cas du caoutchouc, on avait eu l'idée de développer un caoutchouc dit « liquide » qui pouvait avoir un intérêt pour l'industrie. Cela signifiait : installation de réacteurs de chimie pour sa fabrication puis monter des opérations de développement avec des partenaires industriels privés ou instituts pour valoriser ce produit. On a bien obtenu du caoutchouc liquide et distribué de nombreux échantillons

à travers le monde sans jamais réussir à le développer à grande échelle pour des raisons techniques. Un des produits chimiques qui servaient à obtenir ce caoutchouc liquide, était toxique, handicap au développement de ce caoutchouc. Il a donc fallu trouver le moyen de détoxifier les eaux de lavage. Or cela avait un coût et a obéré le prix de revient final du produit. Le projet a fonctionné de manière un peu chaotique. On n'a jamais pu se lancer dans le développement industriel. J'avais eu personnellement des contacts avec le groupe international

Monsanto, où un excellent technicien du caoutchouc avait trouvé des applications remarquables. Il fait toujours des publications sur les polymères liquides utilisés dans l'industrie du caoutchouc. Mais malheureusement, notre caoutchouc liquide n'y est plus !

Quel autre projet avez-vous en mémoire ?

L'usinage et les spécifications techniques du caoutchouc. Le latex d'hévéa est un produit instable, il coagule spontanément à l'air libre. Il est transporté liquide soit à la ferme, où il est coagulé et laminé en feuilles séchées à l'air, soit à l'usine où il est coagulé, granulé, séché et pressé en balles standard. Il peut aussi rester sur plantation et coaguler naturellement. Ce coagulum en tasse est granulé, séché et pressé en balles de 33,3 kg.

Pour la fabrication d'articles à parois minces (gants, préservatifs, mousses) ou de fils ronds de mercerie, l'industrie utilise du latex concentré à 60 % de caoutchouc. De l'ammoniac ajouté lors de la collecte évite la pré-coagulation et permet le transport du latex à l'usine de centrifugation en vue d'augmenter la teneur en caoutchouc à 60 %. Après la collecte, reste un fond de tasse granulé, séché et pressé en balles standard.

Les feuilles une fois séchées sont classées suivant l'aspect. Le caoutchouc granulé est vendu sur spécification technique suivant des critères normalisés, objet d'un accord entre producteurs et consommateurs dans le cadre de l'Iso.

Il y a eu aussi des projets dans le cadre de l'Iso, où il s'agissait de créer de nouvelles normes ou d'en adapter d'anciennes en fonction des évolutions techniques. Des essais de laboratoire étaient nécessaires : j'en ai été le coordinateur pendant quelques années. J'avais le contact avec des sociétés comme Michelin, Goodyear, Bridgestone, grands pneumatiquiers utilisateurs de ces produits. Nous nous retrouvions régulièrement dans le cadre de l'Iso pour discuter de ces normes, les élaborer, les rédiger, les mettre en œuvre dans les laboratoires *ad hoc*, notamment le laboratoire de Michelin à Clermont-Ferrand ou celui du Syndicat du caoutchouc à Vitry-sur-Seine. J'étais directement impliqué en

tant que coordinateur et responsable de cette cellule d'étude, de spécification et normalisation du caoutchouc.

Les industriels ont souvent besoin d'expertises sur le caoutchouc, ils ont fait appel à moi à plusieurs reprises. J'ai donné des cours, des conférences pour parler du caoutchouc, de la manière de l'analyser, de le traiter, de le contrôler et de le mettre en œuvre en respectant un cahier des charges en relation avec les applications finales.

Vous avez effectué un grand nombre de missions aussi bien en Asie (Thaïlande, Philippines, Malaisie, Sri Lanka, Singapour...) qu'en Amérique du Sud (Guatemala, Brésil).

Ces missions duraient d'une à cinq semaines. Il s'agissait essentiellement de missions demandées par des organisations locales : industriels, instituts impliqués dans la commercialisation des produits suivant leurs caractéristiques. Il fallait faire attention à la composante socio-économique : relations entre décisions et impact sur les populations de petits planteurs en Colombie, au Guatemala, au Brésil. Au Brésil, des industriels m'ont demandé de faire des cours de technologie de caoutchouc et de les mettre en relation avec le Centre français du caoutchouc pour des missions de techniciens, et contribuer au développement et à l'industrialisation du caoutchouc naturel dans le pays.

Au niveau mondial aujourd'hui, quel pays pèse le plus lourd dans la balance concernant la production, la fabrication et la commercialisation du caoutchouc ?

En ce qui concerne le caoutchouc naturel, maintenant la main est passée en Asie du sud-est. La première place revient à la Thaïlande, où beaucoup de petits planteurs produisent du caoutchouc naturel et en vivent. L'Indonésie, où il y a des petits planteurs mais aussi de grandes plantations industrielles, est également très bien placée. En Malaisie, il y a aussi des petits planteurs et des plantations industrielles. Au Sri Lanka, on produit une qualité très particulière de caoutchouc naturel, le crêpe semelle : crêpe blanc qui

sert à faire les semelles de chaussures de luxe, très recherché et qui valorise très bien le savoir-faire des paysans locaux. C'est une source de revenus précieuse et importante dans ce pays.

Pourriez-vous évoquer un aspect particulier de votre domaine de recherche : les allergies au latex ou au caoutchouc ?

L'affaire des allergies est surtout liée à l'usage des gants : gants de cuisine mais aussi gants d'examen - gants fins et transparents qu'utilisent les dentistes, les médecins et les chirurgiens. On a cherché à connaître l'origine de ces allergies. Une fois qu'on a récupéré le latex de l'hévéa, on le concentre pour obtenir un latex centrifugé qui va servir à fabriquer des gants. Par trempage de formes en porcelaine, on obtient des gants, films minces lavés et séchés. Malgré leur lavage, ces gants continuaient à provoquer des allergies cutanées ou dermites, des rougeurs voire des formes de scarification. On a donc recherché la cause de ces allergies et découvert que le lavage des gants n'était pas suffisant pour enlever les résidus de protéines résultant de la biosynthèse du latex. Pour combattre ce phénomène, les fabricants ont cherché d'autres procédés que le simple lavage et ont utilisé la chlorination - ou chlorination du caoutchouc. Cela consiste à introduire les gants dans une lessiveuse - genre de Cocotte-minute étanche - et de faire le vide. Ensuite, on introduit du gaz chlore et on fait tourner quelques minutes ces gants dans cette atmosphère de chlore, puis on chasse ce gaz, on récupère les gants, on les lave et on les sèche. À ce moment-là, on a constaté qu'ils ne développaient plus d'allergie : par la chlorination, on a détruit les protéines remplacées par une couche mince de chlore qui donne le toucher soyeux des gants, plus agréables à enfiler et non allergènes.

Qui est à l'origine de cette découverte de la chlorination ?

Au niveau européen, c'est un consortium de sociétés qui ont réfléchi sur ce que l'on pourrait faire pour supprimer ces allergies. Des essais ont été lancés en France chez Mapa mais aussi dans d'autres sociétés européennes : fabrication de

gants, lavage et traitement, voir si l'on conservait ces allergies. On s'est aperçu que la chlorination était la solution.

La Commission européenne s'est lancée dans la création d'une norme spécifique à ces gants. En France, nous étions quatre experts, il y avait deux techniciens d'usinage des gants et deux médecins. Nous partions à quatre à Bruxelles pour discuter de ces questions d'allergie, au sein d'un groupe de 45 personnes issues de l'industrie et du milieu médical et hospitalier. La commission était présidée par une personne appartenant à la Communauté économique européenne, qui dirigeait les débats et les orientait vers la rédaction de cette norme et la réalisation d'essais de laboratoire pour valider les idées émises par les uns et les autres et permettant de résoudre le problème. J'ai fait partie de ces experts, accompagné d'un ingénieur de Mapa, fabricant de gants, et de deux médecins dont un allergologue de réputation mondiale.

On parle de développement durable. Pensez-vous qu'il y a un retour au caoutchouc naturel après des décennies d'attrait pour le caoutchouc synthétique et les matières plastiques ?

Le caoutchouc synthétique a connu lui aussi d'importantes évolutions. Le concurrent du caoutchouc naturel, le SBR (*styrene-butadiene rubber*), est toujours utilisé en raison de ses nombreuses qualités. L'industrie chimique a réalisé la synthèse d'élastomères répondant à une ou plusieurs propriétés spécifiques : résistance aux hydrocarbures, à la chaleur, imperméabilité aux gaz... À chaque besoin correspond un caoutchouc parfaitement adapté. Il existe même un contretype du caoutchouc naturel, le polyisoprène de synthèse, dont les propriétés sont proches sans toutefois les égaler. Polyéthylène, polypropylène, PVC, sont toutes des matières plastiques qui se sont considérablement développées et font partie de notre quotidien. Elles nous polluent aussi.

Le caoutchouc naturel a deux aspects. L'aspect de sa production, où il y a un retour puisque le caoutchouc naturel apporte un revenu régulier aux petits planteurs. Toutes les semaines, ils touchent la rétribution de leur

production ; cela permet à des familles de vivre avec des cultures diversifiées. On ne fait pas que de l'hévéa, on fait d'autres cultures (café, cacao), d'autres plantes aromatiques et toute une diversification de produits tropicaux (ananas, mangue...). Côté synthétique, on recherche maintenant la très haute performance. On cherche à mettre au point des élastomères de synthèse qui peuvent résister à de très hautes températures, ou avoir un très fort collant pour faire adhérer ensemble des matériaux qui en général n'adhèrent pas trop, comme certains plastiques qui adhèrent très mal avec le métal. On a fait aussi beaucoup de progrès dans certains domaines élastiques du caoutchouc, en particulier pour la confection des pneus radiaux, des bandes de roulement qui ont des utilisations spécifiques sur route ou pour les courses automobiles. Il y a aussi un grand nombre d'utilisations du caoutchouc naturel et des caoutchoucs synthétiques pour l'amortissement, c'est-à-dire qu'il faut une liaison élastique pour éviter la destruction des pièces ou des vibrations trop fortes dans les moteurs. Le caoutchouc reste indispensable. Et il y a l'isolation, on utilise des caoutchoucs de synthèse pour l'encadrement des fenêtres dans les immeubles modernes ou dans les trains.

Au cours de votre carrière, vous avez vu les sujets de recherche évoluer. Parmi les travaux que vous avez effectués, quels sont ceux dont vous êtes le plus fier ?

Dans le domaine de la recherche, j'ai fait beaucoup de travaux associés au développement du caoutchouc liquide. J'ai pu travailler avec certains chercheurs à Montpellier et aussi en Afrique, j'ai assuré une liaison avec eux. Je suis retourné faire un peu de paillasse en Afrique pour travailler avec les équipes sur place et leur montrer comment il fallait procéder, quel était l'intérêt de telle ou telle manipulation, et travailler sur le pilote de production du caoutchouc liquide pour essayer d'en améliorer son fonctionnement. Ces périodes n'étaient pas très longues (environ cinq semaines) mais elles permettaient d'avoir un temps suffisant pour les manipulations et de vérifier, sur l'unité pilote construite à Bimbresso en Côte d'Ivoire, la validité

des travaux de laboratoire et produire des échantillons destinés aux industriels.

Le programme hévéa n'existe plus en tant que tel. Qu'en est-il aujourd'hui des recherches sur l'hévéa au Cirad ?

Le caoutchouc naturel garde tout son intérêt. On continue à faire beaucoup de recherches sur la plante, en particulier au niveau du génome : essayer de créer des variétés résistantes à telle ou telle maladie, ou améliorer le niveau de production. On essaie aussi d'influer sur la qualité du produit final. Montpellier travaille en partenariat avec des chercheurs d'autres instituts, de grands pays producteurs de caoutchouc naturel (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Sri Lanka, Vietnam) groupés au sein de l'IRRDB (International Rubber Research and Development Board) et des partenaires industriels comme la société Michelin ou des sociétés de plantations.

On a tendance à opposer les petits planteurs aux plantations industrielles. Y a-t-il selon vous un modèle idéal ou à privilégier entre les deux ?

C'est une question extrêmement délicate parce qu'elle dépend beaucoup du pays ou du continent où les petites plantations se sont développées. Par exemple, en Côte d'Ivoire, il y a toujours eu une recherche d'excellence. On a cherché à former les planteurs villageois, à les initier aux techniques les plus modernes en bénéficiant du meilleur matériel végétal et des techniques conduisant à la fabrication du meilleur produit. L'Irca a aussi formé des cadres africains susceptibles d'encadrer et d'enseigner ces bonnes pratiques dans les villages pour permettre aux agriculteurs locaux d'avoir un produit de qualité.

Par ailleurs, l'Irca a continué à travailler sur les modes de collecte pour préserver le produit, et d'usinage pour obtenir un caoutchouc répondant aux critères internationaux demandés par l'industrie.

La plantation industrielle, qui peut être de plusieurs centaines voire milliers d'hectares, produit du latex traité en

très grande quantité dans des unités où on le recueille, le filtre, le coagule. Il peut être usiné soit en feuilles - ce qui se fait toujours, la feuille fumée est un produit qui a toujours été recherché - soit en granulés, autre présentation du caoutchouc naturel qui, une fois qu'il a été soigneusement séché et mis en balles, est analysé avant son expédition aux manufacturiers européens voire américains.

Dans quels pays trouve-t-on ce type de production ?

On trouve cette production en Afrique ; Côte d'Ivoire, Libéria, Ghana, Nigéria sont les pays leaders. Le Nigéria produit des quantités substantielles de caoutchouc mais qui, malheureusement, est de qualité médiocre, sauf dans des zones réservées. Michelin possédait une plantation expérimentale au Nigéria, où étaient faites des recherches tenues secrètes sur certains aspects de développement de la plante.

On trouve un peu partout des petits planteurs. Les grands pays sont la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, où beaucoup de petites fermes produisent de l'hévéa associé à d'autres cultures en fonction des conditions climatiques et d'humidité locales.

Quel bilan tirez-vous de votre carrière ?

J'ai le sentiment d'avoir eu une carrière passionnante. J'ai toujours été très enthousiasmé par ce que je faisais. Le caoutchouc naturel est un produit qui m'a beaucoup séduit et qui me séduit toujours.

J'ai vraiment été passionné par ce que je faisais. Je continue à me tenir au courant des recherches qui se font à travers le monde. J'ai toujours des contacts avec les planteurs. Ils sont réunis au sein de l'Amicale des planteurs d'hévéas (APH). Je suis entré d'ailleurs dans cette APH de manière assez amusante. Leur président, M. Douxami, m'a rencontré devant le bureau et m'a dit : « Livonnière, on ne s'est pas vu depuis longtemps. Qu'est-ce que vous devenez ? - Je suis toujours au Cirad, je m'occupe de l'hévéa et j'ai gardé des contacts à travers l'Iso, l'Afnor et autres organisations avec ce monde. Je suis



toujours actif dans ce domaine. - Cela nous intéresse beaucoup ! Accepteriez-vous de faire partie de l'APH ? ». Donc j'ai accepté très volontiers. Pour moi, c'est très intéressant car je retrouve des personnes qui ont vécu des périodes que je n'ai pas connues, en particulier au Vietnam ou au Cambodge. J'apprends des choses sur l'hévéaculture au Vietnam, sur les plantations. J'ai dans mon bureau une grande carte avec toutes ces plantations. Je reste en liaison étroite avec l'APH. J'apporte ma contribution.

Aimeriez-vous retourner en Asie ?

Absolument. Je rêve d'aller à Angkor et de retourner sur les plantations. Je connais un peu Saïgon, Hanoï, où j'ai eu l'occasion de prêcher la bonne parole de la qualité du caoutchouc et de ses utilisations. J'aimerais y emmener mon épouse parce que j'ai fait presque toutes mes missions seul. Et j'aimerais aussi retourner en Chine, en particulier à Pékin qui est une ville extrêmement intéressante. Je voudrais aussi repartir en Amérique du Sud où l'on a gardé de bons souvenirs, notamment au Brésil.

Je me suis rendu au Japon pour avoir des informations sur le concurrent direct du caoutchouc naturel, le polyisoprène de synthèse. J'y ai rencontré des personnes fort intéressantes, industriels et professeurs d'université de très haut niveau. J'ai réussi à faire venir le

professeur Tanaka en France pour donner des conférences à Vitry. Je suis resté en relation avec lui pendant très longtemps. C'était un homme absolument charmant, qui m'a très bien accueilli au Japon. Il m'a fait découvrir le métro de Tokyo qui est incroyablement compliqué ! Les réunions au Japon ont un côté très formel, ce qui est assez différent de la grande fantaisie française ! Au Japon, on commence par la prière, on continue par les présentations, puis on liste les sujets, on leur donne une priorité et enfin on attaque. Tout cela prend beaucoup de temps et ensuite on va déjeuner. Après le déjeuner, sobre comme il se doit dans ce pays et essentiellement à base de riz et de crevettes crues, la réunion reprend son cours. Cela se passe dans une ambiance sympathique. Le Japon n'a pas bonne réputation mais c'est un tort ! En fait, les Japonais sont assez accueillants. Je garde un bon souvenir du Japon. J'ai même eu l'occasion d'aller à Kyoto, au sud du Japon. C'est l'ancien Japon, historique et très intéressant.

Vos enfants se sont-ils intéressés à l'agronomie, au caoutchouc ou à la chimie ?

Pas du tout. Je n'ai pas réussi à transmettre mon goût de la science du caoutchouc. Cela n'a absolument pas intéressé la génération suivante. C'est dommage ! Ma fille est une mathématicienne très

calée. Un de mes fils est chargé de gestion du personnel, en Inde. Mon dernier fils est tourné vers l'informatique et la formation en informatique.

Avez-vous conservé quelques archives ou objets en caoutchouc ?

J'ai quelques objets en caoutchouc ici, j'en ai d'autres dans une petite vitrine de la bibliothèque historique à Nogent-sur-Marne, qui m'appartiennent en propre. Du point de vue littérature, les déménagements successifs m'ont malheureusement obligé à me séparer de nombreux documents mais j'ai réussi à conserver une grande partie de mes rapports.

Je conclurai en exprimant ma satisfaction d'appartenir au Cirad parce que cela a été pour moi une expérience fantastique. Les directions qui se sont succédé m'ont toujours soutenu et étaient très agréables sur le plan des relations humaines. Je garde de cette maison une opinion extrêmement positive et je souhaite que le Cirad continue surtout à s'intéresser à cet aspect de développement des plantes tropicales.

ITEMS

Côte d'Ivoire/Bimbresso/Caoutchouc naturel/Caoutchouc liquide/Hévéa/Hévéaculture/Latex/Propriétés rhéologiques/PUK/Irca/Formation/Raymond de Padirac/Allergies/Chlorination/Asie/Industrie/Culture industrielle/Agriculture tropicale

DU GERDAT AU CIRAD

L'INSTITUT DE RECHERCHES POUR LES HUILES ET OLÉAGINEUX (IRHO), créé en 1941, étudiait l'ensemble des filières oléagineuses depuis la production jusqu'à la transformation des produits. L'Irho intervenait dans de nombreux pays africains, mais aussi en Asie, en Polynésie et en Amérique du Sud.

L'INSTITUT DE RECHERCHES SUR LES FRUITS ET AGRUMES (IRFA) a succédé en 1975 à l'Institut français de recherches fruitières outre-mer, issu de l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (Ifac) qui avait été créé en 1942. L'Irfa a contribué à la considérable expansion de la production fruitière dans le monde.

L'INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE CAOUTCHOUC (IRCA) est né en 1956 de l'Institut français du caoutchouc (IFC), lui-même créé en 1936 à l'initiative des sociétés de plantations et intégré dès l'origine dans une organisation internationale. En Afrique, en Extrême-Orient et en Amérique, l'Irca se trouvait, par ses activités multiples, à l'écoute des problèmes des planteurs et des utilisateurs.

L'INSTITUT D'ÉLEVAGE ET DE MÉDECINE VÉTÉRINAIRE DES PAYS TROPICAUX (IEMVT) est issu du Cours de médecine coloniale vétérinaire, créé en 1921. Ses principales fonctions étaient l'enseignement et la recherche. En 1948, l'Institut de médecine vétérinaire exotique (IMVE) prend la suite du Cours. Cette création vise « à légaliser officiellement l'enseignement post-scolaire de médecine vétérinaire exotique au sein d'un institut d'État ». L'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux (IEMVPT) élargit cette mission. Il devient centre de recherches, centre de recrutement et de formation, centre de documentation. Le décret du 13 avril 1962 confirme la mission de l'Institut et en modifie le sigle, qui devient IEMVT.

LE CENTRE TECHNIQUE FORESTIER TROPICAL (CTFT), créé en 1949, est une société d'État qui s'intéressait à l'étude de tout ce qui concerne le bois, des activités forestières aux techniques industrielles. Il prenait le relais de laboratoires spécialisés depuis 1917 dans l'étude des bois tropicaux.

L'INSTITUT DE RECHERCHES DU COTON ET DES TEXTILES EXOTIQUES (IRCT), trouve son origine dans le Syndicat général de l'industrie cotonnière (1901), qui fonde en 1903 l'Association cotonnière coloniale (ACC), transformée en 1940 en Union cotonnière de l'empire français (Ucef), puis en plusieurs groupements professionnels. Créé en 1946, l'IRCT travaillait dans les pays africains francophones et à Madagascar, en relation avec la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT). Il a élargi son action au monde entier.

L'INSTITUT FRANÇAIS DU CAFÉ, DU CACAO ET AUTRES PLANTES STIMULANTES (IFCC) est issu du Service café, cacao, thé de l'Orstom (aujourd'hui Institut de recherches pour le développement). Créé en 1958, il est devenu Institut de recherches du café, du cacao et autres plantes stimulantes (IRCC) en 1982.

L'INSTITUT DE RECHERCHES AGRONOMIQUES TROPICALES ET DES CULTURES VIVRIÈRES (IRAT), a vu le jour en 1960 pour répondre à la demande des États africains en matière de recherche sur les cultures vivrières. Comme l'IFCC, il est issu des services de recherche agronomique tropicale qui avaient été rattachés à l'Orstom à partir de 1953 pour accroître la production agricole, et notamment vivrière, dans les régions non tempérées.

LE CENTRE D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIMENTATION DU MACHINISME AGRICOLE TROPICAL (CEEMAT), créé en 1962, est une initiative du ministère de la coopération pour assurer d'abord un appui technique au ministère, puis pour constituer un outil commun aux autres instituts. Il reprend les activités du Comité du machinisme agricole d'outre-mer (CMAOM), créé en 1953, et du bureau de liaison du génie rural de l'Irat.

Directeur de la publication : Egizio Valceschini, président du comité d'histoire de l'Inra et du Cirad
Responsable de la mission Archorales : Christian Galant assisté de Marie-Noëlle Heinrich
Conception et réalisation : Pascale Inzerillo, Inra-Unité Communication
Secrétariat de rédaction : Frédérique Chabrol, Inra-Unité Communication
Couverture : © Inra - Alexandra Jullien

INRA, 147 rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07
Imprimerie : Biptint
Dépôt légal : ISBN 2-7380-1371-6 / Code EAN : 978 273 801 3712
Septembre 2016



147 rue de l'Université
75338 Paris - Cedex 07
France

Tél. : + 33 1 42 75 90 00
inra.fr

